

LE
COMMERCE EXTÉRIEUR
DE LA PERSE

COMMENT EN ASSURER LE DÉVELOPPEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 1^{er} Décembre 1930, à 14 heures

PAR

PARVIZ KHAN KAZÉMI

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OUALID.

Suffragants { M. MAUNIER.
M. Roger PICARD. } *Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

— 1930 —

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

LE
COMMERCE EXTÉRIEUR
DE LA PERSE

COMMENT EN ASSURER LE DÉVELOPPEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 1^{er} Décembre 1930, à 14 heures

PAR

PARVIZ KHAN KAZÉMI

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OUALID.

<i>Suffragants</i>	{	M. MAUNIER.	}	<i>Professeurs</i>
		M. Roger PICARD.		

:o:

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU et C^{ie}
ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

— 1930 —



A MON PERE

A MON FRERE

Respectueux témoignage de sincère
affection et de vive reconnaissance.

AVANT-PROPOS

La crise économique mondiale qui éclata en 1929 et qui dure encore a ménagé peu de pays.

La Perse a eu aussi sa part de ce bouleversement, aggravée chez elle d'une crise monétaire dont les causes remontent bien loin dans le passé. Pour arriver à saisir les causes de ce bouleversement qui menaçait sérieusement la vie du pays, de nombreuses controverses furent soulevées en Perse, au cours de cette période. Diverses solutions furent proposées. Le Gouvernement et le Parlement prirent différentes mesures en ce sens, dont la plus importante fut le vote de la loi sur la substitution de l'étalon or à l'étalon argent, monnaie courante du pays.

La plupart des personnes parmi les gens intéressés accusaient le déficit chronique de la balance commerciale comme étant la cause essentielle des maux dont souffrait la Perse et préconisaient différentes méthodes devant enrayer ce mal.

Nous avons voulu, à notre tour, étudier cette question et donner notre modeste avis sur les différents problèmes concernant la situation économique de la Perse. Nous

avons recherché la solution qui conviendrait, d'après nous, le mieux à ces problèmes économiques, tant au point de vue théorique que pratique.

Dans cet ordre d'idées, nous avons dû, il est vrai, critiquer quelquefois la politique économique adoptée par les dirigeants de notre pays. D'autre part, nous n'avons pas ménagé nos éloges pour ce que nous croyons avoir été fait dans l'intérêt de la Perse. En un mot, nous avons voulu, dans cet ouvrage, faire abstraction de toute idée de personnalité. Nous avons voulu étudier non pas les personnes mais leurs œuvres. Si les institutions ont été mal comprises ou négligemment dirigées, la faute en incombe à ceux qui en assumaient la responsabilité.

Cet ouvrage se compose de deux parties. Dans la première, nous avons entrepris surtout l'étude du commerce extérieur actuel de la Perse, les différentes questions qui intéressent ce commerce ayant eu leur place dans un chapitre spécial. Dans la seconde partie, nous avons présenté un plan de réformes, susceptibles à notre avis, de permettre le développement du commerce extérieur de la Perse. En outre, d'importantes questions, comme celles de la réforme monétaire, la politique commerciale et la construction des chemins de fer, pour la solution desquelles nous avons eu soin de donner notre opinion, y ont été analysées et étudiées.

Nous n'avons nullement la prétention d'offrir au lecteur un ouvrage exempt de défauts, étant donné le manque de statistiques sûres et le peu d'ouvrages mis à jour sur la situation économique de la Perse. En rédigeant cet ouvrage, nous avons eu uniquement pour but d'appor-

ter notre modeste contribution à la solution de la crise sévissant actuellement dans notre pays. Si nous avons pu arriver à ce résultat, nous avons atteint l'objet de notre ambition et ce sera notre récompense.

PREMIÈRE PARTIE

Le Commerce extérieur de la Perse

CHAPITRE PREMIER

GENERALITES SUR LA PERSE

(Superficie, Limites, Climat, Population)

La Perse est située entre les 25° et 40° latitude nord et 41° et 30° longitude est de Paris. Sa superficie est de 1.648.000 Km², donc trois fois plus grande que celle de la France (546.000 Km²). Elle est limitée au Nord par le Caucase, la mer Caspienne (dont le niveau est inférieur de 26 m. à celui de l'Océan) et le Turkestan russe ; provinces détachées de la Perse par suite des guerres malheureuses avec la Russie au début du XIX^e siècle. A l'Est, elle est limitée par l'Afghanistan et le Béloutchistan anglais, deux anciennes provinces de l'Iran. Au Sud, la mer d'Oman et le golfe Persique, à l'Ouest par la Mésopotamie (aujourd'hui l'Iraq et le Kurdistan turc (région pétrolifère de Mossoul). Par sa situation et sa configuration, la Perse est la « porte de l'Asie » et tous les échanges terrestres de l'Europe vers l'Asie ou réciproquement

d'Orient en Occident doivent emprunter ses voies de communication.

Avant la découverte de la route maritime de l'Inde en 1492 par Vasco de Gama, c'était un pays de transit par excellence et sa situation mitoyenne entre l'Orient et l'Occident était pour les habitants de ce vaste empire une source inépuisable de richesses.

La Perse politique actuelle est traversée de l'Est à l'Ouest et de l'Ouest au Sud-Est par des chaînes très hautes de montagnes, allant de 2.000 à 5.671 mètres (hauteur du Mont Damavande, le pic le plus élevé de l'Elbourz).

La partie orientale de la Perse est couverte par un vaste désert de 400.000 km² de superficie, dénommé Kaviré-Loute et Dachté Kavir. La sécheresse de l'air y est si forte que l'on croit pouvoir y situer la région la plus chaude du globe terrestre.

Le reste du pays constitue le plateau de l'Iran, dont l'altitude va de 150 à 2.500 mètres avec une moyenne de 1.200 mètres. Eu égard à la sécheresse du climat, toutes les grandes agglomérations sont situées sur les hauteurs, « la région la plus haute étant la plus arrosée et par suite la plus fertile. » (1). On peut citer comme exemple la hauteur de quelques villes importantes de la Perse :

Téhéran, la capitale de la Perse, qui a	
500.000 habitants	1.176 mètres
Tabriz	1.432 —

(1) Poidebârd, *Au carrefour des routes en Perse*.

Esfahan	1.624	—
Machhad	975	—
Kermanschah	1.481	—
Chiraz	1.585	—
Hamedan	1.914	—

Etant donné ses hautes altitudes et la superficie étendue de la Perse, ce pays possède le climat des régions tempérées, ainsi que celui des régions tropicales.

J. Malcolm, dans son histoire de la Perse, dit qu' « il n'y a peut-être pas dans l'Univers de région, qui, dans la même étendue, ait une plus grande diversité de climat. » Chardin commentant la parole de Cyrus, le grand empereur Achéménide qui disait que « la Perse est si grande que l'hiver et l'été y sont en même temps », écrit « on y sème et on y moissonne en même temps. Mais ce qui est remarquable, c'est que cette diversité se trouve à six, vingt lieues de distance » (1). Ce que Chardin écrivait au XVII^e siècle est vrai encore aujourd'hui.

Au Nord, dans les trois riches provinces qui bordent la partie Sud de la mer Caspienne (Guilan, Mazandaran et Esterabad), provinces dénommées Hyrcanie par les anciens, les pluies sont abondantes, surtout au printemps et en automne. Les hautes chaînes de l'Elbourz empêchent les nuages de féconder le plateau Iranien et toutes leurs pluies arrosent seulement le versant septentrional de l'Elbourz, la quantité moyenne de la pluie est de 75 cm, aussi la végétation y est-elle luxuriante.

Dans la zone du golfe Persique, les pluies ne tombent

(1) Chardin, *Voyage en Perse*, p. 95, t. IV.

qu'au printemps et leur moyenne est de 30 cm. Toutefois cette région est très humide et fort chaude, et c'est le climat type du palmier-dattier. Quant au climat du plateau de l'Iran, c'est celui d'une région tempérée. La moyenne de pluie y serait de 25 cm. ; donc, sauf sur les montagnes, le climat est sec et malgré ce que l'on croit à tort, en France, les neiges sont très abondantes dans ces régions montagneuses.

Mais la sécheresse du climat provient surtout des vents desséchants qui soufflent avec une constance remarquable sur le plateau, la pluie est assez rare du mois de mai au mois de novembre et vu la pureté merveilleuse de l'atmosphère, un soleil éclatant caresse de ses rayons le sol iranien ; le soleil de Perse est à juste titre renommé pour sa beauté et sa splendeur. Il ne faut pas oublier la régularité presque sans défaillance des saisons en Perse. M. Olmer dit à propos (1) : « Les saisons sont si régulières que pour un district donné, les dates d'ensemencement et de récolte sont invariables ».

La population de la Perse qui était au dire de Chardin de plus de 40 millions d'habitants au ^{xvii}e siècle a diminué par suite des guerres avec les pays étrangers ; en effet, plusieurs provinces riches et peuplées de la Perse ont été arrachées à la mère patrie, et à la suite de la pauvreté du pays, causée elle-même par le gaspillage des rois fainéants et la tyrannie de leur entourage, beaucoup de personnes ont pris le chemin de l'exil pour trouver à l'étranger du travail et un gouvernement plus accueil-

(1) Olmer, *Rapport sur une mission scientifique en Perse*, p. 14.

lant. Faute de statistiques précises et de recensements périodiques, on ne peut donner que des chiffres approximatifs sur la population de ce pays. Presque tout le monde est d'accord pour estimer la population actuelle de la Perse à 10.000.000 d'âmes. En effet, par suite de la guerre mondiale de 1914-18, pendant laquelle, contrairement à tous les principes du droit international public, la neutralité de la Perse fut ouvertement violée, on put voir les Russes et les Anglais d'un côté, les Turcs et les Allemands de l'autre, se battre sur le sol d'un pays neutre, y amenant la ruine, la misère, l'incendie et son cortège, la famine et les épidémies. Un cinquième de la population de la Perse disparut, les dégâts matériels furent si importants que la Perse, en somme, se trouva plus atteinte par la guerre que n'importe quel pays belligérant. Si l'on veut prendre en considération les Persans qui habitent le Caucase, le Turkestan, la Mésopotamie, l'Inde, la Turquie, l'Egypte et même la Chine où ils détiennent une partie du commerce, on peut dire qu'il y a beaucoup plus de 10.000.000 de Persans par le monde.

CHAPITRE II

BREF APERÇU HISTORIQUE DU COMMERCE PERSAN DE L'ANTIQUITE JUSQU'A LA FIN DU XIX^e SIECLE

(sous les Achéménides-Parthes-Sassanides-Safavis
jusqu'à 1900)

Nous avons vu, au chapitre précédent, que la Perse, par sa situation géographique même, est la terre par excellence des échanges entre l'Occident et l'Orient. De tous les temps la Perse a été un pays de transit pour les voyageurs et les marchandises venant de l'Extrême-Orient et des Indes et allant vers la Grèce et l'Occident. Presque tous les peuples qui ont joué un rôle dans l'histoire ont été en relations commerciales avec la Perse : les Phéniciens, les Assyriens, les Babyloniens, les Grecs, les Parthes, les Romains, les Arabes, les Gènois, les Florentins, les Vénitiens, les Portugais, les Anglais, les Français et les Russes ont porté leurs mains à « la clé des trésors de l'Orient » et le pavillon de chaque nation a flotté dans les eaux persanes (1) ou bien ont vu leurs marchandises exposées dans les marchés et bazars per-

(1) Lord Curzon, *Persia and the Persian Question*, t. I. p. 571 et s.

sans. Au temps des grands rois Achéménides, le commerce était très actif, l'agriculture était à l'honneur dans la patrie de Zoroastre et la route royale de Suse à Sardes sur une longueur de 2.400 km. construite par Darius I^{er}, facilitait grandement les échanges entre l'Empire des Achéménides et les cités grecques. Au temps des Parthes, Palmyre fut le centre d'un commerce d'exportation très florissant, dans la suite les Sassanides firent régner sur le pays une prospérité inouïe.

Sous l'empire Sassanide, la grande rivale de Rome, la Perse devint une puissance économique considérable. En ce temps l'agriculture était fort développée et quand Sapor I^{er} captura l'empereur Valérien à Edesse, les prisonniers furent internés dans la ville de Gôndé-Chapour que le roi venait de fonder en Susiane, et ils y furent employés à la construction d'une gigantesque digue de granit, destinée à emmagasiner l'eau nécessaire aux irrigations et à relever le niveau de Karoûn (1).

Tabari, l'historien arabe, nous parle même de l'existence d'une banque de crédit agricole fondée par un des derniers rois Sassanides. En ce temps-là, les routes étaient nombreuses et bien entretenues. La Perse importait du papier de Chine et y envoyait ses verreries et ses tissus précieux ; la fabrication des étoffes se trouvait fort développée dans la Perse ancienne. La soie venait de l'Inde par voie de mer, et de la Chine par voie de terre, les tapis persans, déjà renommés et les étoffes

(1) Clément Huart, *La Perse antique et la civilisation Iranienne*, p. 150.

tissées en Égypte étaient dirigées vers le Céleste-Empire : et jusqu'à la mort de Justinien, la Perse seule détenait le monopole du commerce de la soie (1). La sécurité était grande au temps des princes Sassanides et les lois justes, ainsi que le souci que ces rois apportaient dans l'entretien des routes et la protection des négociants étaient des éléments assez favorables au commerce pour permettre au pays d'acquérir une richesse considérable. Ces rois pratiquaient la protection des industries domestiques et favorisaient l'exportation. Les historiens romains attribuaient la faiblesse économique et par suite la disparition de Rome à cette politique des Empereurs Sassanides.

L'anarchie, résultant de la conquête arabe fut comme un arrêt de toute civilisation, et tout développement économique. Les différentes dynasties qui régnèrent sur la Perse avaient différentes manières de concevoir le rôle économique de l'Etat. On peut toutefois signaler Amir Azodod Dowleh Deflamî qui fit construire le Bandé-Amir, un merveilleux pont sur la rivière Kar près de Persépolis. Quand le cap de Bonne-Espérance fut doublé par Vasco de Gama en 1497, les Portugais commencèrent à naviguer partout dans le monde : on les voit apparaître dans le golfe Persique, y devenir fort puissants et prendre en main le commerce de l'Iran. A cette époque régnait sur la Perse unifiée une dynastie persane fort soucieuse des intérêts de la patrie et particulièrement favorable à l'industrie et au commerce.

(1) Lord Curzon, *Persian and the Persian Question*, p. 571 et s.

Il s'agit de la dynastie des Safavis ou Sofis (1499-1732) qui montra après l'Islam que la lumière du génie Iranien n'est pas éteinte, et après avoir chassé de toutes les frontières les envahisseurs turcs et autres, se mit à encourager l'industrie et à développer le commerce. La puissance de ces rois était très grande et leur renommée telle que de la cour des grands rois européens on envoyait des ambassadeurs auprès de ces monarques pour créer des relations commerciales.

Chah Abbas le Grand (1557-1628), un des plus grands fils de l'Iran, se montra particulièrement brillant dans le relèvement économique de son pays.

Il reçut les ambassadeurs hollandais, anglais, etc. et leur accorda des franchises de droits pour leurs établissements commerciaux. Richelieu envoya une ambassade à la cour de Chah Abbas 1^{er} et put acquérir les mêmes avantages pour les marchandises françaises. Quand Louis XIV régnait à Versailles, Chah Abbas le Grand en Perse, avait pour capitale la ville d'Esfahan peuplée d'un million d'âmes, de palais splendides, de mosquées fastueuses, de collèges royaux et surtout de bazars où le curieux pouvait trouver les merveilles les plus extraordinaires de l'art oriental. Nous avons deux témoignages précieux de cette époque un livre écrit par Tavernier qui voyagea en Perse en ce temps, et un autre très documenté du Chevalier Chardin qui parcourut deux fois la Perse pour livrer certaines marchandises aux rois Safavis et y séjourna plusieurs années. Connaissant parfaitement la langue du pays et étant assez cultivé, il a pu nous laisser un livre précieux sur tout ce qui concerne

la Perse. Ce livre et d'autres documents nous enseignent qu'au temps de Safavis, on tissait en Perse des tissus de soie et de coton à dessins bariolés et fantasques ; les tapis persans de cette époque étaient si beaux et si résistants qu'on n'a jamais pu atteindre à ce degré de perfection. Quelques spécimens de ces tapis sont encore à voir dans les musées (voir le musée de l'art musulman au Louvre) et témoignent de la splendeur de l'art persan de cette époque. On tissait encore « des brocarts fort chers mais si résistants qu'on n'en voyait pas la fin ». On travaillait à merveille les métaux, on fabriquait des armes à feu et des canons, de l'acier damasquiné ; la boiserie était un des arts dans lequel les artisans persans excellaient. Les tanneries et les fabriques de cuir étaient très nombreuses en Perse, « les Persans étaient maîtres dans l'art de la broderie, ils font toute sorte de broderie, mais particulièrement celle d'or et d'argent soit sur le drap, soit sur la soie, soit sur le cuir » dit Chardin (1). « Leur couture de cuir comme celle des harnais entre les autres est si délicate et si bien faite, qu'on dirait que c'est de la broderie ». Les manufactures de porcelaine, d'émail et de faïence étaient développées et les vaisselles sorties de ces manufactures étaient si belles et si fines « que quelquefois cette porcelaine passait celle de la Chine, tant le vernis en était beau et vif ». Toutes les constructions gigantesques des palais et des mosquées d'Ispahan couvertes de briques émaillées témoignent aujourd'hui encore des goûts des manufacturiers et des artistes de cette

(1) Chardin, *op. cit.*, p. 128 et s., t. IV,

époque. Les teinturiers étaient des maîtres de leur art, et la fixité des couleurs de tapis est le témoignage de leur souci de bien faire, des tissus imprimés d'or et d'argent étaient encore une des beautés de cette époque. La grande marchandise de Perse était la soie produite dans le Guilan, dans le Khorassan et dans le Kerman (1). Les Hollandais en importaient en Europe et « tous les Européens qui ont commerce en Turquie n'en rapportaient rien de plus précieux que la soie de la Perse ». La Perse envoyait aux Indes et en Turquie, des tabacs, des fruits de toutes sortes, des dattes, des vins excellents, de la porcelaine, du maroquin de toutes couleurs, de la noix de galle, des tapis, des tissus, de l'acier, du fer.

Le négoce était une profession très honorable, puisque le roi lui-même envoyait des commis dans le monde entier, et même pendant la guerre le commerce était libre et respecté (2). La sécurité régnait dans l'Empire des Safavis et Chah Abbas le Grand fit construire pour cela des routes merveilleusement entretenues, des ponts gigantesques et mille caravansérails pour ménager aux voyageurs un gîte confortable et aux marchandises des entrepôts sûrs contre les intempéries. La chaussée de pierre construite dans la province de Mazandaran en bordure de la mer Caspienne existe toujours et il y a beaucoup de caravansérails qui sont debout à la gloire de leur constructeur.

Par cette description, on peut deviner l'immense richesse de la Perse de cette époque et le prestige incon-

(1) *Id., op. cit.*, p. 128 et s., t. IV.

(2) *Id., op. cit.*, p. 162

testé de ces grands princes Iraniens. Chardin raconte que tout le monde vivait aisément en Perse et presque toutes les paysannes portaient au cou des colliers de sequins d'or et d'argent et possédaient des bijoux.

Hélas, l'influence grandissante des mollahs à la cour des derniers rois Safavis occasionna l'abandon de toutes ces magnifiques industries et quelques poignées d'Afghans purent attaquer la Perse, conquérir sa capitale, piller, tuer, incendier, ravager, faire disparaître tous les vestiges de la civilisation. La Perse fut alors le siège d'une anarchie complète.

Quand Nader Chah (1688-1747) eut mis un peu d'ordre dans le pays attaqué de tous côtés, et conquis l'Inde, peu de choses restait à entreprendre pour remédier au mal ; d'ailleurs, il n'eut pas le temps de penser à la situation économique de son pays, et les quelques années glorieuses de son règne furent partagées entre la défense du territoire attaqué et la pacification du pays même. On voit donc apparaître, avec la fin du règne des Safavis, la décadence économique de la Perse, prélude des ambitions politiques de ses deux puissants voisins, la Russie et l'Angleterre. Entre temps, on peut signaler Karim Khan Vakyl qui ne régna pas sur toute la Perse et qui se contentant du titre de « Représentant du peuple » résida à Chiraz et s'efforça sous sa domination pacifique de développer le commerce dans le Fars et les provinces avoisinantes. Les princes qui le suivirent sur le trône, les Ghadjars d'ailleurs de la race turcomène ne se signalè-

(1) Chardin, *op. cit.* t. IV, p. 158.

rent que par une cruauté sans bornes, des guerres malheureuses avec la Russie et l'Angleterre. Sans aucun souci des intérêts du pays, ils gaspillaient des deniers publics, entretenant des courtisans avides et affamés, aliénant méthodiquement toute la Perse à l'étranger au moyen des concessions ruineuses qu'ils donnaient en échange des emprunts modiques leur permettant d'étaler un faste oriental au cours de leurs nombreux voyages en Europe. Non seulement ils ne favorisèrent pas l'industrie, l'agriculture et le commerce, mais encore firent mourir des vizirs patriotes qui nourrissaient des ambitions pour la Perse.

Au cours de la révolution industrielle qui illustra le ^{xix}^e siècle, ces monarques auraient pu guider leur pays dans le concert des nations en intensifiant les productions autochtones, mais ils ne pensèrent qu'à encourager les importations étrangères, étouffant dans l'œuf les initiatives économiques du pays.

On raconte que Mozaffared-dine dans un de ses voyages en Europe se fit dire que la beauté des tulipes hollandaises est due à la qualité spéciale de la terre des Pays-Bas. Oubliant les immenses champs de fleurs des provinces Caspiennes qui étendent à perte de vue leur tapis multicolore jetant à l'espace toute la gamme des couleurs de l'arc-en-ciel, il fit charger à Amsterdam des sacs immenses de « terre de Hollande » d'une valeur de plusieurs centaines de mille francs à destination de la Perse pour ses jardins de Téhéran. Comment alors attendre de ces rois le respect de la terre de Perse quand ils ne la croyaient même pas capable de pouvoir nourrir dans son

sein un bulbe de tulipe ? Ils le firent bien voir en jetant à droite et à gauche aux étrangers des concessions économiques ruineuses qui allaient aliéner la patrie des Perses. La guerre mondiale et ses conséquences changèrent les cartes et nous verrons que la Perse put reconquérir son indépendance économique et son intégrité politique. Le pays ne retira rien de ce long règne si ce n'est un appauvrissement total et un retard appréciable dans le progrès matériel et le bien-être moral du peuple persan, un peuple capable de tous les progrès, mais accablé sous le joug des gouvernants despotes et égoïstes.

CHAPITRE III

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA PERSE DEPUIS LA FIN DU XIX^e SIECLE A NOS JOURS

Balance commerciale et balance des comptes. — (L'unité monétaire persane étant le kran-argent et par là-même sujet à variations par rapport aux autres monnaies-or, nous indiquerons avec le kran, sa valeur par rapport à l'or).

Lord Curzon dans son livre « Persia and the Persian Question » (1), évalue le commerce extérieur de la Perse pour l'année 1889 à 220.500.000 krans ou 6.300.000 £ ou 157.500.000 francs-or (£ = 35 krs.) ce total se répartissait à 136.696.000 krans (3.913.100 £) pour les importations et 74.420.000 (2.126.000 £) pour les exportations. Il indique, autre part, qu'entre les années 1880 et 1889 le total général annuel de ce commerce a été de 7.250.000 £ ou 181.250.000 francs (p. 562), l'Angleterre

(1) T. II, p. 559 et s.

et les Indes faisaient avec la Perse un commerce de plus de 3.000.000 £, dont 2.000.000 pour les importations et 1.000.000 £ pour les exportations.

La Perse, qui affermais ses douanes depuis 1674, pensa vers l'année 1898 de réorganiser ses douanes afin de pouvoir augmenter ses revenus (revenus qui servirent de garanties aux emprunts ultérieurs faits chez les Russes et les Anglais) et engagea pour cela trois fonctionnaires belges, dont le chef Naus se révéla plus tard — quoique bon administrateur — un des agents les plus efficaces des visées impérialistes du gouvernement tsariste en Perse. On annula le fermage en 1900 et une Administration indépendante étant formée, le commerce général ainsi que les recettes douanières allèrent au augmentant. En 1902, les taxes de péages, de douanes intérieures et d'autres contributions similaires furent supprimées et c'est depuis cette date que le commerce de la Perse prit une extension de plus en plus grande.

Voici le tableau des importations et des exportations de la Perse depuis 1901-02 jusqu'en 1913-14, veille de la guerre mondiale (1) :

(1) L'année persane commence le 21 mars avec l'équinoxe du printemps Le Madjless (le Parlement) vota en 1304 une loi réformant le calendrier et rétablissant les noms anciens des mois persans qui sont : farvardine, ordibehecht, khordad, tir, mordad, chahrivar, mehr, abân, azar, deï, bahman et esfand.

Les six premiers mois sont de 31 jours et les six derniers de 30, sauf le mois d'esfand qui est habituellement de 29 jours et n'est de 30 jours que lors des années bissextiles.

Année	Importations en Krs.	Pourcen- tage	Exportations en Krs.	Pourcen- tage	Total du commerce ext ^r (en Kr.)
1901-02	298.577.216	66.47 %	150.597.757	33.53 %	449.174.973
1902-03	273.442.664	59.10 %	189.020.079	40.90 %	462.462.743
1903-04	385.036.158	65.33 %	254.774.504	39.67 %	639.810.662
1904-05	349.914.613	58.52 %	247.961.340	41.48 %	597.875.953
1905-06	386.463.091	56.87 %	293.143.331	43.13 %	679.606.422
1906-07	431.039.773	54.95 %	353.376.841	45.05 %	784.416.614
1907-08	408.434.263	56.30 %	317.080.682	43.70 %	725.514.445
1908-09	372.484.073	53.31 %	326.206.999	46.69 %	698.691.027
1909-10	442.428.516	54.35 %	377.526.189	45.65 %	813.954.705
1910-11	484.507.631	56.35 %	375.426.903	43.65 %	859.934.534
1911-12	570.208.440	57.53 %	420.784.682	42.47 %	990.993.122
1912-13	567.575.639	56.54 %	436.333.271	43.46 %	1.003.908.910
1913-14	647.164.841	58.67 %	455.839.635	41.33 %	1.103.004.476

Valeur moyenne du Kran: 0 fr. 45

Excédent des importations sur les exportations

Années	KR.	Années	KR.
1901-2	147.974.459	1908-9	46.277.074
1902-3	84.422.585	1909-10	70.902.327
1903-4	130.261.654	1910-11	109.080.728
1904-5	101.953.273	1911-12	149.423.758
1905-6	93.319.760	1912-13	131.242.367
1906-7	77.662.939	1913-14	191.325.206
1907-8	91.353.581		

Ces tableaux nous montrent, que de l'année 1889 jusqu'à la veille de la guerre, le volume du commerce extérieur de la Perse a quintuplé. Mais cette énorme augmentation n'est qu'apparente, car avant 1900, les douanes de Perse étaient en fermage et moins bien surveillées que depuis cette date. Malgré cela on peut dire que l'agent principal de cette augmentation était la Russie. En effet, ce pays commençant à s'industrialiser, avait besoin de matières premières que la Perse produisait. Ayant conclu le tarif de 1902 avec la complicité de Naus « le ministre

des douanes de l'Empire de Perse », les matières premières de la Perse recevaient des transformations en Russie et inondaient ensuite la Perse à l'aide de la protection du tarif extrêmement favorable aux articles originaires de la Russie, ces produits envahirent les marchés persans : ce furent principalement du thé, du sucre, des tissus de coton et de laine, de la verrerie, etc... Les autres puissances qui bénéficiaient presque toutes du traitement de la nation la plus favorisée, profitèrent de ces portes ouvertes et imitèrent la Russie, c'est ce qui explique aussi l'augmentation des exportations et par là l'expansion méthodique du commerce général. Le volume de commerce général qui était environ de 250 millions de krans en 1890 atteignit le chiffre de 500 millions en 1903-4 et neuf ans après, en 1912-13 dépassa pour la première fois le chiffre d'un milliard de krans. Pendant toute cette période la balance du commerce a été défavorable à la Perse et en moyenne le pourcentage des importations et des exportations par rapport au commerce général était respectivement de 43 % et 57 %. Nous verrons bientôt que pendant ce laps de temps, la balance des comptes aussi a été défavorable à la Perse et la fortune du pays prenait le chemin de l'étranger, ce qui augmentait encore la misère de la nation.

Pendant les années de guerre mondiale, contrairement à ce qui arriva à d'autres pays neutres, la Perse souffrit énormément de l'action des belligérants. Nous avons vu au chapitre II que les Anglais, les Russes, les Allemands et les Turcs se battaient sur notre territoire, ravageant plusieurs provinces, incendiant les villages et les fermes

et emportant tout ce qui se trouvait sur leur chemin. Les frontières et les bureaux de douanes étaient en grande partie surveillés et dirigés par eux. A la suite de tous ces obstacles, du manque de la main-d'œuvre et toutes les dévastations subies par les régions productives, la production diminua considérablement, diminution qui eut sa répercussion sur les exportations et par contre-coup sur les importations (loi des débouchés). Tout devint fort cher en Perse, surtout les articles importés de l'étranger, c'est-à-dire tous les produits fabriqués ; par suite de sécheresse continue et des actions dévastatrices des combattants les céréales furent rares, sinon introuvables. Une famine éclata en 1917-18 dans la majeure partie du pays et surtout dans la province de Téhéran, fauchant à droite et à gauche et emportant, avec les épidémies qui s'ensuivaient, un cinquième de la population de la Perse. On peut conclure par là que le commerce général était inévitablement sujet à diminution.

Pour la première année de la guerre, cette diminution a été de 19 % par rapport à l'année précédente ; en effet le volume du commerce extérieur n'atteint que 895.380.773 krans, dont 499.322.910 krans pour les importations et 396.0575.863 krans pour les exportations. Pour l'année 1915-16, le total du commerce général est de 841.242.579 krans dont 464.107.965 krans pour les importations et 377.134.614 krans pour les exportations.

La diminution du commerce est donc de 3 % pour cette année.

Le commerce général est de 928.666.363 krans pour l'année 1916-17, dont 494.771.017 krans pour les impor-

tations et 433.895.346 krans pour les exportations. Pendant l'année 1917-18 le commerce extérieur diminue encore et n'atteint que 806.780.299 krans, dont 468.065.910 krans (58 %) pour les importations et 338.714.384 krans (42 %) pour les exportations.

Dès la fin des hostilités et le départ consécutif des armées belligérantes, le commerce extérieur, profitant de ce calme bienfaisant, commença à reflourir.

Les chiffres du tableau suivant nous montrent que les échanges entre la Perse et les autres pays vont en augmentant d'année en année :

	Années	Importations (Krs)	Exportations (Krs)	Total	Kran = en Fr
1297	(1918-19)	476.286.793	270.868.943	747.155.736	0.91
1298	(1919-20)	629.792.656	367.817.353	997.610.009	1.18
1299	(1920-21)	482.351.633	371.198.779	853.550.412	1.53
1300	(1921-22)	609.775.368	502.044.789	1.111.820.157	0.95
1301	(1922-23)	619.201.046	733.982.843	1.353.183.889	0.99
1302	(1923-24)	681.321.823	768.392.162	1.449.713.985	1.63
1303	(1924-25)	771.445.143	1.000.163.142	1.771.608.285	1.94
1304	(1925-26)	881.025.407	1.059.389.922	1.940.415.329	2.52
1305	(1926-27)	787.396.720	1.104.115.298	1.891.512.018	2.95
1306	(1927-28)	807.433.373	1.060.411.054	1.867.844.427	2.50
1307	(1928-29)	819.665.455	1.517.601.192	2.337.466.647	2.57

Voici maintenant les parts proportionnelles des importations et des exportations dans le commerce général pour la même période :

	1297 (1918-19)	1298 (1919-20)	1299 (1920-21)	1300 (1921-22)	1301 (1922-23)
Années					
Importations	63.746 %	63.13 %	51.51 %	54.84 %	45.75 %
Exportations	36.254 %	36.87 %	49.49 %	45.16 %	54.25 %
	1302 (1923-24)	1303 (1924-25)	1304 (1925-26)	1305 (1926-27)	1306 (1927-28)
Années					
Importations	47.00 %	43.54 %	45.40 %	41.63 %	43.23 %
Exportations	53.00 %	56.46 %	54.60 %	58.37 %	56.77 %
1307 (1928-29)		Importations 35 %		Exportations 64.92 %	

Excédent des importations sur les exportations

Années.....	1297	1298	1299	1300
	(1918-19)	(1919-20)	(1920-21)	(1921-22)
Krs.....	205.417.850	261.975.303	111.152.854	107.730.579

Excédent des exportations sur les importations

Années.....	1301	1302	1303	1304
	(1922-23)	(1923-24)	(1924-25)	(1925-26)
Krs.....	114.781.794	87.070.349	228.717.999	178.364.515

Années.....	1305	1306	1307
	(1926-27)	(1927-28)	(1928-29)
Krs.....	316.718.578	252.977.681	697.735.737

Les tableaux ci-dessus nous montrent que le commerce extérieur de la Perse s'est développé rapidement après la guerre. Il a dépassé le chiffre d'un milliard de krans en 1921-22, un milliard 500 en 1924-25 et le chiffre de deux milliards de krans en l'année 1307 (1928-29), la dernière année pour laquelle des statistiques douanières sont publiées. En consultant ces tableaux, on est tout de suite, enclin à penser que le commerce extérieur de la Perse qui nous était constamment défavorable depuis le début du siècle est devenu favorable à la Perse dès l'année 1301 (1922-23) et a pris des proportions considérables amenant l'excédent des exportations sur les importations et refluant l'or de l'étranger dans le pays. En analysant la balance commerciale et la balance des comptes, nous verrons que la Perse n'est pas tellement favorisée à ce point de vue.

Si suivant nos calculs, la balance du commerce n'est pas défavorable, elle n'est pas, non plus aussi favorable que le montrent les statistiques précitées. En effet, dans

ces chiffres rentrent pour une large part les huiles minérales exploitées par la compagnie anglaise dénommée « Anglo-Persian Oil Company » et ce n'est que depuis 1301 (1922-23), date à laquelle la Compagnie a commencé d'exploiter d'une façon intensive les champs pétrolifères de sa concession et à en exporter largement les produits que nous constatons un excédent d'exportations sur les importations. En Perse, beaucoup de gens ne comptent ces exportations comme profitant à la Perse et crient à qui veut l'entendre que la Perse a un déficit commercial endémique, et que pour payer ses créances à l'étranger elle a dû aliéner toutes ses richesses liquidables et tout son avoir de valeur. Nous croyons que ces appréhensions peuvent être justifiées dans une certaine mesure en ce qui concerne la période d'avant-guerre, mais elles ne sont point fondées pour la période actuelle. Avant la guerre, non seulement la balance du commerce était défavorable au pays, mais nous avions aussi beaucoup d'éléments négatifs dans notre balance de comptes. L'Etat persan avait des dettes extérieures assez importantes pour son maigre budget. En 1913, il devait à la Russie et à l'Angleterre près de 6.500.000 £ (1) et leur payait annuellement des sommes importantes prises sur ses recettes douanières, gages de ces emprunts. Les commerçants payaient des sommes importantes aux transporteurs étrangers comme fret et assurances des marchandises ; il n'y avait presque pas de touristes et on voyait très peu de voyageurs étrangers dans le pays.

(1) Mochar Ghadimy, *Les finances publiques de la Perse*.

Les bénéfices et commissions des banquiers persans disposant de l'argent de l'étranger étaient nuls et les banques étrangères surtout « La Banque Impériale de Perse », une banque anglaise et la « Banque d'Escompte de Perse », une succursale de la Banque d'Etat Russe, rivalisant de zèle prêtaient de l'argent à l'Etat persan et aux particuliers, agissant ainsi en maîtres incontestés de l'économie persane. C'était donc elles qui touchaient les intérêts de toutes ces dettes et les commissions des transactions commerciales. Beaucoup de nationaux partaient pour l'étranger, faisaient des pèlerinages coûteux aux lieux saints de l'Islam situés en Mésopotamie, ou à la Mecque ou bien y envoyaient leurs oboles. Par conséquent, rien ne favorisait l'économie du pays, qui tous les ans payait un lourd tribut à l'étranger. On constate, par exemple, en 1912-13, une exportation de 27.429.390 krs de monnaies d'or et d'argent contre une importation de 12.147.400 krs, donc déficit de 15.281.990. Ce déficit a été de 7.707.222 krs pour l'année 1913-14. Cet état de choses a continué pendant la durée de la guerre et malgré les dépenses des armées d'occupation, la perte causée par elles est tellement grande que tout l'or qu'ils ont versé en Perse paraît sans importance. Dès que les armées belligérantes quittèrent le territoire national, la Perse, soulagée de cet énorme fardeau pensa à reprendre et à développer ses relations commerciales avec ses voisins immédiats, mais l'état de chose d'avant-guerre avait changé, la Russie qui était le principal client et fournisseur de la Perse était en proie à une crise politique et économique, crises évidentes d'un Etat qui veut naître

sur de nouvelles bases et essaie de mettre en pratique des doctrines éloquemment exposées dans des ouvrages pleins de promesses.

Faut-il dire ici que l'Angleterre et la Russie avaient presque le monopole du commerce persan. A elles deux, elles avaient les 7/8 du commerce persan, la Russie, 4,50/8 et l'Angleterre 2,50/8) (1).

Celle-ci ayant le monopole du commerce des provinces du sud et celle-là, celui des provinces du nord, les plus riches de la Perse. Quoique la Perse fut le premier pays à reconnaître le gouvernement soviétique et malgré l'accord politique signé par les deux pays en date du 26 Février 1921 et à l'art. 19 duquel, on convenait de nommer immédiatement une commission mixte pour élaborer une convention commerciale, cette convention ne fut signée qu'en 1927 et jusqu'à cette date les exportations furent minimales. Pendant tout ce laps de temps, les exportations de Perse à destination de la Russie ne purent être expédiées. Les riz de Guilan et de Mazandaran pourrèrent, amenant la ruine de milliers de cultivateurs et la faillite de centaines de commerçants. D'un autre côté, les marchés persans qui pendant la guerre étaient démunis de beaucoup d'objets fabriqués, tissus et autres, préférés des nationaux, se virent après la cessation des hostilités envahis par les importations étrangères de toutes natures.

Cette situation allait amener une crise formidable dans

(1) Djamalzadeh, *Gandjé Chaïgan*, p. 9.

le pays, si un nouvel état de chose, n'avait pas servi de contre-poids dans la balance. En effet, par suite du traité signé en 1921 avec l'U. R. S. S. toutes les dettes de l'Etat persan envers la Russie furent annulées (art. 8). La Russie ne voulant pas payer à la France et autres pays créanciers, les dettes de l'ancien régime, ne pouvait par compensation exiger les créances des débiteurs tsaristes. L'art. 14 de ce même traité prévoyait l'annulation de la concession Lianazoff qui datait de 1888 et qui donnait presque tous les bénéfices des pêcheries de la mer Caspienne à la Russie. La convention du 8 mehr 1306 (1^{er} octobre 1927) consacre cette matière. On fonda une société mixte (Chilate) dirigée par un conseil d'administration de 6 membres, 3 nommés par le Gouvernement persan et 3 par le Gouvernement soviétique ayant à sa tête un président persan. Tous les bénéfices doivent aller par moitié à l'un et à l'autre Etat. Cette société a toutes ses installations en Perse, fait des dépenses importantes dans le pays, possède un nombreux personnel persan. Toutes ces dépenses sont par là un élément important dans la balance des comptes.

Quant aux huiles minérales exportées par « l'Anglo-Persian Oil Company », il faut remarquer que c'est depuis 1922-23 (1301) que ses exportations commençant à s'accroître. En l'année 1306 (1927-28), l'ensemble du commerce persan a été de 1.867.844.427 krs dont 807.433.373 krs pour les importations et 1.060.411.054 krs pour les exportations, mais ces exportations se divisent en 597.273.000 krs pour les huiles minérales et 463.138.054 seulement pour les autres produits. Pour

l'année 1307 (1928-29) l'ensemble du commerce est de 2.337.466.647 krs qui se divisent en :

Importations	819.865.455 krs
Exportations des huiles minérales.	1.037.547.500
Exportations d'autres produits	480.653.692
Total des Exportations....	1.517.601.192 krs

Il ne faut pas oublier que si cette compagnie est une Société anglaise, elle a presque toutes ses installations industrielles en Perse, que presque tous les ouvriers qui travaillent dans ses usines de Khouzestan sont des persans, qu'elle fait venir tous les ans de nombreux outils et machines de l'étranger (80.000.000 krs pour l'année 1306) et qu'on doit soustraire du chiffre des importations pour ajouter à ceux des exportations, puisqu'ils sont payés avec ceux-ci, car c'est un argent payé par les actionnaires étrangers, peu de nationaux possédant des actions de l'Anglo Persian Oil Cy que l'Etat persan, en dehors de ses parts et celles des particuliers (5 millions de Krans par an) a touché depuis 1913, 6.016.416 £ (1) comme redevances, les 16 % qu'il touche sur les bénéfices nets de la Compagnie, lui apportent annuellement près de 50.000.000 krs, en outre l'Etat persan et les particuliers nationaux possèdent des actions de cette société qui leur apporterait un bénéfice annuel de 5 millions de krs.

On voit qu'il est inexplicable de ne pas compter tous ces apports dans la balance des comptes. D'ailleurs sur ce point, c'est cette opinion qui prévaut

(1) Lingemann, *Report*, p. 22.

actuellement dans les cercles avisés et l'administration des douanes, elle-même, sur les injonctions du gouvernement persan indique que les huiles minérales exportées peuvent être comptées dans une certaine mesure comme profitant à la Perse. Passant à un autre élément de la balance des comptes, nous constatons que si la Perse paie encore beaucoup de fret et assurances aux armateurs et transporteurs étrangers, il faut ajouter que cela existait avant la guerre. L'Etat persan a aujourd'hui, beaucoup moins de dettes : le capital de ces dettes n'est que de 1.626.480 £ en 1305 et 1.167.660 £ en 1306 et les intérêts annuels de 6.183.000 krs dans le budget de 1309. Si les banques étrangères font encore beaucoup de bénéfices dans le pays, n'oublions pas que la Banque d'Escompte de Perse a été cédée au Gouvernement persan par le traité de 1921 et que sous le nom de la « Banque Nationale de Perse », elle a été créée en 1306, « pour encourager le commerce, l'agriculture, etc. ». Elle est la dépositaire de toutes les disponibilités de la trésorerie et par suite de l'énorme développement qu'elle a pris, beaucoup de particuliers sont devenus ses clients et lui ont confié leurs dépôts retirés des autres banques. Profitant du patronage de l'Etat, elle tend à devenir une Banque d'Etat et étant un intermédiaire nécessaire dans les transactions commerciales, elle a tiré à elle une grosse partie des commissions touchées auparavant par les autres banques. Donc, nous trouvons encore un élément favorable de la balance des comptes. Il faut ajouter à tout cela les intérêts que les particuliers touchent pour leur argent déposé dans les banques étrangères,

En effet, pour être beaucoup plus sûrs, beaucoup de personnages riches confient leur argent liquide aux banques situées en Europe et ces sommes seraient assez considérables. D'un autre côté, beaucoup de persans résidant à l'étranger (émigrés), surtout en Turquie, aux Indes, en Mésopotamie envoient annuellement beaucoup de sommes à leurs parents qui vivent en Perse. D'autre part, s'il est vrai que les revenus de biens de mainmorte envoyés aux lieux saints de Mésopotamie, sortent du pays, cela est négligeable, étant peu important. Quant aux persans qui prennent le chemin de l'étranger, s'ils sont assez nombreux depuis la guerre, en ce qui concerne les étudiants, cette somme qui se chiffre à 10 millions de Krans, ne peut être qu'une dépense productive et quand cette armée d'élites retournera en Perse, nous récolterons au centuple, ce que nous dépensons aujourd'hui. Quant aux pèlerins des lieux saints qui se chiffraient à 25.000 avant la guerre et qui sortaient du pays des sommes nécessaires à leur voyage, ils ne sont que quelques centaines actuellement. Les épidémies qui sévissaient dans ces pays, ont été la cause de cette régression et le gouvernement voulant empêcher la sortie des capitaux vient d'interdire (Avril 1930), la sortie des nationaux, si ce ne sont des fonctionnaires en mission, des étudiants ou des malades ayant besoin pour se rétablir d'un voyage à l'étranger. Nous voyons d'un autre côté, que le nombre de voyageurs rentrés dans les 2 dernières années, est supérieur à ceux qui en sont sortis : en 1306, il y eut 50.991 personnes entrées et 40.329 sorties. Ces chiffres sont respectivement de 49.437 et 33.348 pour

1307, donc, pour cet article, il y a plus d'argent rentré dans le pays. Quant aux dépenses que le gouvernement fait pour ses représentants à l'étranger, elles sont inférieures à celles que le corps diplomatique et consulaire fait en Perse. Il faut ajouter à tous ces paragraphes, que de l'aveu de l'administration des douanes elle-même, et vu l'étendue considérable des frontières de la Perse, beaucoup d'objets traversent les frontières à l'insu des douanes (on évalue à 10 % du chiffre global du commerce) et si à l'importation la valeur réelle des matières importées en plus des frais de transports et assurance, etc., est indiquée, à l'exportation on ne compte que la valeur approximative de la marchandise. En réalité, le prix payé par l'étranger à l'exportateur national est de beaucoup supérieur à celui indiqué au bureau de sortie. Pour les tapis qui sont presque tous envoyés à Constantinople, cette explication est décisive.

Dr Naficy propose d'ajouter 10 % au chiffre des exportations (surtout contrebande d'opium et de tapis) (1). Nous voyons donc que la balance des comptes nous est plutôt favorable. D'ailleurs, ce qui prouve d'une façon indiscutable que dans ces dernières années, la balance des comptes a été favorable à la Perse, c'est que la Perse n'a fait aucun emprunt extérieur ni intérieur et que pendant les années 1306 et 1307 il est entré d'une façon définitive pour plus de 92 millions 240.000 krs de métaux précieux et monnaies d'or et d'argent. En voici les chiffres :

(1) *Articles économiques* publiés par le journal *Iran*.

	1306	1307
Importation :	34.061.180	61.719.084
Exportation :	83.491	2.706.302

Total : 33.229.689 + 59.012.782 = 92.242.471 krs.

Comment s'imaginer que la balance des comptes d'un pays qui accuse de telles rentrées d'or et d'argent, puisse être défavorable ? Nous ne possédons pas de statistiques pour l'année 1308, mais nous croyons que par suite de la dépréciation du quart de la valeur de la monnaie persane (la livre sterling qui vaut actuellement 60 krans, ne valait que 48 krans en janvier 1928) il y a un stimulant puissant à l'exportation, le volume du commerce général devrait accuser pour l'année 1308 (1929-30) une augmentation constante en faveur des exportations persanes.

Nous verrons plus tard que la crise monétaire survenue au cours de cette année n'est pas une suite de la balance des comptes déficitaire de l'économie persane. Voyons maintenant quelles sont les importations et les exportations de la Perse.

CHAPITRE IV

LES IMPORTATIONS DE LA PERSE

Avant d'entrer dans les détails de ce chapitre, nous devons indiquer, que la Perse étant un pays presque exclusivement agricole, sauf pour les tapis et autres petites industries, elle achète presque tous les produits fabriqués de l'étranger. Voici le tableau des principales importations de la Perse pour les années 1912-13, 1913-14, 1926-27, 1927-28 et 1928-29, et les chiffres respectifs de ces produits (valeur en krams).

Voir tableau ci-joint :

ANNÉES

	1912-13	1913-14	1926-27	1927-28	1928-29
Tissus de coton pur.....	183.662.533	201.018.294	221.035.000	236.649.000	217.031.000
Sucres en pains et en poudre	138.652.438	170.519.166	123.997.000	92.926.000	97.071.000
Thés	40.778.076	36.002.836	69.747.000	56.170.000	68.808.000
Farines comestibles	22.475.303	16.959.517	6.368.000	8.309.000	2.534.000
Fils de coton	12.902.762	13.721.673	24.574.000	22.625.000	16.974.000
Tissus de laine.....	10.711.182	13.416.271	20.631.000	14.344.000	17.204.000
Huiles minérales	10.585.467	10.199.009	31.437.000	31.666.000	38.387.000
Monnaies d'or et d'argent	12.147.400	9.217.611	7.564.000	11.112.000	61.509.000
Riz	5.302.142	8.732.519	9.893.000	6.965.000	4.729.000
Merceries de toute espèce.	6.564.545	8.433.977	17.392.000	20.164.000	23.470.000
Tissus de soie mélangés de coton	4.845.288	7.005.398	12.702.000	16.873.000	12.629.000
Ouvrages en fer et en acier	5.890.761	6.757.120	8.438.000	12.116.000	13.238.000
Or et argent en lingots...	5.550.665	5.687.460			
Tissus de laine mélangés de coton	4.251.572	5.617.771	7.148.000	7.579.000	9.937.000
Voitures et véhicules de toutes espèces et leurs pièces détachées	121.630	1.498.642	35.787.000	32.878.000	50.457.000
Machines et mécaniques et leurs parties détachées.			24.072.000	42.244.000	23.470.000
Produits chimiques	1.161.856	3.170.049	8.571.000	4.162.000	9.295.000
Fers et aciers.....	3.944.715	5.052.812	6.880.000	11.112.000	6.786.000
Verreries	1.438.703	1.855.856	4.788.000	6.447.000	4.917.000

Papiers de toute espèce...	1.131.249	1.271.296	4.636.000	5.620.000	4.089.000
Bois	3.447.225	5.118.348	5.354.000	3.093.000	5.542.000
Bois ouvrés			2.403.000	151.000	(non ouvrés) 5.927.000 (ouvrés)
Galoches	1.360.684	1.862.302			5.399.000
Meubles, etc.....	821.252	1.027.597	4.147.000	4.729.000	4.683.000
Allumettes	3.166.148	4.000.873	3.462.796	4.955.914	3.978.000
Objets en faïence et en porcelaine	2.691.374	3.020.377	2.487.928	2.658.056	3.322.000
Habilléments	3.233.253	4.031.561	6.888.645	8.678.243	10.218.000
Savons	1.029.385	1.184.741	1.676.000	2.046.000	3.085.000
Tissus de soie naturelle pure			2.651.156	3.107.873	2.133.000
Boissons alcooliques	2.067.962	1.593.789	3.949.000	3.841.000	2.816.000
Animaux vivants	1.466.341	2.145.703	4.589.000	2.639.000	2.556.000
Epiceries	585.528	1.053.504	4.867.000	3.915.000	3.867.000
Tabacs, cigares et ciga- rettes	2.239.538	3.052.612	2.250.000	2.248.000	1.132.000
Œufs de vers à soie.....	2.607.807	2.640.695	2.176.000	1.436.000	1.052.000
Drogueries et autres.....	2.471.014	3.082.111	4.631.00	4.750.000	4.080.000
Laine brute.....	3.253.668	3.891.410	1.386.000	1.690.000	1.188.000
Broderies et tissus brodés			2.010.000	2.079.000	1.950.000
Charbons			1.273.000	1.824.000	
Cordes, cordages et ficelles			561.000	928.000	1.832.000

Ce long tableau comparatif nous fait voir : 1° que presque tous les produits fabriqués nous viennent de l'étranger.

2° Si le commerce général a augmenté depuis la guerre, le besoin du marché est resté le même ; presque rien n'est fait dans le pays pour fabriquer ou produire ce que nous achetons de l'Etranger. En effet, les mêmes importations ont subsisté et ont même augmenté. Aucun effort sérieux n'est fait pour créer des industries nationales. Nous passons maintenant à l'analyse de quelques matières importantes qui composent ces importations.

I. TISSUS DE TOUTE ESPÈCE ET FILS

Pour les deux années avant la guerre, nous achetions de l'étranger des tissus de toute espèce :

	(Valeur en krans)	
Tissus de coton	183.662.533	201.018.294
Tissus de laine	10.711.182	13.416.271
Tissus de soie mélangée de coton	4.845.288	7.005.398
Tissus de laine mélangée de coton ..	4.251.572	5.617.771
Tissus non dénommés	4.474.460	5.100.956
Velours et peluches de coton	2.046.395	2.775.480
Total	209.991.400	234.934.170
Fils de coton	12.902.762	13.721.673
Fils de lin et de chanvre	2.911.362	3.391.823
Fils de jute	1.415.277	1.392.086
Total général	227.220.801	253.439.752

Nous constatons donc que sur un chiffre total des importations de 567 millions de krans pour l'année 1912-13, il y a 227 millions de krans de tissus et de fils, surtout des tissus de coton (42 %). Ce chiffre est 253 millions sur un total de 647 millions pour l'année 1913-14 (35 %).

C'étaient surtout la Russie et l'Angleterre (avec les Indes) qui nous vendaient ces tissus. (Remarquer en particulier, le chiffre considérable de tissus de coton).

Pour les trois dernières années les chiffres sont les suivants :

	(1305)	(1306)	(1307)
	(en milliers de krams)		
	1926-27	1927-28	1928-29
Tissus de coton de toutes espèces	221.035	236.649	217.031
Tissus de coton mélangé de soie artificielle	12.702	16.873	12.629
Tissus de laine pure	20.631	14.394	17.204
Tissus de coton et de laine	7.145	7.579	9.937
Tissus de chanvre et de jute	4.244	4.411	4.341
Tissus de soie naturelle pure de toute espèce ...	3.438	4.156	2.133
Tissus non spécialement dénommés.....	2.349	2.656	
Broderies et tissus brodés.....	2.010	2.079	1.922
Tissus de coton mélangé de soie naturelle.....	2.679	1.362	1.064
Tissus de bourre et déchets de soie.....			1.395
TOTAL.....	276.233	290.159	267.656
Fils de coton	24.579	22.625	16.974
Fils préparés pour la couture, broderie, etc.....	2.362	3.148	2.459
Fils de laine	1.069	1.798	1.851
Cordes, cordages et ficelles.....	561	928	1.832
TOTAL GÉNÉRAL.....	304.804	318.658	290.772
Importations en chiffres ronds.....	783 millions	807 mill.	819 mill.

Nous constatons donc que si proportionnellement les importations de tissus et fils ont diminué, le besoin du marché est resté presque le même et si ces dernières années quelques fabriques de tissus ont été fondées, (notamment à Ispahan et à Ghazvine) elles ne sont pas encore capables d'approvisionner suffisamment le marché intérieur et le débarrasser du tribut payé à nos deux puissants voisins.

II. SUCRES ET THÉS

	1912-13	1913-14	(1305) 1926-27	(1306) 1927-28	(1307) 1928-29
			(Valeurs en milliers de krans)		
Sucres en pains et en poudre.	138.652	170.519	123.997	92.926	97.111
Thés	40.778	38.602	69.747	56.170	68.111
	179.430	209.121	193.744	149.096	165.222

On voit donc que le sucre et le thé qui formaient presque un tiers de nos importations avant la guerre, ne forment qu'un peu plus d'un cinquième du total des importations en 1928-29. Cela vient de ce que ces deux articles qui forment à eux deux la boisson nationale persane étaient très bon marché avant la guerre. En plus, ils n'étaient grevés d'aucun impôt, tandis que depuis l'année 1304 (1925-26) (Loi du 9 khordad 1304) chaque batman de sucre paie deux krans d'impôt et chaque batman de thé six krans. Le Parlement vota cet impôt dans le but de constituer un fonds spécial en vue de construire des voies ferrées. En effet, le thé étant la boisson nationale de la Perse, cet impôt promettait d'être productif. Les espoirs ne furent pas déçus et le produit annuel de cet impôt est en moyenne 65 millions de krans.

III. AUTOMOBILES ET LEURS ACCESSOIRES

A la veille de la guerre, nous avons importé pour 1.500.000 krans de voitures automobiles, tandis que pour ces trois dernières années les chiffres sont ainsi :

Voitures, véhicules de toutes espèces y compris automobiles, camions, vélocipèdes, motocyclettes et les pièces détachées ;

	(1305) 1926-27	(1306) 1927-28	(1307) 1928-29
Krs. :	35.787.000	32.878.000	50.457.000

On voit par là que le nombre des véhicules a augmenté en Perse. En effet, à la suite de la réparation des routes existantes et de la construction de nouvelles chaussées, le nombre des automobiles et autres véhicules augmente en Perse, surtout depuis la loi qui a décidé la franchise absolue de tous droits de douane aux véhicules qui rentraient en Perse jusqu'à 10 ans (Loi de 1303). De là l'affluence considérable de voitures en Perse. En l'année 1306 (1927-28) il est entré plus de 1.112 automobiles et 997 camions, camionnettes et omnibus. Sur ces chiffres, Il y a eu 569 Ford de la première catégorie, 154 de la seconde. 141 Chevrolet de la première et 424 de la seconde catégorie, il y a eu 15 Citroën et une Voisin. Les Etats-Unis occupent le premier rang parmi les pays importateurs d'automobiles en Perse. En 1307 il est entré 1.396 automobiles et 1.783 camions, camionnettes et autobus. Ce sont les Chevrolet qui sont au premier rang avec 405 automobiles et 870 camions et autres. Il y a eu 346 Ford de la première catégorie, 87 de la seconde, 109 Berliet, 27 Fiat, 58 Buick, 21 Citroën, 316 camions Graham, 8 Renault, mais ce sont encore les Etats-Unis qui ont vendu à la Perse près de 31 millions de kranes de voitures en 1307 ou 3/5 du total des importations de véhicules.

Il y a en Perse relativement à la population plus de voitures que dans aucun pays d'Orient et presque autant qu'en Pologne (1) Il y a une voiture sur 1.340 habitants

(1) *Revue Industrielle*, mai 1930.

en Pologne, 1 sur 1.845 en Turquie, 1 sur 8.120 habitants en U. R. S. S. En Perse, il y a une voiture pour 1.416 habitants. Le nombre des voitures y était de 7.060 au 1^{er} janvier 1928 et de 8.340 au 1^{er} mai 1930, ce nombre augmente chaque jour. En Perse, 65 % des voitures sont de tourisme et 35 % de camions, car beaucoup de transports de marchandises se font aujourd'hui par camions et la proximité des pétroles du Caucase, de même que l'existence du pétrole dans le pays même (Anglo-Persian Oil Cy) augmentent encore la possibilité de développement de ce genre de véhicules.

IV. LES HUILES MINÉRALES

Avant la guerre, la Perse importait pour 10.585.467 krans de pétrole en 1912-13 et pour 10.199.009 krans en 1913-14. Ce pétrole servait au transport des automobiles, mais surtout pour l'éclairage, car à cette époque, l'électricité était très rare et on se servait surtout des lampes à pétrole. Ce produit provenait presque exclusivement des puits du Caucase et son importateur était la Russie. Pour les 3 dernières années nous voyons les chiffres suivants :

Pays de provenance	Huiles minérales, pétrole, benzine		(Valeurs en krans)
	1305 (1926-27)	1306 (1927-28)	1307 (1928-29)
U. R. S. S.....	31.437.000	31.666.000	38.387.000
Empire Britannique..	28.645.630	27.416.176	34.797.632
Etats-Unis	2.521.999	2.380.699	2.728.000
	155.152	642.937	682,805

On constate donc que c'est toujours la Russie qui occupe le premier rang parmi les importations d'huiles

minérales, elle importe en Perse presque 90 % des pétroles. Cela malgré l'existence de l'Anglo Persian Oil Company et son développement considérable. Cet état de chose vient de ce que d'abord il n'y a pas de tarif douanier qui protège l'industrie pétrolifère qui est dans une certaine mesure une industrie nationale. D'un autre côté, les puits de l'Anglo Persian étant situés dans le sud de la Perse et les frais de transport étant assez élevés, presque toutes les provinces du nord trouvent à meilleur compte le pétrole du Caucase qui, étant tout proche, ne supporte pas les frais d'un long transport. Il faut ajouter à cela que l'U. R. S. S. encourage l'exportation des pétroles et qu'elle est en Perse un redoutable concurrent pour l'Anglo Persian Oil Company.

V. AUTRES PRODUITS

En consultant le tableau des Importations, nous constatons que la Perse qui importait en 1913-14 pour 5 millions 052.812 krams de fer et d'acier (en barres et en plaques) et pour 2.775.480 krs de cuivre et de nickel et pour 2.314.515 d'étain, plomb, zinc, en importe en 1928-29 respectivement pour 6.786.000, 2.875.000 et 1 million 542.000 krams. Nous avons importé même pour cette année 2.653.000 krams de clous, vis, rivets, tuyaux, etc. Ce qui prouve que la situation n'a pas changé depuis la guerre. Malgré la richesse minière du pays, nous la laissons inexploitée et tous les métaux nécessaires nous viennent de l'étranger. En 1307 nous avons importé des machines et mécaniques et leurs parties détachées pour 23.506.000 krs et 23.470.000 krs de merceries de toute

espèce. Dans un pays d'immenses forêts (provinces caapiennes) nous avons importé en l'année 1307 pour 4 millions 592.000 krans de bois non ouvrés et pour 5 millions 927.000 krans de bois ouvrés. Pour la même année, nous avons importé pour 4.084.000 krans de papiers, 4.080.000 de drogueries, 4.917.000 de verreries et 3 millions 332.000 krans d'objets de faïence et de porcelaine. Si nous avons importé pour cette année 1.700.000 krans d'aéroplane et de ses accessoires, nous avons également importé pour cette année pour 3.650.323 krans de phonographes, gramophones et accessoires. En effet, la « gramophonomanie » est devenue en Perse une maladie à la mode et ce sont surtout l'empire Britannique, l'Allemagne et la France qui ont incubé ce microbe dans le pays. Dans tous les villages, tous les cafés, dans beaucoup de maisons, le gramophone est devenu un objet indispensable d'ameublement. Nous prévoyons que dans quelques années le même honneur sera réservé aux appareils de radiophonie. On dirait que, pareils aux enfants, nous attendons que l'étranger nous apporte un jouet nouveau pour nous enthousiasmer, nous sommes prêts à nous dépouiller de tout pour avoir pendant quelques instants — car ils ne durent pas longtemps et se cassent avec les premiers maniements — dans nos mains cet instrument merveilleux, objet de nos rêves et de notre admiration.

Comment s'étonner de ce fait quand dans un pays producteur de coton, on achète de l'étranger des cordes, cordages, ficelles !

CHAPITRE VI

LES EXPORTATIONS DE LA PERSE

Voici le tableau des principales exportations de la Perse avant la guerre et pour les 3 dernières années (en chiffres ronds).

(Valeurs en milliers de Krans)

Années	1912-13	1913-14	(1305) 1926-27	(1306) 1927-28	(1307) 1928-29
Total des exportations (millions.) (Huiles minérales A. P. O. C. exceptées).	436	456	450	455	457
Coton	93.843	85.236	56.492	47.048	52.680
Tapis de laine.....	60.392	53.677	122.563	154.062	159.351
Opium	34.916	37.714	96.116	43.268	65.040
Fruits frais ou secs.....	47.410	70.384	32.019	48.305	49.613
Riz	42.309	42.197	20.526	47.020	28.860
Gommes adragantes	13.902	12.949	14.046	14.089	15.851
Laine brute	11.300	12.408	23.360	13.468	15.616
Boyaux			5.590	8.717	12.357
Soie en cocons.....	11.786	13.449	4.952	6.398	9.152
Soie grège	426	1.922	1.302	1.101	2.854
Peaux préparées	6.913	7.984	10.618	14.084	9.852
Peaux brutes d'agneaux.....	(1912-13=17.122)		4.468	7.643	7.214
Peaux brutes pour pelleteries....	(1912-13=17.122)		7.955	5.399	5.745
Peaux brutes autres	(1913-14=19.656)		3.769	4.929	4.550
Tabacs non fabriqués	2.428	2.797	2.822	1.948	2.623
Henné	1.414	1.715	589	1.611	533
Thés			2.734	2.684	
Poissons	8.246	7.886	377	726	3.798
Assa fætida			1.613	1.826	950
Caviar					1.643

Années	1912-13	1913-14	1926-27 (1305)	1927-28 (1306)	1928-29 (1307)
Objets d'arts et de collection.....	2.262	2.188			
Animaux vivants	8.385	10.760	1.507	2.932 (et jute)	1.699
Chanvre brut			1.466	1.182	1.350
Poils			186	1.277	2.288
Oxyde de fer.....			440	1.053	845
Drogueries	3.638	3.862	1.729	1.096	1.302

Ce tableau nous montre que la Perse qui était un pays agricole avant la guerre l'est resté. Nous n'avons pas compris dans ce tableau les huiles minérales exploitées par l'Anglo-Persian Oil Company et nous en parlerons bientôt. Si on laisse à part ce produit industriel qui est exploité par une société étrangère, et si on laisse à côté les tapis, on remarque que tous les produits exportés de Perse sont ceux d'un pays agricole qui fournit à l'étranger les matières premières nécessaires à l'industrie et à l'alimentation. N'empêche qu'avec un peu de transformation, ces mêmes produits retournent dans le pays sous forme de tissus et autres, demandant d'importantes commissions aux acheteurs nationaux et réalisant d'immenses bénéfices à leurs vendeurs. Nous allons analyser dans les paragraphes suivants les principaux éléments de ces exportations.

I. — LES HUILES MINÉRALES

Nous avons vu qu'avant la guerre la Perse importait du pétrole. Aujourd'hui, ce pays exporte des huiles minérales pour des quantités considérables et c'est grâce à cet article seulement qu'on constate un excédent d'ex-

portation sur les importations depuis l'année 1301 (1921-22). Pendant l'année 1306, les exportations des huiles minérales ont été plus que l'exportation des autres produits et pour l'année 1307 elles ont dépassé le double des autres matières exportées (2/3 du total des exportations); En Perse, on ne compte pas cela comme profitant au pays. Voyons d'où vient cette idée (1). Les huiles minérales que la Perse exporte actuellement sont exploitées par l' « Anglo-Persian Oil Company » une société concessionnaire dans laquelle l'Amirauté Anglaise possède plus de la moitié des actions et en est en fait le maître absolu.

En Perse, il a existé des pétroles depuis toujours et dans maintes régions. Mais c'est surtout vers la fin du XIX^e siècle qu'avec le progrès du machinisme et les services que le pétrole pouvait rendre comme combustible, les gens avisés pensèrent à exploiter cette richesse de Perse. Baron Julius de Reuter obtint, en 1872, de Nassered-dine Chah la concession des pétroles de toute la Perse; mais devant les hostilités des Russes il ne put réussir. Ce n'est que le 28 mai 1901 qu'un Australien, William Knox d'Arcy, obtint pour 60 ans le droit exclusif de recherches, d'extraction, de transport par tuyaux (pipe-line) et d'exportation du pétrole, des gaz naturels asphalte et goudron, dans toute la Perse, à l'exception toutefois des 5 provinces septentrionales (l'Azerbaïdjan, le Guilan, le Mazandaran, l'Esterabad et le Khorassan).

(1) Voir surtout *Persian Oil Industry*, brochure publiée par l'A. P. O. C. et le numéro du 21 juin 1929 du *Journal des Finances*.

Ces provinces étant limitrophes de la Russie et à la suite de l'opposition de cette puissance le concessionnaire ne put les avoir dans les champs de son exploitation. La société concessionnaire ne doit payer au gouvernement persan qu'une redevance de 16 % sur les produits nets, seulement. Elle obtient en échange franchise absolue de tout impôt et droits de douane pour ses exportations. En plus, aucune société n'a le droit de construire de pipe-lines du nord au sud de la Perse. A l'expiration de la date de concession, toute l'exploitation retourne à la Perse. On voit, tout de suite, que par un aveuglement incroyable, les rois Ghadjars donnèrent dans des conditions extrêmement onéreuses à un étranger, le droit d'importer chez lui une des sources les plus abondantes de la fortune du pays. Pour les premières recherches, il fut fondé, en 1901, une société appelée « First Exploitation Company Ltd » qui commença à effectuer des sondages à Siah Sorkh, près de Kermanchah. Mais le résultat attendu ne vint pas et comme la société avait dépensé tout son avoir, on voulut l'aider à faire d'autres recherches. C'est alors que l'Amirauté anglaise, qui pour ses navires avait besoin de pétrole et toujours dans le dessein de sauvegarder la suprématie de la flotte anglaise, intervint et avec l'aide de la Burmah-Oil constitua en 1904 « l'Anglo-Persian Oil Company Ltd ». Le Gouvernement persan avait en outre touché 20.000 £ et avait obtenu des actions pour 20.000 £. Le capital initial était de 2 millions de livres sterling. Le gouvernement britannique se rendit acquéreur de la majorité des actions de la nouvelle société et obtint, de

ce fait, la prépondérance au sein du conseil d'administration. Deux commissaires du gouvernement ayant qualité d'administrateurs sont nommés par le roi et ont le droit de veto absolu dans les décisions à prendre.

Ce fut en mai 1908, à Mesdjed-Soleïman (dans le Khouzestan), à 200 km. de Mahammareh, dans une région appelée Meïdané-Naftoun, que le premier forage qui ait réussi a été effectué et on put constater définitivement l'existence des sources presque inépuisables de pétrole. La société commença à prendre de l'extension et put en quelques années, réserver à la Perse le 5^e rang parmi les pays producteurs de pétrole, avec une production annuelle de 4.500.000 tonnes. On construisit des usines, des fabriques, des installations, des écoles, des hôpitaux, des villages, etc... La société possède aujourd'hui une grande raffinerie à Abadan, à l'embouchure du Chat-tel-Arab, sur le Golfe Persique. Il y a deux pipe-lines de 250 km. (145 milles) qui amènent le pétrole de Masjed-Soléïman, près d'Ahwaz, à Abadan. La société a plus de 30.000 ouvriers et contremaîtres dont 25.000 persans. Ses champs d'exploitation ne sont pas encore développés, mais il y a plus de 100 puits exploités. Il y a dans ces champs le puits le plus productif du monde appelé F 7, qui donna, au début, jusqu'à 200.000 barils de pétrole par jour. La production totale de ce puits jusqu'à maintenant a été de 7.000.000 de tonnes, mais on le ferma en 1926. D'ailleurs, tout le pétrole exploité aujourd'hui ne vient que de douze puits, et on a fermé les autres pour s'en servir plus tard, quand le besoin s'en fera

sentir. Ces puits sont extrêmement productifs, autant par l'abondance des huiles minérales que par la bonne qualité du pétrole persan. Grâce à ces exploitations, la province de Khouzestan, l'ancienne Susiane, est devenue une région industrielle fort prospère. Le capital de la Compagnie est monté à 24.000.000 £ en 1926, et ses actions sont partout recherchées. Outre la raffinerie d'Abadan, une usine a été créée à Llandarcy et une autre à Grangemouth, près de Swansea, dans le Pays de Galles. En France, l'Anglo-Persian a une très importante filiale, la Société Générale des Huiles de Pétrole. Elle patronne beaucoup de sociétés pétrolifères, a des filiales dans beaucoup de pays et possède une flotte de 80 pétroliers. L'Anglo-Persian est en outre intéressée dans les pétroles de l'Albanie, de l'Argentine et en Iraq. Le gouvernement anglais, depuis la création de la Compagnie, a reçu comme intérêts et dividendes de ses actions la somme formidable de 61.616.089 £ (7 milliards et demi de francs). C'est une opération aussi rémunératrice que l'achat des majorités des actions du Canal de Suez. Quant au gouvernement persan, il n'a reçu depuis 1913 jusqu'en 1927 que 6.016.416 £ comme « Royautés ». Depuis quelques années, le gouvernement persan met à côté les sommes ainsi reçues pour constituer un fonds de réserve d'Etat ; cela constituerait actuellement un total de 3.000.000 de £.

Voyons maintenant quelle a été la production et l'exportation des huiles minérales dans les dernières années : de 1913 à 1927, la production totale a été de 29.954.191 tonnes. La production des huiles minérales pendant les 11 dernières années a été ainsi :

en mans (le man ou batman équivaut à 2,97 kg.)

1297	315.360.057	1303	1.216.937.689
1298	349.135.689	1304	1.284.460.377
1299	454.612.804	1305	1.521.886.367
1300	649.190.567	1306	1.334.956.746
1301	911.941.398	1307	1.180.000.000
1302	883.230.037		

Ces produits sont exportés en Empire britannique, en Egypte, en France, en Allemagne et en Belgique.

Voici la valeur des exportations des huiles minérales pendant les trois dernières années : en krans,

1305 (1926-27)	1306 (1927-28)	1307 (1928-29)
654.383.000	599.655.000	1.037.606.000

La majorité des persans ne comptent les huiles minérales de l'Anglo-Persian comme une exportation profitant à la Perse. Naturellement, tout cela ne profite pas à la Perse, et nous croyons même que le gouvernement devrait rentrer en pourparlers avec cette société pour modifier quelques clauses de la concession notamment l'interdiction pour les futures sociétés des pétroles du nord d'avoir des pipe-lines allant jusqu'au golfe Persique. Il doit en outre essayer d'augmenter les « Royautés » de la Perse par rapport aux immenses profits du gouvernement anglais.

Si dans un moment de folie, un roi sans volonté et des courtisans cupides, ont aliéné à l'étranger le droit pour les industries de la Perse septentrionale d'aller jusqu'au sud de leur pays et d'avoir accès à la mer, qui

leur appartient pour écouler leurs marchandises, un peuple entier et libre ne peut pas souffrir cela pendant 60 ans. La justice ne le permet pas, et une nation indépendante ne peut pas le subir. Mais en dehors de cela, il ne faut pas oublier que des milliers de nos compatriotes vivent de cette industrie, que toute une province est devenue prospère et que l'Etat a pu constituer grâce à cette société un fonds de réserve.

Quel serait notre gain si cette immense exploitation n'existait pas ?

La production mondiale d'huile brute en 1928 et 29 (extrait d'une communication de Royal Dutch) :

	1929 t. métr.	1928 t. métr.
Etats-Unis	141.992.032	127.782.006
Vénézuéla	20.367.105	15.590.070
Russie (d'après les statistiques soviétiques qui ne peuvent être vérifiées).....	14.256.584	12.285.046
Mexique	6.821.707	7.654.852
Perse	6.022.092	5.600.138
Indes Néerlandaises	5.100.000	4.200.000
Roumanie	4.827.278	4.509.787
Colombie	2.836.371	2.768.581
Pérou	1.811.596	1.617.742
Trinité	1.344.833	1.182.953
Argentine	1.259.302	1.302.214
Inde Britannique	1.170.374	1.146.821
Sarawak	760.166	751.092
Pologne	693.018	773.762
Japon	287.636	256.581
Egypte	271.520	268.461
Autres pays	835.146	613.328
Total.....	210.656.760	187.674.434

II. — LES TAPIS

Si la Perse est connue des gens cultivés par son histoire et sa littérature, elle est surtout connue du grand public (en Europe et en Amérique) par ses tapis. Cela montre déjà que ces merveilles d'art ont été toujours un élément de propagande assez efficace du goût de l'harmonie de ce peuple et un article d'exportation des plus importants de notre commerce extérieur. Cet article qui formait avant la guerre un huitième de notre commerce d'exportation, est devenu dans ces dernières années fort important et le chiffre d'exportation des tapis est de 150 millions de krans par an ou un tiers de nos exportations (le pétrole non compris). En effet, les Persans étaient toujours connus pour la fabrication des beaux tapis. Les palais gigantesques des rois Achéménides ornés et couverts de magnifiques tapis étaient l'objet de l'admiration de tous les visiteurs de la Cour du Roi des Rois. Lors de l'invasion des arabes en 637, les troupes des envahisseurs pillèrent ces palais et emportèrent beaucoup d'objets d'art, entre autre un tapis fort précieux décrit ainsi par M. Saïd Naficy dans la revue de la Chambre de Commerce de Téhéran : « La gloire artistique de l'Iran « était symbolisée par un tapis de soie à fil d'or et « d'argent qui a également été détruit ; pour la compo- « sition, l'artiste s'était servi, dit-on, d'une quantité « innombrable de pierres précieuses. Le dessin représen- « tait un jardin de plus de cent mètres environ (60 « aunes) avec des allées et des bosquets ornés de fleurs,

« et l'ingénieux artiste avait imaginé de se servir pour
« chaque partie du paysage d'une pierre assortie.

« Les pillards, éblouis par la richesse de ce trésor, en
« ont fait le partage après l'avoir mis en morceaux à
« coups de poignard ; chacun eut sa part. Les historiens
« affirment qu'un abyssin de l'armée des fidèles, a
« vendu son butin pour la somme fantastique de 5.000
« dinars, soit 10.000 tomans, ou pour être plus précis,
« cent mille francs. En prenant pour base la part d'un
« soldat d'une armée de cent vingt mille hommes, il est
« facile d'imaginer la valeur fabuleuse de ce chef-
« d'œuvre ».

Après l'Islam, c'est surtout au temps des Safavis que l'industrie des tapis fit des progrès et les plus beaux dessins que nous avons aujourd'hui sont ceux de cette époque glorieuse. Malgré la décadence ultérieure de toutes les industries en Perse, l'industrie des tapis garda une certaine importance et fut recherchée par l'étranger. Sur cet article aucun peuple n'arriva à égaler le peuple persan, et les tapis de notre pays sont à juste titre cités au premier rang des produits artistiques mondiaux. Mais si cette industrie garda son importance, hélas, elle fut bien loin d'atteindre son apogée passée, les dessins anciens se perdirent de vue petit à petit, et les procédés de coloration qui faisaient la renommée de ces tapis disparurent avec la mort des artisans qui en avaient le secret. Les conditions de fabrication changèrent et de nombreux industriels étrangers, surtout les Allemands, et les Américains s'installèrent dans le pays, créant des fabriques, influençant les dessins et les coloris et y

apportant les couleurs d'aniline qui étaient toute prêtes et de bon marché. La fixité des couleurs des tapis pour laquelle ceux-ci étaient recherchés, ne pouvait se maintenir avec les nouvelles colorations qui étaient loin d'égaliser les couleurs végétales fabriquées avec une longue patience par les teinturiers. On chercha surtout à fabriquer des tapis à bon marché et on négligea l'assortiment de la laine et la finesse de tissage. Surtout l'usage de la teinture aux couleurs d'aniline se répandit.

Le Gouvernement voulant remédier à cet état de chose demanda au parlement de voter des droits de sortie appelés « taxes d'exemption » assez lourdes, sur le tapis des couleurs d'aniline. Entre temps, il y eut quelquefois des prohibitions de sortie. Mais les fabricants luttèrent contre cette tendance, et usant de leur influence, amenèrent le gouvernement à abaisser les droits de sortie qui devaient progressivement monter à 18 % *ad valorem*. D'une autre côté, il n'y eut aucun effort sérieux pour obliger les fabricants à employer des couleurs naturelles d'origine végétale et ces mesures prohibitives encouragèrent la contrebande. Les partisans des tapis de couleur d'aniline disent que malgré ce nouveau procédé l'exportation des tapis a augmenté depuis la guerre; mais il ne faut pas oublier que ce sont les nouvelles richesses acquises pendant la guerre et depuis, qui ont été la cause de l'augmentation des exportations. D'ailleurs le tapis de Perse est maintenant beaucoup plus connu qu'avant la guerre et notre grand acheteur et l'agent principal de cette augmentation est l'Amérique qui avant la guerre avait très peu de relations avec la Perse. D'un autre côté la demande générale des

tapis a augmenté pendant les 10 dernières années et la preuve en est que d'autres pays comme la Chine, les Indes et l'Afghanistan ont commencé à en fabriquer ou en exporter, faisant une active concurrence au commerce des tapis persans.

Si nous voulons maintenant examiner de près les genres de tapis qu'on tisse actuellement en Perse, nous voyons qu'il y a plusieurs catégories de tapis : 1° tapis de coton pur, 2° Tapis de laine pure; 3° Tapis de soie pure, 4° Tapis de laine et de coton, 5° Tapis de soie et de coton. Ces tapis sont fabriqués dans des centres importants ou chez les tribus nomades. Ces centres importants sont les régions de Kurdistan, d'Azerbaïdjan, de Kachan, de Kerman et de Soltanabad. Les tapis les plus connus des tribus sont ceux des Turcomans, dans le Khorassan et ceux fabriqués par les Ghachgaïs dans la province de Fars. Mais les tapis les plus célèbres sont ceux de Kerman et de Kachan. Dans cette dernière ville, qui était au temps de Chardin la première ville industrielle de la Perse, il y a plus de 20.000 ouvriers et ouvrières occupés à tisser des tapis. Dans la région de Kerman, fort connue pour ses beaux tapis, on remarque actuellement une décadence de cette industrie et de fort mauvaises conditions de fabrication. Les tisserands, la plupart des jeunes filles et des petits garçons de 5, 6, 7 à 10 ans, travaillant dans des espèces de caves très mal aérées, où la lumière pourtant si intense dans le pays de l'Iran ne pénètre presque jamais, la majorité, sinon la totalité est tuberculeuse ; les petits enfants sont chétifs et même quelquefois estropiés. Beaucoup de jeunes ouvrières qui travaillent à cette industrie demeurant souvent

stériles, à cause de leur perpétuelle immobilité, ce travail demandant de rester assis au même endroit pendant des heures entières. En effet les ouvriers sont assis sur des tiges de bois et exécutent avec une habileté extraordinaire les ordres du maître qui a le dessin à la main et qui récite à haute voix, à plusieurs ouvriers la composition du dessin et la couleur des fils à choisir. Ces tapis sont hissés sur 4 planches formant un métier. La fabrication d'un tapis dure des semaines et souvent des mois. L'embauchage des jeunes garçons et filles est recherché à cause de leurs fins doigts qui passent facilement à travers la trame.

Quant aux salaires de ces pauvres gens, il est tellement faible qu'ils peuvent à peine se nourrir. Il va de 5 à 20 chahis (50 centimes à 2 francs) par jour, rarement un peu plus. Le salaire normal moyen est de 10 chahis ou 1 franc par jour. Mais ce n'est pas encore fini. Ces salaires n'étant pas suffisants, l'ouvrier demande des avances au directeur qui l'embauche, celui-ci lui accorde des avances sur ses salaires à venir et de la sorte, il se vend presque pour un temps infini, doit supporter pendant des années ce dur labeur et en meurt souvent. Aucune mesure législative ou gouvernementale n'est venue donner une fin à ce honteux « sweating-system ». Au contraire, nous voyons que le Gouvernement encourage l'exportation des tapis fabriqués de la sorte. Si cela pouvait profiter aux nationaux, le gouvernement aurait une excuse, mais hélas, ce sont les exportateurs étrangers, qui en profitent. Les tapis sont, en général, envoyés à Cons-

tantinople où il y a un entrepôt considérable de tapis persans.

Souvent les acheteurs étrangers les achètent en Turquie et les écoulent sur les marchés de leurs pays avec le triple sinon le quadruple de leurs prix d'achat. Actuellement, c'est Londres qui est devenu l'entrepôt des tapis persans, mais la situation n'en est pas plus satisfaisante. Les gouvernements étrangers, sous prétexte qu'ils sont des objets de luxe, frappent les tapis persans de lourdes taxes d'entrée. De son côté, le gouvernement persan fait des efforts inouïs, à chaque augmentation de tarif pour abaisser les droits de douane frappant les tapis persans dans les pays étrangers. Pendant de longs mois, on négocie, et à la fin, si les négociations ont été fructueuses, les pays étrangers abaissent de quelques points les droits de douane sur les tapis ; en contre-partie, le gouvernement persan accorde aux produits originaires de ces pays qui ont abaissé leur tarifs, une diminution de droits, sinon une franchise absolue de taxe et les marchés persans sont inondés par les produits les plus mauvais de ces pays. Quel est le résultat de toute cette politique économique ? C'est que les produits les plus invraisemblables ont envahi le marché national, causant la ruine des petits industries domestiques et le profit de l'abaissement des droits est allé directement dans les poches des exportateurs étrangers, le fabricant commerçant n'a joué dans tout ce processus économique que le rôle d'un courtier content de sa petite commission, tandis que le vrai profiteur étranger a pu développer son commerce et élargir ses palaces.

Voici le tableau des exportations de tapis pendant les dix dernières années : valeur en krans.

1298	29.709.573	1303	101.881.174
1299	49.965.783	1304	117.580.754
1300	66.100.271	1305	122.563.796
1301	92.864.426	1306	154.062.367
1302	104.755.863	1307	159.361.000

Nous voyons que les exportations ont quintuplé en 10 ans. Voici nos principaux acheteurs de tapis avec leur rang d'importance en 1307 (1928-29) :

1. Etats-Unis d'Amérique	75.422.522 krs
2. Empire britannique (y compris les Indes)	34.433.734 »
3. Turquie	31.703.328 »
4. Egypte	4.551.724 »
5. France	4.161.064 »
6. Iraq (Mésopotamie)	3.923.213 »

Après, viennent l'Autriche et l'Allemagne, chacune pour 2 millions de krans environ. Pour le premier semestre de l'année 1929 le rapport du délégué économique de Perse en Amérique nous édifie que sur un ensemble d'exportation de Perse en Etats-Unis, il y a eu pour 4.425.603 dollars, pendant les six mois, il y a eu pour 4.201.801 dollars de tapis. Par suite des diverses négociations, on a pu arriver à abaisser dans le nouveau tarif douanier américain, de 60 % à 45 %, les droits de douane minimum sur les tapis importés de Perse. Dans ces dernières années, les importations de tapis de Perse vers l'Allemagne ont augmenté aussi à la suite de l'abaissement des droits de 24 marks à 8 marks par kilogramme

sur les tapis d'Orient, abaissement prévu dans le tarif allemand du 24 juillet 1927.

Mais, à la suite du krach de Wall-Street des mois d'Octobre-Novembre 1929, l'achat des tapis persans par les américains a fortement baissé.

Passant maintenant à la condition actuelle des tapis nous voyons que le nouveau ministère de l'économie nationale vient de publier son programme économique (1). Il appert que l'effort de ce nouveau ministère s'est surtout porté à continuer la politique des gouvernements précédents. Il a décidé la création d'un « Institut national de tapis » qui aura pour tâche de développer l'exportation des tapis en créant : 1° une section de dessins pour copier et répandre des dessins anciens ; 2° une section de teinturerie pour fabriquer et répandre l'usage de teintures naturelles d'origine végétale. 3° une section de tissage des tapis pour créer des métiers-modèles et faire la propagande des meilleurs systèmes. On pense même à apposer sur chaque tapis persan un sceau officiel indiquant son origine pour éviter les fraudes, si faciles aux marchands étrangers.

Ces mesures sont en elles-mêmes très utiles pour améliorer les conditions de fabrication. Nous pensons que l'Etat doit avoir des manufactures-modèles dans le genre de celle des Gobelins. Mais qu'a-t-on fait pour le pauvre ouvrier persan exploité si àprement ? Absolument rien. Nous pensons qu'avant tout, il faut s'efforcer d'améliorer son sort, le tirer des sous-sols malpropres, lui donner d'

(1) Journal *Ettelaât*, numéro du 10 mai 1930.

l'air et de la lumière et fixer un minimum de salaires suivant les régions. Ce jour-là, la main-d'œuvre sera plus chère, et les tapis aussi, peut-être les exportations s'en ressentiront. Mais, si on élimine les profiteurs étrangers, le prix des tapis ne sera pas plus élevé. Même si cela devait être le signal de disparition de cette industrie sous sa forme actuelle, nous signerons de bon cœur son arrêt de mort, en pensant au sort des milliers de nos compatriotes qui périssent sous ce lourd fardeau. L'humanité et la préservation de la race l'exigent. Quand nous mettrons en valeur les trésors inexploités de la Perse, ces ouvriers trouveront bien un emploi digne de leur habileté et une rémunération à la hauteur de leur patient et tenace labeur. (Voir 2^e partie, Ch. 4^e).

III. — L'OPIMUM

Les exportations de l'opium, qui avant la guerre ne formaient que 8 % du total des exportations persanes, forment actuellement à peu près 15 % de celles-ci (non compris le pétrole) et les recettes des impôts et taxes sur l'opium et ses dérivés se chiffrent à 1/8 du budget persan.

De là, l'importance de cette question pour l'économie nationale. Il y a une autre face de ce problème qui est celle de son importance mondiale, nous voulons parler du contrôle international des stupéfiants et les mesures qui ont été adoptées dans les différentes conférences réunies à ce sujet.

La culture du pavot n'est pas ancienne en Perse. C'est surtout depuis qu'à la suite des ravages de péberine aux

vers à soie persans, le commerce de la soie fut réduit en Perse, que l'on pensa à la culture du pavot et à l'exportation du suc de pavot. Cette date se place aux environs de l'année 1865 (1). La culture du pavot se développa peu à peu et on évalue à 400.000 batmans (118.000 kgr. environ) la production totale de l'année 1885 (2). Mais c'est plus tard que l'exportation augmenta, formant un élément appréciable de notre commerce extérieur. En effet, par suite de sécheresse du climat et d'autres facteurs économiques, on tendit à développer cette culture, qui est une culture idéale pour le producteur pour des raisons suivantes (3) :

1° Le pavot est une plante semée en automne, à une époque où l'on peut lui donner de l'eau en abondance.

2° Il est possible de trouver, pour un salaire très bas une main-d'œuvre nombreuse, habile et expérimentée.

3° La possibilité immédiate de vendre ce produit et sa grande valeur, sous un petit volume, on fait à ce point de vue, une récolte idéale dans un pays s'il n'existe presque pas de facilités de transport.

Le pavot cultivé en Perse, est la *Papaver somniferum* L. et la production annuelle était il y a quelques années de 300.000 Batmans environ (891.000 kgs). Quant à sa teneur en morphine, elle est en moyenne 7, 8 à 10 %. Une faible quantité de l'opium préparé est consommée dans le pays et le reste est exporté. Malgré le petit nombre

(1) Djamalzadeh, *op. cit.*, p. 30.

(2) *Id.*, p. 30.

(3) *Rapport de la Commission d'enquête de la S. D. N.*, p. 40.

des fumeurs (5 à 10 % de la population), le gouvernement qui a le monopole de vente de ce produit à considérablement augmenté à l'intérieur le prix de l'opium, désirant en diminuer fortement la consommation, mesure qui ira jusqu'à l'interdiction absolue, sous peine de mesures répressives. La question du contrôle du commerce international des stupéfiants, n'est pas ancienne, c'est avant la guerre, en 1909, que se réunissait à Changhaï pour la première fois, une conférence internationale en vue de restreindre le trafic de l'opium en Extrême-Orient. Mais ce n'est qu'en 1913, à la suite d'une autre conférence, que fut signée à la Haye une convention internationale réglementant la production et le commerce de l'opium et de ses alcaloïdes : morphine et héroïne et aussi la cocaïne. Cette convention fut signée par plusieurs Etats mais elle ne fut pas ratifiée par la Perse, surtout à cause de la clause qui prohibait l'exportation de l'opium, dans les pays qui avaient interdit son importation. Après la guerre, on pensa à charger la S. D. N. de la solution de ce problème et cette question fut mise à l'ordre du jour de l'Assemblée de la S. D. N. qui votait le 25 Décembre 1920, une résolution créant la commission consultative de l'opium, laquelle comprenait les représentants des 8 gouvernements suivants : Grande-Bretagne, Pays-Bas, France, Inde, Japon, Chine, Siam et Portugal.

Le 28 Septembre 1923, l'Assemblée de la S.D.N. proposait la convocation d'une nouvelle conférence internationale de l'opium qui se réunissait à Genève en 1924. Ce sont surtout les délégués américains qui ont été les initiateurs de ces conférences. Ils formulaient quelques

propositions connues sous le nom des « principes américains », qui consistent à ne consommer l'opium que pour des besoins médicaux ou scientifiques et en dehors de ces cas, limitent absolument la production de l'opium dans le monde entier. La conférence réunie en 1924, décida d'envoyer des commissions d'enquête dans les pays producteurs de l'opium qui formulaient des réserves à ce sujet. C'est à la suite de la résolution du 26 Septembre 1925 que l'envoi en Perse d'une pareille commission fut décidé. Le Conseil de la S.D.N. désigna les membres de cette commission qui étaient les délégués suivants : Président, M. Frédéric A. Delano (Etats-Unis d'Amérique), ancien membre de « Federal-Reserve Board ». Membres : Dr Fridiano Cavara (Italie), professeur de botanique à l'Université de Naples.

M. Victor Cayla (France), ingénieur agronome.

Cette commission avait pour tâche d'étudier :

- a) La situation en ce qui concerne la culture du pavot.
- b) Le remplacement d'une certaine proportion de cette culture par d'autres cultures.

La commission franchit la frontière persane le 24 Mars 1926, se divisa pour visiter les différentes régions productrices de l'opium, en deux sous-commissions, se mit en rapport avec les milieux officiels et les cultivateurs intéressés et après s'être suffisamment renseignée quitta la Perse le 6 Juin 1926. Quelque temps après, la commission publia son rapport (en 1926) et après avoir étudié la situation économique, elle conclut que dans les conditions actuelles de l'économie persane, ce qu'il faut surtout c'est la construction et l'extention des routes, la

protection des industries locales et un effort constant vers l'amélioration de la situation économique du pays. Quant aux cultures qui peuvent remplacer celle du pavot, la commission préconise surtout la culture des céréales panifiables, celle du coton, du riz et de la soie, et d'autres petites cultures. Elle recommande un contrôle plus sévère des champs producteurs du pavot, la licence d'exportation de l'opium et pour arriver peu à peu à la limitation de cette culture, élabore le programme suivant de réduction de la culture du pavot : le gouvernement persan étudierait pendant trois ans les mesures nécessaires en vue de la diminution graduelle de la surface cultivée en pavot, dès la quatrième année, le gouvernement entreprendra une réduction de 10 % par an de la superficie affectée au pavot, et pour chaque année suivante, une nouvelle diminution de 10 % portant sur le reste des terres ainsi utilisées. Voici comment se présente le schéma de ce plan :

Au début de la	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e
	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année
Pourcentage au début....	100	90	81	72.9	65.6	59	53.1
Réduction (pourcentage) ..	10	9	8.1	7.3	6.6	5.9	5.3
	90	81	72.9	65.6	59	53.1	47.8

L'adoption de cette méthode permettra la réduction lente de la superficie cultivée qui sera de 28,2 % à la fin de la quinzième année, et de 16,7 % à la fin de la vingtième année, etc... Par une lettre écrite le 4 Mars 1927, à Genève, le délégué persan à la S.D.N., formule, dans un esprit de collaboration, les observations du gouvernement persan sur le rapport de la Commission d'enquête. Le Gouvernement persan démontre sans

difficulté, que vu les frais de transports élevés en Perse, les cultures de remplacement recommandées par la commission, surtout les céréales, ne peuvent en aucune façon satisfaire le cultivateur du pavot et leur exportation ne peut nullement combler le déficit causé par la perte d'une culture très rémunératrice. D'ailleurs, la commission n'indique point le temps nécessaire pour la mise en pratique de son programme. D'un autre côté, qu'a-t-on fait pour amener les autres pays producteurs de l'opium à réduire leur production de l'opium ? Des statistiques empruntées aux documents de la S.D.N. on démontre sans difficulté (1), que la Perse ne fournit aux pays de fabrication (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Suisse, France) que 0,45 % (Turquie 77,5 %) du total de l'opium fourni par les pays de production. On ne voit pas l'intérêt qu'aurait le monde à réduire ce minime pourcentage, d'autant plus que la contre-partie en est la ruine de milliers de cultivateurs et la faillite de centaines de commerçants. Malgré cela, le gouvernement persan veut prendre des mesures nécessaires pour diminuer cette culture et y apporter un contrôle plus sévère, si on l'aide à avoir un tarif autonome et si lui laisse une marge raisonnable pour la production nécessaire aux besoins médicaux et scientifiques du monde entier.

Le gouvernement persan respectueux de ses obligations internationales et désirant prendre une part active à tout ce qui peut être utile à l'humanité, envisage d'arriver graduellement à la ratification des conventions de la Haye

(1) Observation du gouvernement persan, p. 9.

et de Genève. Dans ce but, différentes mesures ont été prises qui se réunissent à 3 (1), la loi du 26 tir 1307 (Juillet 1928) qui institue la « monopole d'Etat de l'opium ». Cette organisation a seule le droit de faire le commerce, la conservation, l'emmagasinage, la préparation, le transport et l'exportation de l'opium, du soukhté, du chireh, du suc d'opium et du pain d'opium (art. 2). La loi prévoit la création de permis d'exportation de licence de vente pour l'intérieur du pays. Quoique le nombre des fumeurs d'opium ne soit pas supérieur à 10 % de la population (2), la prohibition absolue de consommation intérieure a été décidée par le Parlement. De l'année 1308, il y aura encore une diminution graduelle de 10 % pour arriver à l'interdiction absolue de fumer en l'année 1318, chaque mesghal. Les prix de banderolles ont été augmentés dès cette année (2 krs de plus sur chaque mesghal). La loi pénale du 16 mordad 1307 (7 août 1929) concernant la répression des fraudes relatives à l'opium et à ses dérivés a été votée.

C) Le décret portant « Règlement d'administration publique » crée « le permis de cultiver ». Par cette mesure, le cultivateur est tenu d'indiquer la situation et la surface des terrains qu'il se propose de consacrer à la culture du pavot et il s'engage en même temps, par écrit à remettre au Monopole la totalité de sa production.

(1) Rapport du gouvernement persan sur le trafic de l'opium et autres drogues nuisibles pour l'année 1308 (1928-29).

(2) L'opiomane est en elle-même un mal, mais pas plus terrible que l'alcoolisme, tandis que celui-ci attaque même la postérité de l'alcoolique, celui-là n'a d'effet que sur l'opiomane lui-même.

En vérité, le monopole a été institué en vue de serrer la fraude de près, donner au gouvernement les moyens efficaces de décision sur la culture du pavot et centraliser les renseignements relatifs à cette culture. Pour les autres stupéfiants, il a été créé un certificat d'importation qui ne permet l'importation que pour les besoins médicaux. En pratique ce système est aussi courant pour l'opium.

La superficie cultivée est 300.000 djaribes ou 300.000 hectares et la récolte de l'année 1307 n'a été que de 2.000 kharvars (1.660 tonnes). On voit que la culture diminue. La Perse n'exporte point de morphine, d'héroïne, de cocaïne ou d'autres drogues similaires.

Sur les 200.000 batmans de récolte de 1307, on a exporté pour 160.683,266 batmans d'opium qui ont été expédiés à Singapour, au Japon, en Chine, en Russie, en Angleterre, en Allemagne, en France et aux Indes.

Le gouvernement persan fait tout son effort pour trouver des marchés légitimes (besoins médicaux et scientifiques) à son opium. Dernièrement (1), il a été écrit qu'on envisageait la dissolution du Monopole d'Etat et un système de perception d'impôts sur la superficie cultivée. La question en est encore là et une nouvelle conférence internationale de l'opium qui devait avoir lieu en 1929 a été ajournée sur la proposition du gouvernement britannique, au 2^e semestre de 1930 ou jusqu'en 1931.

Cet exposé nous a montré l'importance qu'a l'opium pour l'économie persane et aussi son caractère interna-

(1) *Ettelaât* du 4 février 1930.

ditional. Actuellement nous ne pouvons pas sans contre-partie apporter une réduction considérable à la production de l'opium. D'ailleurs, si même la Perse réduisait à néant la production de l'opium, vu ce faible pourcentage (0,45 %) rien ne serait changé au problème du contrôle des stupéfiants, car le vrai problème est celui des alcaloïdes (morphine, héroïne et leurs sels) de même que la cocaïne, ce qu'il faut surtout c'est la fermeture des usines de fabrication qui existent un peu partout, en Allemagne, en Angleterre, en France, en Suisse et au Japon. L'action commune doit surtout se concentrer pour empêcher le trafic clandestin de ces terribles poisons.

Mais si un jour la Perse devait réduire la culture du pavot et la remplacer par d'autres cultures, nous ne voyons pas quelles cultures pourraient, au point de vue économique, jouer pour le cultivateur persan le même rôle que l'opium. Le plan de la commission d'enquête de la S. D. N. est vague et n'apporte pas une solution définitive à ce problème.

Le vrai remède consisterait, à notre sens, dans la création des industries appropriées qui pourraient dédommager le cultivateur privé de sa rente. Mais pour que cette réduction vienne, il faut que tous les Etats producteurs de l'opium adoptent des mesures de restriction analogues et que soient respectés les délais nécessaires à cette transformation de culture tout en tenant compte de la situation économique de chaque Etat. Jusque-là, nous ne souscrivons pas à une restriction de la culture du pavot, car, comme on l'a si bien dit dans la lettre du

gouvernement persan au secrétaire général de la S.D.N. :
« nous accueillons avec une cordiale sympathie tous les efforts bien dirigés qui tendent de l'amélioration des conditions morales et sanitaires dans le monde entier, et nous sommes prêts à contribuer, dans la plus large mesure possible, au succès de ces efforts ; mais nous devons également nous rappeler que le bien-être et le progrès du peuple persan présentent aussi un intérêt et une valeur pour le monde... »

IV. — LE COTON BRUT

La Perse est depuis longtemps un pays producteur de coton. Avant la guerre c'est la Russie qui avait presque le monopole de l'exportation du coton persan puisqu'elle exportait pour 95,4 % du total des exportations de ce produit.

Le coton est cultivé dans beaucoup de régions de Perse ; mais le centre le plus producteur est Mazandaran (province en bordure de la mer Caspienne). La meilleure qualité du coton persan est celle de cette province, celle de Kachan et de Mahallat. La production annuelle est actuellement de 32.000.000 de kilogrammes environ dont la moitié est consommée sur place et le reste exporté. Nous donnons quelques chiffres pour la quantité du coton exporté au début du siècle, avant la guerre et dans ces dernières années :

<i>Années</i>	<i>Quantité en kilog.</i>	<i>Valeur en kran</i> s
1903-1904	12.326.184	19.439.193
1905-1906	17.943.621	40.807.181
1912-1913	29.709.342	93.843.612
1913-1914	27.167.031	85.236.328
1917-1918	9.794.823	24.060.337
1918-1919	2.109.957	3.719.728
1920-1921	682.530	774.831
1923-1924	14.989.807 $\frac{1}{2}$	49.399.773
1924-1925	13.590.135	52.956.630
1925-1926	18.328.107	61.960.105
1926-1927	18.662.778 $\frac{3}{4}$	56.492.684
1927-1928		47.048.000
1928-1929		52.480.000

On remarque que le coton persan qui formait un cinquième (20 %) des exportations, ne forme aujourd'hui que 11 % des exportations (non compris le pétrole). La production avait fortement baissé en 1917-1920 par suite des chutes de prix en Russie, notre presque seul acheteur qui, en fait, jouit de ce monopole et commande les prix. Dans les dernières années les relations commerciales ont repris avec la Russie ; les exportations ont augmenté, mais le prix est plus bas qu'avant la guerre. Dans les trois dernières années, la production du coton se chiffre ainsi (production totale en kilogrammes) :

Octobre 1926-27	Octobre 1927-28	Octobre 1928-29
Production totale en kilogs		
20.213.500	18.975.000	20.625.000

De cette quantité, il a été exporté en U. R. S. S. :

11.170.000	16.810.600	16.500.000
le reste soit :		
9.343.000	2.164.500	4.125.000

a été consommé en Perse ou exporté dans d'autres pays : Empire britannique, Oman, Iraq. Donc l'U. R. S. S. reprend sa position d'avant-guerre et exporte pour 92 % de coton persan. C'est pourquoi elle a pensé à instituer en Perse, en 1923, une société commerciale « La Perse-Kholpok » qui a pour programme de conditionner le marché, introduire les graines américaines, améliorer la culture et faire d'elle ce qui est nécessaire à l'industrie cotonnière de l'U.R.S.S. Cette société possède 6 usines modernes, 14 terrains d'essai de graines, 12 installations météorologiques, des machines agricoles et des tracteurs. On voit donc que nous devons vendre presque tout notre coton à la Russie. Et cela vient de ce que les frais élevés des transports ne permettent pas une grande exportation du Golfe Persique vers l'Europe. Mais la Perse est excessivement douée pour donner d'excellentes récoltes de coton et surtout le climat de Khouzestan convient fort bien à la culture de ce textile. Si on arrive à construire la digue d'Ahwaz sur le Karouñ et assurer ainsi l'irrigation de cette riche province, la production sera considérable. Un exemple va nous montrer les possibilités d'avenir de ce produit : pendant la guerre de Sécession, l'industrie mondiale était privée du coton américain, les acheteurs se ruèrent vers la Perse ; la production du coton persan augmenta tellement qu'elle put combler le vide créé par la guerre civile américaine. On évalua à cette date à 12.000.000 £ la valeur de l'exportation annuelle du coton persan (1). Si on améliore les graines,

(1) Djamalzadeh, *op. cit.*, p. 17.

on peut compter sur le marché européen et s'assurer des profits importants.

Maintenant, si on jette un coup d'œil sur les importations des tissus du coton en Perse, on constate que la Perse est un gros exportateur du coton brut, en même temps qu'un gros importateur de tissus manufacturés de coton ; mais si nous avons vendu pour 52 millions de krams de coton brut en 1928-29, nous avons acheté pour 217 millions de krams de tissus de coton pur (sans compter ceux mélangés avec la laine ou la soie). Nous payons donc un lourd tribut à l'étranger. L'étranger nous achète pour 52 millions de krams de coton brut, nous revend une partie de ce coton sous forme de tissus et nous demande 4 fois plus que ce qu'il nous paie pour nos exportations de coton. On voit toute l'utilité qu'on aurait à installer en Perse une industrie de tissage et filature. Quelques commerçants intelligents ont pensé à cela et une fabrique de tissage a été créée en 1925 à Ispahan par MM. Kazerouni. (Il y a en outre une fabrique de tissage à Téhéran et une à Ghazvine). Cette fabrique a eu la vie dure, elle n'a pas pu lutter efficacement contre la concurrence étrangère et a dû faire des emprunts à l'Etat, malgré toutes les mesures protectrices artificielles (entre autres, l'obligation pour les fonctionnaires du gouvernement de se vêtir pendant les heures du travail de costumes faits avec des tissus de cette fabrique 1). Le gouvernement hésita ou ne pensa même pas à augmenter les droits sur les tissus importés, la seule mesure opportune et nécessaire à la protection d'une industrie naissante. La situation continue, tous

les ans nous achetons la même quantité de tissus faits à l'étranger, avec notre coton et de nos propres mains nous enterrons à sa naissance une industrie nationale, fruit de labeur et de patience de nos compatriotes qui à l'avenir, non seulement nourrira des milliers d'ouvriers, mais nous dispensera de payer chaque année un lourd tribut à l'étranger et améliorera notre balance commerciale déficitaire.

V. — FRUITS SECS ET FRAIS

La Perse est connue depuis toujours pour ses excellents fruits. Etant donné la diversité de son climat, on trouve presque tous les fruits en Perse. Même ce pays, a fourni à d'autres contrées des fruits qui étaient ignorés de celles-ci ; entre autre la pêche (*Mallum persicum* : pomme de Perse) a été importée en Europe de la Perse. Les fruits cultivés dans ce pays sont excellents, doux et très juteux, d'où leur renommée. On trouve en Perse : le poirier, le pommier, le cerisier, l'amandier, le pistachier, le noyer, le grenadier, le figuier, le dattier, l'abricotier, le noisetier, toutes sortes d'oranges, de mandarines, de melons, de pastèques, etc... Surtout le raisin de Perse est excellent et il y en a plusieurs variétés, dont une à petits grains ne contenant presque pas de pépins. Le bon vin de Perse est dû à la qualité de ses raisins. Les dattes du midi de la Perse, en particulier celles de Djahrom sont fort savoureuses et exportées en grande quantité. Les fruits surtout secs ont formé un article important des importations persanes. Avant la guerre,

cet article formait 15 % de nos exportations (70 millions de krans sur un total de 456 millions). Dans les dernières années, les fruits frais ou secs forment 11 % de nos exportations (non compris le pétrole).

Voici le tableau des exportations de fruits frais ou secs pendant les 10 dernières années :

(En batmans (1 batman = 2 kgs 97)

1298.....	12.544.219	1303.....	27.300.470
1299.....	7.729.348	1304.....	30.605.775
1300.....	10.852.005	1305.....	17.651.248
1301.....	13.652.560	1306.....	24.981.700
1302.....	17.523.937	1307.....	22.363.709

Les variétés des fruits exportés sont les suivantes :

ABRICOTS SECS (GHEISSI)

Années	Quantité (man)	Valeur (krs)	Q.	V.
1305 (26-27).....	316.369	813.513	605.184	5.661.425
1306 (27-28).....	1.666.725	3.905.843	1.297.284	13.180.228
1307 (28-29).....	1.590.086	4.015.738	1.404.394	15.279.286

AMANDES

DATTES

Années	Q.	V.	Q.	V.
1305	11.318.386	12.076.860	76.947	296.563
1306	11.198.443	8.779.430	132.242	375.983
1307	11.427.045	10.490.379	93.584	283.077

NOIX ET NOISETTES

ORANGES ET CITRONS

Années	Q.	V.	Q.	V.
1305	295.347	356.851	61.227	685.954
1306	1.140.831	1.893.033	161.031	1.834.154
1307	13.323.976	1.840.906	192.272	2.225.218

PISTACHES

AUTRES FRUITS FRAIS OU

RAISINS SECS

SECS NON DÉNOMMÉS

Années	Q.	V.	Q.	V.
1305	4.415.904	11.087.518	561.883	1.141.095
1306	8.109.973	15.837.870	1.375.171	2.499.014
1307	6.681.376	13.838.104	651.476	1.640.342

Notre principal acheteur de cet article est la Russie. Après elle viennent l'Empire britannique, l'Oman,

l'Inde et la Turquie. L'année dernière, la Pologne nous a acheté des oranges ; mais en vérité les fruits secs exportés de Perse sont envoyés dans beaucoup de pays, sans indication de leur vraie origine (surtout pour les dattes, les raisins secs, les amandes et les pistaches), ce qui affecte l'exportation de ces produits, ce sont les mauvaises conditions d'emballage, mélange de bonnes et mauvaises qualités, défaut de propreté dans le séchage. En améliorant la qualité avec des greffages et en les mettant dans des jolies boîtes, nous sommes sûrs que les fruits persans pourrônt concurrencer les meilleurs fruits de Californie et l'exportation de ces articles a un avenir prospère devant elle.

Il faut aussi tâcher d'exporter les vins de Perse dans un pays où il y a de si bons raisins et où on peut en faire des vins excellents. Chardin était au xiv^e siècle en extase devant le vin de notre pays et dit à leur propos (1) : « On fait le vin excellent partout où les gens s'entendent un peu à le faire ». Lord Curzon dit que c'est le vin de Perse qui a contribué depuis un temps immémorial à faire du Persan un homme spirituel (2).

Les vins de Ghazvine, de Hamedan, d'Esfahan, et de Chiraz sont les plus connus : ils sont en général riches en sucre fermenté et en alcool et ceux de cette dernière ville sont comme un vieux sherry. Quand on pense qu'ils sont très bon marché et qu'ils feraient l'honneur des tables des gourmets disséminés dans le monde entier, on

(1) Chardin, *op. cit.*, t. IV, p. 70, 12.

(2) Curzon, *op. cit.*, t. I, p. 565.

peut envisager le profit que rapporterait l'exportation de ce produit, si l'on commençait à le fabriquer avec de nouvelles méthodes. Les poètes persans ont tellement chanté la gloire du vin, qu'une propagande de ce produit est superflue. Nous n'avons qu'à envisager sérieusement son exportation. Parions que les acheteurs ne nous en voudraient pas de leur faire goûter en bouteille un peu de ce soleil éclatant de la Perse qui réchauffe si bien les cœurs.

VI. — LA SOIE

Nous avons vu au chapitre II que la Perse a été depuis toujours un pays exportateur de la soie brute ou de tissus de soie. Le climat de ce pays est très favorable à la culture du mûrier et l'industrie de la soie est une des industries les plus familières aux Persans. Chardin raconte (1) que la grande marchandise de la Perse est la soie qui est apportée en Europe par les Hollandais. Il évalue la production annuelle de la soie persane à 22.000 balles, chaque balle contenant 276 livres, ce qui fait près de 1.900.000 kilogs ou plus de dix fois la production actuelle. Gibs Hobbs (2) qui a voyagé en Perse au temps de Chah Abbas le Grand, évalue la valeur des exportations annuelles de la soie persane à 600.000 £. Suivant Lord Curzon (3) l'exportation des soies persanes formait en 1889, 1/6 du total des articles exportés. La diminution de

(1) *Op. cit.*, t. VII, p. 162.

(2) *Op. cit.*, p. 538.

(3) *Op. cit.*, t. II, p. 559.

cette production commença, à la suite de l'épidémie de pébrine qui parut en Perse vers l'année 1878. La Perse fut obligée d'importer des œufs de vers à soie étrangers, c'est surtout la Turquie qui nous en fournissait actuellement nous en importons aussi (1307 : 1 million 052.000 krs.).

Le gouvernement sentant l'importance de cette production et afin de sauvegarder les graines de vers à soie contre les épidémies et autres dangers, pour produire les graines dans le pays même, et enfin pour surveiller les graines de provenance étrangère, accorda en date du 27 Chawal 1323 H. L. (1906) pour 50 ans la concession de l'importation des graines des vers à soie à M. Hadji Mohtachemos Saltaneh (Mirza Hassan Khan Esfandiary). Le concessionnaire devait embaucher des spécialistes étrangers, sélectionner les graines, détruire des mauvaises graines importées, faire de la propagande pour la sériciculture et enfin dans un délai de 7 ans, produire la quantité de graines suffisantes aux besoins du pays afin que la Perse n'ait plus besoin des graines de provenance étrangère (art. 13). Mais un coup d'œil sur nos importations montre que nous importons en moyenne chaque année, pour 15 millions de krs d'œufs de vers à soie. Actuellement c'est par ordre d'importance la Grèce (60 %), la France (20 %), l'U. R. S. S. et la Turquie qui nous fournissent ce produit.

Quant à la quantité de la soie produite en Perse, elle est actuellement de 3.000.000 de kgs par an et la Perse est, sur ce rapport, le sixième pays producteur de la soie, après le Japon (35.000.000), la Chine, l'Italie, l'U.

R. S. S. et la Syrie, et avant la France (2.700.000 kgs.)

L'élevage des vers à soie est fait dans beaucoup de régions; mais surtout à Guilan, Mazardaran, Esterabad, Khorassan, Azerbaïdjan, Kachan et Yazd. C'est en particulier à Guilan que l'élevage des vers à soie est fort répandu (8/10) et c'est là aussi que l'administration concessionnaire de M. Esfandiary tend à développer son champ d'action.

La soie persane est exportée surtout en cocons; une faible quantité est exportée sous la forme de la soie grège car l'industrie de la filature de la soie est à ses débuts et presque inexistante.

Voici pour l'année 1307 (1928-29), le tableau de nos exportations de soie :

Pays	Soies en cocons		Soie grège		Bourres et déchets de soie	
	mans.	Krs.	mans.	Krs.	mans.	Krs.
lie	151.077	6.725.659			2.532	62.550
R. S. S.	49.993	2.235.890	17.280	2.576.915	24	1.000
ance					11.940	348.090
ip. Brit.	3.527	183.500				
ghanistan.....			858	242.670		
q	283	7.680	579	34.720	246	2.100
rquie					3.403	88.700
isse					1.495	44.920
	204.980	9.152.723	18.717	2.854.315	19.640	547.360

L'Italie, qui était le principal acheteur des soies persanes en cocons avant la guerre (10.447.415 krs en 1913-14) et qui était primée par la France après la paix, obtient le premier rang dans ces dernières années et sur une exportation totale en soie de 12.581.358 krs, ce pays nous achète pour 6.788.209 krs ou 55 % ; après elle vient l'U. R. S. S. avec 4.873.805 krs.

La culture du mûrier et l'élevage des vers à soie doivent être encouragés en Perse. Nous devons nous efforcer de nous passer de l'importation des œufs de vers à soie. La culture du mûrier doit être une culture associée (planté en bordure des champs) ; la sériciculture pourra ainsi devenir une industrie familiale et fort rémunératrice. Ce qu'il faut, c'est surtout développer l'industrie de la filature de la soie, afin qu'on puisse exporter de la soie grège, et de cette manière, payer moins de frais de transport pour les cocons qui prennent trop de volume pour le poids utile ; la même constatation est vraie pour les déchets de soie. En outre, il existe en Perse, des tissus faits de soie ; les cravates de Yazd ont eu cette année un grand succès à Téhéran, Il faudrait encourager le tissage de la soie, les jolies étoffes de Yazd, les châles de Kerman, etc. Avec un peu d'énergie et des tarifs producteurs nous pourrions facilement donner une nouvelle vie aux tissus de brocart et aux étoffes de soie si renommées de Perse qui ont disparu ou qui vont l'être, faute d'encouragement nécessaire et à défaut de mesures propices. L'avenir de cette industrie sera brillant, si nous le voulons bien ; l'élevage des vers à soie pourra facilement supplanter la culture du riz qui n'est pas aussi rémunératrice qu'avant la guerre et qui, en plus, est fort malsaine pour les cultivateurs à cause de l'existence des rizières et la propagation inévitable de la malaria.

VII. — LE RIZ

Le riz est cultivé surtout dans les provinces caspiennes et en particulier, dans le Guilan où il forme la principale

nourriture de la population. Avant la guerre, l'exportation de ce produit était assez importante et les Russes nous achetaient chaque année pour plus de 4 millions de krans de ce produit. D'un autre côté, nous achetions à l'Empire britannique (les Indes), en moyenne pour plus de 6 millions de krans de ce produit. Cela provient de ce que le riz est beaucoup consommé en Perse où on le mange sous forme de « pôlô » avec de la viande et des légumes. Dans les provinces caspiennes, c'est la nourriture de tout le monde et c'est la Russie seule qui exporte toute la quantité envoyée à l'étranger. Dans les autres régions, le riz est la nourriture des riches et on l'importe de l'Empire britannique. La cause de cet état de choses est dans les frais élevés de transport, de sorte que le riz de l'étranger est meilleur marché dans les provinces du sud, que le riz persan. Il y a plusieurs sortes de riz, mais surtout une variété appelée « sadri » est fort excellente. La culture du riz a beaucoup diminué depuis la guerre car les Russes qui avaient le monopole d'achat de ce produit, n'en voulurent pas, après la guerre ; il y eut un énorme dépérissement de cette culture et beaucoup de faillites s'ensuivirent. La situation est meilleure depuis quelques années, mais nous souffrons toujours de ce monopole d'achat ; les fluctuations sont fréquentes et ne favorisent guère l'extension de la culture du riz.

L'exportation du riz pendant les trois dernières années a été de 11.760.926, 26.577.355 et de 15.000.000 mans. Nous les avons vendus respectivement pour 20.526.000, 47.020.000 et 28.860.000 krans. D'un autre côté, pendant ce même laps de temps, nous avons importé de

l'Empire Britannique pour 6.965.000, 9.893.000 et 4 millions 720.000 krs de riz. On voit qu'après, comme avant la guerre, nous achetons plus de riz à l'étranger que nous n'en vendons. Mais nous pourrions nous débarrasser de ce tribut payé à l'étranger, si les routes devenant meilleures, nous pouvions transporter à bon marché notre riz que nous vendons actuellement à la Russie, dans les provinces du sud qui en achètent à l'étranger. D'un autre côté, une fois que nous aurons des débouchés libres vers l'extérieur (par la Méditerranée, par exemple) nous pourrions exporter notre riz en Europe, et accumuler des bénéfices sur ce chapitre, mais l'extension de cette culture doit être envisagée avec ses conséquences au point de vue sanitaire. Les rizières sont très favorables à la propogation de la malaria, et c'est un mal terrible qu'il faut éviter le plus possible.

VIII. — LES PEAUX

Les peaux sont encore une des matières exportées les plus en vue. La race bovine et la race caprine sont très bonnes en Perse, et l'exportation des peaux a toujours été florissante. Avant la guerre nous exportions tous les ans pour 18 millions de peaux brutes et 7 millions de peaux préparées.

Ces trois dernières années, les exportations de peaux ont été les suivantes :

	Années : (1926-27)	(1927-28)	(1928-29)
	1305	1306	1307
		Krans	
Peaux brutes pour pelleterie..	5.590.000	7.955.000	5.745.000
Peaux brutes d'agneaux.....	4.468.000	7.643.000	7.214.000
Peaux brutes salées et autres..	3.769.000	4.929.000	4.550.000
Total.....	13.727.000	19.527.000	17.509.000
Peaux préparées	10.618.000	14.089.000	9.852.000
Total général....	24.345.000	23.616.000	27.361.000

Nous voyons donc que l'exportation des peaux est presque dans la même proportion qu'avant la guerre. Ici encore, notre principal acheteur était la Russie et l'est resté (65 %). Après elle, viennent l'Empire britannique (18 %), la Turquie, les Etats-Unis et l'Allemagne. Les peaux d'Astrakan si répandues en Europe, qui sont connues dans l'Occident comme originaires de Russie et de Boukhara, sont celles de petits agneaux de Perse. Encore un article persan sous un faux nom. La qualité et l'excellence de ces jolies fourrures promettent un bon avenir à cet article, si on apporte un peu de soins, surtout, pour la propreté de préparation et l'hygiène des peaux exportées.

IX. — LES GOMMES

La Perse produit différentes variétés de gommes ; gommes adragantes, gommes arabiques et autres. Les arbres qui exsudent cette matière sont abondants, on les trouve dans toutes les régions de notre pays. La gomme la plus connue est la gomme adragante fort appréciée à l'étranger. Avant la guerre, nous exportions chaque année pour plus de 13,50 millions de krans de

gommés qui allaient en Russie (3,50 millions), dans l'Empire britannique (4 millions), en Turquie (2.5 millions), aux Indes (1,3 millions), aux Etats-Unis (600.000 krs), en Allemagne (500.000 krs), et en France (120.000 krs).

Voici le tableau des gommés exportés pour les trois dernières années :

	(En Krams)		
Années :	1305	1306	1307
Gommés adragantes	14.046.000	14.392.000	15.851.000
Autres gommés	1.677.000	1.270.000	2.527.000
Total.....	15.723.000	15.662.000	18.378.000

Nos principaux acheteurs sont : l'Iraq, l'U. R. S. S., l'Empire britannique (surtout les Indes), les Etats-Unis et l'Allemagne.

X. — LAINE BRUTE

Avant la guerre nous importions, tous les ans pour 12 millions de krams de laine brute. Pour l'année 1305 nous avons exporté pour plus de 23 millions de ce produit, mais actuellement, nous exportons avec 15 millions de krs par an, une peu plus qu'avant la guerre.

La laine produite en Perse est de bonne qualité, c'est surtout la laine de mouton et les poils de chameau. Une partie de la production sert à fabriquer des tissus de laine pure (barak) et autres pour habillements, mais si on regarde les tissus importés, on voit que dans ces dernières années, nous avons importé tous les ans pour plus de 17 millions de tissus de laine pure et 10 millions de tissus de laine mélangée de coton. Donc, c'est encore une

partie de notre laine qui nous revient de l'étranger grossie de frais de fabrication étrangère et des profits des fabricants non nationaux. C'est surtout l'U. R. S. S. qui nous achète cet article (90 %). Après elles viennent les Indes (8 %).

Les poils exportés de Perse ont été de 2.285.506 krs en 1307 : l'U. R. S. S. nous a acheté de ce total pour 2.140 485 krs et les Indes pour 116.765 krs.

Le jour où une industrie de tissage importante se révélera en Perse, la laine brute sera consommée dans le pays même et nous ne nous en plaindrons pas. Mais, actuellement, ce qu'il faut, c'est la préservation des animaux contre les maladies ; les coupes plus scientifiques de laine de mouton et autres seraient plus profitables. Avec peu de frais, on pourra acheter des machines répondant à cette définition et tout le profit sera pour le propriétaire de bestiaux qui aura employé de nouveaux procédés.

XI. — AUTRES PRODUITS

En dehors des produits pour lesquels nous avons adopté un paragraphe particulier et qui ont de l'importance au point de vue de l'exportation actuelle, la Perse produit et exporte d'autres matières, qui si elles ne sont pas très importantes aujourd'hui, pourront dans un avenir prochain former un élément favorable de nos échanges extérieurs. Nous citerons les plus importants :

a) *Tabacs non fabriqués*. — Le tabac est surtout récolté dans le Guilan et une variété des tabacs persans appe-

lée «tambacou» fumée dans les narguilés est cultivée dans le Fars ; celui de Hakkom est très connu. Nous exportons tous les ans pour 2.500.000 krans environ de tabacs et nous importons pour un peu moins de cette valeur de tabacs, cigares et cigarettes. Le tabac persan est excellent, si on apporte à la fabrication des soins appropriés et si l'on adopte des méthodes scientifiques de séchage de feuilles, etc., l'exportation sera assez importante. Il faut, en outre, préparer ce tabac suivant le goût des fumeurs étrangers qui est différent de celui des nationaux. Toutes ces améliorations sont faciles à entreprendre depuis que l'Etat a le monopole d'importation, d'exportation, vente et achat, etc..., des tabacs et articles similaires (Loi du 29 esfand 1307) (20 mars 1928).

Le tabac persan pourra facilement être introduit sur les marchés mondiaux et les fumeurs lui accorderont la même faveur qu'aux meilleurs tabacs d'Orient.

b) *Boyaux*. — Tous les ans, nous exportons pour 6 à 12 millions de krans de cet article. Un meilleur nettoyage et plus de soins leur assureront une possibilité d'extension.

c) *Animaux vivants*. — Avant la guerre, nous exportions pour 8 à 11 millions de krs d'animaux vivants, envoyés en Russie, dans les Indes, en Empire Britannique et en Afghanistan et on importait chez nous pour 2/3 de valeur des animaux exportés. Aujourd'hui, la situation a changé ; à la suite des épidémies de ces dernières années (charbon, etc...) qui ont ravagé le cheptel national, nous n'exportons que pour 1,5 millions le krs environ des animaux vivants et nous en importons pour

2,5 millions. Nous croyons que dans l'état actuel de notre agriculture, il faudrait prohiber la sortie des animaux vivants qui sont indispensables à l'agriculture.

d) *Thés.* — La plantation de thés a fait beaucoup de progrès en Perse. Le théier est cultivé, surtout dans le Guilan et le thé de Lahidjan est très goûté des connaisseurs pour son goût et son arôme. Les particuliers, et surtout le regretté Kachefos-Saltaneh, ont fait beaucoup d'efforts pour donner de l'extension à cette culture. Actuellement des spécialistes chinois sont occupés à améliorer la culture du théier. Quand on compare les chiffres d'importation de thé (près de 69 millions de Krs pour l'année 1307) et celui des exportations (2 à 3 millions par an) on peut imaginer l'utilité de l'extension de cette culture en Perse. Non seulement, nous pouvons nous passer de l'importation du thé étranger, mais nous pourrions aussi songer à en exporter en grande quantité. Le thé que nous importons nous vient des Indes (67 millions de krs.), de la Chine et des Pays-Bas. Nous en exportons en U.R.S.S. et en Afghanistan.

e) *Drogueries.* — Dans les trois dernières années, nous avons acheté à l'étranger pour 4,5 millions de drogueries et nous en avons exporté pour 1,5 millions. La Perse est un pays très riche en plantes médicinales, dont les plus importantes sont : les mannes, le sésame, le ricin, la santoline, les gommes, le chardon benedict (*Cnicus benedictus*), l'assafœtida, la gentiane, la réglisse, de la noix de Galle, le péganion Harmala, de la rhubarbe, de la garance, etc., etc. La presque totalité de ces plantes croît en abondance dans les champs et

dans les montagnes. L'installation de petits laboratoires et de petites usines, où ces produits pourraient être analysés, nous dispensera de payer chaque année des sommes importantes à l'étranger.

En dehors des produits susnommés, la Perse produit et exporte du chanvre brut, des épices, du henné (pour teinture des cheveux) de l'indigo, de l'oxyde de fer, des céréales de toutes sortes, des légumes très variés, des poissons de genres fort différents, du caviar, du safran, des substances végétales, des plantes oléagineuses, des plantes fourragères, plantes à parfum, etc... Une meilleure utilisation et des procédés de culture scientifique pourront considérablement augmenter le rendement de tous ces produits.

APPENDICE

QUELQUES PETITES INDUSTRIES

ENCORE EXISTANTES EN PERSE

Malgré la décadence des industries en Perse, depuis deux siècles, quelques petites industries sont encore existantes dans ce pays et avec un peu d'encouragement et meilleurs procédés de fabrication on pourra leur donner une nouvelle vie.

Les *tissus de soie et de laine*, quoique faits presque à la main sont très appréciés. Ceux de Yazd et les velours de Kachan sont, en particulier, fort beaux. Les châles de Kerman valent ceux de Cachemire. Le « *daraï* » est également tissé à Kachan et Yazd. Les châles de Chir-

van et de Gascar et le barak de Khorassan sont un habilement très appréciable en hiver.

La broderie et l'ornementation des tissus en forme de fleurs est répandue à Guilan. A Esfahan, on fait la broderie de tulle.

La marqueterie est aussi répandue ; la ciselure de Zindjon est fort connue, la fabrication de l'émail et les travaux de métaux sont fort répandus à Esfahan : particulièrement des décorations d'or, d'argent et de cuivre, des services à thé, etc... On fait de l'acier damasquiné à Esfahan.

Les travaux d'orfèvrerie et d'argenterie de Chiraz et d'Esfahan sont fort jolis (surtout avec des bas-reliefs de Persépolis comme motifs).

Les *Ghalamkars* ou « travail à plume », d'Esfahan, sont très appréciés. Ce sont des tissus de coton ou de soie sur lesquels on imprime des dessins variés. Ils servent comme portières ou comme dessus de table. Dans ces dernières années, un commerçant français, M. Adolphe Brasseur, qui vit depuis longtemps en Perse, leur a donné une nouvelle vie et ces dernières industries prennent un développement fort heureux.

La menuiserie, l'ébénisterie et la sculpture sur bois sont appréciables. Surtout les Khatamkaris de Chiraz (de très fins morceaux d'ivoire et des bois spéciaux incrustés sur le bois servant à la construction des cadres, des fauteuils, etc.), sont des travaux d'artiste. On fabrique des briques émaillées (ornementation des mosquées et des édifices persans) et des poteries vernies à Kachan et à Ghom, et de la faïence appelée « kachi ». L'industrie des

teintures est surtout développée pour teindre la laine qui sert de matière première à la fabrication des tapis.

A Hamedan, la fabrication de cuirs, la tannerie, celle de peaux de chagrin sont très importantes. La Russie achète ces cuirs et avec un petit changement de teintures et additionnés d'un produit chimique, les rapporte en Perse ou dans les autres pays sous le nom de « cuirs de Russie » qui ne sont, en réalité, que des cuirs de Hamedan grossis des profits des fabricants russes.

Le tissage des espadrilles (guiveh et malaki) se fait à Esfahan Chiraz et Kermanchah. Elles sont très joliment tissées et fort agréables à porter en été. Il y en a qui sont tissées avec des fils de soie et avec des dessins géométriques joliment arrangés. Nul doute, qu'importées à l'étranger, elles feront fureur sur les plages mondaines et sur les courts de tennis. Il faut y penser.

Pour finir, nous voulons citer les articles de confiserie qui sont très soigneusement préparés en Perse. Les Guaz (faits avec la manne et des amandes ou pistaches), les baghlavas, le rahat-lokoum, les divers bonbons, les confitures de fruits persans mis dans des jolies boîtes avec des dessins originaux du pays et exportés à l'étranger, feraient bien l'échange avec les sucreries, les bonbons, les biscuits et les chocolats que nous importons tous les ans de l'étranger et ne mécontenteraient pas les acheteurs.

Quoique les industries de tissus, de broderies, etc. soient faites à la main et ne pourraient nullement faire concurrence à la fabrication en séries, les ouvriers qui travaillent à ces articles étant plutôt des artistes que des

artisans, il serait dommage de ne pas les encourager et laisser disparaître ces derniers témoignages de notre art national. Si l'on introduisait des métiers à la main perfectionnés et si l'on encourageait sérieusement les artistes, nul doute qu'elles pourraient survivre sous forme d'industries familiales. Il faudrait fournir un grand effort pour sauvegarder de si belles industries et protéger les artistes idoines à faire de si jolis objets d'art.

CHAPITRE VI

LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE DE LA PERSE

I. EMPIRE BRITANNIQUE (y compris les Indes)

L'Angleterre avec ses colonies et les Indes avaient la première place avant la guerre, après la Russie, dans le commerce avec la Perse. Pour l'année 1913-1914, les importations de l'Empire britannique en Perse ont été de 177.594.608 krans (97.596.290 pour l'empire britannique et 80.358.318 pour les Indes) ou 20 % des importations : les importations de la Perse vers ces pays ont été de 57.110.782 krans (dont 33.318.999 pour l'E. B. et 23 millions 741.783 pour les Indes) 13 % des importations et 235.065.390 krs pour le commerce général. Donc l'Empire britannique nous vendait 3 fois plus qu'il ne nous achetait. Pour ces 3 dernières années, nous avons les chiffres suivants :

	Années: 1305	1306	1307
Importations de l'E. B. en Perse....	385.608.704	400.014.852	315.198.674
Huiles minérales exportées en E. B.	439.068.825	356.978.662	432.918.889
Autres exploitations vers l'E. B....	115.530.472	88.469.370	103.859.505
Total.....	940.208.001	845.442.884	851.977.061
	Années: 1305	1306	1307
Emp. Brit. Importations de Perse.	185.706.725	236.669.460	157.055.916
Exportations	423.808.208	312.097.494	390.990.805
Total.....	609.514.933	548.767.954	548.046.721
Importations en Perse. Indes angl ^{ses}	199.901.979	163.345.392	158.142.758
Exportations de Perse.....	130.791.089	133.350.538	145.787.589
Total.....	330.693.068	296.695.930	303.930.347

Nous voyons donc que si l'Empire britannique nous a vendu plus de 4 fois qu'il ne nous a acheté dans ces dernières années ; pour l'année 1307, nous constatons le même état de choses qu'avant la guerre (3 pour importations et 1 pour exportations).

(Nous ne comptons pas les huiles minérales de l'Anglo-Persian Oil Company comme une exportation persane proprement dite.) Dans le commerce général persan, l'Empire britannique occupe le premier rang dans ces trois dernières années avec 50 %, 48 % et 41 % du total (pétrole compris). L'Empire britannique nous vend des tissus, du thé, des machines industrielles, du riz, etc. Il nous achète des huiles minérales, des tapis, des fruits, des gommés, du coton, de l'opium, des peaux, etc.

II. U. R. S. S.

La Russie était avant la guerre, d'une façon constante le meilleur client de la Perse et son plus important fournisseur. En 1913-14, nous lui achetions pour 328 mil-

lions 980.092 krans (55 % des importations) et nous lui vendions pour 300.877.858 krs (68 % des exportations) ; donc il y a eu un équilibre dans nos échanges avec la Russie et le trafic russo-persan représentait 59,6 % du commerce général extérieur de la Perse.

Voici les chiffres des trois dernières années :

<i>En Krans :</i>				
	Années:	1305	1306	1307
Importations en Perse.....		184.483.742	209.159.090	291.061.341
Exportations en U. R. S. S.....		163.912.142	199.071.825	166.288.430
Total.....		348.395.884	408.230.915	457.349.771

L'U. R. S. S. occupe aujourd'hui le deuxième rang dans nos échanges extérieurs avec 28 % du total des importations et presque le même pourcentage pour les exportations (non compris le pétrole). L'année dernière notre balance commerciale est devenue assez défavorable avec ce pays et nous commençons à importer plus de l'U. R. S. S. que nous n'y exportons. L'Etat soviétique ayant le monopole du commerce extérieur et étant l'acheteur principal de nos produits nordiques, bénéficie de ce privilège et fait la loi du marché. La société commerciale « Charch » organisée par les Soviets et installée en Perse est devenue fort influente dans ces dernières années. Si nous ne recommandons pas à l'Etat persan d'organiser le monopole de nos échanges avec les Soviets, nous croyons que les commerçants exportateurs pourraient très bien remplir cette besogne en s'unissant pour organiser des sociétés d'exportations ; de la sorte, ils pourraient au besoin, discuter avec les Soviets et autres pays, sur le même pied d'égalité et avec la même force. A

l'Etat incombe d'un autre côté, la tâche de trouver des débouchés libres vers l'extérieur, afin de nous débarrasser de pareils monopoles insupportables.

L'U. R. S. S. importe en Perse, des tissus, des sucres, des huiles minérales, des verreries, des allumettes, etc.

Les Russes nous achètent du coton brut, du riz, des fruits frais ou secs, de l'opium (expédié en Chine et en Indo-Chine) de la laine brute, des peaux, des gommes, de la soie, des poissons, etc.

III. EGYPTÉ

Ce pays qui tenait le 13^e rang dans le commerce général de la Perse en 1913-14, (avec 5.032.594 kran importation : 12.832 plus exportations 5.019.762 krs), obtient pour l'année 1928-29, le troisième rang, grâce aux exportations des huiles minérales de l'A. P. O. C. Voici le tableau du commerce général avec l'Egypte dans les trois dernières années :

<i>En Krans :</i>				
	Années :	1305	1306	1307
Importations en Perse.....		178.715	36.153	90.117
Exportations de Perse.....		141.091.921	82.262.421	456.053.143
Total.....		141.270.636	82.298.574	456.143.260

L'Egypte a exporté pour 134.814.832, 77.071.576 et 449.079.566 krs de pétrole dans ces trois années. En outre ce pays nous achète des tapis, du tabac, etc. Les importations d'Egypte en Perse sont de diverses marchandises. Il faut noter que les huiles minérales exportées en Egypte sont pour une grande partie réexportées à destination d'autres pays.

IV. FRANCE

La France occupait le 5^e rang dans le commerce général avec la Perse en 1913-14 avec un total de 24.218.223 krs dont 19.629.020 krs pour les importations et 4 millions 589.203 krs pour les exportations. Pendant et après la guerre, le commerce persan avec la France avait décliné et ce pays n'occupait plus que le 11^e rang, dans le commerce général en 1918-1919.

Voici le tableau du commerce général avec la France dans les trois dernières années :

<i>En Krans :</i>				
	Années :	1305	1306	1307
Importations en Perse.....		37.621.126	33.759.136	39.835.986
Exportations de Perse:				
a) Huiles minérales de l'A.P.O.C.		42.142.908	83.191.958	74.276.984
b) Autres objets.....		2.962.485	3.066.225	6.222.883
Total.....		82.726.519	120.017.319	119.935.853

En dehors des huiles minérales, la France nous achète des tapis de laine, des peaux brutes, des objets d'art et de collection, etc... Il ne faut pas oublier que la France achète indirectement et dans d'autres pays des marchandises originaires de Perse ; entre autres des tapis en Turquie et en Angleterre et des fruits secs, du caviar, en Russie et des huiles minérales en Angleterre. La Perse achète de la France des tissus, du sucre, des merceries, des objets d'habillement, des automobiles et des camions, etc...

V. — ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Les E. U. A. occupaient le 9^e rang dans le commerce général avec la Perse en 1913-14 avec 10.433.139 krs, dont 223.538 krs pour les importations et 10.209.601 krs pour les exportations.

Voici le tableau du commerce général pour les 3 dernières années :

<i>En Krans :</i>			
Années :	1305	1306	1307
Importations en Perse.....	20.669.869	24.961.073	39.213.627
Exportations de Perse.....	76.660.414	81.043.172	80.686.607
Total.....	97.330.283	106.004.245	119.900.234

Les Américains nous vendent surtout des automobiles et des camions et leurs accessoires (en 1307 pour 28 millions de krs ou 70 %). Ils nous achètent des tapis, (en 1307, 75 millions de krs sur 80 millions, ou 50 % des tapis exportés en cette année), des boyaux, des peaux brutes, des gommes, des fruits frais et secs. Le commerce général de la Perse avec les Etats-Unis est destiné à prendre du développement si les propagandes nécessaires étaient faites en Amérique en faveur des marchandises persanes. Si le commerce de la Perse a augmenté avec ce pays dans ces dernières années, c'est grâce à l'exposition de Philadelphie de 1926 où le pavillon persan et les marchandises originaires de Perse ont remporté un gros succès auprès du public américain. Bonne leçon à retenir.

VI. — ALLEMAGNE

L'Allemagne occupait le 4^e rang en 1913-14, dans le commerce général avec la Perse. En cette année-là, la valeur du commerce général avec l'Allemagne était de 33.325.978 krans, dont 30.372.663 pour les importations et 2.953.315 krs pour les exportations.

Voici le tableau du commerce général pour les 3 dernières années :

<i>En Krans :</i>			
Années :	1305	1306	1307
Importations en Perse.....	39.349.974	32.215.640	47.236.907
Exportations en Allemagne :			
a) Huiles minérales (A.P.O.C.)....	2.466.360	28.648.583	31.631.092
b) Autres marchandises.....	2.037.500	4.911.796	9.997.739
Total.....	43.853.834	65.876.019	88.865.738

L'Allemagne nous vend des machines, des tissus, des articles de mercerie, des wagons de chemins de fer (pour le Transpersan). du papier, des meubles, etc. Nous lui vendons des tapis, des gommés, des boyaux, des fruits frais ou secs, des peaux, etc.

VII. BELGIQUE

En 1913-14, la Belgique nous a vendu pour 15 millions 392.018 krans de marchandises et nous en a acheté pour 224.320 krans seulement. Le commerce extérieur persan avec ce pays était donc de 15.616.338 krans. Voici le tableau du commerce général avec la Belgique dans les trois dernières années :

<i>En Krans :</i>			
Années :	1305	1306	1307
Importations en Perse.....	27.640.864	22.023.581	28.938.097
Exportations en Belgique:			
a) Huiles minérales de l'A.P.O.C.	6.025.378	28.062.836	33.890.568
b) Autres produits	168.944	84.156	349.976
Total.....	33.835.186	50.170.573	63.178.641

La Belgique nous vend du sucre , des tissus, etc. Elle nous achète des tapis, des fruits secs, etc. En outre, ce pays achète en Turquie et en Angleterre des marchandises originaires de Perse.

VIII. TURQUIE

La Turquie qui avant la guerre formait avec la Mésopotamie et d'autres régions, l'empire ottoman, occupait avant la guerre le 3^e rang dans le commerce général persan, avec 59.205.624 krans, dont 30.372.663 krans à l'importation et 36.867.079 krans à l'exportation pour l'année 1913-14. Après la guerre, la Turquie proprement dite vient derrière beaucoup de pays, dans le commerce général avec la Perse. Voici le tableau du commerce général pour les trois dernières années :

<i>En Krans :</i>			
Années :	1305	1306	1307
Importations en Perse.....	7.498.901	3.229.674	703.503
Exportations en Turquie.....	25.881.451	38.278.290	39.342.273
Total.....	33.380.352	41.507.964	40.045.776

La régression remarquée pour la dernière année dans les importations provenant de Turquie, vient de ce que avant cette date les marchandises européennes venant de Constantinople étaient déclarées comme originaires de

Turquie. La loi du 13 ordibehecht 1307 a permis à l'administration des douanes de se faire remettre des certificats d'origine, ce qui a fait voir la vraie provenance des marchandises importées en Perse de Turquie et d'autres pays. Il faut noter en plus, que la plupart des marchandises persanes envoyées en Turquie sont réexportées vers d'autres pays (la France, la Belgique, la Suisse, l'Autriche, la Tchéco-Slovaquie, etc.) entre autres les tapis et les boyaux. Nous achetons à la Turquie de la laine brute, etc., et lui vendons des tapis, des fruits frais et secs, des boyaux, et des peaux, etc.

IX. ITALIE

L'Italie nous vendait en 1913-14, pour 5.598.078 krs de marchandises et nous en achetait pour 10.473.565 krs. Le commerce général avec ce pays se chiffrait, donc à 16.071.643 krs, le plaçant au 5^e rang dans nos échanges extérieurs. Voici le tableau du commerce général pour les 3 dernières années :

<i>En Krans :</i>				
	Années :	1305	1306	1307
Importations en Perse.....		29.725.947	32.404.733	20.843.4
Importations en Italie:				
a) Huiles minérales de l'A.P.O.C.		7.737.356	7.236.033	3.756.4
b) Autres pays		3.748.984	4.356.947	7.293.4
Total.....		39.812.287	43.997.713	31.893.4

L'Italie nous envoie des tissus, du papier, etc. Avant la guerre, ce pays achetait la plus grande quantité de soie persane (pour 1913-14, 10.447.415 krans). Ce mouvement commence à reprendre, et en 1307, l'Italie nous a acheté les 3/4 des quantités exportées pour 6 mil-

lions 725.659 krans. Il nous achète en outre, des tapis, des boyaux, etc.

X. IRAQ. (MÉSOPOTAMIE)

Ce pays qui n'existe comme Etat distinct que depuis 1919, est un entrepôt des produits européens (Bagdad) et ceci est aussi vrai pour les marchandises exportées de Perse en Iraq qui ne reçoivent leur destination qu'à Bagdad ou Bassorah.

Voici le tableau du commerce général pour les 3 dernières années :

<i>En Krans :</i>				
	Années :	1305	1306	1307
portations en Perse.....		8.875.610	12.081.011	6.792.737
portations en Iraq :				
a) Huiles minérales de l'A.P.O.C.		11.128.950	7.322.959	1.048.183
b) Autres produits		29.191.071	23.251.932	19.659.457
Total.....		49.195.631	42.655.902	27.500.377

L'Iraq nous achète des gommes, des tapis, des fruits frais ou secs, des peaux, etc. Il nous vend des peaux, de la noix de Galle, des fruits, des animaux vivants, etc. Mais il ne faut pas oublier que les fruits importés de l'Iraq principalement les dattes transitent la Perse pour se rendre en U. R. S. S. Ce pays pourra devenir plus tard, un débouché important pour la Perse.

XI. — AFGHANISTAN

En 1913-14 l'Afghanistan nous vendait pour 4.885.875 krans de produits et nous en achetait pour 2.971.379 krans, ce qui forme un total de 7.857.254 krans.

Voici le tableau du commerce général pour les trois dernières années :

<i>En Krans :</i>				
	Années :	1305	1306	1307
Importations en Perse.....		6.205.538	5.844.724	3.846.4
Exportations en Afghanistan.....		2.747.358	2.296.238	2.474.2
Total.....		8.952.896	8.140.962	6.370.7

Pendant ces trois années, l'Afghanistan a importé en Perse respectivement pour 1.974.608, 2.957.988 et 1.687.015 krans de monnaies d'argent, ce qui ne peut être compté que comme un élément positif dans la balance commerciale. Ce pays nous vend de la laine brute, des substances végétales, des animaux vivants, etc. Il nous achète des tissus, du thé, de la soie, etc...

L'Afghanistan n'ayant pas d'accès à la mer libre et étant une ancienne province persane pourra devenir un des débouchés les plus rémunérateurs aux produits persans.

XII. — AUTRES PAYS

	<i>En Krans :</i>		
	1913-14		<i>En Krans</i>
	Importations	Exportations	Total
Japon	4.335	220	4.555
Chine	534.322	1.141.850	1.676.172
Pays-Bas	1.371.326	13.764.538	15.134.864
Autriche-Hongrie	8.921.565	718.274	9.639.839
Tchéco-Slovaquie	—	—	—
Suisse	900.260	57.627	957.887
Pologne	—	—	—
Suède	690.331	6.321	696.652
Espagne	2.755	306	3.061
Grèce	66.370	222.690	289.060
Mascate	154.484	226.144	380.628
Oman	2.166.854	7.205.880	9.372.725
Autres pays	—	—	—

	(1307) 1928-29	En Kras
	Importations	Total
	(Tissus)	
Japon	4.001.372	21.974.722
	(Thé)	
Chine	2.205.978	13.338.958
	(Sucres)	
Pays-Bas	7.149.927	7.195.927
	(Tapis)	
Autriche-Hongrie	1.454.015	3.852.948
	(Sucres)	
Tchéco-Slovaquie	3.331.800	3.344.713
	(Montres)	
Suisse	1.880.331	2.090.432
	(Tissus)	
Pologne	1.966.906	2.057.898
	(Allumettes)	
Suède	1.598.968	1.609.098
Espagne	54.135	5.089.025
Grèce	343.785	364.922
Mascate	16.766	61.813
Oman	317.215	2.446.045
Autres pays	1.733.282	10.880.306

CHAPITRE VII

LE REGIME DOUANIER

Avant l'Islam, la politique douanière de la Perse était une politique de liberté des échanges et c'est grâce à cela qu'à cette époque le commerce était devenu très florissant. La conception moderne des droits d'entrée (et non de sortie) était déjà pratiquée en Perse au temps des Parthes, mais ces droits étaient assez faibles et ne grevaient pas lourdement les marchandises. Cette conception libérale a longtemps existé en Perse, et malgré la très bonne organisation des douanes, à l'époque des Safavis, Chardin raconte (1) que « c'étaient assurément « les douanes où l'on était plus doucement traité qu'en « lieu du monde ». Les marchandises importées en Perse par les frontières du nord ne payaient que des droits spécifiques très faibles, tandis que celles importées par le Golfe Persique acquittaient de légers droits *ad valorem*. Les douanes des ports du Golfe Persique étaient affermées pour 1.200.000 livres par an (1 livre d'alors coûterait 60 francs d'aujourd'hui). C'est en 1674 que le

(1) *Op. cit.*, t. V, p. 400.

système de fermage fut adopté en Perse et cela dura plus de deux siècles, jusqu'en 1900. Le nouveau régime douanier persan commence avec le traité de Golastan du 12 octobre 1813, signé après une guerre malheureuse russo-persane, à la suite de laquelle la Perse fut forcée de remettre à l'Empire des tsars, les deux provinces riches du Caucase : la Géorgie et le Daghestan. La Russie profitant de la faiblesse de la Perse signa un traité avec celle-ci et imposa cet accord. On convenait sous condition de réciprocité, de ne grever les marchandises venant de Russie que d'un droit de 5 % *ad valorem*. Mais si l'un des deux contractants contrevenait à cette clause, l'autre partie reprenait sa liberté d'action, ce qui était une sauvegarde assez efficace.

Mais les choses ne restèrent pas là : 15 ans plus tard, il y eut de nouveau une guerre entre la Russie et la Perse et, malgré les victoires persanes du début, à la fin la Russie sortit victorieuse de cette lutte et prête à imposer de nouvelles conditions à son faible voisin. Le traité de Torkamantchaï du 22 février 1828 (6 chaâban 1243 H. L.), qui fut signé après cette guerre, remettait à la Russie les autres provinces du Caucase encore en possession de la Perse. Ce même jour un traité de commerce fut signé, dans l'article III duquel on décida, de nouveau, d'adopter un droit d'entrée ou de sortie de 5 % *ad valorem* pour les importateurs étrangers et 3 % pour les importateurs persans ; mais ici la Russie effaça la clause de réciprocité et la Perse s'engagea à ne rien ajouter, de sa propre initiative, à ce taux uniforme et à demander le consentement de la Russie pour les modifications à

apporter à cette règle. Ces deux traités ont été la base des relations politiques et économiques de la Perse avec les puissances étrangères et ce droit de 5 % *ad valorem* resta pendant 3/4 de siècle le tarif légal persan qui, d'ailleurs, fut étendu à toutes les puissances ayant un traité avec la Perse, par l'Ordonnance impériale (*farman*) en l'année 1931 (1).

Plus tard les autres pays signèrent des traités avec la Perse. Dans ces traités, la clause de la nation la plus favorisée leur était accordée. Ce fut l'Angleterre qui signa la première une convention commerciale avec la Perse, le 4 mars 1841, dans laquelle la clause de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire, le régime établi avec la Russie, lui fut octroyée. La même année, la Perse signa un traité avec la Belgique lui accordant le même traitement. Ce régime fut, peu à peu, étendu à tous les pays ayant un traité avec la Perse et devint le régime normal douanier. Nous avons vu que la Perse s'était engagée à ne pas grever, en plus des droits de 5 % *ad valorem*, les marchandises entrées dans le pays par les importateurs étrangers. Comme à cette époque existaient des droits de douanes intérieurs et des taxes de route assez lourdes, les étrangers bénéficiant de cette clause, ne payaient rien, tandis que les importateurs nationaux

(1) Les capitulations, aujourd'hui abolies en Perse, prennent leur source juridique dans les articles 7 et 8 de cette convention commerciale du 22 février 1828, en introduisant en Perse, au profit des sujets russes, la juridiction consulaire. Comme on l'a bien dit, la décadence politique et économique de la Perse commença avec la signature de ce malheureux instrument diplomatique.

devaient subir tous ces frais et encore d'autres vexations de la part des préposés avides. On voit donc que dès cette époque, l'étranger avait un champ libre pour la vente de ses marchandises et ne craignait aucune concurrence de la part des importateurs persans et les mettait souvent sous sa dépendance.

Quoique l'Ordonnance impériale de 1308 H. L. ait aboli les douanes intérieures, la situation ne s'améliorait guère, en fait. Ce régime de 5% *ad valorem* dura jusqu'à la fin du siècle dernier. C'est à ce moment que se place le commencement de l'agression politique et économique de la Russie en Perse. Nous avons vu que les douanes étaient affermées depuis 1674. A la fin du 19^e siècle, les rois fainéants et gaspilleurs ayant vidé les caisses de l'Etat et voulant trouver de l'argent pour leurs amusements et de l'or pour les frais de voyages coûteux, se tournèrent vers l'étranger pour faire des emprunts. La Russie sentant arriver le moment de sa mainmise économique sur la Perse, conseilla à la Cour de Chah la réorganisation des douanes afin d'augmenter les ressources qui seraient les garanties des intérêts des emprunts que la Russie était d'ailleurs prête à accorder à la Perse. En effet cet argent ne lui coûtait pas cher ; le Gouvernement des tsars empruntait à la France à faible intérêt, des sommes qu'il remettait au Chah, au taux de 5 à 7 % en y joignant des clauses aliénatrices de l'indépendance de la Perse.

Le gouvernement persan décida d'abolir le fermage des douanes, et pour réorganiser celles-ci engagea trois fonctionnaires belges, dont le chef Naus, quoique rétri-

bué par la Perse, s'avéra plus tard un des serviteurs les plus zélés du gouvernement tsariste.

Ces fonctionnaires entrèrent en Perse en 1898 et deux ans après, l'administration autonome des douanes fut formée. La Russie prêta quelques millions de roubles (22 1/2) au Chah, avec une clause stipulant que les recettes douanières seront remises d'abord, à la Banque d'Escompte de Perse (Banque russe) et, une fois le service des emprunts garanti, le surplus allait au Trésor persan. En outre, la Russie se faisait reconnaître le droit de contrôle et de surveillance sur les douanes persanes, si un retard de 6 mois était apporté dans le paiement des intérêts ; ce droit allait même jusqu'à l'administration directe par la Banque d'Escompte, des douanes du nord, si le contrôle précité ne se montrait pas satisfaisant. Le gouvernement des tsars ne s'arrêta pas là et par l'intermédiaire de son agent Naus, voulut assurer plus efficacement son hégémonie économique sur la Perse. Naus conseilla au gouvernement du Chah d'abandonner le droit uniforme de 5 % *ad valorem* et d'adopter d'autres modes de tarification. Pour cela, il se fit accorder l'autorisation de négocier un nouveau tarif avec la Russie « qui sauvegarderait mieux les intérêts de la Perse » disait-il. L'analyse de ce tarif montrera quels sont les intérêts qui y ont sauvegardés.

La nouvelle convention douanière avec la Russie fut ratifiée le 13 décembre 1902. Suivant cette convention, le tarif uniforme 5 % *ad valorem* fut aboli pour faire place à des droits spécifiques suivant les tarifs A. B. et C. Les marchandises russes importées en Perse payaient des

droits spécifiques suivant la nomenclature du tarif B, quelques produits de la Perse importés en Russie payaient les droits du tarif A., droits très faibles, tous les produits nécessaires à l'industrie naissante de la Russie, les autres produits persans du tarif C, non indispensables à la Russie, mais fort importants pour la Perse payaient des droits élevés en entrant en Russie et étaient grevés des mêmes droits que ceux du tarif général russe. C'étaient entre autres de l'opium, des pierres précieuses, des animaux vivants, des œufs, des tabacs, des légumes, du riz, des poissons, de la soie. La Russie se réservait même le droit d'édicter pour eux, au nom de la sécurité nationale, des prohibitions d'entrée. Quand on pense que les exportations de la Perse étaient exposées à se voir interdire l'entrée en Russie rien qu'à la suite d'un règlement douanier russe, on voit à qui profitait cette mesure qui avait une apparence de réciprocité. Quant aux articles indispensables à l'industrie russe, le coton, la laine, etc., on abolissait les droits de sortie sur eux. En effet, à cette époque, la Russie avait besoin des matières premières pour ses fabriques et ses usines et c'était la Perse qui, à très bon compte, pouvait lui en fournir. Quant aux marchandises de provenance russe, on abaissa les droits qui n'excédèrent guère 5 % *ad valorem*; les sucres ne payaient qu'un droit spécifique d'environ 4,5 %, les huiles minérales 3 %, les tissus 4,5 %, tandis que les marchandises originaires des autres pays payaient jusqu'à 8 à 10 et même 25 % (liqueurs et cognacs) mais dans le chapitre V, le gouvernement persan s'engageait à ne faire une réglementation douanière qu'avec le consentement de la

légation russe à Téhéran, tandis que le même chapitre ajoute que les commerçants persans sont en Russie, soumis aux règlements douaniers actuels et futurs du gouvernement russe. La Perse, suivant les bons conseils de son haut fonctionnaire Naus remettait entre les mains de l'étranger, son indépendance économique, sa liberté de faire un nouveau tarif, même son droit absolu d'édicter des règlements douaniers. D'un autre côté, par la franchise d'entrée qu'elle avait accordé aux produits agricoles et miniers russes (34 articles), elle vouait à la misère ses cultivateurs et condamnait à mort sa propre agriculture, grâce aux droits très bas accordés aux produits fabriqués russes. Non seulement, il ne pouvait se créer de nouvelles industries en Perse, mais même celles qui existaient, comme celle du tapis, ne pouvaient supporter longtemps les droits qui leur étaient imposés à leur entrée en Russie. Malgré tous ces faibles droits le gouvernement des tsars accorda encore des primes d'exportation à quelques produits russes, par exemple : sucre, pétrole, tabacs, liqueurs alcooliques, tissus, allumettes, etc. D'un autre côté, comme le transit des marchandises des autres pays à travers la Russie et à destination de la Perse était interdit, le marché persan était un débouché excellent pour les produits russes qui armés de ce tarif, attaquaient et occupaient sans rival toutes les branches de l'activité économique persane. M. Safinya faisant allusion au livre de M. Shuster « the strangling of Persia » a très justement appelé la convention russo-persane de 1902 « le tarif de l'étranglement économique de la Perse. »

Mais l'Angleterre guettait sa proie et voulant avoir sa part de ce butin si gracieusement offert, envoya une mission à la cour de Téhéran qui signa le 9 février 1903, presque la même convention douanière que celle des russes, en se réservant le marché des provinces du sud de la Perse et en n'oubliant pas d'ajouter la clause qui subordonnait à l'acquiescement de la légation de Sa Majesté Britannique toute modification quelconque du règlement des douanes.

Ce régime fut étendu aux pays qui accordaient aux pays originaires de la Perse, le traitement de la nation la plus favorisée. Les marchandises provenant des pays qui n'accordaient pas ce traitement étaient grevées d'un droit double de celui inscrit au tarif général, et si dans le tarif général ces marchandises étaient exemptes de droits, elles devaient acquitter 10 % *ad valorem*.

Quant à Naus, l'auteur de tous ces méfaits, il continua à amasser fortune et honneurs et ne fut expédié dans son pays qu'après la révolution persane, sur la résolution formelle du Parlement persan, en date du 10 février 1907.

Pendant plus de 20 ans, la Perse subit ce régime anti-économique et n'était-ce la guerre mondiale et la révolution russe, on ne sait pas à quelle date ce régime aurait pris fin. Mais la révolution russe changea les relations russo-persanes. Les bolchevistes, pressés d'instaurer un nouveau régime et de le faire reconnaître par les autres puissances, offraient beaucoup de promesses à qui en voulait. D'un autre côté, la Perse qui était fort mécontente du traitement que l'Angleterre voulait lui faire

subir par l'odieux traité d'août 1919, cherchait l'alliance russe. Nos négociateurs préparaient les bases d'un traité d'amitié entre les Soviets et la Perse. Entre temps, Bravine, le premier représentant du gouvernement bolchevik en Perse entra à Téhéran et déclarait solennellement que tous les traités existant entre les deux pays et toutes les concessions soutirées à la Perse par le gouvernement des Tsars étaient considérés comme nuls et nonavenus par le nouveau gouvernement russe. Cette déclaration fut corroborée et officiellement soutenue plus tard, dans une lettre que Trotzky, commissaire aux affaires étrangères des Soviets, envoya à l'ambassadeur de Perse à Moscou en date du 14 janvier 1918. Ce moment était un instant favorable pour décréter la caducité du tarif douanier existant qui avait comme base juridique la convention douanière russo-persane de 1902 et qui venait d'être frappé de nullité. Mais le gouvernement persan laissa passer ce moment précieux et ne fit rien pour améliorer la situation économique.

Pendant ce temps, l'Angleterre qui s'était engagée, par l'article 6 du traité anglo-persan du 9 août 1919 (1), à négocier un tarif nouveau avec la Perse, s'acquitta de cette charge et une nouvelle convention douanière anglo-persane était signée en 1920, garantissant les droits économiques de l'Angleterre, quoique apportant

(1) Ce traité, signé entre l'Angleterre et des ministres persans traîtres à la patrie, et qui faisait de la Perse un protectorat déguisé de l'Angleterre, fit naître une indignation profonde dans le peuple persan, causa des troubles et de la résistance, ne fut jamais ratifié par le Parlement et finalement aboli en 1921.

plus de recettes au Trésor persan. Cette convention fut annulée par le Madjless, le 20 ordihebcht 1307 (10 mai 1928).

Quant aux négociations avec les Soviets, elles aboutirent à la signature d'un traité d'amitié entre les deux pays, en date du 26 février 1921 et qui fut ratifié par le Madjless, le 15 décembre de la même année. Ce traité a une importance considérable pour la Perse. Tous les traités, toutes les conventions antérieures entre les deux contractants sont annulés, de même que les traités sur la Perse avec une tierce puissance. Le gouvernement bolchevik, réprouvant formellement les visées impérialistes du gouvernement des tsars en Perse, se désiste de toutes les concessions, de tous les prêts ; remet à la Perse toutes ses installations, routes, banques, chemins de fer, etc... abolit en Perse les privilèges de juridiction des consuls russes et le immunités ou faveurs des sujets soviétiques (art. 16) et frappe de nullité le régime des capitulations. Dans l'article 19 de ce traité, la Perse s'engage à négocier un traité de commerce avec la Russie pour régler les importations russes en Perse, mais omet de parler du sort des marchandises persanes importées en Russie. Omission fort grave et inexplicable. Dans l'art. 20, les deux parties contractantes se mettent d'accord pour admettre le transit des marchandises destinées à d'autres pays à travers leur territoire. Mais l'U.R.S.S. ne tint pas cette promesse formelle.

Une commission mixte fut immédiatement nommée pour conclure le traité de commerce et la convention douanière si indispensables aux relations économiques

des deux pays. Mais les pourparlers furent longs, et interrompus à plusieurs reprises. L'intransigeance des Soviets après leurs belles promesses était extraordinaire. Entre temps, la Perse décida d'appliquer aux marchandises de provenance russe, le tarif de 1920 révisé, avec l'Angleterre; les Soviets protestèrent et le gouvernement persan eut l'incroyable faiblesse de tirer du tombeau la dépouille funéraire du tarif de 1902 et l'appliquer aux marchandises soviétiques.

Les négociations pour une nouvelle convention douanière entre la Perse et l'U.R.S.S. durèrent six ans et cette convention ne fut signée qu'en date du 8 mehr 1306 (1^{er} octobre 1927) à Moscou. Dans cette convention, on retrouve les errements du passé : les animaux vivants et les produits agricoles russes bénéficient d'une franchise de droits, les droits sur les sucres sont très faibles et les droits sur les produits originaires des autres pays sont augmentés. Mais heureusement il y a un protocole annexe, dans lequel l'U.R.S.S. reconnaît la nullité *de plano* de ce traité, si avant le délai de 5 ans la Perse établit un tarif autonome. Cela fut accompli plus tard et une nouvelle convention fut signée par l'U.R.S.S. en 1929.

Donc la situation, à cette époque, était la suivante : au nord, on appliquait aux marchandises russes le tarif de 1902 et au sud, aux marchandises britanniques, le tarif de 1920. La Perse sentant tous les méfaits de ce régime hybride et l'importance de l'indépendance économique pour un pays, pensa à acquérir son autonomie tarifaire. Nous avons vu que pour le remplacement de la culture du pavot, cette question fut mise à jour par les délégués

de la Perse, dans les conférences internationales. Une nouvelle conférence économique internationale, composée de représentants de 51 Etats, se réunissait à Genève le 4 mai 1927. Les représentants de la Perse profitant de l'occasion, publièrent un mémorandum sur la situation économique de leurs pays et mettant en lumière l'importance des tarifs douaniers pour la Perse demandèrent l'aide des participants de la Conférence à la possibilité de l'autonomie douanière de la Perse. La Conférence donnant raison aux désirs des délégués persans, vota une recommandation en ce sens qui devait être faite par l'Assemblée de la S.D.N. à tous les pays membres de cette société internationale. Les différents pays qui avaient des traités avec la Perse se déclarèrent prêts à cette fin. Le Gouvernement persan consacra ce succès en proposant au Madjless, un tarif autonome qui fut voté le 13 ordibehecht 1307 (le 3 mai 1928). Ce tarif est le tarif légal actuel de la Perse.

Le rêve de plusieurs générations était réalisé et juste un siècle après le traité de Torkamantchaï, la Perse acquérait de nouveau son indépendance douanière. Le tarif autonome comprend un tarif minimum et un tarif maximum. Le Parlement autorisait le gouvernement de signer sur l'écart entre les deux tarifs des traités douaniers avec les puissances étrangères pour 8 ans, au plus. Celles qui n'auraient pas au 20 ordibehecht 1307 des traités avec la Perse, devraient payer les droits du tarif maximum.

Le tarif autonome comprend des droits d'entrée et des droits de sortie, ces derniers pour quelques articles seu-

lement. D'une façon générale, ce tarif a été conçu dans un but fiscal, et sans aucune idée de protéger l'agriculture et l'industrie nationales. Les droits sont extrêmement faibles, de même que l'écart entre le tarif minimum et le tarif maximum qui ne dépasse pas 50 %. Il y a des droits spécifiques mais plus souvent des droits *ad valorem*. 35 articles dont la majorité sont des produits agricoles bénéficient d'une franchise de droits à l'entrée. D'une façon générale, les droits d'entrée n'excèdent pas 5, 8 à 10 % de la valeur des marchandises importées. Et comme la Perse a signé des traités avec les pays les plus importants quant à ses relations commerciales, le tarif minimum est devenu presque le tarif courant et le champ est libre pour les importations de toutes les marchandises étrangères.

Nous disions que ce tarif autonome acquis avec tant de peine ne nous a en aucune façon profité, puisque les errements du passé s'y rencontrent de nouveau :

1° Les animaux vivants sont, à l'entrée, exempts de tous droits, dans un pays agricole qui en a toujours exporté, tandis qu'ils paient des droits de sortie allant jusqu'à 100 krans par tête (chameaux).

2° Les céréales, les légumes frais ou secs, ne paient à l'entrée que 20 à 30 chahis par man au tarif minimum et 25 à 50 chahis par man au tarif maximum, tandis qu'ils acquittent des droits à la sortie.

3° La laine brute, les poils, et autres matières textiles sont exemptes au tarif minimum et ne paient que 10 % *ad valorem* dans un pays qui exporte pour 25 millions de krans de laine par an. Les soies en cocons ne paient

à l'entrée que 2 krans par man au tarif minimum et 5 krans par man au tarif maximum. Le coton, le chanvre et le lin bruts acquittent seulement 15 % *ad valorem* au tarif minimum et 25 % au tarif maximum dans un pays qui exporte tous les ans énormément de coton et de soie. De même pour les épiceries et autres produits agricoles. Les végétaux, les substances végétales et leurs graines sont à l'entrée exempts de droits, dans un pays agricole .

4° Les bois de chauffage sont exempts de droits au tarif minimum et les autres bois non ouvrés n'acquittent au même tarif que 5 % *ad valorem* (10 % au tarif maximum). Les bois ouvrés non dénommés ne paient que 8 % *ad valorem* au tarif minimum et 15 % au tarif maximum. Ce sont des pareilles mesures qui obligent les habitants de Guilan et de Mazandaran, c'est-à-dire ceux qui habitent au milieu d'immenses forêts d'acheter leurs bois à la Russie.

5° Les thés ne paient que 6 krans par man, au tarif minimum (12 krans au tarif maximum) dans un pays qui s'efforce de développer cette culture.

6° Les essences telles que benzine et gazoline paient au tarif minimum 0 kr. 40 seulement (0 kr 75 au tarif maximum) pour les autres huiles minérales, le taux est encore plus bas.

7° Les peaux brutes ne paient que 8 à 15 % *ad valorem*, dans un pays qui en exporte. Les peaux tannées, corroyées, etc..., n'acquittent que 4 à 6 krans par man. au tarif minimum.

8° Les tissus ne paient au tarif minimum que 10 à

25 % *ad valorem*, les broderies 20 %, tulles et gaze 10 krans par man ; les habillements et vêtements confectionnés 25 % *ad valorem*, les fils 8 %, etc. N'oublions pas qu'une industrie de tissage et de filature vient de naître en Perse et de pareils taux ne sont pas faits pour l'encourager à l'existence .

9° Les ouvrages en cuir acquittent seulement 15 % *ad valorem* au tarif minimum (20 % au tarif maximum). Rappelons-nous qu'il y a une industrie importante de cuir et des tanneries à Hamedan.

10° Les allumettes ne paient que 2 à 3 chahis par man brut (250 boîtes de 60 allumettes). Malgré l'existence de deux fabriques d'allumettes, une à Tabriz et une à Hamedan, on instaure de si faibles droits sur les allumettes, d'un autre côté, on s'efforce par toutes les mesures possibles : subventions, prêts, exemptions d'impôts, etc..., de venir en aide à cette industrie qui est condamnée d'avance sous le poids de la concurrence étrangère et qui n'a pas laissé longtemps à le montrer et a fermé ses portes dernièrement.

11° Dans un pays qui possède de nombreuses savonneries, les savons ordinaires ne paient que 0 kr. 70 par man au tarif minimum (1 kr. 50 au tarif minimum) et les savons parfumés ne paient que 25 % *ad valorem* à ce même tarif.

12° Les minerais et les métaux ne paient que 5 % *ad valorem* au tarif minimum.

13° Les verreries paient une très faible taxe de 0 kr. 20 à 0,30 par man au tarif minimum, les poteries et les faïences 10 % *ad valorem* à ce même tarif. En Perse, ces

deux industries existent encore et auraient dû être protégées.

14° Les véhicules de toutes espèces. Les automobiles (sauf celles qui coûtent plus de 30.000 kran), de même que les machines industrielles, agricoles et leurs pièces détachées sont exemptes des droits de douane jusqu'au 6 bahman 1313 d'après la loi du 7 dalve 1303 qui a voulu favoriser l'entrée des machines en Perse pour 10 ans.

Nous ne pourrions donner ici que *grosso modo*, les taux d'entrée des principaux produits importés. Mais une comparaison avec les matières persanes exportées et les besoins actuels de notre pays à ce sujet montre facilement que le tarif autonome est conçu suivant les bases des tarifs antérieurs quand la Perse n'avait pas sa liberté d'action en matière douanière et cherchait surtout à augmenter des ressources pour ses finances avariées. Malheureusement nous n'avons pas pu profiter de notre autonomie douanière si laborieusement reconquise. Aucun programme économique ne peut se concevoir dans l'analyse de ce tarif, sinon celui de favoriser les importations étrangères, décourager et peser lourdement sur l'agriculture et crever dans l'œuf les industries si nécessaires à la prospérité économique de la Perse.

Nous dirons à la deuxième partie de cet ouvrage, quels doivent être les principes généraux d'un tarif autonome actuellement nécessaire à la Perse. Le prochain chapitre montrera quelle a été la politique commerciale de nos gouvernements après le vote du tarif autonome.

APPENDICE

Le tableau ci-dessous montrera que les tarifs douaniers persans conçus dans un but fiscal, ont répondu à l'appel du gouvernement et une augmentation continue des recettes douanières (sauf pour les années de guerre) est évidente. Ce tableau débute avec l'organisation d'une administration des douanes indépendante en 1898 et va jusqu'à nos jours :

Années	<i>En Krans</i>			Pourcentage des frais d'administrat
	Recettes brutes	Dépenses d'administr.	Recettes nettes	
1277 (1898-1899)			10.000.000	
1278 (1899-1900)			14.064.440	
1279 (1900-1901)			17.006.330	
1280 (1901-1902)	223.251.608	3.059.037,85	20.192.570,15	13,15 %
1281 (1902-1903)	23.894.268	3.613.946,15	20.280.321,85	15,13 %
1282 (1903-1904)	33.904.247,20	4.205.348,10	29.698.899,10	12,40 %
1283 (1904-1905)	31.684.460,60	5.428.033,10	26.256.427,50	17,13 %
1284 (1905-1906)	30.263.105,15	5.949.853,70	24.313.251,45	19,66 %
1285 (1906-1907)	31.063.716,70	5.959.596,65	25.104.120,05	19,18 %
1286 (1907-1908)	35.885.226,50	5.139.717,95	30.745.508,55	14,36 %
1287 (1908-1909)	32.120.930,65	4.791.230,50	27.329.700,15	14,91 %
1288 (1909-1910)	36.340.322,95	4.488.704,75	31.851.618,20	12,35 %
1289 (1910-1911)	38.732.411,80	4.511.882,45	34.220.529,35	11,65 %
1290 (1911-1912)	43.411.916	4.915.985,95	38.495.930,05	11,32 %
1291 (1912-1913)	43.126.125,15	4.691.245,55	38.434.879,60	10,87 %
1292 (1913-1914)	47.402.963,80	4.845.217,70	42.557.746,10	10,22 %
1293 (1914-1915)	35.199.371,55	4.783.997,75	30.415.373,80	13,60 %
1294 (1915-1916)	29.498.127	4.805.757,75	24.692.369,25	16,29 %
1295 (1916-1917)	28.917.836,20	4.856.255,65	24.061.580,55	16,79 %
1296 (1917-1918)	24.187.780,55	4.928.769	19.260.011,55	20,37 %
1297 (1918-1919)	30.075.879,80	5.066.086,30	25.009.793,50	16,84 %
1298 (1919-1920)	38.084.787,80	6.527.028,45	31.557.729,35	17,13 %
1299 (1920-1921)	47.907.874,55	6.676.925,25	41.230.949,30	13,83 %
1300 (1921-1922)	59.927.992,15	8.194.718,20	51.733.273,95	13,67 %
1301 (1922-1923)	68.433.804,20	8.242.577,95	60.191.226,25	12,04 %
1302 (1923-1924)	75.336.366,65	8.386.958,75	66.949.427,90	11,13 %
1303 (1924-1925)	91.642.088,60	8.297.392,85	83.344.695,75	9,05 %
1304 (1925-1926)	97.515.559,60	8.564.600,90	88.950.958,70	8,78 %
1305 (1926-1927)	127.874.880,75	9.611.861,75	118.262.919	7,51 %
1306 (1927-1928)	180.335.884,75	9.378.541,45	170.957.343,30	5,20 %
1307 (1928-1929)	216.132.530,40	9.340.367,25	106.792.163,15	4,32 %
1308 (1929-1930)	Recettes de douanes proprement dites: 115.000.000 Krans.			

Prévision pour le budget 1309: taxes de douane proprement dites: 12.000.000 Kr

Remarque. — Dans le tableau ci-dessus on voit une augmentation considérable des recettes douanières à partir de l'année 1304. Cela provient de ce que depuis cette année-là, l'administration des douanes a été chargée de percevoir d'autres taxes qu'elle compte parmi ses recettes de toutes natures. Ces taxes sont :

1° Les taxes de route, à partir du 29 bahman 1304.

2° Les taxes du Monopole des sucres et thés, à partir du 1^{er} tir 1306.

3° Taxes de port et d'hygiène de Pahlavi, à partir du 10 dey 1306. Les taxes de douane proprement dites comprenant des droits d'entrée et des droits de sortie, taxes de chancellerie, plombs et cachets, magasinage, etc... n'ont monté qu'à 89.728.779,15 krs en 1306 et à 111.701.060,35 kran en 1307 (dont 100.640.143,55 pour les droits d'entrée). Pour l'année en cours (1309) on peut prévoir une augmentation des recettes douanières qui sont désormais perçues sur la base de la valeur de l'or, disposition votée dans la loi sur l'étalon-or.

CHAPITRE VIII

LES NOUVELLES CONVENTIONS DOUANIERES CONCLUES APRES LE VOTE DU TARIF AUTONOME DU 13 ORDIBEHECHT 1307

Nous avons vu que la Perse ayant signé en 1921 un traité avec les Soviets dans lequel le régime capitulaire a été dénoncé, se sentait désormais libre pour organiser ses institutions judiciaires afin d'étendre ses lois à tous les habitants de son territoire. La base juridique des privilèges capitulaires résidant dans le traité de Torkamantchaï de 1828, et ce traité ayant été formellement déclaré caduc dans le traité de 1921, de ce chef la Perse n'était plus liée aux autres puissances. Le Gouvernement voulut, quand même, donner une solennité à cet acte et dénonça, à partir du 19 ordibehect 1306 (mai 1927), toutes les capitulations ; mais il laissa ces traités en vigueur pendant un an, afin de laisser le temps aux négociateurs de préparer et signer de nouveaux traités sur la base juridique nouvelle et élaborer un tarif douanier autonome. Les puissances qui avaient des traités avec la Perse, reconnaissant la justesse des revendica-

tions persanes, signèrent un certain nombre d'accords provisoires dont quelques-uns furent plus tard changés en accords définitifs.

La France, donnant le bon exemple aux autres pays, signait avec la Perse, le 10 mai 1928, un accord provisoire sur la base « du droit commun international et 20 ordibehecht 1307, des accords sur cette base. Les autres puissances l'imitèrent et, voulant profiter du tarif minimum persan, se hâtaient de signer avant le 20 ordibehecht 1307, des accords sur cette base. Les plus importants d'entre eux sont le traité relatif à l'autonomie tarifaire entre la Perse et le Royaume-Uni, signé à Téhéran le 10 mai 1928, et la convention douanière entre l'Empire de Perse et l'U.R.S.S., signé le 10 mars 1929 dans la capitale persane. Nous citerons plus loin les conventions commerciales signées plus tard. Voyons maintenant l'esprit des accords nouveaux avec nos deux voisins.

1° Le traité signé entre le Royaume-Uni et la Perse comprend 6 articles et des annexes. L'article 1^{er} dit : « Sa Majesté britannique reconnaissant l'importance pour la Perse de l'autonomie complète en toutes matières relatives aux droits de douane, et désireuse, en vue des relations d'amitié qui existent entre les gouvernements des Hautes Parties Contractantes, de faciliter la réalisation du désir du Chah de Perse à cet égard, reconnaît l'abrogation de toutes les clauses des traités existant entre les Hautes Parties Contractantes qui limitent de quelque façon que ce soit le droit de la Perse à fixer le tarif douanier persan en toute autonomie ».

Dans l'article 2 les deux parties contractantes s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée, sous condition de réciprocité. Dans le paragraphe final de cet article, la Perse s'est engagée à appliquer automatiquement aux marchandises britanniques, les réductions de droits qu'elle accorderait pendant la durée du traité aux marchandises originaires d'un autre pays (c'est l'U.R.S.S. qui est visée ici). Des prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation sont définies dans l'article 4 suivant les formules adoptées dans la convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation signée à Genève, le 8 novembre 1927.

Dans l'article 5, on règle la condition de la valeur à déclarer qui ne pourra, en aucun cas, être inférieure au prix de gros des marchandises similaires sur le lieu d'importation et au moment de l'importation, déduction faite d'une somme de dix pour cent ainsi que d'une somme correspondante aux droits et charges que des produits de cette catégorie paient à leur entrée.

Ce traité, signé le 10 mai 1928, est valable pour huit ans et après expiration de ce délai il ne peut prendre fin qu'avec un délai de préavis de six mois.

Dans un protocole annexé à l'article 2 il est dit : « Il est entendu, que par l'expression : droits du tarif minimum en vigueur, sont compris les droits du tarif minimum approprié par la loi de Madjless, du 3 mai 1928 (13 ordibehecht 1307) ». Pendant toute la durée du traité, la Perse s'engage dans ce même protocole, de n'augmenter les droits du tarif minimum que par une mesure de

rétorsion nécessitée par suite d'une augmentation de droits par l'Angleterre sur les produits persans, autres que les huiles minérales, importés en Empire britannique. Ce traité est également valable pour les Indes britanniques, de même que pour les Dominions.

L'exemple de l'Empire britannique fut imité par les autres puissances, et après ladite convention le plus important traité concernant le commerce persan fut signé un an après, le 10 mars 1929 à Téhéran (20 esfand 1307). C'est la Convention douanière entre l'Empire de Perse et l'U. R. S. S. Nous avons vu que dans le protocole additionnel du traité de commerce du 1^{er} Octobre 1927 entre la Perse et l'U. R. S. S. il était convenu que ce traité serait caduc dès que la Perse aurait un tarif autonome. Dans les lettres échangées, entre le 10 et 21 mai 1928, entre le Gérant des Affaires étrangères de Perse et l'Ambassadeur de l'U. R. S. S., à Téhéran, la nullité dudit traité fut confirmée et une nouvelle convention douanière vint à jour l'année suivante. Cette convention douanière comprend 7 articles et un protocole additionnel.

Nous y rencontrerons la clause de la nation la plus favorisée pour les importations et les exportations des marchandises des deux parties contractantes, sous condition de réciprocité. Le bénéfice du même traitement est confirmé pour les surtaxes et droits éventuels qui pourraient grever ces produits, de même que les garanties quant aux perceptions des droits de douane, etc. Dans l'article 5, les deux Parties contractantes s'engagent de ne pas étendre les stipulations de cette convention, aux

privilèges qui seraient accordés aux puissances voisines dans une zone de 15 km. de la frontière ou aux marchandes d'un pays avec qui une union douanière est ou sera contractée à l'avenir.

Cette convention a été signée pour 7 ans à peu près et elle demeurera en vigueur jusqu'au 10 mai 1936. Si un mois avant l'expiration de ce délai, la convention n'est pas dénoncée, elle restera en vigueur jusqu'à sa dénonciation après un délai de préavis de six mois. Dans un protocole additionnel, les deux parties contractantes s'engagent à ne pas augmenter les droits de leurs tarifs pendant toute la durée de la convention. Toutefois, si par une mesure de rétorsion à l'égard d'une tierce puissance, la Perse est amenée à majorer ces droits, l'U. R. S. S. aura le droit d'augmenter dans la même proportion les droits sur les produits persans importés en U. R. S. S. même dans ce cas, l'accord préalable entre les 2 parties est nécessaire sur les modifications à apporter du côté persan aux droits sur les marchandises mentionnées au tarif de 1307 sur les numéros, 34, 35, 36, 237, 246, 247, 252, 253, 305, 312, 313, 318, 319, 335, 339, 355, 358, 361, 390, 407, 408, 42, 438 (Sous ces numéros sont compris les produits les plus importants importés de l'U. R. S. S. : bois de chauffage, bois ouvrés et non ouvrés, tissus de lin et autres minerais et métaux, caractères et clichés d'imprimerie, ouvrages en métal, papiers, le rhum et le cognac, faïence et porcelaine ; savons et verreries) et du côté de l'U. R. S. S. sur les fruits frais et secs, le coton, le riz, la laine, les peaux brutes, le maroquin et les tapis. Après ces deux importantes conventions douanières; nous

citerons l'accord provisoire entre la Perse et les Etats-Unis d'Amérique après l'abolition des capitulations. Dans cet accord signé à Téhéran, le 14 mai 1928, les deux parties contractantes se mettent d'accord pour se donner réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée et à l'article 3, il est dit que les marchandises importées ou exportées dans les deux pays bénéficient de ce régime. Tous abaissements de droits sur les marchandises originaires du pays d'une tierce puissance, doivent être étendus aux marchandises originaires des deux pays contractants, sous condition de réciprocité. Sur cette base (clause de la nation la plus favorisée, sous condition de réciprocité) la Perse signait des accords provisoires avec les autres puissances : avec la France (10 mai 1929), avec la Belgique (15 mai 1928), avec l'Allemagne (15 mai 1928), avec l'Italie (10 mai 1929), avec l'Autriche (17 juin 1928) avec la Tchéco-Slovaquie (17 juin 1928), et avec le Japon (30 mars 1929).

Ces accords provisoires devaient être remplacés plus tard par des traités définitifs d'amitié, de commerce, de douane, de navigation et d'établissement. Un certain nombre des accords définitifs ont été signés ultérieurement. Les deux plus importants sont la convention d'établissement entre la Perse et l'Allemagne et le traité d'amitié entre la Perse et la France.

Dans la convention d'établissement entre la Perse et l'Allemagne signée le 17 février 1929 (28 bahman 1307) à Téhéran, c'est toujours la clause de la nation la plus favorisée, sous condition de réciprocité que nous retrouvons. Cette convention traite de toutes les questions inté-

ressant les statuts des nationaux et des sociétés de pays contractants en ayant toujours en vue le traitement de la nation la plus favorisée. Elle est signée pour 5 ans et ne prend fin à l'expiration de ce temps, comme après, qu'à la condition de respecter un délai de préavis de six mois.

Dans l'art. 1^{er} du traité d'amitié signé entre la Perse et la France le 10 mai 1929, nous avons la joie de trouver la formule suivante qui consacre, une fois de plus, les liens séculaires qui attachent les deux pays : « Il y aura paix inaltérable et amitié sincère et perpétuelle entre la Perse et la France, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats ».

Ce traité est conçu « sur la pratique du droit commun international et sur la base d'une parfaite égalité et réciprocité » avec le traitement de la nation la plus favorisée. Tous les différends surgissant entre les deux parties contractantes seront soumis à l'arbitrage. La décision du tribunal arbitral obligera les parties. On voit bien que l'esprit de la S. D. N. dirige les contractants.

Les négociations sont actuellement en cours entre les deux pays pour conclure des conventions douanières, etc. D'autres accords définitifs ont été signés avec les pays suivants : avec la Lettonie (15 janvier 1929), convention de commerce avec l'Union Belgo-Luxembourgeoise, 12 articles, pour 5 ans (19 ordibehecht 1308-9 mai 1929) ; convention de commerce avec la République Tchèque-slovaque, 12 articles, 5 ans (10 ordibehecht 1308-30 avril 1929) ; avec la Suède (27 mai 1929) ; traité d'amitié avec l'Italie (le 14 chahrivar 1308-5 septembre 1929) ; traité d'amitié avec les Pays-Bas (21 esfand 1308-12 mars 1930) ;

traité d'amitié, de commerce et de navigation avec la Norvège (18 ordibehecht 1309-8 mai 1930) ; accord commercial avec l'Egypte (27 khordad 1309-17 juin 1930).

Tous ces traités sont signés avec la clause de la nation la plus favorisée, sous condition de réciprocité. La plupart d'entre eux sont signés pour cinq ans, et en fait, toutes les puissances ayant un commerce avec la Perse bénéficient du régime accordé à l'U.R.S.S. et comme on l'avait prévu le tarif minimum persan est devenu le tarif maximum. Tous les pays bénéficient du traitement de la nation la plus favorisée, avec la simple condition trompeuse d'une parfaite réciprocité :

Cette clause n'est qu'une duperie pour la Perse, car les droits du tarif persan étant extrêmement bas, la porte est ouverte à l'importation de toutes les marchandises étrangères, sans que les auteurs de ce tarif aient jamais pensé à protéger l'agriculture et l'industrie nationales. Il est vrai que dans les autres pays, la Perse bénéficie du traitement de la nation la plus favorisée, mais quand on pense que les autres pays, surtout après la guerre, pratiquent un protectionnisme agricole et industriel à outrance, et que leurs droits de douane sont très hauts, sinon prohibitifs, on voit toute l'étendue de l'erreur dans laquelle sont tombés les négociateurs persans. Le tarif de 1307 accordé à toutes les puissances ayant un traité avec la Perse ne diffère guère de ceux appliqués à ces pays avant cette date, nos négociateurs auraient pu corriger les fautes commises dans l'établissement de ce tarif. Ils avaient pour celà la marge (il est vrai que cette marge est bien étroite) entre les droits des tarifs minimum et

maximum. Mais ils n'ont rien fait de tel et ont même engagé la Perse pour huit ans. Quand on réfléchit que les nouvelles conventions commerciales d'après-guerre sont signées pour un ou deux ans, on voit la faute de lier un pays pour une si longue date. Les changements des situations économiques sont tellement fréquentes et imprévues que l'on ne peut admettre l'imprudence de lier pour huit ans un pays à situation économique aussi précaire que la Perse. Les négociateurs ont offert aux puissances étrangères le maximum de délai qu'ils étaient autorisés d'accorder par le Parlement dans la loi du 13 ordibehecht 1307. On se demande pour quelle durée ils auraient signé des traités, si la loi avait omis d'indiquer le délai maximum. L'imprudence est allée jusqu'à engager la Perse dans la Convention douanière avec l'U.R.S.S. à ne pas augmenter les droits du tarif autonome et de les garder tels jusqu'au 10 mai 1936. Si après cela, on veut parler d'une autonomie douanière pour la Perse, c'est que l'on ne fait pas attention au vrai sens des choses et que l'on se contente des mots. On dirait que l'autonomie tarifaire si chèrement acquise nous pesait lourd et nous étions tellement habitués à la règle contraire, qu'en attendant nous l'avions aliénée pour une période de huit ans. On comprend aisément que dans ces conditions, la situation de l'économie persane ne pouvait s'améliorer.

CHAPITRE IX

PRINCIPALES ROUTES SUIVIES PAR LES IMPORTATIONS ET LES EXPORTATIONS, ET LES MOYENS DE TRANSPORT ACTUELLEMENT EXISTANTS

La Perse qui possédait jadis de très bonnes routes, négligea pendant plus de deux siècles de construire des routes et même d'entretenir celles qui existaient. De sorte que les moyens d'accès dans ce pays devinrent extrêmement difficiles. Le voyage d'Europe en Perse était devenu une entreprise hasardeuse et celui qui faisant fi de cette éventualité, entreprenait un voyage dans cette partie de l'Orient et revenait de là sain et sauf était considéré comme un héros des contes orientaux. Malgré les grands progrès des moyens de transport au *xix^e* siècle, la Perse ne connut jusqu'à ces derniers temps ni des chemins de fer, ni même des chaussées. A l'intérieur même du pays, les voyages étaient très rares et réduits au minimum à cause de leurs risques et de leur aléas. Le voyage de Kerman à Téhéran durait un mois (1.060 km.) et même plus. Les habitants des différentes parties de l'Empire ne se connaissaient pas. Tandis qu'à Téhéran régnait une

terrible famine, le blé ne valant presque rien, pourrissait à Sistan et ne pouvait être transporté dans la capitale, faute de routes et à cause des frais de transport. Les exportations souffraient des prix élevés de transport et le commerce était paralysé aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. A la fin du siècle dernier, quelques compagnies étrangères obtinrent des concessions pour la construction des routes. C'est ainsi que la société anglaise Lynch Brothers construisit la route de Téhéran à Aragh (284 km.); les Russes construisirent la chaussée d'Enzeli (sur la mer Caspienne, aujourd'hui Pahlavi) à Ghazvine (232 km. et de là à Hamedan (233 km.) et la chaussée Djolfa-Tabriz (132 km.) Quelques sujets persans construisirent des routes comme celle de Machhad-Ghoutchan-Badjguiran (237 km.) et Astara-Ardabil (70 km.).

Pendant la guerre, les troupes étrangères se battant entre elles avaient besoin, pour le transport de leur matériel de guerre et pour le ravitaillement de leurs hommes, de bonnes chaussées. C'est ainsi que les Anglais construisirent la route de Machhad à Dozdab (951 km.) et de Chiraz-Bouchehr (268 km.), les Russes, les Anglais, les Turcs et les Allemands construisirent la chaussée entre Hamedan et Ghasré-Chirihe (près de Gharatou sur la frontière de la Mésopotamie). Entre temps, les Russes, qui en avaient la concession, avaient construit le chemin de fer Djolfa-Tabriz-Charafkhaneh sur le lac d'Oroumiyeh (167 km.). Dans le traité de 1921, avec l'U.R.S.S., toutes ces routes furent remises à l'Etat persan et les Anglais convinrent aussi d'imiter leur rival. C'est au début de l'année 1302 (1923) que le gouvernement persan prenant

en mains toutes ces routes pensa sérieusement à la construction et à l'entretien des routes. Il créa une administration des ponts et chaussées au sein du Ministère des travaux publics. Des spécialistes étrangers et des ingénieurs furent attachés à cette administration et des nouveaux crédits importants furent alloués par le Madjless à ce département.

Le programme consistait à réparer les chaussées existantes, construire méthodiquement des routes carrossables de premier ou de second ordre et même entreprendre la construction des chemins de fer. Des spécialistes américains arrivèrent à Téhéran et on envoya en Europe de nombreux étudiants pour en faire de futurs ingénieurs des travaux publics.

Pour allouer des crédits fixes au département des ponts et chaussées, le Parlement vota le 19 bahman 1304 (8 février 1926) une loi abolissant tous les droits, taxes de routes, péages, impôts municipaux existants et créant une taxe de route payée une fois pour toutes aux frontières sur les importations et les exportations. (1). L'augmentation considérable des véhicules en Perse demandait la construction de bonnes routes et la politique du gouvernement persan en ce sens est très louable.

Faisant abstraction des routes intéressantes au point de vue du commerce intérieur, nous ne citerons ici que les principales voies menant les marchandises persanes à l'extérieur en apportant en Perse les importations étran-

(1) Cette loi est, à notre sens, antiéconomique et doit être modifiée. Nous en parlerons au Chapitre III de la II^e partie de cet ouvrage.

gères. Ce sont : des routes terrestres, des voies maritimes et des lignes aériennes ; celles-ci intéressantes seulement au point de vue des facilités et vitesses de transport des voyageurs et des courriers postaux.

A. — ROUTES

1) *Route de Trébizonde à Tabriz.* — De Trébizonde sur la mer noire à Tabriz, chef-lieu de l'Azerbaïdjan, il y a 960 kilomètres. Cette route était fort importante avant 1900 et le trafic turco-persan prenait ce chemin. Son importance vient de ce qu'elle permet aux marchandises persanes destinées à l'Europe d'avoir accès à la mer libre (Mer Noire). Mais actuellement, cette route est peu fréquentée.

2) *Route de Heïdar-abad à Ravandouz.* — Quoique à l'intérieur de la riche province d'Azerbaïdjan, on ait construit, dans ces dernières années, beaucoup de chaussées, mais celle de Heïdar-abad sur le lac d'Oroumyeh à Gadouk-Cheïkh à la frontière de l'Iraq est très importante pour le commerce des exportations. Les russes faisant des entraves au commerce persan et étant les seuls acheteurs de nos produits nordiques pesaient lourdement sur le commerce. C'est pourquoi, on pensa à prolonger cette route qui n'est que de 90 kilomètres, jusqu'à la frontière — route qui devient fort importante hors de Perse. En effet, elle mène les marchandises du nord de la Perse à Kirkuk, Erbil et Mossoul et de là, à Nassibeïn. De cette dernière ville, le chemin de fer amène les marchandises jusqu'à Alep et de là, il y a une route qui va jusqu'à

Alexandrette sur la Méditerranée. De la sorte, les produits persans, dégagés du monopole d'achat de l'Etat soviétique peuvent écouler librement en Europe. La construction de cette route dans sa partie persane était depuis longtemps entreprise ; mais le gouvernement anglais n'était pas très pressé à construire la partie située en Iraq. Dernièrement, les difficultés diplomatiques ayant été surmontées, la route a été terminée et le Journal « Iran » dans son numéro du 12 mai 1930, annonce que cette route est ouverte au passage des marchandises et véhicules. L'ouverture de cette voie est un avantage appréciable pour le commerce extérieur de la Perse.

3) La route de Djolfa-Tabriz longue de 132 kilomètres. Cette route a été construite par les Russes. C'est par elle que les produits destinés à la Russie pénètrent dans le Caucase.

4) *Route de Pahlavi-Ghazvine à Téhéran.* — Cette route a été construite par les Russes jusqu'à Ghazvine et est une des meilleures routes de Perse. Elle est longue de 381 km. et très fréquentée : en effet, la plupart des marchandises à destination de l'U. R. S. S. ou celles venant de ce pays prennent ce chemin. De même, la majorité des voyageurs venant d'Europe et s'y rendant, prennent le bateau, sur la mer Caspienne, et empruntent cette route.

5) *Route de Badjguiran-Ghoutchan-Machhad.* — Cette route carroasable longue de 206 kilomètres joint à la frontière du Turkestan la route qui va à Echgabad et y amène les produits de Khorassan à destination de l'U. R. S. S.

6) *Route de Machhad-Birdjande-Dozdab.* — C'est la

route construite pendant la guerre par l'armée anglaise. C'est une bonne chaussée d'une longueur de 911 kilomètres qui joint le chef-lieu de Khorassan à Dozdab, point terminus du chemin de fer des Indes, dans le Sistan. C'est la voie la plus courte allant de Machhad aux Indes et, au point de vue stratégique d'une très grande importance pour les agressions vers l'Inde. Les marchandises persanes de Khorassan prennent cette route pour aller dans les Indes.

7) *Route de Dozdab à Kerman.* — C'est une route naturelle carrossable de 585 Kilomètres. Son importance vient de ce que presque tous les tapis de Kerman sont exportés par cette voie ; mais traversant les confins du grand désert persan, elle est démunie d'eau et plus difficilement utilisable aux voyageurs,

8) *Route de Bandar-Abbas à Kerman.* — Pour aller de Kerman à Bandar-Abbas sur le golfe Persique, il y a quatre routes. Celle qui passe par Tangu-Tagh a été rendue, cette année praticable aux automobiles. Elle est d'une longueur de 460 kilomètres (75 farsakh).

9) *Route de Bouchehr-Chiraz-Ispahan-Téhéran.* — Cette route d'une longueur de 1.172,7 kilomètres avait beaucoup d'importance avant la guerre. En effet, tout le trafic anglo-indo-persan, qui n'empruntait pas les autres routes citées, passait par cette voie. D'ailleurs, c'était la seule route directe traversant presque toute la Perse du nord au sud. C'est par cette route que Loti et Gobineau sont entrés au cœur de la Perse. Aujourd'hui, elle a perdu son importance à cause de la nouvelle route de Mohammareh à Bandar-Guaz, d'autant plus qu'entre Bouchehr et Chi-

raz, il y a beaucoup de cols presque impraticables qui rendent l'emprunt de cette voie plus difficile.

10) *Route de Téhéran-Kermanchah-Ghasré-Chirine-Khosrowi.* — Cette route relie la capitale persane à Bagdad. Elle est carrossable, assez bien entretenue et traverse les montagnes de Zagros, la patrie des Mèdes, et passe par des régions pittoresques (Bas-relief, de Darius, à Bisotoùn et Taghé-Bostan). Sa longueur est de 769,8 kilomètres. Une partie du commerce avec l'Empire britannique et l'Europe se fait par cette voie qui joint celles de Syrie. Cette voie jouera un rôle considérable dans l'avenir des relations de la Perse avec l'Europe. C'est par la même route que les pèlerins se rendent en Mésopotamie.

11) *Route directe de Mohammareh-Ahwaz-Dezfoul-Khorramabad-Borujerd-Malayer Soltanabad-Ghom à Téhéran.* — La distance entre Mohammareh et Téhéran est de 1.145 kilomètres et c'est la voie la plus courte et la plus rapide pour arriver de Téhéran au golfe Persique. La construction de cette route est un des travaux les plus louables de ces dernières années. Elle permet le trafic direct de toutes les marchandises venant d'Europe ou allant de Perse en Europe, d'atteindre en 2 ou 3 jours la capitale persane en débarquant directement à Mohammareh sur le Chatt-ol-Arab, sans être obligées de passer, comme avant par Bassorah-Bagdad-Ghasré-Chirine. Elle a été solennellement inaugurée par le Chah, le 6 aban 1307 (28 octobre 1928) et, outre ses avantages économiques, présente un intérêt stratégique important.

12) *Route de Bandar-Guaz à Téhéran.* — Bandar-Guaz est situé au fond de la baie d'Esterabad sur la mer Cas-

pienne. Le Syndicat des Chemins de fer persans a construit à 22 kilomètres de ce port, le port de Bandar-Chah, la tête de ligne du chemin de fer transpersan. Cette route passe par Sari et Damavand pour aboutir à Téhéran, à 372 kilomètres de Bandar-Guaz. Jadis, le voyage de Téhéran à Mazandaran et Esterabad se faisait à dos de mulet à cause des cols infranchissables d'Elbourz et durait une dizaine de jours. Aujourd'hui, la capitale est à 10 heures de la Mer Caspienne, en automobile. Le Chah a inauguré cette route en Octobre 1928. C'est la partie intégrante de la route directe de Bandar-Guaz à Moham-mareh reliant ainsi directement les deux mers persanes, la Mer Caspienne et le Golfe Persique (par Chatt-ol-Arab). Cette route diminuera l'importance de la route actuelle de Pahlavi à Téhéran.

Ces routes sont, en général, praticables aux automobiles : mais il ne faut pas penser que ce sont des chaussées pareilles à des routes goudronnées et bitumées d'Europe et d'Amérique. Il n'y a même pas une seule route goudronnée en Perse. On peut comparer ces routes à des routes d'intérêt communal en France : leur largeur est en général de 8 mètres, permettant le passage de deux voitures, largeur qui n'est pas toujours bien respectée. Ce sont des routes en partie empierrées, couvertes de cailloux. La Perse ne possédant pas assez de recettes pour construire des routes pareilles à celles d'Europe et d'Amérique, le problème consistait à surmonter les obstacles naturels : tailler la montagne, creuser des tunnels, construire des ponts, rendre les cols praticables et empierrer autant que possible les voies ainsi construites.

Mais en hiver et au début du printemps, la neige et la pluie, et les orages rendent momentanément impossible la circulation sur ces routes. Malgré tout cela l'effort fait ces dernières années pour améliorer les routes mérite des éloges. Mais nous devons penser, à l'avenir, de construire sérieusement nos routes, à la façon de celles existant à l'étranger, pour ne pas être obligés de dépenser tous les ans des sommes considérables afin de réparer les routes construites l'année antérieure et déjà mauvaises. Sur toutes ces routes, le transport se fait actuellement par caravanes et par camions automobiles. Malgré l'existence d'une industrie pétrolifère en Perse, l'essence est assez chère et le transport par caravanes de chameaux et de mulets existe toujours, quoique notablement diminué. Les frais de transport sont assez élevés et le gouvernement persan évalue le coût moyen de transport, en Perse, à 20 cents pour tonne-mille, ce qui est considérable. Pour les exportations autres que celles qui proviennent des provinces frontières, le coût moyen des frais de transport n'est pas inférieur à 100 dollars par tonne, en comptant à 500 milles le voyage moyen de frontières à l'intérieur de la Perse. C'est un obstacle sérieux au développement du commerce extérieur de notre pays et tous les efforts doivent être faits dans le sens d'une diminution de ces frais.

B. — VOIES MARITIMES

a) Sur la Mer Caspienne voguent des bateaux russes, une barque à moteur appartenant à un persan et quel-

ques voiliers persans. Il existe des lignes régulières pour le transport du courrier postal, des voyageurs et des marchandises. Les exportations du riz de Guilan, du coton de Mazandaran, les oranges et les fruits secs à destination de l'U.R.S.S. se font sur les bateaux soviétiques. Il y a un service régulier bi-hebdomadaire entre Bacou et Pahlavi, dans les deux sens. Un autre se fait entre Bacou-Astara-Pahlavi-Chahsavar, Machhadsar, Bandar-Guaz et retour. Pendant l'année 1306, le tonnage net total des navires entrés dans le port a été de 390.135 tonnes et le poids des marchandises débarquées de 110.560 tonnes. Pour l'année 1307, ces chiffres sont respectivement de 565.237 tonnes et 152.775 tonnes. Quant aux navires sortis des ports de la mer Caspienne, voici les chiffres correspondants : 1306 = tonnage net, total, 374.579 ; le poids des marchandises embarquées : 74.845 tonnes ; 1307 : tonnage net total = 568.058 tonnes ; pour les marchandises embarquées : 102.153 tonnes.

b) Dans le Golfe Persique, il y a des lignes de navigation reliant la Perse avec l'étranger et y apportant ses exportations en amenant en Perse les produits des autres pays. Voici les principales lignes :

1° British India Steam Navigation Company Limited. — Pavillon anglais avec service régulier hebdomadaire par les slow-mails, reliant la Perse aux Indes et faisant une escale dans les ports les plus importants du Golfe Persique. Il y a aussi les « fast-mails » de cette compagnie qui font moins d'escales.

2° Deutsche Dampfschiffahrt-Gesellschaft « Hansa linie ». Pavillon allemand. Départ tous les deux mois de

Brême à destination de Mohammareh, par la Méditerranée.

3° Ellerman-Bucknal Steam Ship Company Limited. — Pavillon anglais. Service très irrégulier entre Londres-Marseille-Bouchehr-Basreh.

4° Regular and direct line of Steamers to the Red Sea and Persian Gulf. — Pavillon anglais : Londres, Bandar-Abbas-Burchehr-Mohammareh.

5° Transatlantic Steam Ship Company Limited. — Pavillon suédois : Gutembourg-Londres-Mohammareh et Basrah et vice-versa. Ne prend pas de passagers.

6° H.M.H. Nemazi-Hong-Kong (bateaux appartenant à des persans de Chine et battant pavillon anglais) : Extrême Orient-Bombay-Bouchehr-Basrah.

7° The Persian-Gulf Steam Navigation Company Limited. — Pavillon anglais. Bombay, les ports persans du Golfe Persique-Basrah.

8° The Eastern Steam Navigation Company Limited. — Pavillon anglais : Bombay-Les ports persans du Golfe Persique-Basrah.

9° Sovlar Flot U.R.S.S. — Pavillon soviétique. Service irrégulier.

On voit que ce sont les étrangers qui pratiquent la navigation dans les mers persanes. Dans le Golfe Persique il y a beaucoup de voiliers persans qui font le transport des marchandises et des voyageurs entre les ports persans.

Irrégulièrement des vapeurs français, hollandais, japonais et ceux de divers pays se font voir dans le Golfe Persique, y transportant voyageurs et marchandises.

Voici le mouvement des ports persans du Golfe Persique pendant les trois dernières années.

NAVIRES ENTRES

		Nombre	Tonnage net Total en tonnes	Tonnage des marchandises débarquées
1305	Total des vapeurs..	1.957	9.137.208	106.376
	Total des voiliers..	9.139	236.593	25.403
	Total général..	11.276	9.973.801	131.779
1306	Total des vapeurs..	1.777	6.606.678	106.454
	Total des voiliers..	12.701	317.929	63.514
	Total général..	14.478	6.924.607	169.967
1307	Total des vapeurs..	1.608	8.120.241	129.234
	Total des voiliers et barques à moteur.	11.123	260.990	42.400
	Total général..	12.821	8.381.231	171.634

NAVIRES SORTIS

		Nombre	Tonnage net Total en tonnes	Tonnage des marchandises embarquées
1305	Total des vapeurs..	1.957	9.137.196	4.553.392
	Total des voiliers..	9.267	216.794	46.335
	Total général..	11.224	9.353.990	4.999.787
1306	Total des vapeurs..	1.767	6.576.718	3.897.037
	Total des voiliers..	12.276	314.311	129.808
	Total général..	14.043	6.891.029	4.026.845
1307	Total des vapeurs..	1.606	8.111.302	5.144.475
	Total des voiliers et barques à moteur.	11.069	258.839	82.015
	Total général..	12.675	8.370.141	5.226.440

c) *Navigation sur le Karoûn.* — Le seul fleuve navigable de la Perse, sur une partie, est le karoûn, qui,

prenant sa source dans les montagnes de Zagros, arrose la province de Khouzestan pour se jeter dans le Golfe Persique. Sur le Haut-Karoûn circule un vapeur anglais de 40 tonnes qui appartient à la société « Mesopotamia Persia Corporation Ltd. » Ce bateau remorque une barge de 50 à 55 tonnes et remonte le fleuve de Ahwaz jusqu'à Chellili à 12 kilomètres de Chouchtar. La Compagnie « *Nasseri* » possède deux vapeurs qui parcourent le même trajet, et un particulier exploite deux voiliers à moteur naviguant sur le Haut-Karoûn. Sur le Bas-Karoûn, il y a un service hebdomadaire de bateaux appartenant à la société « *Mespers* » qui vont de Nasseri (Ahwaz) à Mohammareh. En outre, quelques commerçants exploitant sur ce trajet de grandes barques à moteurs et des voiliers.

Les mouvements du port de Nasseri (Ahwaz) ont été en moyenne les suivants : plus de 30.000 tonnes de marchandises y sont débarquées par an et 3.000 tonnes embarquées. Sur le lac d'Oroumyeh, situé dans la province d'Azerdaïdjan, il y a une circulation de vapeurs appartenant à l'Etat persan d'après le traité de 1921 avec les Russes. Les différents ports de ce lac sont : Charafkhaneh, Golmankhaneh, Danalou, Agh-Gonbad, Heïdarabad, Chahi (dans l'île de Chahi) et les vapeurs font un trajet régulier entre ces ports, y transportant voyageurs et marchandises.

C. — LIGNES AÉRIENNES

La Perse qui était très en retard pour la construction des routes et chemins de fer pensa se rattraper en intro-

duisant l'aviation dans sa vie de tous les jours. C'est ainsi que le Parlement accorda le 20 bahman 1304 (février 1925) pour 5 ans le monopole de navigation aérienne en Perse à la compagnie allemande « Junkers » qui s'engageait à exploiter régulièrement trois lignes aériennes reliant la Perse à l'étranger et transportant le courrier postal. En outre, elle devait ouvrir à Téhéran une école d'aviation, de même que des usines de réparation d'avions dans toute la Perse. Quoique ces dernières clauses ne sont pas encore réalisées, la Compagnie a organisé d'une façon très satisfaisante ses services réguliers. Actuellement il y a un service régulier sur les lignes suivantes :

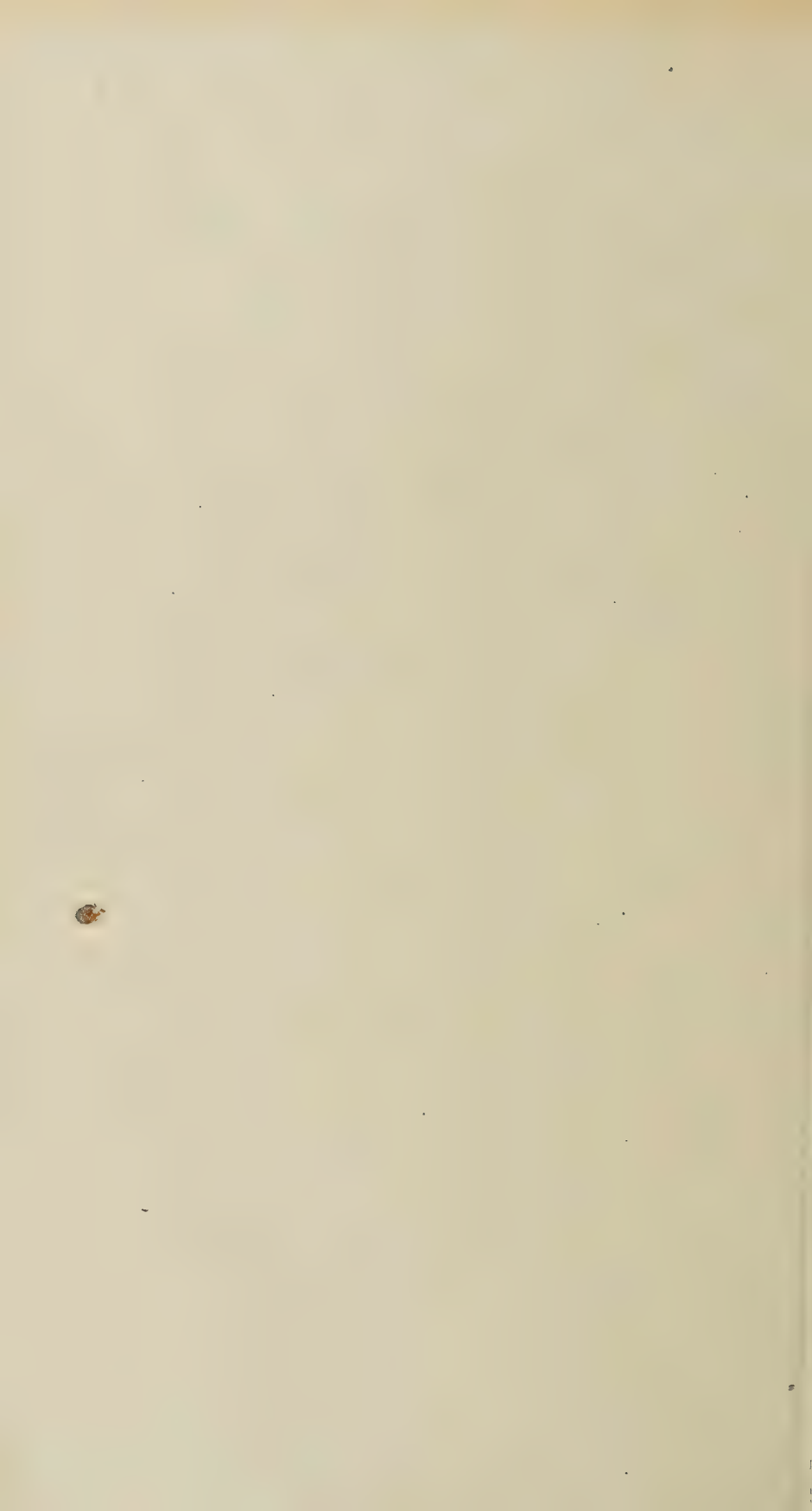
- 1) Téhéran - Pahlavi - Bacou,
- 2) Téhéran - Hamedan - Kermanschah - Bagdad.
- 3) Téhéran - Ispahan - Chiraz - Bouchehr,
- 4) Téhéran - Machhad.

En outre, elle effectue des vols irréguliers entre Téhéran - Kerman, Téhéran - Tabriz, Téhéran - Moham-mareh, Téhéran, Bouchehr et les autres ports du Golfe Persique, Téhéran - Bandar-Chah, etc... Elle exécute aussi des vols spéciaux sur la demande des particuliers. Cette société a rendu beaucoup de services aux voyageurs, surtout aux commerçants. La ligne Pahlavi-Bacou rejoint celle de Bacou-Moscou-Berlin mettant la capitale persane à 3 ou 4 jours de Paris. Celle de Téhéran - Bagdad nous approche de la Syrie et de la Méditerranée. Mais on se demande pour quelle raison la compagnie Junkers n'a pas rempli les autres clauses de son contrat et pourquoi jamais personne n'a pensé à les lui rappeler.

La Compagnie anglaise « Imperial Airways » exploite des avions qui relient Londres aux Indes en passant par la Perse. Ils atterrissent régulièrement en Perse, aux aérodromes de Buchehr, de Lingueh et de Djask. Les avions hollandais de la ligne Amsterdam-les Indes Néerlandaises atterrissent également aux aérodromes des ports précités du Golf Persique.

La France qui organise la ligne régulière France-Indo-Chine enverra également ses avions traverser la Perse du Sud et on aura le plaisir d'accueillir sur les aérodromes persans les as de l'air de la France.

On voit donc que l'avion, ce nouveau moyen de locomotion a rendu de grands services à notre pays en le mettant à 2 ou 3 jours de l'Europe civilisée. Décidément la Perse n'est plus celle du temps ancien et ses mystères seront vite découverts.



DEUXIÈME PARTIE

Comment assurer le développement du commerce extérieur de la Perse

Ayant exposé le commerce extérieur de la Perse et les questions qui s'y rapportent, nous allons étudier à présent les moyens dont l'utilisation nous paraît de nature à permettre l'extension du commerce persan.

CHAPITRE PREMIER

UNE MONNAIE STABLE

L'unité monétaire persane en circulation est encore le kran d'argent d'un poids d'un mesghal (4,64 grammes) au taux de 900 millièmes d'argent fin.

10 krans valent un toman.

Le kran se divise en 20 chahis, le chahi en 50 dinars.

Il existe des pièces d'or de 2 krans, de 5 krans, d'un achrafi, d'un pahlavi. Ces pièces ont la valeur du métal or et leur prix change au cours du jour par rapport au kran argent.

La base du système monétaire persan étant le monométallisme argent, l'unité monétaire de ce métal « le kran » a été sujet à variations constantes par rapport à l'or et aux monnaies des autres pays basées sur le métal jaune. C'est ainsi qu'on a enregistré les variations suivantes de la valeur du kran par rapport à la livre sterling, pour quelques années, que nous prenons au hasard et qui sont les plus significatives.

1862	1 Livre	vaut	21	Krans
1892	—	—	36	—
1897	—	—	51	—
1902	—	—	55	—
1905	—	—	59	—
1913-14	—	—	54	—
1920-21	—	—	27	—
1921-22	—	—	50,05	—
1923-24	—	—	47	—
1924-25	—	—	42	—
1925-26	—	—	45	—
1926-27	—	—	48,60	—
1927-28	—	—	49,25	—
1928-29	—	—	48,03	—

Donc on pouvait dire que depuis l'année 1921 un taux moyen de 48 krans pour une livre sterling était constante. La situation commença à changer au début de l'année 1929. En février de cette année la livre sterling valait 50 krans, le kran continua sa baisse pendant toute cette année et la fin de 1929, la livre valait 60 krans. Puis en janvier, le kran persan continua sa descente et atteint son plus bas cours à la fin de ce même mois avec 71 krans pour une livre sterling. Ce cours qui jamais encore n'avait été atteint commença à inquiéter toute le monde. La population perdit confiance dans la monnaie nationale, les commerçants avertis commencèrent à avoir des appréhensions, les journaux publièrent des articles demandant des remèdes énergiques, les députés tinrent des discours enfiévrés au Parlement et préconisèrent l'adoption de l'étalon-or. Le Gouvernement voulant apaiser la population, et se conformant en cela à l'avis des commerçants, prit plusieurs mesures rapides :

interdisant la rentrée de l'argent, proposant le contrôle des achats et des ventes de devises étrangères et décidant finalement la substitution de l'étalon or à l'étalon argent.

Avant de passer à l'étude de ces mesures et de leur critique, nous voudrions donner notre opinion sur la crise monétaire à laquelle la Perse est encore en proie. Nous avons vu, dans un tableau bref reproduit plus haut que l'unité monétaire persane étant l'argent, devait fatalement subir les variations de valeur du métal blanc. Quand la France abandonna la frappe libre de l'argent, on pensa en Perse de faire de même et à plusieurs reprises, le gouvernement persan fut conseillé de changer son régime monétaire, mais c'était surtout chaque fois que le prix de l'argent par rapport à l'or baissait que l'on remarquait l'inconvénient du monométallisme argent ; Il suffisait que quelques temps après, le prix de l'or baissât pour que l'on abandonnât les projets de réforme et que l'on se contentât de ce que l'on avait. Déjà au temps de Nassered-dine Chah il avait été question de cette réforme, de même qu'au début de la révolution persane en 1906.

La hausse de prix de l'argent pendant la guerre mondiale fit oublier toutes ces velléités de réformes du régime monétaire.

A la fin des hostilités, le moment était extrêmement favorable pour la Perse d'adopter l'étalon-or, mais à ce moment nos ministres étaient occupés à signer avec l'Angleterre des traités aliénant l'indépendance de la Perse et ne pouvaient penser à cela. Quand en 1925 les

conseillers américains dont le chef était le docteur Mills-paugh, entrèrent en Perse, et prirent en mains l'administration de nos finances, ils mirent à leur programme la réalisation de cette mesure financière. D'ailleurs, les gens avisés le réclamaient depuis longtemps. Les députés voulant donner en ce sens, une directive au gouvernement, ajoutèrent un amendement à la loi du 14 ordibehecht 1306 (5 mai 1927) sur la création de la « Banque Nationale de Perse » qui fut l'article 14 de cette loi et est ainsi conçu :

« Le Gouvernement doit après l'arrivée du spécialiste américain (1) mettre l'adoption de l'étalon-or à l'étude et au plus tard un an après, présenter au Madjless un projet en ce sens ». Malgré ce désir énergique des députés de la 6^e législature, ce projet de loi ne vint pas devant le Parlement, et la monnaie nationale continua à s'avilir. Entre temps deux mesures législatives assez curieuses avaient été adoptées : une loi du 24 mehr 1305 (26 octobre 1926) interdisant l'exportation de l'or et de l'argent sauf 120 krans par voyageur et une loi du 23 esfand 1307, permettant l'entrée libre de l'or et de l'argent. Cette seconde mesure prise par l'initiative du Ministre des Finances M. Firouz, malgré l'énergique protestation de quelques députés, est en contradiction formelle avec toutes les tendances réformistes de ces dernières années qui cherchaient à limiter la circulation de l'argent.

L'erreur ne tarda pas à être démontrée et une des

(1) Directeur de la Banque — plus tard congédiant les conseillers américains, on engagea un allemand, le Dr. Lindenblatt, l'actuel directeur de cette banque.

causes de l'avilissement de la monnaie persane pendant la dernière année peut être attribuée à cette loi inopportune.

Au cours de la crise monétaire qui sévit en Perse, différentes opinions sur la cause de la baisse du kran furent émises. Deux tendances opposées se firent sentir : les unes attribuant la crise monétaire à la baisse du métal argent en y ajoutant quelques facteurs secondaires comme la spéculation sur le kran ; les autres voyant la cause du mal dans le déficit de la balance commerciale (ces derniers ne parlaient pas de la balance des comptes) et voyant le remède dans la limitation de l'importation des objets de luxe, un contrôle sévère sur l'achat et la vente des devises étrangères et en dernier lieu l'adoption de l'étalon or. Les deux opinions étaient d'accord pour recommander cette dernière mesure, mais quant à ses modalités et les autres points discutés, des divergences sérieuses se faisaient jour.

C'est la première tendance qui rallie nos suffrages, et voici pourquoi : La vraie cause de la crise monétaire ne pouvait pas être dans le déficit de la balance commerciale, car ce déficit existe à l'état chronique depuis le xix^e siècle. La balance des comptes qui nous était défavorable avant la guerre, marque une tendance contraire dans ces dernières années et nos explications antérieures à ce sujet nous dispensent d'y revenir. Au contraire en jetant un coup d'œil sur la valeur du métal argent depuis un quart de siècle, nous voyons que la baisse du kran a toujours coïncidé avec une diminution de la valeur du métal blanc.

Divers pays passèrent de 1875 à 1900 du bimétallisme or-argent au monométallisme or, et l'argent y perdit la moitié de sa valeur : La £ qui coûtait 21 kran en 1862, valait 55 kran en 1902. Pendant la guerre, la situation changea au profit de l'argent par suite de la demande constante de ce métal qui était expédié par les alliés aux Indes et en Chine, pour leur achats dans ces pays : la livre sterling ne valait que 25 kran en 1917. Les cours de l'argent s'élevèrent plus tard; leur maximum fut atteint en février 1920 où l'once argent fin fut enregistré 89 pence $\frac{1}{2}$ (la livre valant 27 krs à cette époque). Dès l'année 1921, le recul commença, et le prix moyen de cette année était de 36 pence $\frac{7}{8}$ seulement pour l'once d'argent fin. Pendant les deux années 1923 et 1924 un équilibre relatif fut remarqué pour l'argent : la livre sterling se maintint à peu près à 45 kran. Mais l'argent continua sa baisse, au début de 1929 le prix enregistré à Londres était un peu supérieur à 26 pence : pendant ce mois, la livre sterling était cotée à 50 kran à Téhéran. L'argent continua à descendre et ces derniers temps l'once d'argent fin valait 21 pence seulement. La cause profonde de cet abaissement de prix réside dans l'abandon successif de l'étalon argent par les pays qui avaient cette pratique. L'Inde adoptait en 1927 le Gold exchange standard; l'Indo-Chine stabilisa la piastre en janvier-juin 1930 et adopta l'étalon-or ; la Chine qui souffre de cette crise de l'argent va adopter aussi l'étalon-or et toute cette masse d'argent désaffectée comme monnaie légale a pesé ou va peser sur le marché du métal blanc amenant l'effondrement de son prix. Le kran a subi ce phénomène, mais d'autres fac-

teurs n'ont pas été étrangers à la baisse de sa valeur :

1° La libre entrée de l'argent corroborée par la prohibition de sortie de ce métal a amené sur le marché intérieur une quantité importante du métal blanc et a contribué dans une certaine mesure à l'effondrement des cours. L'impossibilité matérielle de frappe de l'argent (par l'administration des monnaies) en quantité exigée a pu empêcher quelque peu la rapidité de la baisse du métal-argent.

2° Depuis quelques années, le gouvernement persan a décidé — et le Madjless l'a autorisé sans protester — de mettre dans une banque de Londres, les quotes-parts du gouvernement persan et les dividendes des actions en possession du gouvernement dans les bénéfices de l' « Anglo-Persian Oil Company » qui ont été en moyenne de 1 million de £ par an. Ce fonds remonterait actuellement à plus de 3 millions de £. Cet argent si nécessaire aux besoins du pays est retiré de la circulation, on ne sait pourquoi le gouvernement se contente d'un faible intérêt qui est d'ailleurs ajouté au capital. Dans un pays où la circulation monétaire n'est pas supérieure à 450 millions de krans, n'est-ce pas fausser les lois économiques que de retirer tous les ans de la circulation 60 millions de krans de la monnaie qui doivent alimenter cette circulation ? Actuellement plus de 180 millions de krans sont ainsi inexistants en Perse, et on se demande à quelle fin, ils alimentent les caisses des banques européennes et font sûrement prospérer des entreprises étrangères.

3° La loi du 9 khordad 1304 qui a institué « le monopole du sucre et du thé » pour affecter des recettes ainsi accu-

mulées à la construction des chemins de fer en Perse a formellement interdit, sous la menace des sanctions sévères, l'utilisation de ce fonds à d'autres fins qu'à celles indiquées dans la loi. Ces recettes doivent être confiées à la banque sous un compte spécial. C'est un budget annexe et les dépenses nécessitées pour la construction des voies ferrées sont votées au fur et à mesure par le Madjless. Ce compte n'est pas indiqué dans le budget général annuel. En moyenne, les sommes ainsi perçues sont de 65 millions de krans par an. Du second semestre de l'année 1304 jusqu'à la fin du premier semestre de l'année 1308, donc pendant 4 années, le capital de ce fonds spécial et les intérêts ont monté à plus de 271 millions de krans. Pendant la même période, les dépenses ont été de 177 millions de krans environ, laissant un couvert de 94 millions de krans. Actuellement le montant total des sommes disponibles du monopole des sucres et des thés est de 150.000.000 krans.

C'est ainsi que la Perse, pour construire ses chemins de fer, a dû faire à l'étranger des achats de rails, traverses, matériel, fourgons, locomotives, etc... Ces achats ont suscité, surtout pour l'année dernière, une demande importante de devises étrangères et une sortie sérieuse de numéraire en paiement de ces achats.

D'un autre côté, l'immobilisation d'un solde de 94 millions de krans ne pouvait être favorable à l'amélioration de la situation économique et monétaire pour les raisons indiquées au n° 2.

4°. D'autres éléments moins importants sont venus s'ajouter à ceux que nous avons cités : faible quantité de

spéculation sur les devises étrangères, monopole de fait de l'achat et de vente des devises étrangères de la « Banque Impériale de Perse » et enfin un facteur psychologique : la croyance à la baisse continue de la monnaie nationale. Quelques auteurs des articles publiés pendant la période de crise ont insisté sur la spéculation. Nous ne croyons pas que la spéculation ait pu influencer sérieusement la baisse du kran. Il n'y a pas de bourse en Perse et la monnaie persane n'est pas cotée dans les bourses étrangères. Dans le pays même, où on a cru à l'existence de la spéculation, il y a peu de gens avertis des phénomènes monétaires, et il y a de très rares personnes jouant à la hausse ou à la baisse de la monnaie nationale. Toute la politique du Gouvernement qui l'a amené à instituer un contrôle sur l'achat et la vente des devises étrangères a une base erronée et n'a abouti qu'à entraver les échanges et immobiliser les transactions commerciales.

Le monopole de fait de la Banque Impériale de Perse n'a pas joué non plus un grand rôle dans la baisse de la valeur du kran, étant donné l'existence de la Banque Nationale de Perse. D'ailleurs aujourd'hui que ce monopole n'existe plus, le kran n'a pu atteindre son cours d'il y a un an et artificiellement la livre sterling est cotée 60 krans et le franc 0,48 krans.

Maintenant que nous avons énuméré les causes de la crise monétaire, analysons les mesures prises par le gouvernement pour y remédier :

1° Le 30 janvier 1930, le gouvernement déposait au Madjless un projet de loi, annulant l'entrée libre de l'argent votée par la loi du 23 esfand 1307 (15 mars 1929)

et interdisant les importations d'argent en monnaies ou en numéraires, sauf 120 krans par voyageur. Au Madjless, il y eut quelques discussions à ce sujet et le lendemain le Ministre des Finances prohiba par décret télégraphié à tous les bureaux de douanes l'entrée de l'argent. Deux jours après le kran accusait une hausse de 3 points par rapport à la livre sterling.

2° Un projet de loi sur les transactions relatives aux devises étrangères fut déposé au Madjless et devint la loi du 7 esfand 1308 (25 février 1930). Cette loi donne provisoirement le droit exclusif d'opérer les transactions des devises étrangères au Gouvernement et aux banques régulièrement établies en Perse, sous condition que les transactions de celles-ci soient strictement conformes aux prescriptions de cette loi et qu'elles soient représentées à la Commission des Cours. La Banque qui enfreindrait cette règle se verra refuser le droit de vendre ou d'acheter des devises (art. 1^{er}). L'article 2 interdit toutes les transactions des devises étrangères à un taux autre que celui établi par la Commission des Cours. Le paragraphe 8 de l'article 2 renouvelle la prohibition de l'importation de l'argent (sauf pour des argenteries) et le paragraphe 9 de ce même article prohibe l'exportation de l'or sous toutes formes ; l'exportation de l'argent au-delà de 200 krans par voyageur et celle des billets de banque sont aussi interdites.

L'article 3 institue une Commission de Cours composée :

- 1° D'un représentant du Ministre des Finances ;
- 2° D'un représentant du Ministre de l'Economie nationale (qui fut ultérieurement institué) ;

3° D'un représentant de l'Administration des Douanes;

4° Du contrôleur du Gouvernement près la Banque Nationale ;

5° D'un représentant de chacune des banques mentionnées à l'art. 1^{er}. Les décisions seront prises à la majorité des voix présentées (en fait le gouvernement a la majorité) et le règlement de l'organisation de cette commission doit être approuvé par le Conseil des Ministres.

L'article 4 institue une commission de contrôle composée de cinq membres siégeant à Téhéran et qui a pour mission l'examen de toute demande de devises étrangères, qui doit lui être obligatoirement soumise. L'achat des devises ne peut être effectué que pour des besoins réels et légitimes et aucune banque ne peut effectuer la vente des moyens de paiement étrangers que sur la présentation d'une autorisation délivrée par ladite commission ou par les établissements bancaires délégués, sauf en cas d'urgence, pour une somme inférieure à 2.000 krans et après demande justifiée.

Toutes les opérations prévues par cette loi doivent être mentionnées sur des registres spéciaux dûment cotés et paraphés et qui peuvent être à tout moment contrôlés par les agents du Gouvernement (art. 6). Toute infraction aux dispositions de cette loi est punie de peines correctionnelles, pour les auteurs, co-auteurs et complices.

La loi entra en vigueur 3 jours après et le Conseil des ministres approuva le règlement de la Commission du Contrôle, règlement qui vint renforcer les dispositions de la loi en y enjoignant d'autres dispositions sévères. C'est le directeur de la Banque Nationale de Perse qui préside

cette commission. L'achat des devises n'a pas besoin d'être soumis à l'autorisation de cette commission si l'Etat décide à faire des achats à l'étranger ou pour allocation du traitement des fonctionnaires résidant à l'étranger. Les autres personnes voulant se rendre à l'étranger ne peuvent avoir plus de 30.000 krans (pour six mois) et ceux qui vivent et reçoivent leur argent du pays natal ne peuvent recevoir de la Perse plus de 3.000 krans par mois.

On voit que tout commerçant, importateur ou exportateur doit, d'après cette loi, s'adresser à la Commission du Contrôle pour avoir l'autorisation de faire des achats ou des ventes des devises étrangères. La présentation des bons de commande, des factures, des certificats d'achat ou de vente est nécessaire. De nombreuses formalités administratives s'ajoutent à ces mesures vexatoires.

3. La crise économique et monétaire ayant fait sentir la nécessité d'un organisme autonome pouvant s'occuper d'une façon indépendante des questions économiques, on pensa à la création d'un nouveau ministère. Pour cela la loi du 27 esfand 1308 (18 mars 1930) scinde en deux l'ancien ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics pour en faire deux nouveaux ministères indépendants : 1° Ministère de l'Economie nationale avec un budget de 20.000.000 krans ; 2° Ministère des voies et communications avec un budget de 9.000.000 krans. Ce ministère doit s'occuper des routes, des ports, des chemins de fer, des voies navigables, etc... Quant au nouveau ministère de l'Economie nationale, il a pour tâche « d'exploiter les sources de richesse nationale, telles que

les pêcheries, les mines et les forêts, aider à l'extension de l'agriculture, faire accorder les systèmes agricoles existants avec les systèmes scientifiques modernes, perfectionner les moyens d'irrigation, faire fertiliser les terrains incultes, aider et encourager l'amélioration des races d'animaux domestiques et leur élevage, préparer les moyens de lutter contre les épizooties, aider à l'extension et au progrès du commerce du pays au point de vue de l'augmentation des exportations, encourager la production dans le pays de produits pouvant satisfaire les besoins intérieurs, améliorer la qualité des produits destinés à l'exportation de façon qu'ils soient conformes aux goûts de la clientèle étrangère ».

4. Le jour même (27 esfand 1308-18 mars 1930) de la création du nouveau ministère de l'Economie nationale, le Madjless vota le projet de loi sur l'étalon-or proposé par le gouvernement et réalisa ainsi le rêve de plusieurs générations. Sentant que les mesures de contrôle sur les devises ne peuvent avoir qu'un caractère temporaire, on voulut adopter une mesure définitive et suivre en cela l'exemple d'autres pays, en abandonnant le système archaïque du monométallisme argent et en adoptant le monométallisme or.

La nouvelle unité monétaire persane s'appelle le réal d'or ou « rial » qui se divise en vingt dinars. Ce mot réal est d'origine espagnole et a été introduit en Perse au temps où Albuquerque avait conquis les Iles du Golfe Persique (xv^e siècle J. C.) (1).

(1) Djamalzadeh, *op. cit.*, p. 174.

Actuellement encore le rial représente 25 chahis et on se demande pour quels motifs le gouvernement a donné cette dénomination à la nouvelle unité monétaire persane, alors qu'on aurait pu garder le kran et le convertir en or. La loi du 27 esfand 1308 sur l'étalon or se divise en 14 articles. Nous analyserons ses dispositions les plus importantes : Les multiples du rial sont : une pièce d'or de vingt rials dénommée pahlavi (du nom du Chah actuel), une pièce d'or de dix rials dénommée demi-pahlavi. Il y a en outre des pièces d'argent, de nickel et de cuivre qui forment les monnaies de billon et sont destinées à la circulation intérieure.

Un rial contient 0,3661191 grammes d'or fin et un pahlavi vingt fois plus ou 7.322382 grammes (art. 3). Les pièces d'or et d'argent contiendront neuf cent millièmes de métal fin et cent millièmes de cuivre.

La frappe des pièces d'or pour le compte du public est libre, mais celles de monnaies de billon est réservée au gouvernement, qui ne peut s'en dessaisir même par délégation (art. 6).

L'article 9 dit qu'une réserve en or ou en devises étrangères, basées sur l'or pour la totalité des monnaies de billon est obligatoirement constituée. Mais cette loi ne parle pas de la réserve métallique pour les pièces d'or, ni du montant des billets émis. Cela vient de ce que, lors du vote de cette loi, c'est toujours la « Banque Impériale de Perse » une société anglaise qui avait le monopole exclusif d'émettre des billets de banque. Le gouvernement persan vient racheter au mois de mai 1930, cette concession et on parle dans les journaux d'une

encaisse or de 75 à 80 % du total des billets à émettre par la Banque Nationale de Perse à qui revient ce monopole.

L'article 10 de la loi est une disposition importante ; elle est ainsi conçue : « Tous impôts et taxes d'Etat qui doivent être perçus soit à l'étranger, soit à l'entrée ou à la sortie de l'Empire tels que droits et taxes de douanes, du monopole des sucres et thés, taxe de route, droits et taxes de monopole du tabac et du monopole de l'opium, droits et taxes perçus en chancellerie dans les Ambassades, Légations et Consulats à l'étranger, taxes de passeport et de visa, etc., etc. à dater de l'approbation de cette loi par le Parlement, seront perçus sur la base du rial or ». La date de conversion et de circulation est indiquée à l'art. 2 : « La date de circulation du rial, celle de la façon de changement de kran en rial, la manière de changement de rial d'argent en celui d'or, ou en devises étrangères, et la limite de la frappe de rial d'argent, seront établis par une loi séparée approuvée par le Parlement dans un délai ne dépassant pas un an ».

L'article 12 permet l'entrée libre de l'or mais interdit celle de l'argent sous toutes les formes, à l'exception de l'argenterie. La sortie de l'or et de l'argent est aussi prohibée sous toutes les formes, sauf les exceptions prévues par les lois et règlements. C'est la Banque Nationale de Perse qui est chargée de l'achat de l'or par le gouvernement persan à raison de 2.821,35 rials par kilogramme d'or pur (art. 13).

5° C'est ainsi que la Perse obtint l'étalon or ; mais pour la réalisation de cette loi il y avait un obstacle assez sérieux. C'était le monopole d'émission de billets de banque, concédé jusqu'en 1949 à une banque étrangère. En effet, c'est un sujet anglais, le baron Julius de Reuter, qui, après maintes concessions en Perse et leur caducité, avait obtenu de Nassereddine Chah, le 30 janvier 1889, pour la période de 60 ans, le droit exclusif d'émission de billets de banque, dans toute la Perse. C'est ainsi que « the Imperial Bank of Persia » fut créée en Perse, joua un très grand rôle et prit peu à peu le monopole de toutes les transactions économiques de notre pays.

L'acte de concession lui interdisait la propriété de biens immobiliers en Perse, sauf pour ses installations bancaires. Ce droit était d'ailleurs refusé à tout étranger dans le traité de Torkamantchaï de 1828. Le capital de la banque était de 100 millions de francs (4 millions de livres sterling). Elle devait avoir une encaisse en or et en argent représentant un tiers des billets émis par elle, qui ne devaient en aucun cas être supérieurs à 800.000 livres.

La banque, ses succursales et ses actions étaient exonérées de tous droits d'entrée et impôts (sauf le droit de timbre). Elle devait remettre tous les ans 6 % de ses bénéfices au Gouvernement persan, bénéfices qui ne devraient jamais être inférieurs à 4.000 livres. Un Haut-Commissaire désigné par le Gouvernement persan contrôlait les opérations d'émission de la Banque Impériale de Perse.

Quant aux différends qui pouvaient surgir entre elle et le gouvernement ou entre elle et les particuliers, la banque devait respecter les lois persanes et soumettre les litiges à des arbitres choisis par les deux parties. La sentence du tiers arbitre choisi par les arbitres des deux parties avait la force obligatoire pour elles.

Le chapitre II concédait à la banque, le droit exclusif d'exploitation des mines de fer, de cuivre, de plomb, de mercure, de charbon, de naphte, etc... en excluant les mines d'or et d'argent et celles de pierres précieuses et en exonérant d'impôts tous les ustensiles de travail de ces mines et remettait gratuitement à la disposition de la banque, les terrains, appartenant à l'Etat et utilisables pour ces concessions (cette concession fut révoquée ultérieurement, sous prétexte « faute de commencement de travail » et, en vérité, par les intrigues de la Russie). Cette concession fort importante fut remise si bénévolement au baron de Reuter pour le dédommager des concessions qu'il avait obtenues en 1872 et qui étaient devenues caduques ultérieurement. On voit l'importance considérable de tout ce que la folie et la cupidité des Chahs et l'avidité de leurs courtisans pouvait gratifier l'étranger et les conséquences désastreuses que les générations futures devaient fatalement subir.

Cette banque devait en outre faire des avances de trésorerie et servir de prêteur à l'Etat persan, mais dans une annexe signée quelques années après, elle n'acceptait d'accorder ces prêts que contre « garanties suffisantes » et les sommes prêtées ne devaient en aucun cas être supérieures à 30 % du capital payé à la banque.

La concession si importante qu'on avait accordée à la Banque Impériale de Perse avait fait d'elle un organisme prépondérant dans l'économie persane. Peu à peu son importance grandit et l'argent devenant rare en Perse, elle devint l'arbitre de l'économie de notre pays. Sous prétexte que les longs délais de transport ne permettaient pas à la Banque Impériale de Perse d'avoir dans toutes les villes de l'argent nécessaire pour le remboursement des billets présentés à ses guichets, elle fit accepter par le gouvernement persan le droit d'émettre des billets distincts pour chaque ville. De la sorte, elle put ramasser des bénéfices importants qui lui provenaient de l'escompte des billets, à elle présentés, payables dans une autre ville. Son seul concurrent fut plus tard « la Banque d'Escompte de Perse » qui était la succursale de la Banque d'État russe. Les emprunts successifs et désastreux que le gouvernement persan faisait furent accordés par les deux banques. Mais pendant et après la guerre, c'est la Banque Impériale de Perse, qui, débarrassée de son adversaire russe, était le maître incontesté de l'Economie persane, dirigeant la monnaie et l'économie, ramassant des profits énormes, se servant de l'influence ainsi acquise pour les visées politiques du gouvernement de S. M. britannique servant d'intermédiaire dans l'achat et la vente des devises du gouvernement persan et des particuliers avec l'étranger et se trouvant la dépositaire presque unique de l'Etat persan. La situation changea un peu, quand la Banque Nationale de Perse fut créée en 1926. Malgré les manœuvres, de l'Imperial Bank of Persia, pour étouffer dans

l'œuf, la nouvelle concurrente, le nouveau-né sut résister et grandit petit à petit. L'Etat persan lui confia tous ses dépôts, les particuliers en firent autant et une partie des achats et ventes de devises étrangères fut pratiquée par la nouvelle banque. Dès le début de la crise monétaire de l'année 1308, la Banque Impériale de Perse fut accusée par l'opinion publique de jouer un triste rôle dans l'avilissement de la monnaie nationale. La spéculation à la baisse du kran lui fut attribuée et on parla de mettre fin à ces manœuvres en lui retirant d'une façon quelconque l'acte de concession qui avait attribué à cette société étrangère tant d'importance dans la vie économique de la Perse. Les hostilités entre toute la Perse, derrière son gouvernement et cette banque furent déclarées ouvertes, quand dans la loi du 7 esfand 1308, la Commission des Cours et la Commission du Contrôle des transactions sur les devises étrangères furent créées à l'insu de la Banque Impériale de Perse. La présidence du directeur de la Banque Nationale de Perse, dans la Commission des Cours marquait nettement cette tendance. La politique monétaire du gouvernement persan dans ces derniers mois porta un rude coup à la Banque Impériale de Perse. Son représentant refusa de prendre part aux délibérations de la Commission des Cours. Peu à peu, elle perdit du terrain et voyant perdue la position jadis si bien occupée, elle décida de sortir intelligemment de cette impasse en ayant recours à une autre politique qui lui réservait tous ses bénéfices en y en ajoutant d'autres. Elle consentit à se désister au profit du gouvernement persan et son droit d'émettre des billets

de banque en échange d'un profit imminent et d'avantages futurs. C'est ainsi qu'un accord fut conclu, le 23 ordibehecht 1903 (13 mai 1930) entre le gouvernement persan et la Banque Impériale de Perse au terme duquel, la Banque Impériale de Perse remettait au Gouvernement persan son droit exclusif de l'émission de billets de banque (la concession de la banque prend fin le 30 janvier 1949) moyennant le paiement de la somme de 200.000 livres, qui doit être effectué le 20 mars 1931 à Londres. La Banque Impériale de Perse doit rembourser jusqu'au 20 juin 1931, la totalité des billets émis par elle et ce délai expiré, elle remettra au Gouvernement persan le montant de remboursement des billets non présentés. A cette date le poste du Haut-Commissaire près la Banque Impériale de Perse est supprimé.

Le paragraphe III de l'article 2 de cet accord est ainsi conçu : « Le Gouvernement persan autorise la Banque Impériale de Perse à constituer hypothèque sur des immeubles de toutes espèces, et même pour réaliser ses avances, acquérir les propriétés immobilières, constituées en garantie, pourvu toutefois, que cela ne soit qu'à titre temporaire et pour un délai ne dépassant pas une année ».

L'article 3 règle les différents qui pourraient surgir entre la Banque Impériale de Perse et le Gouvernement persan, *pour toutes activités reconnues à elle*, dans l'acte de concession de 1889. Nous avons vu que le recours à l'arbitrage était la règle habituelle du règlement de ces conflits. Dans cet article on a reconnu le droit pour la partie qui ne serait pas satisfaite de la

personne du tiers, « de demander au Président de l'Organisation Economique et Financière de la S.D.N. de désigner celui-ci ». On dit plus loin : « La décision des arbitres, ou, s'il y a lieu, du Tribunal arbitral composé des arbitres, sera exécutée sans appel ni recours d'aucune sorte ».

Dans le cas où l'une des personnes désignées ne pourrait siéger, il sera recouru au Président de l'organisation Economique et Financière de la S.D.N. pour lui désigner un remplaçant.

Quel est le bilan de la politique monétaire du Gouvernement persan approuvé par le Madjless, depuis la crise monétaire persane ? La loi sur le contrôle des transactions des devises étrangères est une mesure tout à fait malheureuse manquant son but. Si la commission des Cours peut être justifiée, la Commission du Contrôle des transactions sur les devises étrangères est tout à fait inefficace et crée une gêne considérable pour les échanges extérieurs. Nos gouvernements ont voulu imiter en cela la Turquie et sont tombés dans la même erreur qu'elle. Une pareille surveillance pourrait être relativement utile, dans un pays où la spéculation sévit et non en Perse où elle est presque inexistante. La vraie cause de la baisse du kran est l'effondrement des cours d'argent et le remède est l'adoption de l'étalon d'or. Créer une commission de contrôle qui demande à tout importateur ou à tout exportateur de lui produire des pièces justificatives relatant ses besoins de devises étrangères est une gêne considérable pour le commerce, surtout dans un pays si éloigné du reste du monde. Les mesures

administratives ne peuvent amener que des vexations et la cherté de vie. Les journaux relatent que les transactions commerciales accusent un arrêt et que le prix des marchandises pour lesquelles l'autorisation de la Commission de Contrôle des devises est nécessaire a augmenté, allant pour quelques articles jusqu'à 50 % de leur prix antérieurs. Malgré tous les efforts, la Commission qui impose ses sours, n'a pu aboutir à revaloriser le kran au taux de 48 francs pour une livre sterling et cela parce que la baisse de l'argent ne le permet pas. Actuellement et depuis trois mois, la livre vaut 60 krans, le dollar un peu plus de 12 krans et le franc 0,48 krans. Ces cours sont artificiellement acquis et nous ne savons pas combien cela a coûté au Trésor persan. La dissolution de cette commission et l'annulation de la loi qui l'a instituée est nécessaire si l'on veut développer le commerce persan.

Quant à la loi sur l'étalon-or, c'est la seule mesure économique louable qui ait été adoptée depuis la crise. Quoique ces détails ne manquent pas de critiques, dans l'ensemble, elle est acceptable. Le gouvernement penserait à acheter de l'or avec des fonds de réserve qu'il a à Londres et qui atteindraient 5.000.000 de £, avec les produits des impôts nouveaux. Mais il faut que la conversion du kran argent en rial soit adoptée, le plus tôt possible, avant que la Chine ne verse sur le marché mondial son encaisse d'argent désaffecté comme monnaie légale.

Le taux de conversion actuel de 60 krans pour une livre sterling nous paraît raisonnable, et la revalorisation

du kran serait une erreur amenant la cherté de vie et coûtant cher au Trésor et aux particuliers. D'autre part, une encaisse d'or représentant 75 % du total des billets émis nous paraît excessive. Nous ne pouvons pas nous permettre ce luxe. Au plus, une encaisse de 35 à 40 % pourrait être envisagée, surtout que l'encaisse de 30 % de la Banque Impériale de Perse a été suffisante en pratique.

Quant au dernier accord conclu entre le Gouvernement persan et la Banque Impériale de Perse, s'il est satisfaisant quant au retour au gouvernement persan du droit exclusif d'émettre des billets, il mérite nos plus vives critiques pour ses autres dispositions :

Permettre actuellement à une société étrangère ou à un particulier non national de posséder des immeubles, même pour un an, en Perse est une faute économique et politique. La Perse est aujourd'hui un pays non exploité, mais possédant d'immenses richesses naturelles qui fructifieront un jour. Les Persans ne possèdent pas assez de capitaux et le taux de l'intérêt usuel est entre 18 et 24 %. Permettre à un étranger — qui a des facilités de numéraire et des capitaux que le Persan ne possède pas — de pouvoir devenir propriétaire en Perse, c'est lui donner pour rien les parcelles de notre terre qui coûteront des fortunes le jour où elles seront exploitées. Il arrivera en Perse, ce qui arriva en France pendant la période d'inflation d'après-guerre. Les étrangers, plus riches que les nationaux, achetèrent pour peu d'argent sous la protection de leur change favorable, des terrains magnifiques, des monuments historiques et transportèrent même à l'étranger les châteaux historiques, dont les pierres

étaient détachées et numérotées pour servir à la reproduction de l'original. Avec la situation économique défavorable de notre pays cette mesure est inopportune et dangereuse. La Banque Impériale de Perse a ce droit pour un an et doit vendre les immeubles restés en sa possession; jusqu'à la fin de sa concession (1949), elle aura ramassé d'immenses bénéfices et les conflits qui naîtront de la propriété des immeubles ainsi acquis seront assez sérieux.

D'autre part, la Banque Impériale de Perse qui garde tous ses autres droits à elle concédés jusqu'en 1949 a pris la précaution de faire régler les différends qui surgiront entre elle et le gouvernement persan par les arbitres désignés par le président de l'Organisation Economique et Financière de la S. D. N. C'est un droit tout à fait exorbitant qu'elle n'avait pas obtenu, même dans l'acte de concession pourtant si généreux de 1889. En effet, une société étrangère résidant dans un autre pays est soumise aux lois du pays et en droit commun international, le recours à l'arbitrage d'un organisme international n'a lieu que pour les litiges surgissant entre deux Etats. Même dans ce cas l'arbitrage est réglé par un tribunal international et des juges offrant toutes les garanties d'impartialité. Elever une société étrangère au rang d'un Etat et faire arbitrer des différends avec elle par un organisme administratif n'offrant aucune garantie d'impartialité, c'est aliéner la souveraineté d'un Etat libre et faire revivre en Perse, sous une forme déguisée, les capitulations abolies avec tant de peine en 1926. Cela crée, en plus un mauvais précédent, pour les concessions économiques, que la Perse sera amenée à attribuer aux

étrangers. Malgré la protestation de deux ou trois députés au Madjless (1), lors de la discussion de cet accord, qui dénoncèrent les deux points cités, la presque unanimité des députés (85 sur 93 votants et 1 bulletin bleu) approuva le 6 khordad 1309 (27 mai 1921) cet accord antinational. Ajoutons qu'une autre attitude eût étonné de la part des députés désignés d'avance, et, partant, nullement issus du suffrage universel, et dont le mot d'ordre est de se conformer aux directives du Gouvernement, en toutes circonstances.

Espérons que ces deux points seront réglés par les gouvernements ultérieurs.

Malgré tout cela le retour à la Perse du droit d'émettre des billets de banque est un événement heureux qui nous a coûté fort cher, non pas pour les 200.000 £ que nous paierons à la Banque impériale de Perse, mais pour des concessions politiques inexplicables accordées à elle jusqu'en 1949. Espérons qu'une saine politique moné-

(1) Le Madjless, de son vrai nom *madjlessé chôrayé melli* (Assemblée Nationale Consultative) est la Chambre des députés prévue par l'acte de Constitution du 5 août 1906 et la loi fondamentale du 30 décembre 1906. Cette dernière loi prévoit, dans sa V^e partie, la dualité des Chambres: une Chambre des députés (le Madjless) et un Sénat. Le Sénat devait se composer de 60 membres, dont la moitié choisie par la Chambre et la moitié élue par le peuple.

Malgré ces dispositions expresses on n'a jamais pensé à convoquer le Sénat et le pouvoir législatif est exercé en Perse uniquement par le Madjless, composé de 136 députés élus par le suffrage universel de tous les sujets persans masculins âgés de plus de 21 ans. C'est cette Assemblée unique qui ait seule le droit de modifier toutes les lois de l'Empire et de voter toute mesure législative nouvelle.

taire et financière sera suivie par le gouvernement persan. Equilibrer rigoureusement le budget, éviter à tout prix l'inflation et réaliser et mettre en pratique le plus vite possible l'étalon-or seront les directives de cette politique.

Il faut que la Perse ait une monnaie stable, permettant le développement de ses échanges à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur. Sans cela l'extension du commerce est une chimère. Le développement du commerce d'un pays et l'amélioration de sa situation économique sont des conséquences de saines finances et d'une monnaie stable.

CHAPITRE II

UNE POLITIQUE COMMERCIALE PROTEGEANT L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE

L'analyse du tarif autonome du 13 ordibehecht 1307 et l'examen des traités conclus entre la Perse et les autres puissances, après le vote de ce tarif ont permis de constater que le but essentiel des auteurs du tarif autonome et des négociateurs des nouveaux accords commerciaux a été d'augmenter les ressources budgétaires, sans aucun souci de la protection des produits nationaux. En somme, c'est la conception primitive du tarif douanier, but fiscal, qui a prévalu, même quand la Perse a conquis son autonomie douanière. Cette manière de voir, si elle a permis l'augmentation des recettes douanières, n'a pas du tout aidé au développement des industries et de l'agriculture. En encourageant les importations étrangères, cette politique a voué au déclin toutes les branches de l'activité économique de la Perse.

L'agriculture et l'élevage qui vivent en Perse à l'état rudimentaire, déjà éprouvés par les épidémies de charbon et autres maladies qui ont ravagé le cheptel natio-

nal, n'a pas pu résister sérieusement à l'assaut des produits agricoles importés de l'étranger. L'importation des animaux vivants a augmenté et l'exportation en a diminué. On continue toujours à importer du riz et du thé. Les oranges et les citrons sont taxés à leur entrée en U. R. S. S. comme étant des produits de luxe et aucun effort sérieux n'est fait pour l'amélioration de la qualité des produits existants ou de leur rendement. Les industries naissantes n'ont pas pu résister à l'assaut des importations étrangères protégées par le tarif douanier de 1307. La fabrique d'allumettes de Tabriz qui employait 500 ouvriers et fabriquait 100.000 boîtes d'allumettes par jour a dû fermer ses portes et congédier les ouvriers, après huit ans de lutte héroïque, sous le coup de la concurrence étrangère, abandonnée par le gouvernement et faute d'une politique commerciale conforme aux intérêts du pays. Malgré toutes les exemptions d'impôts et de subventions budgétaires, avec le nouveau tarif, cette fabrique était vouée à l'échec. Elle subissait une concurrence intense menée par l'U. R. S. S. Quand cette fabrique ne pouvait vendre moins de 10 chahis la douzaine de boîtes d'allumettes, les allumettes de provenance soviétique étaient vendues à 3 chahis la douzaine. C'est la politique de dumping, que poursuivait l'U. R. S. S. vendant les allumettes moins chères en Perse qu'en U. R. S. S. La même politique était poursuivie par le gouvernement des tsars, quand la Perse décida de fabriquer elle-même du sucre et des tissus. Le gouvernement bolchevick qui prétend répudier l'héritage tsariste, montre singulièrement le même esprit que son prédécesseur. Quand la fabrique

de Tabriz existait encore, les allumettes soviétiques étaient vendues en Perse 24 krans, la caisse ; maintenant qu'elle a fermé ses portes, les allumettes ne sont pas vendues à moins de 46 krans, la caisse ; et quand le stock existant de la fabrique de Tabriz sera épuisé, on ne sait quelle valeur aura la même caisse d'allumettes russes. Concurrency déloyale encouragée par le tarif de 1307 et la politique ultérieure des négociateurs des accords commerciaux.

Il ne faut pas oublier que cette expérience manquée aura une rude répercussion sur toutes les industries futures de la Perse et on hésitera longtemps avant de décider d'engager ses capitaux dans de pareilles entreprises. Le même sort attend peut-être les fabriques de tissus de Kazerouni à Esfahan et les filatures de Téhéran, de Ghazvine et de Yazd. La fabrique de tissus d'Esfahan qui existe depuis quelques années n'a pas pu encore prendre de l'essor. Elle a passé par des périodes difficiles et le Madjless a voté maintes fois des prêts accordés par le Trésor en sa faveur, ainsi qu'en faveur de la filature de Saniod-Dovleh à Téhéran. Le gouvernement a édicté des règlements obligeant les fonctionnaires à porter des vêtements faits avec les tissus de cette fabrique, et une grande partie des fournitures de l'uniforme des soldats lui a été commandée. Malgré cela, elle ne peut résister contre l'importation des tissus anglais. Au lieu de ces mesures factices, on aurait dû penser à elle au moment du vote du tarif de 1307 ou à l'occasion des traités commerciaux. Rien n'a été fait dans ce sens, et si cette situation continue, bientôt elle devra imiter la fabrique de Tabriz et congé-

dier les ouvriers travaillant dans sa fabrique. Les négociateurs des traités ont méthodiquement accordé à tous les pays avec lesquels ils signaient des conventions douanières, le bénéfice du tarif minimum persan en se contentant de demander en échange, la même faveur de la part de ces pays. Mais quelle profonde erreur que de croire à une égalité possible entre l'Ogre et le Petit Poucet ! Le second tort des négociateurs persans a été de faire contracter à la Perse l'engagement de maintenir pendant huit ans les taux de son tarif douanier. A quoi sert un tarif s'il doit rester absolument intact pendant une longue période sujette aux changements constants dans la situation économique ?

La Perse produisant presque exclusivement des matières premières nécessaires à l'industrie et des produits alimentaires ne risque rien en ne traitant pas avec les pays étrangers. On a toujours et partout besoin de ces produits et il ne faut nullement avoir crainte de représailles douanières. Ce sont plutôt les accords commerciaux qui sont une duperie pour nous. Un exemple de cette duperie est l'accord commercial conclu à Moscou entre la Perse et l'U. R. S. S., le premier octobre 1927 pour une période de deux ans. Cet accord est conclu sur la base de l'équilibre entre les importations et les exportations de l'U. R. S. S. en Perse et réciproquement. Les échanges se font pour 90 % sous la forme de troc de marchandises et 10 % du prix des produits échangés est payé en argent liquide. Les importations de Perse en U. R. S. S. ne doivent pas dépasser 250 millions de krans par an (50 millions de roubles) dont 150 millions de krans de matières premières

persanes exportées en U. R. S. S. et 100 millions de krs de produits alimentaires.

Une liste est annexée à l'accord, indiquant d'une façon précise la valeur et la quantité de chaque article importé en U. R. S. S. Les importateurs persans de leur côté, achètent en U. R. S. S. du sucre, du thé, des tissus, de la mercerie, des minerais et autres marchandises, importées pour 50 % par eux et pour le reste par la représentation commerciale de l'U. R. S. S. en Perse, qui bénéficie de l'immunité diplomatique. L'article 12 de ce traité accorde aux produits persans traversant le territoire de l'U. R. S. S., pour aller dans un autre pays le bénéfice du transit (avant la Perse, c'étaient l'Allemagne et l'Italie qui avaient ce droit) même pour les marchandises persanes non vendues en U. R. S. S. Le transit des marchandises d'autres pays traversant l'U. R. S. S. et destinées à la Perse est accordé pour toutes les commandes de l'Etat persan. Les sujets persans ont le libre transit pour : les machines de toutes sortes et les véhicules, des instruments de chirurgie et les produits pharmaceutiques, papiers et imprimés et les œufs de vers à soie.

Cet accord a pris fin le 1^{er} octobre 1929 et malgré l'insistance du gouvernement persan, les Soviets n'ont pas encore signé de nouveau traité. Les commerçants continuent néanmoins à commercer avec l'U. R. S. S. mais l'Etat soviétique ayant le monopole du commerce extérieur use de toutes les vexations possibles pour créer des ennuis aux commerçants persans. D'un côté, on les encourage à importer en U. R. S. S. et une fois les produits livrés, l'Etat soviétique ne paie pas un sou, se contentant

de donner en échange à ceux-ci des marchandises de seconde importance pour l'économie persane, tel que minerais, etc., et s'abstenant de fournir du sucre et du thé demandés par les commerçants persans. Cela cause la faillite des commerçants et la ruine des cultivateurs des provinces du nord de la Perse. Le gouvernement persan, obligé par suite des déclarations des députés et des articles de journaux, à intervenir, a déposé au Madjless, en juin 1930, un projet de loi affirmant la réciprocité de traitement pour les pays qui n'ont pas de traité de commerce avec la Perse, et cela dans le but d'obliger l'U. R. S. S. à signer le projet d'accord commercial proposé par le gouvernement persan. L'article 1^{er} de ce projet dit que, désormais la conclusion de traités de commerce et de douane doit avoir lieu simultanément. Le Madjless a voté *in extenso*, le projet du Gouvernement dans sa séance du 8 juillet 1930. Mais quelle peut en être l'utilité puisque nous avons garanti à l'U. R. S. S., l'immutabilité de notre tarif minimum jusqu'au 10 mai 1936 ? Les marchandises soviétiques entreront en Perse jusqu'à cette date, sous le couvert favorable du tarif de 1307 et avec le monopole du commerce assuré par le gouvernement soviétique, nous lutterons à arme inégale. Cette vérité a été bien exposée dans l'article de tête du journal *Le Temps* du 17 juin 1930 qui à propos de la convention commerciale germano-soviétique écrit ce qui suit :

« C'est qu'il n'est pas possible de conclure avec les
« Soviets des accords économiques réellement utiles. Le
« régime communiste, d'une part, le monopole du com-
« merce extérieur aux mains de l'Etat soviétique, d'autre

« part suppriment toutes les chances pouvant exister en
« faveur de relations commerciales normales avec l'Union
« des Républiques Socialistes Soviétiques. Le régime com-
« muniste ne se maintient à Moscou que grâce aux res-
« sources que se procure le gouvernement des Soviets en
« inondant les pays étrangers de produits russes, à n'im-
« porte quels prix, et cela bien que le peuple russe man-
« que de tout. En revanche, le système exige que les
« Soviets achètent le moins possible à l'étranger. Ce sys-
« tème constitue une véritable duperie pour les pays qui
« ont la naïveté de conclure des accords avec l'Union
« Soviétique. C'est grâce aux ressources que lui assure le
« monopole du commerce extérieur que le régime com-
« muniste peut durer en Russie, et la seule contre-partie
« logique et nécessaire de ce monopole serait l'établis-
« sement par les autres pays de licences d'importation chez
« eux pour les produits russes.

« Cela vaut pour l'Allemagne comme pour les autres
« puissances, et tous les accords sur des points de détail
« n'y changeront rien. »

Ce qu'il faut surtout c'est créer un syndicat d'exporta-
teurs persans qui discuterait sur un pied d'égalité avec
la représentation commerciale soviétique. L'Etat persan
pourrait au besoin, aider ce syndicat ; mais l'initiative
d'une pareille société doit être réservée aux particuliers.

Une autre faute, commise dans la conclusion de l'ac-
cord commercial avec l'U. R. S. S., c'est la reconnais-
sance de l'immunité diplomatique au représentant com-
mercial soviétique et à son délégué et l'octroi du bénéfice
de l'exterritorialité à l'immeuble de ce représentant en
Perse. Si l'Etat soviétique veut prendre en mains le
commerce extérieur, c'est son affaire, mais qu'il ne pré-
tende pas imposer sa loi aux pays qui professent un autre

régime. La représentation commerciale soviétique, dans les pays où l'immunité diplomatique lui a été reconnue est devenu rapidement un foyer de propagande communiste. La Grande-Bretagne en sait quelque chose et c'est avec raison que le gouvernement nationaliste de Nankin refuse de reconnaître ce droit au représentant commercial soviétique. En Perse, ce danger est encore plus vivant et nos négociateurs serviraient la propagande soviétique s'ils reconnaissaient dans un nouveau traité avec les Soviets, l'immunité diplomatique aux représentants commerciaux de l'U. R. S. S. Cette faute a été commise une fois ; maintenant il s'agit de l'éviter.

Pour en venir aux autres conventions douanières, nous croyons que dès leur expiration, la Perse doit dénoncer ces accords qui contiennent tous la clause de la nation la plus favorisée pour ces pays, et par conséquent, se réfèrent au tarif minimum de 1307. Nos conventions douanières, avec l'Empire britannique et l'U. R. S. S., nos deux principaux fournisseurs et clients nous obligent à ne pas modifier les droits du tarif minimum jusqu'en 1936. Le Gouvernement a pour devoir d'entrer en négociations avec ces deux pays pour arriver à retirer ladite clause de ces conventions pour permettre d'élaborer un nouveau tarif conforme aux intérêts économiques de la Perse et l'appliquer aux importations étrangères. Si on n'arrive pas à cette solution avant 1936, un projet de loi réprimant la concurrence déloyale — le dumping — doit être déposé au Madjless et voté par lui. Cette loi créerait des droits spéciaux (dont le montant varierait avec le taux des primes) sur les marchandises importées en Perse

et qui bénéficient dans leur pays d'origine d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, en vue de concurrencer les produits similaires existant en Perse. De la sorte, on pourra, jusqu'au vote d'un nouveau tarif, protéger les industries autochtones et notamment les allumettes et les tissus.

Puis, il faut élaborer et voter un nouveau tarif contenant les principes suivants :

1° Protection des industries domestiques existantes ou en voie de formation : allumettes, savons, tissus, bois, sucres, etc. Une classification scientifique du tarif est nécessaire à ce sujet. Il faut doser la protection et frapper chaque article suivant la qualité du produit qu'on veut protéger.

2° Franchise de droits pour toutes sortes de machines, moteurs et véhicules, en ayant soin de ne laisser entrer que des machines neuves et frapper de droits élevés ceux qui sont usés et qui quelques mois après leur entrée en Perse deviennent de la ferraille. Cette mesure augmentera et facilitera la création des usines et des fabriques, de même qu'elle servira à la généralisation des automobiles comme moyen de locomotion et de camions comme moyen de transport des marchandises. Mais nous croyons qu'il faut obliger les producteurs étrangers à créer des usines dans les pays pour les réparations nécessaires aux moteurs et pour les pièces détachées. Quelques usines de ce genre seront un bon modèle pour les nationaux et feront vivre des ouvriers persans. Toutefois cette franchise de droits ne doit pas être étendue aux automobiles de luxe

et articles similaires, dont les propriétaires pourront facilement acquitter des droits.

3° Reviser les articles exempts de droits, de façon à suivre la directive de la protection de l'industrie et de l'agriculture et frapper de taxes élevées les objets de luxe et les produits non indispensables au pays. Cette dernière mesure permettra une augmentation des recettes douanières et encouragera la propagation des étoffes de luxe, etc., que le pays produit et qui sont, à l'heure actuelle, difficilement écoulées sur le marché.

4° Protéger l'agriculture, d'une façon efficace, en taxant de droits élevés à l'entrée, des laines brutes, les denrées alimentaires, les animaux vivants, les légumes frais ou secs, etc... La sortie des denrées alimentaires doit être aussi réglementée afin de conjurer la menace des disettes, fréquentes en Perse.

5° Les alcools doivent être taxés fortement pour deux raisons : encourager la culture de la vigne en Perse et restreindre la consommation de l'alcool nuisible à la santé de la race.

D'une façon générale, ce tarif doit protéger tout ce que la Perse produit ou peut produire avec un tarif protecteur.

La Perse est un pays à la fois agricole et industriel. L'agriculture y est à l'état rudimentaire et l'industrie y est naissante. Si l'on désire le développement de ces deux branches vitales de l'économie nationale, il faut préparer le terrain. Surtout, il est nécessaire d'aider l'industrie à faire ses premiers pas. Cela n'est possible que si des tarifs protecteurs l'encouragent dans cette voie. La protection de l'agriculture est aussi nécessaire pour l'alimentation du

pays et l'encouragement du cultivateur écrasé sous de lourds fardeaux et privé d'eau et des moyens modernes de cultiver. Au moins pendant 10 à 15 ans, cette politique commerciale doit être la base de notre activité économique. Une fois que l'agriculture sera modernisée, dès que l'industrie nationale aura pris un essor appréciable et sera capable de vivre indépendante et de lutter à armes égales avec celles des concurrents étrangers, on pourra reviser les tarifs dans un sens libre-échangiste.

En effet, notre sympathie va vers ce dernier système. Nous ne prêchons l'économie nationale de Frédéric List et le protectionnisme de Carey que pour mieux servir le libre-échange. Nous voulons que les producteurs et industriels persans puissent venir sur le marché avec les mêmes armes que leurs concurrents. Comme cela, ils serviront mieux les échanges universels. Les aider pendant une courte période à se développer sous le couvert d'un tarif protecteur, c'est un moyen pour les mieux outiller d'arriver à une fin qui est la concurrence libre sur un marché libéré de toutes les barrières douanières. D'un autre côté, notre devoir de patriote persan oblige à souhaiter pour notre pays tout ce qui peut le rendre indépendant de l'étranger lors d'un conflit entre ses clients et fournisseurs, soit entre eux, soit avec d'autres Etats, soit avec la Perse elle-même. Nous sommes ardemment partisans de la Société des nations et nous voulons croire à l'efficacité du Pacte Briand-Kellog et d'autres actes pacifistes internationaux ; mais la Perse a trop souffert dans la dernière guerre sans rien obtenir en échange, pour pouvoir oublier ce qu'il y a de priva-

tions et de souffrances quand une guerre éclate. Souhaitons qu'une pareille épreuve lui soit épargnée ainsi qu'au reste de l'humanité. Mais gouverner, c'est prévoir, dit le proverbe. Un peuple qui veut vivre dignement, doit être pourvu de toutes choses indispensables à la vie. La Perse doit avoir une agriculture florissante et perfectionnée et une industrie capable de vivre seule lors d'un prochain isolement du reste du monde. C'est cela que doit assurer un nouveau tarif douanier persan et c'est cette vérité qui doit être toujours le guide de notre politique commerciale.

CHAPITRE III

ENCOURAGEMENT A L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET A L'AGRICULTURE

Un pays qui désire augmenter son activité économique et surtout développer ses exportations doit encourager méthodiquement les trois branches de cette activité : l'agriculture, l'industrie et le commerce.

L'encouragement de l'industrie sera réalisé par une efficace protection et par des facilités juridiques et fiscales envisagées à son égard. Nous croyons que, au moins, dans les cinq premières années de naissance d'une industrie, celle-ci doit être exonérée des impôts et taxes pour lui permettre de prendre un essor appréciable pour assurer au Trésor des plus-values budgétaires dans les années ultérieures.

Un autre but à considérer c'est de faciliter l'acquisition des capitaux nécessaires au premier établissement de ces industries. En Perse, peu de gens possèdent des capitaux importants. L'argent liquide est rare et les petits épargnants ne sont pas nombreux. Les sociétés

anonymes, l'âme de l'activité économique moderne sont, sauf de très rares exceptions, inexistantes. La raison en est que la confiance dans les dirigeants de ces sociétés fait défaut et l'expérience de ces genres de sociétés n'a pas été convaincante (1). Les détournements de fonds de la part des administrateurs de ces sociétés et l'impunité dans laquelle ils sont restés n'encouragent guère la formation des sociétés. Si l'Etat persan décide de contrôler d'un manière efficace les sociétés, et donner plus de garanties juridiques à ces institutions, nul doute que l'argent qui est actuellement thésaurisé ou dépensé inutilement puisse contribuer efficacement à la renaissance économique de la Perse. Mais pour que l'agriculteur puisse cultiver librement son champ, pour que l'industriel travaille âprement dans son usine, pour qu'enfin le commerçant pense à faciliter l'échange des marchandises, il faut que la sécurité absolue leur soit réservée. Sans la sécurité, aucun développement économique n'est possible. Sécurité juridique et économique. Sécurité personnelle et générale aussi. Expliquons-nous : En Perse, dans les années antérieures à la guerre, le brigandage sur les routes, était très fréquent. Le gouvernement central, par suite des intrigues de nos agréables voisins, la Russie et l'Angleterre, n'arrivait que difficilement à se débarrasser des brigands. Après la guerre, la situation

(1) Banque Nationale, au début du régime constitutionnel en Perse, pour la constitution de laquelle les femmes persanes vendirent leurs bijoux, et ne put être créée — « la Société Générale » qui construisit la route d'Ardabil à Astara.

changea. Une armée disciplinée et bien équipée a pacifié le pays. Les grands seigneurs féodaux ont dû baisser pavillon et, actuellement, les soldats réguliers tiennent garnison partout et défendent routes et chemins, de sorte qu'il est possible de voyager d'un bout à l'autre de l'empire sans encourir le moindre risque d'attaque. Les marchandises jadis pillées par les brigands sont transportées aujourd'hui tranquillement sur des chaussées bien entretenues. Nous louons sans réserve cet état de chose. Mais ayant souci de la vérité, nous devons reconnaître que la sécurité personnelle, en ce qui concerne les citoyens persans — et non les étrangers qui jouissent de tous les égards — n'est pas à l'abri de toute atteinte. Un commerçant peut avoir travaillé pendant des années à la prospérité du pays, un agriculteur peut avoir cultivé la terre natale de père en fils, un industriel peut avoir supporté des années de privations pour consacrer ses économies à l'achat de machines et à l'installation d'une fabrique, tant qu'il n'y aura pas une garantie de sécurité à la base de ces activités économiques, l'espoir de voir perpétuer de pareils exemples sera un vain mot.

Si l'on veut amorcer l'activité économique du pays, il faut remédier à tout cela. Il ne faut pas, en effet, croire qu'en assurant d'une façon effective le transport des marchandises d'un bout à l'autre de la Perse, on aura établi la sécurité dans le pays. Il faut, en outre, que cette sécurité, loin de cesser d'exister lors de l'arrivée de ces marchandises à destination, continue à les garantir tout en s'étendant sur leurs propriétaires. Pour la

formation des sociétés, pour l'attraction de capitaux et pour le progrès de toutes les branches de l'activité économique, il faut avant tout la sécurité ; sécurité collective et personnelle. La sécurité est l'âme du commerce, et, à défaut d'elle, rien de constant, ni de sérieux ne peut être entrepris dans cette voie.

Un autre aspect de la question des entreprises industrielles est la disette des capitaux qui sévit en Perse.

Quand la loi sur la constitution de la Banque Nationale de Perse a été votée le 14 ordibehecht 1307 (5 mai 1928) les promoteurs de la loi avaient en vue « d'encourager et d'aider le commerce, l'agriculture et l'industrie ». Cette banque qui doit avoir un capital de 200 millions de krans provenant de la vente des bijoux de la couronne de Perse a pour but principal de prêter à faible intérêt aux cultivateurs, aux commerçants et aux industriels. Mais depuis sa constitution, elle s'est surtout efforcée à développer son activité dans les principales villes de Perse. Elle est devenue petit à petit une banque de dépôts pour les disponibilités du Trésor et des particuliers et avec les nouvelles lois monétaires va devenir une banque d'Etat ayant le droit exclusif d'émettre des billets de banque. C'est pourquoi on pense à déléguer aux autres institutions spécialisées les fonctions attribuées à elle dans l'acte de constitution du 5 mai 1928.

D'après les dernières informations, dans le courant de cette année, par l'entremise de la Banque Nationale de Perse, une banque agricole sera créée pour prêter à très faible taux de l'argent aux propriétaires agricoles. Dans le budget de 1309, une somme de 5.000.000 de krans a

été prévue à cette fin. Mais nous croyons que le champ d'activité de cette banque doit être élargi. Elle doit également prêter aux industriels et aux commerçants. Il faut encourager les industries qui manquent de capitaux en ce moment. Cette banque qui sera « la Banque de prêts agricoles, industriels et commerciaux » prêterà à 1 à 2 % et prendra comme gages les propriétés, les fabriques et les locaux commerciaux. De la sorte, la formation des sociétés sera aussi facilitée. L'industrie et le commerce ont autant besoin d'être secourus que l'agriculture, sinon plus.

Quant au développement que l'agriculture doit prendre, il faut avant tout la moderniser pour accroître son rendement. La création des fermes-modèles dans les différentes provinces persanes à l'instar de celle qui existe actuellement à Karadj, près de Téhéran, envisagée par le ministère de l'Economie nationale est fort louable. Ces fermes-modèles permettront d'encourager les propriétaires en les incitant à employer des machines pour leurs travaux agricoles. Un sélectionnement des grains d'ensemencement est aussi nécessaire pour l'amélioration de la qualité des cultures.

Un autre problème est celui de l'irrigation en Perse. Dans ce pays, l'eau est rare et celle qui existe se perd souvent dans le désert. L'eau du ciel n'est pas suffisante pour arroser les champs, sauf dans les provinces caspiennes. On a souvent recours à un système d'irrigation très ingénieux qui existe en Perse depuis les temps anciens. Ce sont les « ghanates ». On amène l'eau des montagnes par des canaux souterrains souvent longs de

quelques kilomètres jusqu'à la plaine pour arroser les cultures. L'entretien des ghanates est assez coûteux et pas toujours facile. La construction des puits artésiens surtout dans le désert sera très utile. Mais ce qu'on peut faire sans grande dépense, c'est la construction de la digue de Djajeroud, près de Téhéran, qui permettra de cultiver et d'arroser suffisamment la province de Téhéran. Cette mesure une fois accomplie, la famine qui menaçait souvent la capitale sera conjurée grâce aux nouvelles terres mises en culture.

La construction de la digue d'Ahwaz sur le Karoûn permettra à la riche province de Khouzestan d'acquérir sa fertilité d'antan. Cette digue (qui fut dénommée Chad-ravân) construite par les prisonniers romains capturés en Perse à la suite de la défaite infligée à Valérien par le roi sassanide Sapor I^{er} (ce roi monta sur le trône en 1241 J. C.) a été emportée par les eaux. Sa reconstruction permettra l'aménagement des eaux du Karoûn qui assurera le développement de la culture du coton et la création de la culture de canne à sucre dans le Khouzestan. Un autre problème intéressant l'agriculture est celui du reboisement. Les forêts peuvent rendre d'immenses services à la Perse, pays dépourvu d'eau. L'aménagement des forêts existantes et la création de nouvelles forêts permettront l'augmentation de l'humidité de l'air et l'abondance des pluies, sans parler du bois des arbres qui sera profitable aux industries.

La construction d'un canal portant une partie des eaux du Karoûn au Zayandé-roud assurera une fertilité inouïe à la province d'Esfahan. La lutte contre les épizoo-

ties et les insectes nuisibles tels que les sauterelles et « le sen », permettra la préservation des cultures et l'augmentation de leur production. Tous ces travaux assureront le développement de l'agriculture. A propos des exportations de la Perse, nous avons signalé les produits agricoles, dont le développement est à souhaiter. Ce sont la soie, le coton, le thé, les fruits, le tabac. La création d'une industrie sucrière est aussi nécessaire en Perse, vu la quantité considérable des sucres consommés dans ce pays, qui sont actuellement importés de l'étranger. On pourra de nouveau faire marcher la fabrique de Kahrisak, localité située entre Téhéran et Ghom. Cette fabrique, malgré les efforts de Aminood-Dowleh ne put résister à la concurrence des sucres russes et ferme ses portes depuis des dizaines d'années. La culture des betteraves à sucre est à envisager dans les provinces caspiennes et celle de canne à sucre dans le Khouzestan.

Il faut aussi penser à la réforme de fiscalité qui grève les propriétaires agricoles : l'impôt foncier de 3 % est mal réparti, les évaluations cadastrales sont surannées, et, souvent, donnent lieu à des contestations infinies entre le propriétaire et le fisc. Par suite de fléaux (sécheresse, sauterelles, etc...) les années de mauvaises cultures sont fréquentes en Perse et le propriétaire agricole doit, malgré cela, supporter les charges anciennes. Pour un gros poisson qui passe à travers les mailles du fisc, combien subissent les vexations de son tenu filet ? Une plus juste répartition de l'impôt et une conception plus scientifique de cet impôt sont nécessaires si l'on veut encourager l'agriculture.

Un autre encouragement à l'exportation des produits persans (agricoles et industriels) qu'il faudra envisager est la réforme de la taxe de routes, taxe instituée par la loi du 19 bahman 1304 (8 février 1926). Avant cette date, il était perçu, dans les villes et sur les routes, différentes taxes dont les principales étaient des taxes municipales, droits de barrière et de routes (rahdari), taxe de courtage (dallali), taxe de transport (navaghel), etc... Le Parlement voulant mettre fin à cette diversité de taxes, les abolit toutes et institua une seule imposition appelée taxe de route perçue, depuis le 19 bahman 1304, à la frontière sur le poids brut des marchandises importées ou exportées. Cette taxe, qui n'est pas un droit de douane, est perçue par la douane, au moment du dédouanement, pour être versée à un compte spécial dont les fonds sont remis à la Trésorerie pour couvrir les dépenses de municipalités, et la construction de nouvelles routes. La moitié des sommes recouvrées ainsi dans chaque province doit obligatoirement être employée à la réfection des routes de cette province même.

Le tarif est différent suivant la marchandise. Sont exempts de cette taxation : les véhicules, les machines et leurs pièces détachées, les marchandises appartenant à des personnes ou à des sociétés jouissant de l'exemption douanière en vertu d'un acte de concession dont les termes stipulent l'exemption complète de tout impôt et taxe, etc... (ceci vise, en particulier, les importations et les exportations de l'Anglo-Persian Oil Co°).

Depuis l'institution de cette taxe unique de route, son

rendement moyen a été un peu plus de 40 millions de krans par an.

On voit que les importations et les exportations de Perse subissent cette taxe, sans distinction. Ce qui est tout à fait nuisible au développement des exportations persanes. Si l'abolition des anciennes taxes diverses a été une bonne mesure, c'est une mauvaise conception économique que frapper les exportations d'un impôt.

En général, les divers pays encouragent les exportations par des primes directes ou indirectes. Cette taxe de route grève, au contraire, les exportations. On doit, à notre sens, l'abolir sur toutes les exportations. Le déficit résultant de ce fait sera comblé par une augmentation de taux de cette taxe sur les importations qui la supporteront sans qu'il en résulte un dommage pour l'économie nationale.

CHAPITRE IV

UTILISATION

DES RESSOURCES MINIERES DE LA PERSE

AU MOYEN DES CONCESSIONS (1)

La Perse est un pays très riche en mines. Si on n'a pas fait encore des études géologiques quant à l'importance des métaux et minerais enfouis dans le sol persan, on est presque sûr d'y trouver toutes sortes de mines. Différentes personnes ayant visité la Perse et étudié ces questions sont néanmoins d'accord sur ce point. Polak écrit dans son livre « Persien, das Land und seine Bewohner » que peu de pays au monde peuvent rivaliser avec la Perse quant à ses richesses minières. De Morgan en parle dans les mêmes termes et d'autres voyageurs ne s'expriment pas autrement sur cette question.

On peut dire que d'une façon générale, on trouve presque partout en Perse, des minerais. Les principales richesses minières de Perse sont : les huiles minérales, la houille (charbon de terre), le fer, le plomb, le nickel,

(1) Cf. Djamalzadeh, *op. cit.*, p. 68-76.

le cuivre, l'oxyde de fer, le zinc, le mercure, le manganèse, le cobalt, le quartz aurifère, la turquoise, l'argent, l'or, le platine, la potasse, etc..., etc...

Souvent on trouve ces minerais à fleur de terre et parfois mélangés avec d'autres métaux. Mais ce qui est sans contestation, c'est qu'ils existent et n'attendent qu'à être exploités.

En effet, ils ont été exploités en faible quantité et sauf les pétroles de l'Anglo-Persian Oil, les mines de Turquoises de Neïchabour, l'oxyde de fer de l'île Ghechme, dans le Golfe Persique et la houille des mines de Chemchak, non loin de Téhéran, le reste est encore presque intact.

Les pétroles sont particulièrement abondants en Perse et en dehors des champs d'exploitation de l'Anglo-Persian Oil (voir *supra* p. 54 et s.), on en trouve dans le nord dans les provinces bordant la Mer Caspienne surtout dans la région de Tonokabon, et dans celle de Gharatché-dagh, dans l'Azerbaïdjan. On croit à l'existence d'un lac souterrain de 300 Km. de superficie composé uniquement de naphte et se trouvant au fond de la Mer Caspienne. La surface de ce lac immense est partiellement couverte d'une flaque d'huile noirâtre qui n'est autre que le pétrole à l'état brut. L'existence de très riches puits dans la région de Bacou laisse prévoir que les côtes persanes de la Caspienne ne sont pas privées de cette richesse. Quant aux mines de turquoise connues depuis des siècles en Perse, elles sont médiocrement exploitées et on exporte de cette pierre précieuse surtout à Bagdad et en Egypte. La meilleure turquoise du monde est celle de la Perse, qui est de teinte bleue foncée et se trouve près de Neïchabour,

dans le Khorassan (1). On en a trouvé aussi près de Kerman et dernièrement près de Savéh. L'exploitation de ces mines est rudimentaire et ne rapporte pas grand-chose.

La houille se trouve principalement dans les montagnes Alborz, surtout dans la vallée de Lar, non loin de Téhéran près de Djochaghan, à Fachand et à Chemchak. La houille de Perse est d'excellente qualité et contient pour 76 % de cokes. Elle n'est pas exploitée scientifiquement et le charbon de terre ainsi obtenu se vend assez cher dans le pays.

Les mines de cuivre sont très abondantes en Perse. On en trouve surtout dans les montagnes d'Azerbaïdjan (surtout dans le Sahand) à Miandacht dans le Khorassan et à Djovine dans la même province, dans le Semnan, à Kerman, à Kachan et à Djochaghan. Le cuivre est de qualité supérieure et les ustensils faits en Perse avec ce métal en témoignent. Le fer est aussi abondant dans notre pays. On en trouve dans les montagnes de Gharatché-Dagh, dans celles de Kordestan, entre Esterabad et Chahrout, à Nadjafabad près d'Ispahan, dans la région qui s'étend entre Soltanyeh et Ghazvine, etc... Ce fer est de bonne qualité et les minerais de fer contiennent la plupart du temps pour 60 % de fer pur.

Ce qui est remarquable dans notre pays, et prophétise un avenir brillant aux minerais persans, c'est que

(1) C'est à Neïchabour que repose le célèbre mathématicien et philosophe persan Omar Khayam.

les mines de fer, de houille et de cuivre ne sont pas éloignées les unes des autres.

L'or est signalé dans les montagnes de Khamseh, à Hamedan, à Aragh, près de Soltanabad et dans les montagnes qui dominent Téhéran. Le platine se trouverait à Doulabi, près de Damghan (ville à cent portes des anciens). L'argent existe dans l'Estrabad et à Sarogh, dans la région d'Afchar. Le mercure se trouverait près de Zindjan. Le soufre est signalé à Damavinde et à Djochaghan et le plomb dans le Khorassan et à Kerman. L'oxyde de fer est exploité par M. Moïnet-Todjar, dans l'île de Ghechme et les autres îles environnantes et les autres minerais cités plus haut se trouvent un peu partout. Les sels se trouvent dans le Khorassan, dans l'Azarbaïdjan, dans le lac Oroumyeh, dans le lac Neïriz, près Chiraz et dans d'autres régions. L'existence de la potasse est signalée près de Hamedan.

Le calcaire, l'argile existent aussi en Perse et on trouve surtout du gypse dans toute la plaine allant de Téhéran à Ghom.

On peut se rendre compte de l'existence de ces mines, en voyageant en Perse. Presque partout, les montagnes sont de diverses couleurs et témoignent des trésors qu'elles renferment. On foule au pied, des pierres contenant divers métaux et elles sont laissées dans l'état où elles se trouvent. Nous possédons ces immenses richesses que pourraient nous envier maints peuples du monde et nous ne faisons rien pour les transformer en or, nous contentant de gémir en important chaque année ces mêmes métaux que notre sol possède en abondance.

On voit que la Perse est un pays industriel par la nature de son sol et c'est une erreur de croire que notre pays est et doit rester un pays uniquement agricole. Nous ne voulons pas condamner l'agriculture ; au contraire, nous croyons qu'il faut la développer et améliorer les cultures. Mais la Perse ne possède pas assez d'eau pour rester un pays uniquement agricole. D'un autre côté, nous avons d'immenses richesses minières, qui une fois exploitées, feraient de la Perse un des premiers pays industriels du monde. Seulement il faut hâter de nous décider. Un pays qui a tant de mines est plutôt un pays industriel qu'agricole. Nous devons exploiter ces richesses et par là augmenter notre fortune et notre puissance économique et politique. Cette tâche doit être remplie soit par des nationaux, soit par des étrangers à qui nous accorderons des concessions. Les nationaux possèdent actuellement peu de capitaux que nécessiterait l'exploitation de pareilles mines et la continuation de telles entreprises industrielles. Et même s'ils avaient des capitaux suffisants, actuellement ils n'ont pas les connaissances technique ni économiques satisfaisantes. Ils seraient obligés d'avoir recours aux étrangers : administrateurs, ingénieurs, contremaîtres, agents commerciaux etc., etc. Ceux-ci, s'ils sont recrutés dans de bonnes conditions — ce qui laisse à douter — ne connaîtront pas, en général, ni la langue parlée dans le pays, ni la mentalité de leurs subordonnés avec lesquels ils sont en contact journalier. De là, des conflits quotidiens et presque inévitables entre les dirigeants et ces employés et entre ceux-ci et les ouvriers, conflits nuisibles au succès de

l'œuvre entreprise, qui pourraient même entraîner un fiasco.

Donc, aléas multiples et peu de chance de succès. Un exemple qui éclairera les débats est celui de la concession des ressources pétrolifères et minières de Kaviré-Khourian (près de Semman dans le Khorassan), concession accordée par Nassered-dine Chah en 1883 à un sujet persan Hadji Ali Akbar Aminé Maâden. Après maints avatars, le concessionnaire a été obligé de s'associer en 1925 avec un sujet russe khochtaria pour l'exploitation de sa concession. On a fait quelques perforages, sans un résultat satisfaisant et de nouveau, le concessionnaire s'est associé avec d'autres personnes. Le capital de la société a été porté à 50.000.000 krans en 1929 et à cette date on a distribué des actions à des députés et des politiciens influents pour les intéresser dans la concession et, de la sorte, apaiser les oppositions qui se manifestaient quant aux opérations de cette société. On croit que quelques capitalistes russes et français se cachent derrière la façade et c'est cela qui suscite le mécontentement du sentiment populaire. Ceci prouve, en plus, que les nationaux sont obligés de recourir aux étrangers pour l'exploitation de leur concession. Donc, il vaut mieux dès le début, intéresser ceux-ci ouvertement à ces entreprises économiques et leur faire courir les risques inhérents à des pareilles œuvres. Mais actuellement prononcer le mot « concession aux étrangers », suscite en Perse de la colère et des récriminations. En effet, le souvenir douloureux de richesses immenses du pays natal, données pour rien aux étrangers, par les rois

Ghadjars est présent dans tous les esprits et, depuis la révolution persane, aucun député ne veut accepter d'imiter ces mauvais bergers qui favorisaient l'ingérance des loups dans les pâturages paisibles des troupeaux (1). D'ailleurs tout le monde constate l'importance considérable de l'argent gagné par les actionnaires de l'Anglo-Persian Oil C^o, en regard de la maigre « royalty » payée au gouvernement persan. Depuis la révolution persane, tout l'effort de la nation et de ses représentants consiste à empêcher la mainmise de l'étranger sur les biens et avoirs de la Perse. Cet effort a été couronné de succès et on peut dire que depuis que le régime constitutionnel existe dans notre pays, aucun accord antinational et aucune concession contraire aux intérêts du pays n'ont été approuvés par le Mabjless, sauf l'accord du 23 ordi-behecht 1309 signé avec la Banque Impériale de Perse et que nous avons critiqué au chapitre I de la 2^e partie.

Mais du moment que nous-mêmes nous n'avons pas les capitaux nécessaires à l'exploitation de ces richesses enfouées dans le sol, il faut bien avoir recours à l'étranger.*

Ce recours peut se présenter sous la forme d'un emprunt ou sous celle des concessions accordées aux capitalistes. L'emprunt a des inconvénients multiples : son succès est d'abord discutable et peu sûr.

(1) D'après la constitution persane, toutes les concessions, tous les contrats passés avec les étrangers, doivent être approuvés par le Madjless.

Emprunter aux gouvernements étrangers, c'est ouvrir la voie à leur immixtion dans les affaires du pays. Le souvenir des emprunts faits par la Perse aux gouvernements des tsars et de la Grande-Bretagne et la répercussion qu'ils eurent sur l'histoire politique de la Perse, depuis le siècle dernier, est trop vivant pour que nous ayons besoin de prouver ce que coûte à l'indépendance et à la liberté économique d'un pays le recours aux emprunts étrangers. Même si ce sont les capitalistes étrangers, et non pas leur gouvernement qui acceptent de faire des avances, ils ne le feront pas sans la garantie des intérêts des sommes ainsi prêtées. Il faut pour cela grever une partie des ressources budgétaires et peut-être immobiliser au profit de ces emprunts une ou plusieurs sources de revenus publics, procédé antiéconomique et ayant aussi des inconvénients politiques qui empêcheront un pays d'avoir des finances saines et de conserver sa maîtrise absolue en matière fiscale. Si après tous ces avatars, l'emprunt est assuré, alors il faut penser de nouveau à engager des techniciens, des spécialistes, des ingénieurs étrangers etc..., pour exploiter les mines. Outre que l'Etat est un mauvais commerçant et un piètre propriétaire, il est aussi un mauvais industriel. Il sera certainement « roulé » dans ses entreprises. Bientôt l'argent si péniblement acquis sera épuisé et la nation ne sera pas plus avancée qu'avant, sauf que le budget restera grevé du service de ces emprunts ainsi que du remboursement de leur capital.

Cela nous mène à envisager la seule issue qui reste au problème et qui est celle de l'utilisation des ressour-

ces minières de la Perse au moyen des concessions. Il ne faut pas craindre le mot « concession » et ce qu'il faut dans cette occasion c'est d'en étudier le véritable sens.

Si dans le passé, les rois qui n'avaient nul souci du bien du pays, distribuaient à pleines mains et aveuglément à l'étranger toutes nos richesses, cela ne prouve pas que les concessions soient mauvaises en elles-mêmes. Les étrangers prenaient ce qu'on leur donnait et ils ne demandaient pas mieux que de recevoir plus. Ce qu'il faut faire maintenant c'est d'ouvrir les yeux et compter ce que l'on donne. Si nous regardons de près ce que nous concédons, nous garderons pour nous les avantages des concessions en évitant leurs inconvénients. Cette idée peut être démontrée dans les négociations qui eurent lieu en 1923 entre le Gouvernement persan et les Compagnies américaines : Standard Oil et Sinclair pour l'exploitation des pétroles du nord de la Perse. Le Madjless vota à ce propos deux lois dans lesquelles les principes généraux qui doivent présider la conclusion d'un pareil accord furent édictées pour guider le gouvernement dans les négociations relatives à la concession des pétroles du nord de la Perse.

C'est d'abord la loi du 30 Aghrab 1300 (1921) qui permet au Gouvernement de négocier un accord relatif à l'exploitation des pétroles des cinq provinces du nord avec le Standard Oil C°. La durée de la concession ne doit pas dépasser cinquante ans et l'Etat persan doit toucher au moins 10 % des produits bruts de ladite concession, avant qu'aucuns frais ne les grèvent. La détermination des autres modalités est laissée aux parties. Les

négociations ne peuvent aboutir et deux ans après, le Madjless vota une loi très détaillée sur cette question. C'est la loi du 23 djôza 1302 (1923) dans laquelle les représentants de la nation déclarèrent dans quelles conditions on pourra concéder à une société étrangère l'exploitation des pétroles du nord de la Perse. De cette concession était exclue l'une des 3 provinces de la Caspienne qui dans l'esprit des auteurs de la loi, devait être réservée aux nationaux seulement, La société concessionnaire devait prêter 10 millions de dollars à la Perse.

La concession serait accordée pour 40 ou 50 ans. La société concessionnaire devait envoyer des spécialistes en Perse pour l'étude des gisements pétrolifères et au bout de 3 ans la cartographie complète de ces régions devait être finie. Au bout de 8 ans, les régions dont la société aurait besoin pour ses exploitations devaient être indiquées. Cela ne devait pas dépasser 15 % de l'ensemble du territoire de chaque province et le reste pouvait être concédé à d'autres sociétés. Si après 3 ans d'études, la société constate que l'exploitation n'est pas rémunératrice, le contrat est aboli, sans que la société concessionnaire puisse demander aucuns dommages et intérêts. Les ouvriers et les employés doivent être sujets persans. Au gouvernement de la Perse et aux sujets persans devait être réservée la vente de 30 % des actions émises ou à émettre pendant 15 ans. Les huiles minérales qui seraient consommées en Perse ne devaient être vendues en plus de 10 % de leur prix de revient. L'Etat persan devait toucher au moins 20 % des bénéfices nets de la société, mais dès que les bénéfices deviendraient supérieurs à 60 %

du capital, l'Etat persan prendrait part à ces bénéfices suivant un tarif progressif allant à 28 % si des bénéfices devenaient supérieurs à 115 % du capital, l'Etat persan aurait 20 % des voix dans le conseil d'administration de la société. Toutes les importations et les exportations de la société concessionnaire seront admises en franchise de droits et taxes. A l'expiration de la concession, toutes les terres, usines, fabriques, puits, ustensiles etc., etc. de la société font retour à l'Etat persan sans aucune contre-partie. Les différends seront aplanis par l'arbitrage. Un haut commissaire nommé par le Gouvernement persan contrôle et surveille les opérations de la société. La concession prend fin à son expiration si la société ne remplit une des concessions du contrat, ou si les dirigeants se mêlent des affaires intérieures de la Perse ou par leurs agissements portent atteinte à l'indépendance du pays.

La lecture de cette loi montre quels soucis ont eu les députés et quelles appréhensions étaient présentes dans leur esprit quand ils ont voté cette loi. On a voulu penser à tout ; presque rien n'a été laissé au hasard : la non-ingérence dans les affaires de Perse, le montant des bénéfices, la fin du contrat, tout y est énoncé et résolu. Les représentants de la nation n'ont pas voulu s'exposer à des reproches et récriminations adressés aux Chahs concédant les richesses de la Perse à l'étranger. En somme, le gouvernement avait les mains liées dans des chaînes bien serrées et il n'avait pas beaucoup de marge pour discuter les détails de cet accord. Malgré cela, les négociations se poursuivaient cette fois avec un autre groupe

de capitalistes étrangers et c'est à la société Sinclair à qui allait être attribuée la concession des pétroles du nord quand éclata l'incident de la fin de mois de Juillet 1924.

Pour comprendre les causes de ce grave incident il faudrait ne pas perdre de vue la rivalité dans la possession de pétrole qui existe depuis le début du siècle entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne. Ce dernier pays ayant déjà en mains la concession des pétroles du sud de la Perse, ne pouvait souffrir qu'un autre pays obtint la concession des pétroles du reste de la Perse si nécessaire à la flotte de l'Empire britannique et à l'hégémonie de la Grande-Bretagne dans le monde. Les Persans, d'un autre côté, ne tolérant pas l'ingérence, même économique de l'Angleterre en Perse, ne voulaient à aucun prix que l'Angleterre ait des concessions dans le pays. C'est pourquoi on voulait concéder les pétroles du nord à un groupe américain, représentant d'une nation qui n'avait aucune arrière-pensée politique en Perse. On était sur le point de signer le contrat avec le groupe Sinclair ; la Perse et les Etats-Unis se félicitaient déjà de la conclusion de cet accord qui aurait encore mieux resserré les liens d'amitié existant entre les deux nations, quand un jour, à la fin juillet 1924, le vice-consul américain à Téhéran, le Major Imeri, fut assassiné sauvagement dans les rues de Téhéran par une populace fanatique, guidée par des agents de trouble subventionnés par l'étranger. Le vice-consul s'était rendu avec un appareil photographique à une fontaine prétendue sainte qui, aux dires du clergé ignorant et fanatique de la Perse, avait rendu la vue à un aveugle..! Cette classe de la

nation qui a été une des causes essentielles de la décadence politique de la Perse, avait inventé cette histoire pour augmenter son influence sur la population. On avait illuminé tout un quartier et des fêtes continues consacraient ce miracle. Le major Imeri voulait ce jour-là photographier la fontaine sainte quand un des assistants l'apercevant — on dit qu'il avait été attiré en cet endroit par des manœuvres — cria « A mort l'infidèle qui osait souiller les lieux saints ». Une populace en furie bondit sur le major, le frappant et le blessant gravement. Des témoins oculaires racontent que quelques personnes incitaient la populace à tuer l'étranger (on ne sut que plus tard de qui il s'agissait) et cette masse en furie, aveuglée, leur obéissait, sans avoir un contrôle sur elle-même. Le malheureux vice-consul expira à l'hôpital. Une immense douleur s'empara de la nation. On poursuivit et on punit quelques pauvres innocents. Le Gouvernement des Etats-Unis comprenant très bien quel était le véritable auteur de ce meurtre demanda simplement que le gouvernement persan fit transporter le corps du major Imeri avec les honneurs nécessaires jusqu'à New-York. Une indemnité de 100.000 livres fut attribuée par le Gouvernement persan à la veuve du vice-consul, mais le gouvernement américain fit plus tard remise de cette indemnité et l'incident se trouva réglé.

Mais il ne pouvait pour le moment être question d'un accord quelconque entre les 2 gouvernements et leurs nationaux. Les négociations pour la concession des pétroles du Nord furent interrompues et depuis lors, la question est toujours pendante. Dans ce malheureux inci-

dent le peuple persan bien connu pour son hospitalité et sa tolérance, ne saurait être incriminé. Il faut voir à qui bénéficiait la rupture des négociations qui avait pour but la concession des pétroles persans à des Américains, pour découvrir les vrais coupables. Le clergé et leur troupe ignorante n'ont été dans cette circonstance que des agents d'exécution involontaires des personnes à qui ce meurtre profitait.

La Perse possède donc encore des richesses immenses presque intactes. Nous avons dit qu'il faut les exploiter et nous avons préconisé le système de concessions données aux capitalistes étrangers.

Quelles doivent être les lignes générales de pareilles concessions ? A notre sens, la loi du 23 djôza 1302 est trop détaillée et un peu rigide. Il est vrai qu'elle a été votée quand on pensait seulement aux pétroles. Mais pour que les capitalistes étrangers acceptent d'engager leurs capitaux il faut se borner à édicter des principes généraux et laisser aux négociateurs le soin d'indiquer les modalités de chaque contrat.

Voici les principes généraux que nous préconisons :

1° Les concessions doivent être données pour une région déterminée par des limites géographiques précises et ne pas être générales.

2° Elles doivent être données à des personnes spécialement dénommées et à leurs héritiers et doivent expressément être réservées aux particuliers et jamais aux gouvernements étrangers ni aux sociétés étrangères dans lesquelles les gouvernements sont intéressés par des actions comportant la majorité dans les décisions à prendre.

3° La durée ne doit dépasser une génération et la concession accordée pour 30 à 40 ans devrait faire retour à l'Etat persan à l'expiration du délai avec toutes les terres, toutes les installations : fabrique, usine, puits, ustensiles de travail etc. Les conditions économiques changeant très rapidement, on ne pourra prévoir tout ce qui dépassera cette période. Mais, si on était satisfait de la société concessionnaire, à l'expiration de la période de concession on pourrait la préférer à d'autres sociétés offrant des avantages similaires.

4° L'inobservation de n'importe laquelle des clauses du contrat entraînera le retrait de la concession sans aucune contre-partie.

5° Si au bout de 3 à 5 ans à dater de la signature du contrat, la société concessionnaire n'a pas fait des travaux d'exploitation normale dans son champ de concession, la concession est nulle, sans aucune contre-partie. Cette clause est nécessaire pour ne pas laisser en suspens pendant une période indéterminée, le sort de ces ressources minières.

6° Les actions sont émises pour 20 % au bénéfice des citoyens persans. Si pendant une période fixe, celles-ci ne sont pas vendues, elles peuvent être attribuées à d'autres acheteurs.

7° L'Etat persan exercera la surveillance auprès de ces sociétés et on doit lui réserver la prépondérance au sein du Conseil d'administration pour le même nombre d'actions que celles possédées par d'autres actionnaires.

8° Les achats du matériel nécessaire aux installations doivent être faits autant que possible en Perse, et les

ouvriers et employés doivent être exclusivement des sujets persans, sauf dans le cas où ceux-ci ne rempliraient des conditions de technicité nécessaire.

Dans les premières années les importations et les exportations de la société peuvent être exempts de droits de douane et d'impôts, pour faciliter le premier établissement. Mais nous ne croyons pas que cette exemption doit durer jusqu'à la fin de la durée de la concession. Ce serait priver sans raison le budget de l'Etat, de ressources considérables.

9° Les bénéfices de l'Etat persan doivent être prélevés sur les produits avant même que la plus petite dépense vienne les grever. Ces bénéfices seront calculés suivant une tarif progressif et qui sera en proportion de la production de la société.

10° Les différends qui pourraient surgir entre le gouvernement persan et la société concessionnaire seront réglés par l'arbitrage. Cet arbitrage est régi par les lois persanes et à aucun prix la faute commise dans le dernier contrat entre la Perse et la Banque Impériale de Perse, ne doit être renouvelée. Aucun organisme étranger n'est qualifié pour désigner les arbitres quand il s'agit du règlement de différends des sociétés mêmes étrangères existantes dans un pays. Au plus, pour la désignation du troisième arbitre, sur lequel les deux autres arbitres désignés par les parties ne sont pas tombés d'accord, on peut avoir recours à la Cour de Cassation qui offre toutes les garanties d'impartialité. Nous croyons que si les principes énoncés ci-dessus sont rigoureusement observés, les concessions offertes aux capitalistes étrangers seront très

probablement profitables à la Perse et aucun inconvénient sérieux n'en résultera. Sachons défendre au mieux nos intérêts et personne ne pourra nous tromper. Pour attirer les capitalistes étrangers, le gouvernement devra faire une propagande intense à l'étranger. Des brochures doivent être publiées relatant tous les avantages qu'il y aurait pour ceux-ci d'engager leurs capitaux en Perse. Si nous leur offrons les conditions de sécurité nécessaire, ils accepteront de former le capital indispensable à l'exploitation de ces richesses.

Cette tâche doit être accomplie le plus tôt possible. Nous ne pouvons attendre éternellement l'exploitation de nos richesses naturelles. Le monde ne permettra pas cela, et il est préférable que nous-mêmes y pensions avant que les peuples plus forts ne pensent à devenir propriétaires de ces trésors.

Il faut que nos dirigeants pensent vraiment que la formule de Perse : pays agricole, est devenue surannée et que notre pays est et doit devenir un pays industriel. Un exemple de cet état d'esprit erroné peut être démontré dans la résolution qui a été votée par le Madjless, le 7 aghrab 1303 (1924). Le Madjess avant de se séparer invite le gouvernement à former une commission mixte qui aura pour tâche l'étude des problèmes suivants : les défauts du système agricole et la méthode de culture actuels, l'extension de la sériciculture, la culture du pavot, les domaines de l'Etat, les routes et l'introduction en Perse des cotons agricoles étrangers. Aucun mot n'indique que les industries aussi doivent faire l'objet d'une étude approfondie. On ne parle même pas de mines. Cette

façon de penser est évidemment erronée et nous devons concentrer nos efforts pour exploiter nos richesses naturelles. Cela permettra de diminuer nos importations et combler le déficit de notre balance commerciale. Le jour où le marché intérieur sera pourvu par les produits nationaux, nous pourrons penser à exporter. Nos débouchés naturels sont, en premier lieu, les pays qui nous environnent et qui n'ont pas autant de ressources que nous : l'Afghanistan, l'Iraq, la Turquie, l'Inde, l'U. R. S. S. Plus tard on pourra exporter dans les autres pays d'Asie et dans les pays d'Europe. Beaucoup de pays achèteront volontiers notre pétrole, notre houille, nos métaux et en particulier le fer et le cuivre. Bientôt la Perse sera une puissance économique prospère et les persans seront riches. A ce propos, Lord Curzon en parlant de l'avenir des mines en Perse rappelle dans son livre (1) que « si la Perse dotée de si riches ressources naturelles, manquait de beaucoup de choses et ses richesses ne sont pas changées en or, la faute en incombe à la nation persane elle-même ».

Que nos dirigeants se souviennent de ces paroles exprimées par un étranger qui a si bien connu la Perse.

(1) Lord Curzon, *op. cit.*, t. II, p. 517.

CHAPITRE V

EXTENSION DES ROUTES ET VOIES FERREES

Une fois la production agricole augmentée et les mines exploitées, il faut penser à exporter les produits ainsi acquis. Pour cela il est nécessaire qu'il y ait de bonnes routes et que les voies ferrées existantes soient développées.

Ce qui grève lourdement les marchandises persanes, ce sont les gros frais de transport qui sont une charge écrasante et rendent impossible la vente de ces produits à l'étranger. D'une façon générale, les frais de transport sont près de 15 à 18 cents par tonne-mille. C'est un tarif prohibitif pour la plupart des exportations persanes. Pour remédier à cet état de choses, il est indispensable de réparer les routes existantes, et d'en construire de nouvelles. La politique suivie par le gouvernement persan dans les dernières années est conforme à ce principe et mérite toutes les louanges. La création du nouveau Ministère des voies et communications, donnera espérons-le, un nouvel essor à cette œuvre bienfaisante.

En dehors de l'entretien et de la construction des routes il faut aussi penser à introduire un nouvel instrument de

civilisation en Perse. Nous avons nommé les chemins de fer.

Cette question a préoccupé depuis longtemps les dirigeants de la Perse et les étrangers ont écrit beaucoup de pages sur elles. En effet, les échanges entre l'Asie et l'Europe prendraient un aspect tout à fait nouveau, si la Perse possédait des voies ferrées. C'est un problème qui a à la fois une importance politique et une portée économique considérables.

Dès la seconde moitié du ^{xix}^e siècle, le gouvernement persan envisageait la construction des chemins de fer. A cette occasion, les Russes et les Anglais se disputaient la faveur d'avoir le premier les concessions relatives aux voies ferrées. La trop fameuse concession Reuter de 1872, qui fort heureusement n'aboutit pas, remettait entre les mains des Anglais toutes les richesses de la Perse, entre autres, la concession des chemins de fer. Les Russes obtinrent plus tard l'autorisation de construire plusieurs lignes de chemins de fer entre autres, celle d'Enzeli à Téhéran et de là au Golfe Persique. Mais la Grande-Bretagne étant toujours opposée à tout ce qui pouvait rapprocher les Russes des Indes fit échouer cette tentative. L'Allemagne aussi, faisait tout son possible pour construire des chemins de fer reliant Bagdad à Téhéran. L'histoire de ces tentatives est intéressante à étudier, mais cela dépasse le cadre de notre ouvrage. Ce qu'il faut retenir c'est que tous ces efforts n'aboutirent pas à grand'chose et la Perse était sans voies ferrées jusqu'à la veille de la guerre, à l'exception des lignes très courtes que nous citerons plus loin.

Pendant la guerre, cette question prit une importance particulière et le succès des opérations des combattants en Perse avait comme élément important la solution du problème des transports.

Pendant ce temps-là, le peuple persan faisait tout son effort pour arriver de doter le pays des moyens de communication modernes. Avec le traité russo-persan du 26 février 1921, les concessions obtenues par les russes furent annulées et la voie ferrée Djolfa-Tabriz fit retour à la Perse. C'est à ce moment que le gouvernement persan et le Parlement décidèrent de réaliser le rêve de la nation en construisant des voies ferrées. Mais avant de passer à l'étude de la loi sur la construction des chemins de fer persans nous voudrions citer les voies ferrées actuellement existantes en Perse et qui ont été construites avant le vote de ladite loi. Ce sont :

1) Une voie ferrée — la plus ancienne de la Perse — inaugurée en juillet 1888, qui relie Téhéran au sanctuaire de Chahzadé Abdol-Azim. Cette voie d'une longueur de 8.700 mètres, est exploitée par « la Société anonyme belge des chemins de fer et tramways en Perse ». Cette même société exploite les tramways dans la ville de Téhéran. Le trafic et l'importance de la ligne précitée ont beaucoup diminué depuis que de nombreuses voitures automobiles et des autobus parcourent continuellement ce trajet.

2). Chemin de fer à voie simple entre les carrières de Pounel situé à l'Ouest de Pahlavi, réparé pour le transport de pierres destinées à l'usage du service du port de Pahlavi.

3) Chemin de fer de Piré-Bazar à Racht (9 kilomètres) actuellement en usage pour le transport des marchandises seulement.

4) Chemin de fer entre Maymoud-Abad, sur la Mer Caspienne et Amol. Cette ligne d'une longueur de 16 kilomètres a été ouverte en 1890. C'est Hadji-Mohammad Hassan Aminozarb qui la construisit, mais cette voie était mal conçue et mal construite, elle fut bientôt délaissée et est hors d'usage aujourd'hui.

5) La ligne de chemin de fer venant des Indes et de Quetta pénètre en territoire persan à 6 milles avant Mirdjaveh. De là elle s'achemine à Dozdab. La longueur de cette ligne en territoire persan est de 58 milles (93 kilomètres environ). C'est par là que les produits de Khorassan et de Kerman, partent pour les Indes.

6) Chemin de fer de Djolfa à Tabriz. Cette ligne relie le centre commercial important d'Azerbaïdjan à Tiflis et au Caucase. Sa longueur est de 130 kilomètres environ dans le territoire persan et il y a un embranchement de Sofian à Charafhakney sur le lac Oroumiyeh. Ce sont les Russes (ils en avaient la concession) qui ont construit cette ligne qui fut ouverte en 1916 ; mais depuis le traité russo-persan de 1921, c'est le gouvernement persan qui en est le propriétaire et l'exploitant. Mais par suite de la guerre, il y a eu beaucoup de détermination de matériel ? Dernièrement le gouvernement a acheté des locomotives et pense à les entretenir. Mais il ne circule guère plus de 3 trains par semaine dans chaque sens entre Djolfa et Tabriz et entre Tabriz-Charafkhaneh. L'exploitation de cette ligne n'est pas satisfaisante et la

chaussée Djolfa-Tabriz lui fait actuellement de la concurrence avec succès.

Les Russes ont construit pendant la guerre en outre, une voie ferrée pour les besoins de leur armée qui pénètre en territoire persan et va jusqu'à Makou et de là part pour le territoire turc à Bayazid pour venir de nouveau sur le territoire persan. Cette voie est inusitée actuellement l'Anglo-Persian Oil a construit des voies ferrées dans le Khouzestan qui servent au transport du matériel d'exploitation et des huiles minérales exploitées par elle.

C'est en 1925 que la Perse décida de construire des chemins de fer, avec ses propres ressources et pour cela fut votée la loi du 9 khordad 1304 (30 mai 1925). Cette loi a institué le monopole d'Etat de l'importation et de la vente en Perse des thés, des sucres et des produits sucrés tout en cédant le droit d'Etat aux importateurs moyennant le paiement de : six krans par man net (2,970 kgr.) pour les thés et deux krans par man net pour les sucres et produits sucrés.

La consommation du thé et des sucres étant très répandue en Perse, on pensa avec raison que la taxation de ces articles serait très profitable.

La Perse, important tout le sucre et presque tout le thé de l'étranger c'est l'administration des douanes qui perçoit cet impôt qui ne doit pas être confondu avec des droits de douane.

Le rendement de cet impôt fut satisfaisant et dépassa vite la somme de 60 millions de krans par an. Pour l'année 1307, le montant de cet impôt a même dépassé

la somme de 66 millions de krans. Les sommes provenant de cet impôt sont déposées dans les banques sous un compte spécial et ne doivent en aucune façon être dépensées pour les besoins autres que ceux des voies ferrées.

Huit mois après le vote de la première loi, fut votée la loi importante du 20 bahman 1304 (9 février 1926) qui permet au gouvernement de procéder à la construction des voies ferrées les plus importantes de la Perse. Pour cela le gouvernement doit engager des spécialistes en la matière, étudier tous les côtés : économique, politique et stratégique de la question et proposer ses conclusions au Madjless.

En outre, le gouvernement devait porter tout son effort à utiliser pour la construction des chemins de fer des matières premières existant en Perse. La création d'une fonderie de fer dans le pays était envisagée. Des spécialistes américains et allemands et un nombre suffisant d'ingénieurs étrangers devaient être engagés, à bref délai, pour hâter la construction des voies ferrées.

Le gouvernement étudia la question en collaboration avec des spécialistes et proposa au Madjless, comme devant être entrepris avant toute autre ligne, la construction d'une ligne de chemins de fer traversant la Perse du Nord au Sud et reliant la Mer Caspienne au Golfe Persique. C'est la loi du 4 esfand 1305 (24 février 1927) qui décide la construction d'une voie ferrée allant de Bandar Gaz-Téhéran-Hamedan-Dezfoul-Mahommareh à Khor Moussa. Le gouvernement doit acheter tout ce qu'il a besoin par adjudication ; et publier dans les

journaux persans et étrangers tout ce dont il a besoin (rails, traverses, locomotives, wagons, etc...) pour la construction de cette ligne afin que ces mesures de publicité permettent à tous les intéressés de faire des offres au gouvernement qui, de la sorte, serait en état de construire des chemins de fer avec le moins de frais possible. Toutes les dépenses occasionnées par ce programme devaient être approuvées annuellement par le Madjless et, en outre, on prévoyait la construction d'une vaste fonderie de fer en Perse, pour employer les minerais trouvés dans le pays. La construction des autres lignes devait être étudiée par le gouvernement et approuvée par le Madjless, dans un délai de trois ans. Les annonces ainsi décidées furent publiées dans les journaux et le gouvernement persan reçut différentes offres. Plus tard la loi du 10 ordibehecht 1306 (mai 1927) créa une nouvelle administration des chemins de fer et attribua 50 millions de krans au gouvernement pour l'achat du matériel de chemins de fer, et décida d'envoyer des étudiants en Europe pour apprendre les métiers relatifs aux voies ferrées. On engagea un spécialiste allemand pour étudier s'il est possible d'extraire des mines de Perse le fer nécessaire aux matériels des voies ferrées. On décida également l'exploitation de la mine de houille de Chemchak afin que le combustible aussi soit produit dans le pays même.

Le gouvernement qui recevait des offres de tous les côtés, avant de décider de remettre la construction entière des chemins de fer entre les mains d'un syndicat international, (franco-germano-anglo-américain),

voulut faire un essai pour savoir exactement ce que coûterait cette construction. C'est ainsi que la loi du 30 farvardine 1307 (19 avril 1928) autorisa le gouvernement persan à signer un contrat avec le syndicat germano-américain pour que ce groupement procède à l'enlèvement des cartes détaillées de la ligne projetée. L'article 3 de la loi permettait au gouvernement de remettre à ce syndicat la construction de deux lignes d'essai (150 kilomètres au nord et 150 kilomètres au sud). Si cet essai paraissait satisfaisant, ce syndicat bénéficierait de la priorité dans les contrats relatifs à la construction entière des dits chemins de fer, s'il offrait les mêmes avantages que les autres concurrents.

Le gouvernement signa, le 6 ordibehecht 1307 (28 avril 1928), un contrat avec le syndicat germano-américain au terme duquel ce groupe devait procéder à la construction de deux tronçons sud et nord de la ligne Bandar Chah-Bandar Chahpour. Quelques autres contrats lui remettaient la construction du port de Bandar Chah sur la Mer Caspienne, du port de Bandar Chah pour sur le Golfe Persique et un port sur le Karoûn.

Ce syndicat commença ses travaux et le tronçon nord, long de 128 kilomètres, qui va de Bandar Chah à Sari et à Aliabad, fut inauguré par le Chah dans le courant du mois d'âban 1308, et le tronçon sud, long de 250 kilomètres et qui va de Bandar-Chahpour à Ahwaz (Nasseri) et Dezfoul, fut inauguré au mois de deï 1308. Ce sont des marchandises françaises qui eurent la primeur du tronçon sud. Le syndicat continuait ses travaux et devait remettre les deux tronçons, au mois de juin 1930, au

gouvernement persan, quand plusieurs manquements aux engagements pris dans le contrat obligèrent le gouvernement persan à résilier celui-ci à la fin du mois de mai de cette année.

Quoique le tronçon nord, construit par le syndicat allemand, soit plus satisfaisant que le tronçon sud, construit par le syndicat américain, les deux tronçons d'essai sont mal construits. On a dépensé beaucoup d'argent, — 150 millions de krans, dit-on, — on a acheté presque tout de l'étranger, mais les constructions ne sont pas solides. Surtout dans la partie sud, les inondations — qui pouvaient être prévues — ont détérioré les voies en maints endroits.

On n'a pas encore les comptes détaillés de ces essais, mais on croit qu'on a fait beaucoup de dépenses inutiles et même excessives. Ce fait confirme encore notre opinion sur la défectuosité des entreprises de l'Etat persan lui-même, entreprises qui, en fin de compte, seront dirigées au gré des étrangers embauchés par nous.

Actuellement (juin 1930), on est en train de liquider les comptes et il est probable que bientôt la construction du reste de la ligne sera poursuivie par le syndicat allemand. Au 1^{er} juin 1930, les fonds réservés à la construction des chemins de fer accuseraient un actif de 150 millions de krans. Mentionnons que la loi du 20 khordad 1307 permet au gouvernement d'envoyer, pendant trois ans, tous les ans, 20 étudiants à l'étranger pour apprendre les métiers relatifs aux chemins de fer : ingénieurs des ponts et chaussées, ingénieurs des mines et de fonte de fer. Actuellement un certain nombre de

ces boursiers font leurs études dans les Universités de France, d'Allemagne, d'Angleterre et de Belgique où d'autres vont les rejoindre cette année.

Voilà où en est le problème. Examinons maintenant si la méthode suivie par le gouvernement et le Parlement est satisfaisante et quelle solution paraît raisonnable pour la construction des chemins de fer de Perse :

On a discuté longtemps si la construction des routes ne serait pas préférable à celle des voies ferrées dans un pays comme la Perse où le trafic est peu intense, où les distances entre les centres d'habitation sont grandes et la population peu dense, est disséminée dans le pays. Mais tous ceux qui ont étudié cette question ont oublié que la construction des chemins de fer n'est pas une opération financière avantageuse et la réalisation d'une telle entreprise n'a pas pour but un bénéfice immédiat, mais une fin économique plus lointaine. Il y a peu de pays dans lesquels le budget des chemins de fer ne soit pas déficitaire. On ne peut citer que l'Allemagne, la Belgique qui réalisent d'importants bénéfices sur ce chapitre. Ce qu'on veut en construisant des chemins de fer, c'est permettre aux produits nationaux de s'échanger facilement à l'intérieur et à l'extérieur. C'est pour abaisser les frais de transport des marchandises et faciliter le transport des voyageurs dans des conditions de confort et d'agrément désirées. C'est, en un mot, amorcer la marche du progrès. Une fois des voies ferrées construites, les échanges deviennent plus faciles, la productivité du pays augmente, les industries, qui ne pouvaient naître, se créent et se développent grâce aux nou-

veaux débouchés acquis par la facilité des communications et le faible taux de transport. L'économie nationale accuse un tel développement, que le déficit du budget des chemins de fer est largement comblé par les impôts ; dont la perception et la réalisation sont devenues possibles grâce aux chemins de fer. Il arrive que, peu à peu, l'entreprise devient rémunératrice, comme c'est le cas dans plusieurs pays. On a dit qu'en Perse, le même service pourrait être rendu par les automobiles et camions qui circuleraient sur les bonnes routes. Notamment, le rapport de la commission d'enquête de la S.D.N. sur la production de l'opium en Perse (1) ; en parlant des questions de transport, conclut que dans les conditions actuelles, il est préférable de construire des routes carrossables au lieu des voies ferrées. La Commission ne discute ni l'opportunité politique des chemins de fer, ni les considérations d'ordre militaire et stratégique, et en avouant que les frais de construction entre une grande route et une voie ferrée sont sensiblement les mêmes, oppose à celle-ci les dépenses qu'il faut effectuer à l'étranger telles que l'achat de rails, traverses, passerelles, locomotives, voitures, fourgons, etc... Nous croyons qu'on peut éviter cet inconvénient en engageant l'argent de l'étranger dans la construction des chemins de fer et en s'efforçant de créer dans les pays, les usines nécessaires et à exploiter les matières premières qui s'y trouvent. D'un autre côté, même en écartant cette éventualité, nous ne croyons pas à la supé-

(1) P. 31 et suivantes.

riorité des routes sur les chemins de fer. Le transport par camions n'offre pas les mêmes avantages, ni la même sécurité que le transport par chemin de fer. On ne peut pas imaginer sérieusement le transport de grandes quantités de marchandises en camions sur un parcours qui est, en Perse, souvent supérieur à 500 kilomètres. Le camion est sujet à des risques auxquels échappe le chemin de fer : souvent des pannes l'immobilisent sur la route ; il est, en outre, à la merci des intempéries et, la bonne conservation des marchandises n'est pas assurée dans le transport par camions, tandis que les wagons de chemins de fer offrent toutes garanties sur ce point. La rapidité des trains est aussi plus grande. D'ailleurs, même dans un pays comme la France, qui possède d'excellentes routes et une industrie automobile importante et perfectionnée, les voitures automobiles ne peuvent pas offrir les mêmes avantages que le train quand il s'agit de parcourir une grande distance. Les conditions de confort pour le voyageur sont mieux assurées dans un train que dans une automobile.

En Perse, nous sommes obligés d'acheter les automobiles de l'étranger et tandis que celles-ci s'abîment dans une courte période, le matériel de chemins de fer, que nous achèterons de l'étranger durera plus longtemps.

Aujourd'hui encore, d'une façon générale l'automobile n'a pas supplanté le chemin de fer. Il faudrait plutôt dire que ces deux moyens de communication accusent un développement parallèle. La cherté de l'essence ne peut pas permettre encore le bon marché de transport par camions,

Avec la construction de chemins de fer, le gouvernement persan pense (1) que les frais de transport, qui sont actuellement de 15 à 18 cents par tonne-mille, peuvent être abaissés jusqu'à 3 cents, même 2 cents, par tonne-mille.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que la Perse doit entreprendre la construction des lignes importantes de ses voies ferrées et développer aussi les routes carrossables. Mais ce qu'il faut en cette matière, c'est intéresser le capital étranger à cette tâche. Nous avons étudié au chapitre précédent la question de concession aux étrangers. Pour la construction des chemins de fer, les mêmes arguments peuvent être repris ici : un appel aux nationaux restera sans écho, faute de capital nécessaire. Un emprunt étranger, quoique pouvant être défendu en cette matière ne reste pas sans inconvénients. Même si cet emprunt réussit, nous devons faire appel aux spécialistes étrangers. Les fonds seront vite dilapidés et les déboires que nous avons ressentis avec le syndicat germano-américain se renouvelleront. Ce qu'il faut, c'est les intéresser à l'œuvre. Nous proposons donc de fonder une « Société des Chemins de fer Persans ». La moitié du capital de cette société sera souscrite par les capitalistes étrangers et la moitié par l'Etat persan. Pour les chemins de fer on ne peut pas absolument préconiser le régime des concessions. Il faut que l'Etat ait les mains libres pour apprécier l'aménagement des voies ferrées, tant au point de vue technique qu'aux points de vue économique et politique.

(1) Rapport de la Commission d'enquête de la S. D. N., p. 7.

C'est une entreprise qui pèsera sur l'ensemble de la situation économique du pays et l'Etat ne doit pas s'en désintéresser. C'est lui qui doit diriger l'œuvre (1). Mais cela n'empêche pas qu'une partie des risques et des gains soit supportée par les actionnaires étrangers. Nous croyons que pour la construction de la ligne Bandar-Chah-Bandar-Chahpour (dont les dépenses sont évaluées à 15 millions de livres ou 900 millions de krans) et une autre ligne allant de l'Est à l'Ouest de la Perse — que nous étudierons plus loin — il faut posséder un capital initial de 2 milliards de krans. Actuellement les fonds disponibles des chemins de fer se montent à 150 millions de krans. D'un autre côté nous possédons pour plus de 3 millions de livres ou 180 millions de krans, de l'argent au compte des fonds de réserve de l'Etat, somme provenant de « royalty » calculée sur les bénéfices de l'Anglo-Persian-Oil. L'argent provenant de ce chapitre, s'il n'est pas dépensé pour la réforme monétaire, ne peut trouver un meilleur emploi que pour la construction des voies ferrées. Le reste de ce capital jusqu'à la concurrence de un milliard de krans peut être trouvé par la vente d'une partie des bijoux de la couronne de Perse qui ont été évalués, l'année dernière, par un comité d'experts joailliers français et hollandais comme valant plus de 170 millions de dollars (14 milliards de francs), non compris le diamant Dariyayé-Nour. Donc, l'Etat persan souscrira pour 51 % du capital de cette société et les 49 % qui restent seront souscrits par les

(1) Les pays qui avaient donné des concessions (la France) reviennent au système du contrôle par l'Etat.

capitalistes étrangers et nationaux. Pour que les acheteurs de ces actions veuillent risquer leur argent il faut leur offrir les garanties nécessaires. Nous proposons donc de leur garantir 5 % d'intérêt fixe qui seront payés tous les ans sur les fonds du monopole des sucres et thés qui dépassent tous les ans 60 millions de krans, donc garantissent largement ce capital ; le reste de ce fonds servira au rachat des actions qui s'ajouteront au fur et à mesure aux actions possédées par le gouvernement persan. Si la société accuse des bénéfices, on partagera en plus de 5 % des dividendes aux actionnaires au prorata de leurs parts (en diminuant les 5 % payés tous les ans). Cette société, qui sera formée pour une longue date, aura le droit d'augmenter son capital initial et émettre des obligations. L'Etat persan aura le droit de rembourser les 49 % des actions, au bout des périodes quinquennales. Nous croyons que dans les conditions précitées et avec de la propagande nécessaire, le capital sera vite souscrit. Le Gouvernement persan garde, de cette façon (avec 51 % des actions), la prépondérance au sein du conseil d'administration de la société. Il pourra, à sa convenance, indiquer les directives à donner à cette œuvre. Il dirigera l'économie du pays comme il l'entend. L'établissement d'un tarif différentiel, favorisant les exportations, pourra être décidé par lui. D'autre part, les capitalistes étrangers et persans auront beaucoup d'avantages. Un intérêt annuel fixe sera accordé à leur capital. S'ils partagent les risques à l'entreprise, ils auront la perspective de toucher des dividendes quand la société sera prospère. Donc, ils sont intéres-

sés dans la réussite économique de l'œuvre, et tâcheront de créer une œuvre solide et leur effort se concentrera pour en diminuer les dépenses. La collaboration entre l'Etat persan et les capitalistes étrangers sera fructueuse. Ceux-ci pourront compléter ce qui manque à l'autre : le capital et les techniciens.

Une fois cette société constituée, elle devra commencer par étudier toutes les questions concernant la construction des voies ferrées en Perse. L'importance économique, politique et stratégique de chaque ligne sera soigneusement étudiée par des spécialistes. Alors, on décidera quelles sont les lignes qu'il faut construire, en premier lieu.

Nous croyons qu'il faut construire entièrement la ligne nord-sud projetée par le Parlement. Les avantages de cette ligne sont multiples et puisqu'elle est presque une réalité, nous ne voulons pas nous arrêter à les définir. La construction d'un embranchement desservant Tabriz à laquelle on a pensé, sera très utile. Il reliera la capitale et les autres parties de l'Empire à la riche province d'Azerbaïdjan. Cette ligne joindra de là les chemins de fer russes qui sont déjà liés à Tabriz. Mais cette ligne aura surtout une grande importance au point de vue intérieur.

Une fois cette tâche accomplie, la construction d'une autre voie ferrée allant de l'Est à l'Ouest de la Perse doit être entreprise. Ce sera une ligne qui ira de Khanegheïn, frontière de Mésopotamie, à Kermanschah — Hamedan, (c'est là qu'elle croisera la ligne nord-sud)) — Esfahan-Yazd-Kerman à Dozbad où elle rejoindra le chemin de

LA PERSE ET L'AS



ANTÉRIEURE



fer des Indes. De Dozdab, on pourra éventuellement embrancher une ligne qui reliera la mer d'Oman à Quator ; mais cela pourra se faire ultérieurement. Une ligne allant de Dozdab jusqu'à Khanegheïn et aboutissant aux Indes deviendra une ligne d'importance internationale considérable. On pourra aller de Paris en chemin de fer jusqu'au cœur de l'Hindoustan (à supposer que le tronçon Nassibeïn-Kirkouk, en Mésopotamie soit construit). (Voir la carte ci-jointe) .

La Perse redeviendra un pays de transit de voyageurs et peut-être de marchandises. Beaucoup de voyageurs allant aux Indes voudront visiter aussi la Perse. Les obstacles physiques pour la construction d'une pareille voie ferrée sont insignifiants et au point de vue intérieur outre que la province de Sistan « le Grenier de la Perse » sera reliée à la capitale par chemins de fer, beaucoup de villes du centre de la Perse seront ainsi liées entre elles et à la capitale. Nos exportations vers les Indes, la Chine et le Japon prendront cette ligne et elle aura certainement du succès. Lord Curzon dans son livre sur la Perse dit beaucoup (1) de bien d'une pareille ligne et la croit utile aux intérêts persans et britanniques. Cette ligne est aussi conforme aux intérêts de l'Irak et de la France, car la Syrie et la Mésopotamie seront également des pays de transit et profiteront de cet état de choses. Un autre auteur, expert en ces questions écrit à propos de cette ligne ce qui suit (2) : « Si la sécurité devient

(1) T. I, p. 625 et suiv.

(2) J. Brunhes et C. Vallaux, *Géographie de l'Histoire*, p. 555 et s.

« assez grande sur le plateau iranien pour que la zone
« des relations s'étende aisément vers l'Inde, c'est l'Inde
« elle-même dont les communications pourront en par-
« tie s'orienter sur la lisière syrienne. Un Beyrouth-
« Bagdad ou un Alexandrette-Bagdad, supplantant le
« Constantinople-Bagdad n'enlèverait pas au Canal de
« Suez le trafic indo-européen des marchandises. Mais il
« pourrait attirer un nombre important de voyageurs
« désireux d'éviter la température torride de la mer
« rouge et les moissons de la mer d'Oman. On sait que
« les marchandises de valeur et de faible volume ont
« tendance à suivre, en partie au moins, le même che-
« min que les voyageurs. Une voie ferrée en liaison vers
« la Mésopotamie et l'Iran et peut-être vers l'Inde pourra
« rendre à la Syrie, en partie, l'éclat et l'activité de
« l'ancien emporium phénicien de Cidon et de Tyr ».

Donc avec une telle voie ferrée, il y aura des avantages à la fois pour la Perse, pour l'Angleterre et pour la France. Surtout notre pays deviendra de nouveau un pays de transit et de tourisme. Beaucoup d'étrangers auront l'occasion de voir ses beautés artistiques et le connaîtront mieux. La Perse ne sera plus un pays isolé et cela sera d'une grande importance politique et ne peut qu'augmenter son prestige et sa puissance.

« La Société des Chemins de fer Persans » pourra procéder à la construction de ces deux lignes et aux dépenses du premier établissement avec son capital de deux milliards de krams. Plus tard, quand elle sera prospère, elle pourra penser à développer le réseau des voies ferrées persanes (en augmentant son capital et en émet-

tant des obligations) en construisant notamment la ligne Téhéran-Machhad-Machhad-Dozdab et une seconde ligne qui irait de Téhéran à Esfahan-Chiraz et Bouchehr. Mais ce qu'il faut qu'elle entreprenne immédiatement c'est la ligne Nord-Sud et la voie ferrée Est-Ouest de la Perse. Quand ce programme sera mené à bien et des bonnes routes sillonneront le pays, la prospérité de notre pays sera grande, sa production augmentera; sa population aussi et tout cela contribuera à l'accroissement de sa puissance économique.

CHAPITRE VI

CREATION D'UNE MARINE MARCHANDE NATIONALE ET SUPPRESSION DES INTERMEDIAIRES ETRANGERS, OBSTACLES AU COMMERCE LIBRE

La Perse qui possédait jadis une flotte considérable n'a aujourd'hui ni une flotte de guerre, ni même une marine marchande en rapport avec ses besoins commerciaux ou ses longues côtes maritimes. Aristote raconte que Darius le Grand fit bâtir dans les Indes une flotte importante, dont le commandement fut confié à un grec nommé Skytan de Karyanda. On connaît les exagérations d'Hérodote quant à la puissance de l'armée perse dans les guerres médiques. On estime à 1287 navires de guerre et 3.000 navires de transport, la flottille que prit part à la campagne de Xercès (1). Ce dernier auteur raconte que ce fut « sous le règne de Xercès qu'eut lieu une tentative de contourner l'Afrique, un siècle après l'amiral Carthaginien Hamon. Le Perse Sataspès condamné à cette expédition pour échapper à la peine de mort prononcée contre lui, franchit le détroit de Gibraltar

(1) Cl. Huart, *op. cit.*, p. 74 et s.

« et fit voile pendant plusieurs mois dans la direction
« du Sud. Il ne put achever son périple et, de retour à
« la Cour de Xercès fut crucifié par l'ordre du roi ».

On a dit aussi, que le Golfe Persique a été le berceau de la navigation maritime. Ce sont les Perses, qui ont fait maintes trouvailles dans l'art de naviguer et les termes techniques qu'ils ont donnés à la navigation en témoignent. Maçoudy, l'historien arabe raconte que les navigateurs chinois venaient jusqu'au Golfe Persique et remontaient le Chatt-el-Arab et les navigateurs persans se rendaient dans les ports du sud de la Chine, à Khan et à Zeïtoun pour y apporter les marchandises de Perse. Les Persans, qui à cette époque vivaient en Chine, occupaient, entre autres métiers, la profession de marin. Mais peu à peu cette noble tradition se perdit. Les navigateurs d'autres nationalités prirent aux Persans ce qu'ils avaient créé. Les Phéniciens et plus tard les Portugais, les Hollandais et les Anglais s'emparèrent de la navigation sur le Golfe Persique. De sorte qu'au XVI^e siècle, Chardin conclut que les Persans n'ont pas le génie marin (1) et ajoute qu'ils délaissent aux étrangers la navigation sur une des meilleures mers (le Golfe Persique). Il attribue cela à deux causes : l'inexistence de ports comme il faut et le mauvais climat qui sévit dans ces ports.

Lord Curzon (2), écrit : « Il est difficile et peut-être
« impossible, de trouver dans l'histoire du monde, une
« contrée possédant deux côtes maritimes considérables et
« admirablement située pour le commerce, et qui ait

(1) *Op. cit.*, t. IV, p. 294 et s.

(2) *Op. cit.*, t. II, p. 388.

« absolument ignoré ses avantages, dans les deux sens,
« et qui, dans les temps modernes n'ait produit un seul
« navigateur, ni mis en mouvement une flotte mar-
« chande, ni livré une bataille navale ».

Le Grand Nader Chah, qui fit tant de choses pour la grandeur de son pays, avait compris l'importance pour un pays d'avoir une flotte de guerre et une marine marchande. Il engagea à son service un Anglais du nom de Nelton qu'il fit débaptiser lui donnant le nom persan de Djamal Bag et lui confia la construction des navires qui serviraient à combattre, dans la Mer Caspienne, les Lezghiens et à poursuivre les pirates Turcomans. Des navires marchands devaient assurer au pavillon persan le monopole du commerce de la Perse avec la ville d'Astrakan et la Moscovie.

C'est en janvier 1743 que Nelton entreprit l'œuvre. Il construisit dans un chantier de Guilan des navires. Ceux-ci avaient 20 canons supérieurs à ceux des navires russes. Ces derniers s'opposèrent à cette tâche. Il y eut à Guilan une révolte dans laquelle périt Nelton qui fut fusillé en 1751 à Foumène. Les bateaux coulèrent et on dit qu'on peut encore voir leurs débris au fond du Mordab entre Lankeroûd et Séfidroud. Pour l'équipage des navires de la Mer Caspienne, Nader Chah avait emmené des arabes du Golfe Persique ; et réciproquement, fit partir des habitants de ces rivages au Golfe Persique sur lequel naviguait une flotte de guerre de 30 navires commandés par Nader-Chah aux chantiers de Pegu et de Surate dans l'Inde. Les débris de ces navires pouvaient être encore aperçus au XIX^e siècle à l'entrée de Bouchehr.

Sadegh Khan, le frère de Karim Khan Zand fit une expédition militaire à Bassorah contre les Turcs. 20 à 30 navires dirigés par des arabes accompagnaient l'expédition le long des côtes du Golfe Persique.

Au xix^e siècle, continua le déclin de la marine de guerre et de la marine marchande de Perse. Les russes firent tous leurs efforts pour naviguer seuls sur la Mer Caspienne et les anglais manifestèrent la même prétention quant au Golfe Persique. Sous le règne de Mohammad Chah Ghadjar, son triste conseiller Hadj Mirza Aghassi fit don aux Russes de la mer Caspienne (où la Perse possède 400 milles de côtes maritimes) en disant à son digne maître qu'il n'y aurait aucune utilité de brouiller deux frères (la Russie et la Perse...) pour « une poignée d'eau salée ! »

En 1865, Nasserred-dine Chah voulut former dans le Golfe Persique, une flotte de guerre, qui serait dirigée par un anglais. Les anglais s'y opposèrent catégoriquement. Plus tard, furent achetés en Allemagne « le Persépolis » (600 tonnes, 4 canons) et le « Susa », ce dernier pour le Karouïn. Mais c'étaient des bateaux côtiers sans importance, qui n'arrivaient même pas à réprimer la contrebande.

Peu à peu, la marine marchande russe prit le monopole de navigation de commerce sur la Mer Caspienne et la marine marchande anglaise s'adjudgea la navigation presque exclusive sur le Golfe Persique. La Mer Caspienne devint « un lac russe » et le Golfe Persique « un lac anglais ». Comme bateaux appartenant aux Persans, il n'y avait et il n'y a actuellement que des voiliers et

quelques barques à moteurs faisant le cabotage entre les ports persans. Mais leur nombre a diminué depuis une cinquantaine d'années. Vers 1870, il y avait 350 voiliers appelés « baghalé », chacun d'un poids allant jusqu'à 3.000 tonnes qui naviguaient même jusqu'aux Indes et l'Egypte. D'autres petits voiliers de 200 à 300 tonnes s'ajoutaient à cette flottille.

Actuellement, le nombre des « baghalé » ne dépasse pas 100. Mais à Bombay, il y a des riches armateurs persans et dans le Golfe Persique même il y a des bateaux à vapeur appartenant à Namazi, Chouchtari et Khalili (des persans) battant pavillon anglais. Ce sont de pareilles entreprises qui permirent aux anglais d'émettre à la Conférence de Saint-Germain, la prétention de mettre le Golfe Persique dans leur zone de contrôle pour le trafic de la contrebande des armes et munitions, prétention à laquelle la Perse s'opposa catégoriquement et qui ne fut jamais admise par ses délégués.

Actuellement, la situation n'a pas beaucoup changé, sauf en ce qui concerne le droit de la Perse d'avoir une marine de guerre et une marine marchande dans la Mer Caspienne. En effet, l'article 11 du traité russo-persan du 26 février 1921 enlève les restrictions imposées à la Perse à ce sujet. L'article 10 remet à la Perse les bateaux du Lac d'Oroumyeh. Mais cela n'a pas empêché les Soviets à ne pas autoriser le passage par la Volga du bateau « Pahlavi » acheté par le gouvernement persan en 1924 aux Allemands et qui devait servir de garde-côte dans la Mer Caspienne.

Toutefois, depuis quelques années, le gouvernement

pense sérieusement à doter la Perse d'une flotte de guerre. Pour cela, on a engagé deux officiers de la marine italienne qui ont pour mission d'enseigner des cadets. D'autres officiers sont envoyés dans les académies navales d'Italie pour poursuivre leur instruction. Quelques-uns d'entre eux sont déjà de retour et d'autres iront les remplacer là-bas. Finalement un crédit important de 25 millions de krans a été voté pour la commande de 6 petits croiseurs et de quelques petits bateaux à moteur destinés à former la flottille du Golfe Persique. Dans le budget de 1309, la somme de 8 millions de krans a été prévue à cette fin. Ces efforts sont très louables et doivent être poursuivis. Pour la défense de nos côtes et la répression des contrebandes, nous avons besoin d'une flotte de guerre à la fois dans le Golfe Persique et dans la Mer Caspienne.

Mais ce qu'il faut surtout encourager et créer c'est une marine marchande nationale. Actuellement, notre commerce est entre les mains des étrangers et en premier lieu entre les mains des Anglais et des Russes. Ils ont presque le monopole de transport de nos produits. Bénéficiant de ce fait, ils nous imposent ce qu'ils veulent. Il faut que cela finisse. Et cette fin n'est possible que par la création d'une marine marchande nationale à la fois dans la Mer Caspienne et dans le Golfe Persique, mais surtout dans cette dernière mer. Si nous voulons être débarrassés de la tutelle actuelle que nous impose la marine étrangère, il faut créer une marine marchande qui soit la nôtre et qui obéisse aux injonctions d'une politique nationale. L'avenir de notre commerce et de notre puissance dépend

de cela. Outre le lourd tribut que nous payons chaque année aux amateurs étrangers comme fret, et qui est un élément important de la balance des comptes, notre prestige et notre intérêt économique exigent l'accomplissement de cette tâche. Actuellement ce sont les étrangers qui nous apportent ce qu'ils veulent et nous achètent ce qui leur plaît. Le peuple persan est devenu une nation de courtiers. Nous leur livrons tout ce qu'ils demandent en nous contentant d'une faible commission. Les marchands persans qui possédaient, il y a 3 siècles des courtiers dans de nombreux pays, sont devenus aujourd'hui, les courtiers des autres nations et cela dans leur pays même. Gobineau appelle cela très justement, « le fléau du commerce persan ». Des marchands étrangers sont installés dans notre pays et se contentent de payer une faible rétribution à nos négociants prêts à faire exécuter leur commande mot à mot. Le goût si célèbre de la nation persane est en train de gâcher par l'action de ces étrangers. Le commerçant persan, sauf exception, ne pense actuellement qu'à vivre au jour le jour et il ne demande pas plus. Il ne pense pas à l'avenir. Toutes les grandes entreprises commerciales qui sont le fruit d'une longue patience et des années d'efforts lui sont inconnues. Il est vrai, aussi que la tyrannie des gouvernants et l'instabilité des temps y sont pour quelque chose. Mais ce n'est pas une excuse suffisante. Pour la suppression des intermédiaires étrangers (commissionnaires, courtiers), etc., qui sont les vrais maîtres du commerce persan, nous avons proposé la formation d'un « syndicat des exportateurs persans » fruit de l'initiative privée, mais

secouru par l'Etat. Ce syndicat pourrait devenir puissant et négocier sur un pied d'égalité avec les pays qui ont le monopole du commerce extérieur (U. R. S. S.) et avec d'autres pays qui créent des obstacles au libre écoulement des marchandises persanes. Il pourrait apposer sur des produits envoyés à l'étranger des étiquettes délivrées par lui indiquant l'origine des marchandises ou « made in Persia ». Dans le domaine de l'amélioration de la qualité des produits et l'emballage commercial satisfaisant, il pourrait rendre d'utiles services. Il serait d'une aide efficace pour l'accomplissement du programme du Ministère de l'Economie nationale.

Mais pour que son œuvre puisse être couronnée de succès, il faut qu'il y ait des bateaux persans qui transportent les produits nationaux aux quatre coins du monde. Ici encore l'initiative privée doit se manifester. Mais l'Etat a un grand intérêt à l'encourager, même à amorcer son apparition. Deux chantiers de construction maritime doivent être créés, l'un à Bandar-Chah, dans la Mer Caspienne, et l'autre à Bandar-Chahpour dans le Golf Persique, la tête de ligne et le terminus des chemins de fer Nord-Sud de la Perse. Peut-être cela ne satisfera ni les Russes, ni les Anglais. Mais il faut être tenace. Aucun pays ne peut empêcher les progrès d'une nation consciente de sa force.

La possession d'une marine est un problème vital pour nous et si nous voulons vivre, personne ne pourra s'y opposer. Une fois que la Perse sera devenue un pays industriel, l'existence d'une marine marchande nationale sera d'une grande utilité pour l'écoulement de ses

produits dans le monde. Si l'Etat persan le décide, les armateurs nationaux habitant à l'étranger voudront aider la mise sur pied de ces chantiers et la construction de ces bateaux qui leur apporteront beaucoup de profits et d'influence.

Il faut que les produits persans aillent sous le pavillon du Lion et du Soleil se faire apprécier des acheteurs étrangers. Il faut, enfin, que la Mer Caspienne et le Golfe Persique redeviennent vraiment des mers persanes. Les couleurs, vert, blanc, rouge doivent régner sur ces eaux bleues.

Une fois cette marine marchande créée, nous pourrions instituer, à l'instar de la législation douanière française, une surtaxe d'entrepôt frappant les marchandises qui ne sont arrivées en Perse qu'après y avoir été mises à terre dans un pays étranger et instituer un tarif préférentiel pour les marchandises arrivées en droite ligne de leur pays d'origine.

Ajoutons à tous ces avantages que la marine marchande est le noyau de la marine de guerre. Nous ne pensons pas à une guerre offensive. Au contraire, nous croyons que l'intérêt de la Perse est de développer dans la paix la plus absolue, sa puissance économique. Mais il ne faut pas oublier que pour la défense de nos côtes qui longent 3 mers, nous sommes obligés de posséder une flotte défensive. Il faut que la génération présente réalise le rêve vite évanoui du Grand Nader et que le pavillon persan, régnant dans les eaux de la Mer Caspienne, du Golfe Persique et de la Mer d'Oman aille porter aux autres nations le salut d'un peuple pacifique qui ne demande qu'à contribuer au bonheur et au progrès du monde.

CHAPITRE VII

L'ACCES LIBRE DE LA MÉDITERRANÉE

*Ce que peut réaliser sur ce point l'entente
franco-persane*

En jetant un coup d'œil rapide sur l'histoire politique et économique de la Perse avant et après l'Islam, on peut facilement constater que la richesse économique et la puissance politique de ce pays ont été toujours en relations directes avec son libre accès à la Méditerranée. Toutes les fois que la Perse a pu garder le caractère de pays de transit entre l'Occident et l'Orient, elle a vu sa puissance augmenter. Avant l'Islam, on pouvait aisément constater ce fait : l'Empire des Achéménides, qui au temps de Darius 1^{er} allait de l'au-delà de l'Indus et de la Sogdiane jusqu'à l'Égypte et même jusqu'en Tunisie en comprenant dans son sein toute l'Asie mineure et la Syrie, a assuré l'importance considérable et le prestige immense des Perses.

De même l'époque du règne de la dynastie Sassanide la Perse avait ce caractère, quoique à la suite des guerres avec l'Empire romain, l'accès de la Méditerranée fût parfois fermé aux troupes perses. Mais même dans ce dernier

cas, les marchandises perses ou celles venant de la Chine et des Indes traversaient sans difficulté l'Asie antérieure pour aller s'échanger entre celles venant de l'Occident.

Après la conquête des Arabes, la situation changea complètement. Les princes qui ont régné sur les diverses provinces de la Perse n'avaient ni le prestige, ni la puissance des rois perses qui régnaient sur l'Empire unifié. Ce n'est qu'au temps des Safavis que la Perse fut de nouveau vraiment unifiée et que ces rois gouvernant les pays qui composaient la Perse ancienne, purent développer chez eux le commerce et les arts et assurer à leur pays le transit des marchandises échangées entre les deux continents.

En vérité, dès que la route maritime des Indes fut découverte par Vasco de Gama en 1498 le trafic des marchandises par les routes terrestres subit un rude échec. Les rois Safavis, surtout Chah Abbas 1^{er}, par leur sage politique, luttèrent tant bien que mal contre ce nouvel état de choses et assurèrent l'hégémonie commerciale de leur pays. Mais à leur mort, la situation changea rapidement. La Perse fut peu à peu isolée du reste du monde. Les belles routes et les solides caravansérails construits par le grand roi tombèrent en ruine. La traversée des marchandises d'un bout à l'autre de la Perse durait des semaines, sinon des mois. Les rois Ghadjars ne comprirent nullement l'importance des bonnes routes pour un pays et oublièrent tout le profit que la Perse tirait de sa situation physique comme pays de transit. Pendant ce temps-là, la sécurité des voyages sur mer devenait plus grande et le percement du canal de Suez (1869) vint com-

damner une fois de plus la route terrestre des Indes et de la Chine. L'isolement de la Perse devint plus grand et notre pays fut voué à ses propres ressources, c'est-à-dire son agriculture primitive et son industrie en déclin. La situation présente est la suite logique de ces faits historiques. C'est à cet état de chose qu'il faut remédier. Nous devons faire tous nos efforts pour faire de la Perse à quoi elle est vouée par sa situation géographique — le pays de transit entre l'Orient et l'Occident. Nous croyons que cela est possible si les communications avec la Méditerranée deviennent aussi faciles qu'au temps où la Perse était riveraine de cette mer. Nous devons nous entendre avec les pays qui nous séparent de la Méditerranée pour qu'ils assurent le transit des marchandises persanes, de la Perse vers les côtes syriennes et réciproquement. Si nous avions cette facilité, le développement de notre commerce extérieur deviendrait réalisable. Nos produits seraient libérés du monopole d'achat de la Russie et de l'Angleterre et évitant la longue route maritime du Golfe Persique, l'Océan Indien et la Mer Rouge, nous pourrions les présenter plus rapidement sur les marchés européens. L'accès de la Perse à la Méditerranée, c'est la liberté pour les produits persans. Cette question deviendra importante, surtout quand la Perse sera un pays industriel. Pour assurer un écoulement facile à notre pétrole, à notre houille, à notre fer, etc., il faudrait pouvoir les transporter facilement sur les marchés mondiaux. Une route directe entre la Perse et la Méditerranée serait un grand pas dans cette voie. Mais, en outre, l'intérêt des pays sur le sol desquels passera une pareille route est identique à celle de la

Perse. Ils bénéficieront des avantages assurés aux pays de transit et auront une part des frais de transport. Ces pays sont l'Iraq (La Mésopotamie), la Syrie et la Turquie. Mais avant tout, il faut qu'un des ports de la Syrie soit le port franc de la Perse. Cela est aussi dans l'intérêt de la France (Syrie). En effet, toutes les marchandises qui prenaient la route de l'Océan Indien et de la Mer Rouge passeraient par la Syrie. Nous n'avons pas besoin de dire le bénéfice que la Syrie en tirera. Mais il faut que les produits persans arrivés dans ce port ne soient grevés d'aucune charge, comme s'ils se trouvaient sur le sol persan. Ce port peut être Alexandrette ou Beyrouth. Il faut qu'une bonne route où une voie ferrée directe relie la Perse à ce port. MM. J. Brunhes et C. Vallaux (1) écrivent à ce sujet : « Cette voie ne pourra atteindre la côte
« syrienne qu'entre Haïfa et Alexandrette, sur la zone où
« la France est intéressée à faire valoir ses droits. Aucun
« point n'est absolument désigné à l'avance : la côte de
« Syrie à ce point de vue, a quelque analogie avec la
« côte occidentale du Maroc. Alexandrette pourrait deve-
« nir le Tanger de la Syrie, si ce pays devenait une zone
« de pénétration fréquentée vers l'Asie antérieure, com-
« me Tanger est le point désigné par la nature pour la
« pénétration marocaine ». Ces auteurs préconisent une pareille route et croient que l'intérêt de la France est de faciliter les efforts faits dans ce but.

Le Gouvernement persan a construit dernièrement la route de Heïdarabad à Kadouk-Cheikh qui aboutit à

(1) *Op. cit.*, p. 555 et s.

Ravandouz dans le territoire de Mossoul. De là, il atteint le chemin de fer Nassibeïn qui est relié directement à Alep. De cette dernière ville, une voie ferrée aboutit à Alexandrette. La construction de la route menant à Ravandouz a marqué un grand pas dans la réalisation du but que nous discutons dans ce chapitre. Si plus tard on construit le chemin de fer de Kerkouk à Nassibeïn, tout le trajet en dehors de la Perse se fera par chemin de fer. Mais nous espérons que, bientôt, notre pays sera doté des voies ferrées en relation avec cette voie. La ligne de chemin de fer Est-Ouest que nous avons proposée au Chap. V, et qui aboutira à Gharatou à la frontière persano-irakienne sera le commencement de cet effort et permettra le transport par chemins de fer des voyageurs et de marchandises venant des Indes et se rendant en Syrie. On devra en outre construire une voie ferrée, reliant Bagdad à Damas. De cette façon, il y aura deux routes pour le trafic entre les Indes, en Perse et la Méditerranée. Si par suite d'un empêchement quelconque la route par la Turquie est bloquée on prendra cette dernière route et réciproquement. (Voir la carte ci-jointe).

Pour résumer notre idée, nous dirons qu'à notre avis, il faut une route directe entre le Nord de la Perse et la Syrie, mais traversant exclusivement le territoire turc. Cette route commencerait, par exemple de la ville d'Oroumïyeh. Une autre reliant le Kordestan à Bagdad et à la Syrie (Damas) existerait au Sud. Actuellement, une compagnie française de transports est en train de négocier avec les différents gouvernements intéressés, afin de créer des moyens de communication rapide entre la Syrie

et la Perse. Le gouvernement persan doit l'aider dans cette tâche. L'intérêt de la France est évident à ce chapitre. Si nous avons un port franc sur la côte syrienne l'importance de ce trafic serait considérable. L'entente franco-persane est nécessaire et son intérêt pour les deux pays est indiscutable. Le progrès qu'on espère réaliser dans la question des transports et l'économie de combustible nous fait espérer qu'une route directe entre la Syrie et les Indes est vouée à un avenir brillant. Nul doute que les voyageurs prendraient pour la plupart cette voie. Si on arrive à concurrencer le fret maritime, cette voie servira aussi au transport des marchandises. Peut-être que la Chine verra ses échanges avec l'Europe choisir cette route. Mais ceci est plus lointain. L'intérêt des différents pays que nous avons cités est de réaliser cette œuvre. Mais l'entente entre la France et la Perse sera la pierre angulaire de cette bâtisse.

CHAPITRE VIII

PROPAGANDE A L'ÉTRANGER ET ENCOURAGEMENT DU TOURISME

Avant de passer aux matières que nous voulons traiter dans ce chapitre, il ne serait pas superflu de dire quelques mots sur la manière dont doivent être présentés les produits persans. On sait qu'actuellement, la manière dont les marchandises sont présentées sur le marché a une grande influence sur le succès de la vente des produits. L'acheteur est attiré par mille artifices. Son goût et ses penchants sont étudiés minutieusement et les vendeurs essaient de satisfaire en tous points leurs clients.

Une marchandise sans beaucoup de valeur, quand elle est offerte dans un joli paquet a plus de chance d'être vendue qu'une autre de meilleure qualité, mais mal présentée.

Cette vérité est malheureusement ignorée par la plupart des exportateurs persans. Par là, ils subissent maintes pertes et autant d'avatars. Souvent des marchandises de différentes qualités sont mélangées ensemble et l'acheteur qui attend trouver des produits de bonne qualité,

quand il voit le contraire, ne veut pas risquer son argent une seconde fois.

Ceci se voit surtout pour les fruits secs : au lieu de les sélectionner suivant leur qualité, on les mélange ensemble. L'acheteur espérant, par exemple, trouver de bonnes amandes, trouve dans son palais le goût âcre des amandes amères mélangées aux douces. Même constatation pour la laine, et le coton mélangés sans souci de qualité.

Cet état de chose nuit beaucoup au commerce persan et il faut y remédier.

D'un autre côté, le système de séchage de ces fruits doit être surveillé. Les petites machines qui ne coûtent pas cher rendront beaucoup de services sur ce point. Depuis quelques années, la sélection des produits et le séchage scientifique des fruits ont fait beaucoup de progrès en Perse. Mais dernièrement une quantité importante d'abricots et de raisins secs persans ont été refusés sur les marchés étrangers parce que pour les sécher mieux suivant « le système de Californie », on les avait trop souffrés.

La mise en boîte, l'emballage et la confection des colis laissent à désirer aussi. Si on faisait de petites boîtes sur lesquelles de jolies miniatures seraient imprimées et rappelleraient l'origine persane de ces produits, ceux-ci seraient plus facilement écoulés. Les marchandises persanes devant souvent faire de longues routes pour atteindre leur destination ne sont pas exemptes d'être exposées aux caprices de la température. C'est pourquoi elles doivent être emballées dans des caisses et des colis solides qui résisteraient à la pluie, à la neige et à la casse.

Dans toutes ces matières : sélectionnement des produits, séchages scientifiques des fruits, meilleure présentation des produits et l'emballage solide, c'est l'initiative privée qui doit agir. « Le syndicat des exportateurs persans », dont nous avons préconisé la formation peut être très utile à cette fin. Mais le nouveau Ministère de l'Economie nationale peut aussi rendre d'utiles services aux exportations persanes en encourageant ces efforts et même en obligeant les exportateurs à se conformer aux préceptes que nous avons énoncés.

SECTION I

PARTICIPATION AUX EXPOSITIONS INTERNATIONALES, AUX FOIRES, ETC...

Les produits persans (sauf un produit industriel, le tapis) ne sont pas connus à l'étranger. La Russie et l'Angleterre ont presque le monopole de notre commerce. Souvent nos produits sont revendus par elles à l'étranger qui les reçoit sous une fausse indication d'origine. Pour ne parler que des produits agricoles, combien de nos fruits secs, de notre riz, de notre coton, de notre caviar, de notre soie sont offerts aux acheteurs des différents pays sans que les consommateurs se doutent jamais de leur provenance ? L'effort mené par tous les pays pour conquérir de nouveaux marchés pour leurs produits est peu en vogue en Perse.

Pour remédier à cet état de chose, il faudrait faire connaître au monde ce que nous produisons. Les voyageurs de commerce envoyés dans les différents pays peuvent

servir cette œuvre. Mais la participation aux expositions internationales, où les négociants de tous les pays se rencontrent, est une œuvre fort utile et très intéressante. Par là, nous arriverons à faire connaître nos produits et à comprendre, en même temps, ce qu'il faut entreprendre pour qu'ils soient conformes au goût des acheteurs. La comparaison avec les produits des autres pays que l'on peut trouver dans ces expositions est aussi une amorce à l'amélioration des produits nationaux inférieurs en qualité.

Avant la guerre, cette vérité était ignorée et de nos gouvernants et de nos commerçants. Mais depuis quelques années la tendance contraire se manifeste. Outre l'exposition des produits nationaux tenue à Téhéran en 1923 et qui fut extrêmement utile pour le marché intérieur, depuis 1926, la Perse a participé deux fois officiellement aux expositions internationales. La première fois, c'est en 1926, à l'exposition de Philadelphie où un magnifique pavillon persan fut construit, offrant aux visiteurs, le charme des palais orientaux et des produits persans les plus variés. Cette exposition eut beaucoup de succès. Le pavillon de Perse obtint le 1^{er} prix et depuis cette date, beaucoup de produits persans furent répandus sur le marché des États-Unis, où ils étaient ignorés auparavant.

La deuxième fois, c'est cette année, à l'exposition internationale d'Anvers, tenue à l'occasion du centenaire de l'indépendance de la Belgique. Les journaux belges relatent que le pavillon persan a beaucoup de succès. C'est à la fin de cette exposition que nous verrons à quoi la participation de la Perse a été utile.

Rappelons que les commerçants persans en relations avec l'U. R. S. S. prennent souvent part aux foires de Nijninovgorod, en Russie. Quelques-uns d'entre eux participent également aux foires annuelles de Paris. L'utilité de ces participations est incontestable et nous croyons que la Perse doit souvent prendre part à ces manifestations du commerce international. Par exemple, dès maintenant, on devra accepter de participer à l'exposition coloniale internationale de Paris, qui aura lieu en 1931 à Vincennes. On sait qu'en dehors des puissances ayant des colonies il y a un stand réservé aux autres pays. La Perse doit y participer. A l'occasion d'une manifestation internationale d'une grande importance commerciale, elle doit faire connaître ses produits. A l'exposition des arts décoratifs de Paris. 1926, le pavillon persan manquait. Espérons que cette fois, cette omission soit comblée (1).

(1) Dans les deux expositions internationales précitées, les organisateurs du pavillon persan ont, on ne sait pourquoi, construit le pavillon de Perse sous la forme d'une des célèbres mosquées d'Ispahan (à Philadelphie, la Mosquée de Madaré-Chah). Cela nous paraît bizarre et déplacé. Il est vrai que ces mosquées représentent une belle architecture. Mais de là à en faire un pavillon commercial, il va loin. On ne comprendrait pas, par exemple, que le pavillon de la France à l'exposition de Liège soit la reproduction de Notre-Dame de Paris avec ses tours ou celle de la Cathédrale de Reims. De même, il paraîtrait bizarre que le pavillon britannique représentât l'abbaye de Westminster. Mais le pavillon persan représentant une mosquée avec deux minarets, ne paraît pas étrange aux yeux des organisateurs. Pourtant c'est donner une fausse idée des constructions persanes. Le public croira que c'est le genre d'habitation en Perse. Qu'est-ce que représentent ces deux minarets faits pour que le moazzen exhorte les fidèles à la

On annonce d'autre part, qu'au mois de janvier prochain, se tiendra à Londres une exposition des arts persans anciens et modernes. Cette exposition patronnée par le Roi d'Angleterre et le Chah de Perse aura un cachet particulier. Espérons qu'elle sera une propagande utile pour notre pays.

SECTION II

ENCOURAGEMENT DU TOURISME

§ I. — *Création d'un office national de tourisme*

La Perse possède tout pour devenir un pays fréquenté par les touristes. Son climat est excellent et varié. Des paysages divers et pittoresques y abondent. Son passé historique et sa merveilleuse civilisation l'ont dotée de monuments historiques qui sont encore debout et font l'objet de l'admiration de tous les visiteurs. Ses habitants sont accueillants et hospitaliers. C'est le pays de fleurs et de parfums, de poètes et de philosophes. Tout cela a contribué à faire d'elle une terre mystérieuse vers laquelle on se rend en prière ; à moins qu'on ne veuille placer là-haut deux hérauts (camelots) vantant à grands cris l'excellence et la qualité des produits du pays du Lion et du Soleil...

Nous croyons que cette erreur doit être évitée dans la construction de futurs pavillons persans. La reproduction d'un palais (par exemple celui de Persépolis ou le palais d'Ali-Ghapou ou Tchehel-Sotoûn d'Esfahan) sera plus compréhensible que celle d'une mosquée qui est faite pour la prière et non pour les choses terrestres comme l'achat et la vente des produits. Il est évident que rien n'empêche les constructeurs de s'inspirer des motifs décoratifs qui ornent les mosquées. Un styie sera créé de cette façon et la mosquée avec ses deux minarets ne sera pas tenue pour une habitation usuelle des persans.

le les étrangers se rendent volontiers, si les moyens de communication le permettent.

Sur le climat de la Perse, Chardin écrit ceci (1), « Il y a peu de pays au monde où l'air soit si pur et si salubre ». Presque 4 siècles après, Gobineau, de son côté, est émerveillé de ce pays et donne son opinion dans les termes suivants (2) : « Le ciel est si beau, dans ce pays de Perse, et les montagnes si merveilleuses par leurs couleurs variées, que, pour peu qu'un ou deux arbres et un bout de village se montrent dans une longue journée, on est véritablement charmé ».

D'autres visiteurs, dont les plus illustres sont P. Loti (3) et Princesse Bibesco (4) ont écrit des pages admirables sur les beautés des paysages de l'Iran et la splendeur de ses monuments. Ce dernier écrivain a été tellement charmée de la visite de ce pays qu'elle a compté parmi les huit paradis les 5 villes de Perse qu'elle a décrites dans son livre.

Par la beauté de ses palais et de ses mosquées, de même que par son excellent climat, Esfahan remporte le premier prix dans ce palmarès. C'est l'ancienne capitale des rois Safavis, placée au centre de la Perse. Ces grands rois y firent bâtir des palais merveilleux, des ponts magnifiques, des collèges et mosquées splendides. A ce moment-là, cette ville était peuplée de 1 million d'âmes (au dire de Chardin) on y rencontrait les gens de toutes les natio-

(1) *Op. cit.*, t. IX, p. 383.

(2) *Op. cit.*, t. I, p. 219.

(3) Vers Ispahan.

(4) Les Huit Paradis.

nalités, et on y voyait toutes les merveilles des arts de l'Orient. Les Ispahanais disaient volontiers que leur ville était « la moitié du monde » (Esfahan, nesfé djahan).

Un poète persan dit de cette ville : « Si Esfahan n'existait pas, le Créateur ne posséderait point de monde ».

Quoique par la barbarie d'un prince Ghadjar Zellès-Soltan, le fils de Nasserred-dine Chah qui fut Gouverneur d'Efahan pendant longtemps et fit détruire beaucoup de palais pour anéantir les vestiges de ces rois, toute la splendeur ancienne d'Efahan n'est pas comme au premier jour, mais on peut actuellement voir de très jolis monuments intacts. Entre autres citons : le Palais d'Ali Chapou, celui de « Tschehel-Sotoûn » (Quarante colonnes), les mosquées de Madaré-Chah « la mère du roi », de Cheïkh Lotfollah, de Djomâa, l'église arménienne de Djolfâ et les ponts merveilleux d'Allahverdi et de Khadjou sur le Zayandéroud. Le premier de ces ponts est, au dire des connaisseurs, un pont unique au monde par sa conception architecturale, par sa situation et sa beauté.

Tous ces monuments sont construits avec des pierres et des briques émaillées très bien conservées. Les motifs d'ornementation et les peintures murales sont des chefs-d'œuvre du genre. La construction de ces dômes fait écrire à Chardin (1), « il n'y a pas de pays au monde « où l'on fasse des dômes si hardis et si beaux ».

Gobineau écrit (2) « Ispahan est une merveille » il ajoute plus loin que le Tchabar-bagh (les quatre jardins)

(1) *Op. cit.*, t. IV, p. 116.

(2) *Op. cit.*, t. I, p. 229 et s.

n'a pas de pareil au monde. Les belles pages de Loti sur cette promenade sont à lire. Gobineau écrit quelques pages après (1) « On ne peut s'imaginer, sans l'avoir vu, « quel bijou est ce collège de la mère du Roi. C'est un « vase d'émail, c'est un joyau au milieu des fleurs ». Et à la page 254 il donne une idée d'ensemble sur la capitale de Chah Abbas le Grand : « Ispahan n'a pu être conçue et exécutée que par des rois et des architectes qui « passaient leurs nuits à entendre raconter de merveilleux contes de fées ». Princesse Bibesco écrit (2), « Ici, « tout concourt harmonieusement au triomphe de la « beauté. »

Si on quitte cette ville enchantée et si on va plus loin, au sud, on arrive près d'Estakhr sur la route d'Esfahan à Chiraz, aux ruines de Persépolis, vestiges de la magnificence de la Cour des Grands rois Achéménides. Ce sont les palais de Cyrus, de Darius, de Xercès, d'Artaxercès, etc... C'est un ensemble merveilleux à contempler. Gobineau les définit ainsi (3) : « Et non seulement les siècles, non seulement la destruction de la plus grande « partie des édifices que portait cette terrasse, et leur « écroulement n'ont pas ébranlé cette cohésion merveilleuse, mais les tremblements de terre eux-mêmes, y « ont perdu leur puissance, et l'on jurerait que l'ouvrage « a été terminé hier ». Le Gouvernement envisagerait dit-on la restauration de ces ruines.

Chiraz est aussi une ville intéressante à visiter. Outre

(1) P. 232.

(2) *Op. cit.*, p. 97.

(3) *Op. cit.*, t. I, p. 201.

son bazar construit par Karim Khan Zend et les environs charmants de la ville, on y trouve les tombeaux de deux poètes persans : Saâdi et Hafez, tombeaux enfouis dans les fleurs. Ces deux poètes ont assez chanté la gloire de leur ville natale, pour que nous ayons besoin d'en parler. Rappelons seulement qu'une poésie très connue contient ces vers : « Dieu, donne-moi des ailes, afin que je puisse « m'envoler vers Chiraz ».

En quittant Chiraz pour atteindre le Golfe Persique, on rencontre entre la ville des poètes et Kazerouni des vestiges fort intéressants de l'époque sassanide. Dans la province de Khouzestan, outre le pont de Chouchtar, il y a aussi d'autres monuments. Suse, dont la fouille a été entreprise par Dieulafoy et continuée par de Morgan (1) est située à 30 kilomètres de Chouchtar. Les deux provinces de Fars et de Khouzestan ont été le berceau et le noyau des gloires anciennes de la Perse avant l'Islam et la terre d'élection des rois achéménides et sassanides ; donc elles sont riches en souvenirs historiques. Sur la route de Kermanschah à Hamedan on atteint Bissâtoun à 40 km. de Kermanschah. Sur une hauteur de 50 mètres au-dessus du niveau de la route, se trouvent des bas-reliefs représentant le triomphe de Darius sur les rois vaincus par lui. Ces bas-reliefs sont très bien conservés. Des inscriptions cunéiformes trilingues les accompagnent. Elles ont permis aux orientalistes de trouver la clé pour lire l'écriture cunéiforme. Ce sont ces mêmes

(1) Les plus riches collections de la Perse ancienne du Musée du Louvre proviennent de ces fouilles.

bas-reliefs qui ont contribué à créer la légende de deux amoureux Khosro et Chirine, qui inspira l'œuvre magnifiqu du poète Nézami, et qui a pour titre le nom de ces amants malheureux. Hamedan est bâtie sur l'ancienne Ecbatane, la capitale des Mèdes. C'est une ville digne d'être visitée.

On peut y voir le tombeau d'Esther et de Mardochée, personnages qui eurent les honneurs bibliques et furent glorifiés par Racine.

Dans la province d'Azerbaïdjan, on trouve d'anciens monuments, surtout de très jolies mosquées, celle de Tabriz est « La Mosquée bleue ». Il faut citer aussi les tombeaux des rois Safavis à Ardabil.

Le tombeau du Soltan Mohammad Khodabandé à Soltanyeh près de Zindjan est très intéressant à visiter.

Dans la province de Khorassan, on trouve des monuments très dignes de visite. La ville de Machhad, dans laquelle est situé le sanctuaire d'Emam-Réza, possède de jolies mosquées. C'est un lieu de pèlerinage. Le tombeau de Nader Chah (Napoléon d'Orient), s'y trouve. Le sanctuaire d'Emam-Réza est un musée magnifique. On peut y voir des tapis splendides, des étoffes anciennes uniques, des manuscrits et des reliures inestimables. D'ailleurs la plupart des mosquées persanes possèdent de pareils trésors. Le tombeau du grand poète Ferdôwei se trouve à Machhad et on est en train de le restaurer. A Neïchabour, on peut voir le tombeau d'Omar Khayam, le grand mathématicien et philosophe persan qui vivait vers l'an mil et qui est connu surtout pour ses fameux quatrains.

Damghan est l'ancienne Hecatompylos, capitale des

Parthes et intéressante à visiter. Dans les provinces qui bordent la Mer Caspienne on trouve quelques monuments de l'époque safavide. Mais, ce sont surtout des sites admirables. D'immenses forêts vierges les couvrent. Des champs de fleurs magnifiques s'étendent par des kilomètres. L'eau si rare en Perse y est abondante. Chardin (1) dit de ces provinces que « l'Hyrkanie est un pays de « chasse, et durant le printemps, c'est un véritable paradis terrestre ». De vertes allées, des sentiers fleuris et des cascades réjouissantes y abondent. On peut se baigner agréablement à ses plages, surtout à celle de Pahlavi (Enzeli). Sur les hauteurs des monts Elbourz, on peut trouver de la fraîcheur si recherchée en Orient. La province de Guilan est remplie de charmantes campagnes. Non loin de Téhéran, la vallée de Lar et celle de Damavand sont des villégiatures rêvées. Les sources d'eaux thermales y abondent. Surtout celle de Roudehène, ferrugineuse et sulfureuse est très recherchée. L'exploitation méthodique de cette source est envisagée. D'ailleurs, l'existence des sources thermales est signalée en d'autres endroits de la Perse.

Enfin pour parler de la capitale, disons que Téhéran, quoique étant une nouvelle ville est fort digne d'être visitée. Le climat y est très sain. Située au flanc d'Elbourz, elle est presque environnée de tous côtés par des montagnes. La cime éternellement neigeuse de Damavand la domine. La capitale est remplie de jardins et n'est pas éloignée des villégiatures d'Elbourz. La ville se moder-

(1) *Op. cit.*, t. I, p. 483.

nise actuellement, mais outre ses palais, la Mosquée de Sépahsalar est fort belle et le plus joli monument artistique de la capitale quoique ne datant que d'une soixantaine d'années.

A quelques kilomètres au sud de la ville, se trouvent les ruines enfouies dans le sol de la ville de Reï. Gobineau qui entra dans la capitale par le sud a été tellement émerveillé de la plaine de Téhéran que ces lignes lui ont été inspirées (1), « pas de détails qui arrêtent la pensée, « c'est infini comme la mer, un ciel dont rien, ni parole, « ni palette, ne peut exprimer la transparence et l'éclat, « une plaine qui, d'ondulations en ondulations, gagne « graduellement le pied de l'Elbourz, se relie et se confond avec ses grandeurs... on n'oublie pas un pareil « tableau... ».

Nous n'ajouterons rien à tout ceci, écrit par les visiteurs étrangers. A-t-on besoin de dire qu'un pays qui possède de telles attirances pour les touristes doit en profiter ? Le profit que tirent du tourisme les pays comme la France, la Suisse et l'Italie est connu. L'argent dépensé par les étrangers est non seulement un élément positif de la balance des comptes, capable de combler le déficit causé par une balance commerciale défavorable, mais il permet, en outre, à faire connaître aux étrangers un pays qu'ils ne connaissaient que par les récits d'autres gens. C'est en même temps une propagande utile. Donc, l'intérêt d'un pays est de développer et d'encourager le tourisme chez lui. Ce qu'il faut en Perse, c'est créer un

(1) *Op. cit.*, t. I, p. 293.

organisme autonome et puissant qui se mettra à l'œuvre et attirera méthodiquement les touristes en Perse. Nous proposons donc la création d'un « Office National de Tourisme ». Cet organisme, qui sera sous l'égide du Ministère de l'Economie nationale, jouira d'une certaine autonomie. Des crédits assez importants doivent lui être attribués. Dans le budget de 1309, nous voyons la somme de 150.000 Krans, sous la rubrique « Propagande ». C'est une somme vingt fois plus importante qui doit être versée annuellement à cet organisme. La tâche de l'office sera d'encourager la venue de touristes en Perse, pourvoir à leur confort matériel et moral, les guider, mettre des interprètes à leur disposition, publier des brochures de propagande en plusieurs langues et des recueils touristiques, veiller strictement à ce que les touristes passent une vie agréable pendant leur séjour en Perse, organiser des promenades et des excursions, etc..., etc...

Cet organisme qui aura son siège central à Téhéran, disposera des succursales dans les grandes villes, dans les sites et aux frontières où le étrangers entrent en Perse. D'autres succursales doivent exister dans les grandes villes étrangères comme à Paris, New-York, Londres, Berlin, Rome, Genève, Bombay et Bagdad. C'est en effet, dans ces villes fréquentées par des riches touristes, qu'on peut utilement faire de la propagande. L'argent que l'on dépensera à cette fin sera une dépense productive et remboursée au centuple. Des spécialistes en cette matière, doivent contribuer au succès de cette propagande. Cet office pourra se mettre en rapport avec les agences touristiques étrangères pour les intéresser dans cette tâche.

Dernièrement, le directeur de la Compagnie Internationale des wagons-lits s'est rendu en Perse pour étudier sur place les moyens d'organiser le trajet direct Paris-Perse, par trains (sauf de Nassibeïn à Kirkouk où des services d'automobiles font le parcours). La ligne de chemin de fer Est-Ouest et la route directe Syrie-Perse que nous avons préconisées seront une facilité considérable pour les touristes. Le roi sassanide Anochirevan, le Juste (6^{me} s. J.-C.) avait compris l'importance du tourisme et encourageait par tous les moyens la venue des touristes étrangers en Perse. (1). Imitons l'exemple de ce grand Roi.

Il ne faut rien négliger dans cette œuvre et les fruits que nous en cueillerons répondront amplement à nos espoirs. La création des chambres de commerce et des bureaux commerciaux d'information est aussi une entreprise utile au point de vue commercial. La chambre de commerce de Téhéran fut créée pour la première fois en 1920 par l'actuel ministre de Perse à Paris, S. E. Hosseïn Khan Alâ, alors ministre du commerce. Son initiative fut imitée et actuellement, il y a en Perse plusieurs de ces organismes entre autres à Machhad, à Barforouche, à Rachte, etc...

Dernièrement, c'est à l'étranger qu'on pensa de créer des chambres de commerce mixtes. S. E. Alâ (nous profitons de l'occasion pour rendre publiquement hommage à son patriotisme éclairé et à son dévouement sans bornes à la cause persane) poursuivant le but qu'il s'était proposé, rassembla les personnes intéressées. C'est ainsi

(1) Sykes A., *History of Persia*.

que la Chambre de commerce franco-persane vit le jour à Paris, en décembre 1929. Espérons que dans d'autres pays cet exemple sera imité et que ces utiles organismes seront multipliés.

§ 2. — *Une saine politique urbaniste*

Pour attirer les étrangers, il ne suffit pas d'être affable et hospitalier ou de disposer des monuments historiques et des sites incomparables. Si les conditions d'hygiène et de confort font défaut dans un pays, le touriste en gardera un mauvais souvenir et le dira aux autres.

Il faut donc, en plus, loger les touristes dans de bons hôtels, disposant de tous les moyens de confort, et veiller à leur assurer une bonne existence matérielle.

Une saine politique urbaniste est nécessaire pour cela. Depuis quelques années, on a, en Perse, l'air de moderniser les villes. Partout on perce de larges avenues. On bouleverse les villes, on édicte des arrêtés municipaux innombrables et on construit des avenues aussi boueuses qu'avant. Mais nous croyons que la mesure principale opportune n'a pas été prise.

Ce qu'il faut, avant tout, pour une ville, c'est la canalisation d'eau potable et la construction des égouts. Une politique urbaniste qui ne met pas cela à la tête de son programme pêche par la base. Quelle est l'utilité d'élargir les avenues et de mécontenter des milliers de propriétaires. Ceux-ci ne touchent pas une indemnité d'expropriation satisfaisante. Les mesures municipales actuelles ont, en outre, suscité dans la capitale et les grandes villes, la

crise de logement et une spéculation intense sur les immeubles) pour préserver quelques vies humaines en danger dans les rues étroites de la cité, fréquentées par des automobiles, si des milliers de citoyens meurent tous les ans à la suite des maladies occasionnées par l'infection des eaux potables ? En Perse, sauf dans une ou deux villes (Machhad), la canalisation d'eau potable n'existe pas. L'eau coule dans les canaux remplis d'immondices pour aller infecter les citernes des maisons. A quoi sert d'avoir un Institut Pasteur à Téhéran pour analyser les microbes et préparer des sérums si une épidémie de typhus ou de typhoïde envoie dans l'autre monde des milliers de nos malheureux compatriotes ?

La dépopulation de la Perse a pour cause l'eau infectée et le manque d'hygiène des villes. Surtout l'effroyable mortalité infantile a pour cause les mauvaises conditions d'hygiène, dont l'infection des eaux n'est pas la moindre. Tous les médecins persans et étrangers sont d'accord pour dire que beaucoup de maladies disparaîtraient en Perse, si la canalisation d'eau potable et la construction des égouts étaient entreprises. Les touristes hésitent aussi à se rendre en Perse s'ils sont exposés aux risques d'attraper des maladies. Donc la défense de la race et notre intérêt économique exigent de commencer par là nos réformes municipales. Dotons d'abord nos villes de l'eau potable canalisée et des égouts et pensons après à leur embellissement et à l'élargissement de leurs rues. Les eaux de sources sont excellentes en Perse, mais elles n'arrivent que souillées dans les maisons. Remédions à cela d'abord. Nous croyons qu'un vaste emprunt muni-

cipal (auquel les étrangers pourront contribuer) assurera la réalisation de ce programme. Des taxes municipales pourront être créées pour le service et l'amortissement de ces emprunts. Quelques grandes villes doivent bénéficier des sommes ainsi recueillies. Après la canalisation de l'eau potable, la construction des égouts, l'électrification des villes, on doit penser à la construction des hôtels modernes, des jardins publics, des salles de théâtres, des cinémas, etc., etc... Le bulletin de la Chambre de Commerce franco-persane de Paris (N° 2) nous renseigne que le gouvernement persan est en pourparlers avec la Société des Hôtels suisses et les hôteliers français pour la construction des hôtels en Perse. Actuellement, il y a dans les principales villes persanes des hôtels moyens où les voyageurs peuvent trouver du confort.

Mais si nous voulons attirer les touristes, avant tout, il faut purifier l'eau potable. C'est là la base d'une bonne politique municipale. Faire le contraire, c'est commettre une faute. C'est un devoir d'humanité qui nous amènera aussi des profits immédiats. Si cela est assuré aux touristes, avec les monuments historiques et les sites pittoresques que nous possédons, avec les facilités de communication qui seront assurées bientôt, nous verrons les touristes affluer chez nous. Le profit que nous en tirerons sera incalculable.

CHAPITRE IX

PORTEE DES REFORMES PROPOSEES

A) AUX POINTS DE VUE ECONOMIQUE ET FINANCIER

Le plan de relèvement économique que nous avons tracé est, croyons-nous, réalisable et profitable. Nous avons essayé, en analysant chaque chapitre, de démontrer la possibilité des réformes à accomplir. En se conformant aux principes énoncés au cours de cette étude, nous pensons, qu'une amélioration certaine de la situation économique de la Perse est à attendre.

En adoptant une monnaie à valeur internationale indifférente aux fluctuations du change, nous assurerons la stabilité de nos échanges commerciaux. Une politique douanière protégeant et encourageant l'agriculture, l'industrie et le commerce nous apportera un redressement prompt de toutes les branches de l'activité économique. L'utilisation de nos ressources minières fera de la Perse, un pays industriel et augmentera considérablement nos exportations. Des bonnes routes, des voies ferrées, une marine marchande nationale et le libre accès à la Méditerranée permettront le transport rapide de nos produits sur les marchés mondiaux et nous délivreront de la tutelle

économique de l'étranger. Enfin, la propagande à l'étranger pour nos produits, sera une œuvre utile pour leur écoulement, de même que la venue des touristes sera un élément favorable de la balance des comptes.

Il est vrai que des dépenses seront nécessaires pour la mise en œuvre de ce plan économique, mais ce seront des dépenses productives, qui nous apporteront cent fois plus que nous n'avons déboursé. Non seulement notre balance commerciale nous sera favorable, mais la balance des comptes accusera aussi la même tendance. Les importations diminueront, car beaucoup d'articles, importés aujourd'hui, seront produits dans le pays. D'un autre côté, les exportations prendront une expansion inconnue jusqu'à ce jour. La richesse générale augmentant, un effort fiscal sérieux pourra être exigé de la nation. Les réformes financières et administratives, actuellement impossibles seront aisées. Une refonte du système fiscal, tant exigée aujourd'hui, sera une tâche sans peine. Abandonnant le système archaïque et injuste des impôts indirects (qui alimentent dans la proportion de 4/5 le budget persan), on pourra adopter un système d'imposition plus scientifique et plus équitable. Les impôts directs, mal perçus, seront étendus à beaucoup de branches d'activité économique et accuseront un meilleur rendement. Des impôts qui ne peuvent même pas être envisagés aujourd'hui, pourront être votés et perçus, une fois que, par la réalisation des réformes, la richesse de la nation se sera accrue. Beaucoup de nos trésors cachés, seront mis à jour : la Perse et le monde en profiteront. Nous serons une nation riche et opulente.

B) AU POINT DE VUE POLITIQUE

Une fois notre situation économique améliorée, notre puissance politique s'en ressentira. Dans le monde actuel, la richesse d'une nation et sa puissance politique marchent de pair. Nous serons une nation indépendante et libre. Disposant de tout, nous n'aurons besoin de rien, ni de personne. Il est évident que cela profitera au monde entier. De même qu'un individu faible est au point de vue économique un mauvais élément dans la société, une nation faible est aussi inutile sinon gênante pour le monde. Une nation forte et indépendante peut servir le progrès et la civilisation.

Peu à peu, notre puissance politique grandira ; notre opulence économique nous permettra de nous défendre mieux contre les pays qui auront des visées sur nous. Avant la guerre, la Russie voulant atteindre les Indes, par la Perse, et les Anglais voulant les en empêcher, notre pays était devenu un foyer de propagande et des intrigues de l'Ours moscovite et du Lion britannique. Ces deux rivaux, profitant de la faiblesse de la Perse — faiblesse qu'ils entretenaient habilement — signèrent le 31 août 1907 un traité partageant la Perse en deux zones d'influence. Les autres puissances laissèrent commettre ce crime : quelques-unes d'entre elles approuvèrent même (l'Allemagne par l'accord de Potsdam) l'entente des deux rivaux. La Perse protesta vivement contre cette infamie et ne voulut jamais connaître cet accord. La guerre mondiale éclata, sur ces entrefaites et changea la face du

monde. La Perse souffrit beaucoup de ces années de combat, mais à la paix, elle entra libre et indépendante au sein de la Société des nations. Les traités qui mettaient en danger son indépendance furent dénoncés. Sa réorganisation intérieure fut entreprise et elle se poursuit aujourd'hui. Les Russes et les Anglais essaient de s'en faire une alliée. La rivalité entre la Russie et l'Angleterre est des plus vives aujourd'hui. C'est un moment très favorable pour nous. Sachons en profiter ; peut-être il ne reviendra plus. Le représentant de la Perse siège aujourd'hui dans le Conseil de la S. D. N. et nos justes revendications peuvent avoir un meilleur écho, dans une enceinte internationale.

N'attendons pas le jour où nos deux puissants voisins se mettront d'accord. Notre indépendance politique pourrait s'en ressentir. Profitons de ces années de trêve. Devenons forts, pour pouvoir mieux nous défendre. Travaillons fermement pour renforcer les garanties juridiques en faveur de la paix dans le monde. Mais commençons par nous équiper afin de défendre notre liberté et notre sol natal. Cela n'est possible que si nous disposons des ressources économiques suffisantes. Exploitions nos richesses naturelles pour augmenter notre puissance économique et politique et afin d'être digne de nos glorieux aïeux qui nous ont légué un passé merveilleux et une terre pleine de ressources, deux biens dont nous pouvons être justement fiers.

C) AU POINT DE VUE SOCIAL

La richesse et l'opulence rendent l'homme indépendant et libre. C'est un bien précieux qui doit être recherché avec persévérance.

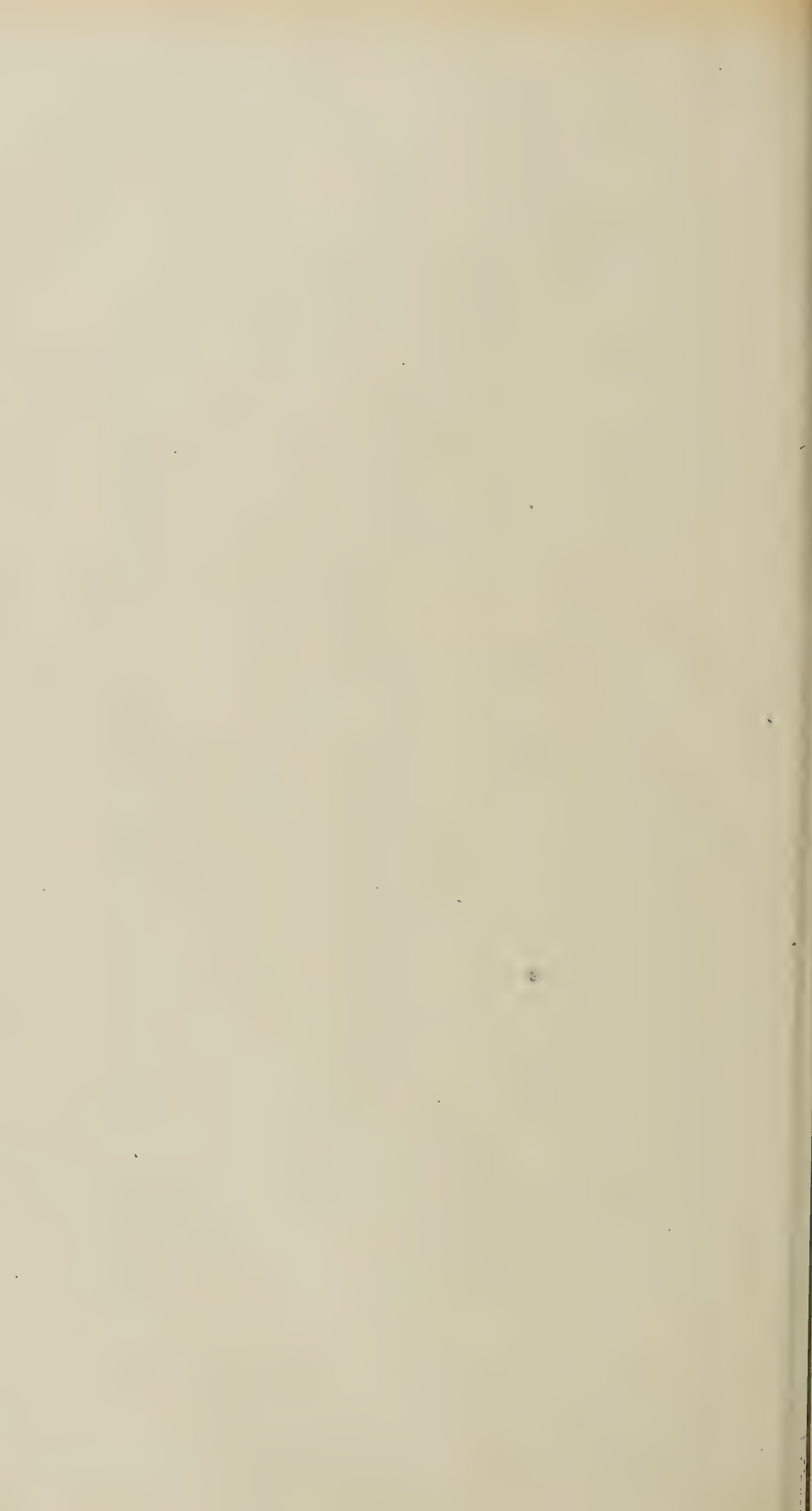
Beaucoup de nos maux actuels ont pour motif, la pauvreté matérielle de notre peuple. Nous acceptons l'injustice et la tyrannie des gouvernants parce qu'ils sont plus forts que nous, et qu'autrement, ils nous prendraient le peu que nous possédons. Des milliers de nos compatriotes, des gens intelligents cultivés et travailleurs, ne pouvant gagner autre part leur pain, entrent dans l'Administration, y perdent leur indépendance, deviennent des automates au service de quelques chefs qui font d'eux ce qu'ils veulent. Ces pauvres fonctionnaires ont peur d'exprimer leurs opinions, de crainte d'être chassés de l'Administration et de déplaire aux gouvernants. L'élite de la nation devient ainsi une masse sans réaction. La cause en est qu'il n'y a pas de travail dans les institutions privées. La mise en activité de l'économie nationale, permettra à ces victimes, de se débarrasser de la tutelle de l'Administration, de s'engager dans les industries privées ou d'embrasser les carrières libérales et de devenir ainsi des hommes indépendants. Les autres catégories sociales : paysans, ouvriers, petits employés, etc..., bénéficieront aussi de la richesse acquise. Le niveau d'existence de la nation se relèvera. Cela sera utile à la fois à l'Etat et au pays. La richesse permettra l'augmentation de la population, qui est une force considérable pour un pays.

Une nation composée d'individus riches et indépendants sera une puissante aide de l'Etat lui-même, expression de cette nation. Dans les luttes que l'Etat engagera pour garder sa liberté à l'extérieur et pour améliorer ses institutions à l'intérieur il trouvera derrière lui une nation riche et clairvoyante. Relevons notre situation économique, devenons riches pour faire de la nation persane un peuple composé d'éléments sains et forts qui contribueront au progrès de la civilisation et au bienfait de l'humanité.



Il faut que toutes les classes de la nation contribuent au relèvement économique de la Perse, les femmes aussi bien que les hommes. Or, il y a un obstacle qui devra être enlevé, dès le début de cette œuvre. C'est la cloison qui sépare la femme persane, et l'empêche de travailler dans la même mesure que l'homme persan dans les différentes branches de l'activité économique. En Perse, les femmes (sauf celles des tribus et des campagnes) sont voilées et ne peuvent par là avoir les occupations qui les mettraient en contact direct avec l'homme. La force économique du pays en souffre et, sauf quelques travaux domestiques, la femme persane des cités ne peut être utile à la nation. Or, le développement économique que prendra la Perse exige une main-d'œuvre plus grande et beaucoup de carrières occupées aujourd'hui par les hommes (sait-on qu'en Perse, il n'y a que des dactylographes masculins ?) doivent être remises aux femmes. En outre, les femmes aussi doivent s'occuper dans les industries,

naturellement dans celles en rapport avec leurs force et aptitude. Nous savons que ce jour-là les nécessités économiques auront le dessus sur les rigueurs vestimentaires inventées par les mollahs obscurantistes. Mais prévoyant ce jour, le gouvernement pourra, dès maintenant amorcer ce mouvement. Voiler le visage et rester inactive à l'intérieur des « andaroun » ont été des préceptes inventés par le clergé fanatique qui avait intérêt à entretenir l'ignorance du peuple. Le Coran n'a jamais commandé une pareille monstruosité. Cette invention des mollahs a coûté cher à la Perse ; économiquement, socialement et politiquement. Il est temps de mettre fin à cette fantaisie qui n'a que trop duré. Il faut que la femme persane sorte libre et débarassée de ce « linceul noir » qui l'enveloppe des pieds à la tête. Il faut qu'elle vive libre et puisse respirer à son gré. Lui rendre cette liberté, à laquelle elle a droit est un des devoirs des dirigeants actuels de la Perse. Nous croyons qu'en cette matière, une large tolérance défendue par l'Etat sera une politique à la fois sage et utile qui ne choquera aucune croyance. N'obligeons pas, comme en Turquie, toutes les femmes à se dévoiler ; mais défendons celles qui veulent sortir librement dans la rue et se trouvent mieux débarassées de leur voile. Aucune opposition sérieuse ne sera faite à cette mesure et le gouvernement qui entreprendra cette tâche, aura toute l'élite de la nation derrière lui. C'est un devoir économique et social, de même qu'un acte d'humanité envers nos malheureuses sœurs.



CONCLUSION

Y A-T-IL, AU POINT DE VUE ECONOMIQUE, UNE CERTAINE ANALOGIE ENTRE LA PERSE ET LES ETATS-UNIS

A) SITUATION PHYSIQUE, CONDITIONS CLIMATÉRIQUES, RESSOURCES AGRICOLES ET INDUSTRIELLES.

La Perse, par sa situation physique et sa position géographique, est le pays d'échange entre l'Occident et l'Orient. Elle est « la porte de l'Asie » et « le carrefour des races, des religions et des civilisations » (1). Son passé glorieux le prouve. Gobineau écrit à ce sujet : « La Perse est comme un foyer où les idées et les inventions des pays et pensées les plus lointaines sont venues se confondre (2) ».

Par sa vaste étendue, elle a la chance de posséder divers climats : celui de la zone tempérée et la température des

(1) Darmesteter, *Coup d'œil sur l'histoire de la Perse*.

(2) *Op. cit.*, t. I, p. 237 et s.

régions quasi tropicales. Cela aide à la diversité et à la variété de ses produits agricoles. Presque tout ce que la terre produit y pousse ou peut y végéter. Ses richesses naturelles et ses ressources minières sont immenses. En particulier, on y trouve du pétrole, de la houille, du fer et du cuivre, matières premières indispensables à l'industrie actuelle du monde.

Il faut seulement moderniser l'agriculture, développer les irrigations et exploiter les richesses minières. Les forêts de Mazandaran et de Guïlan peuvent fournir du bois à toutes ses industries. Sa population n'étant que de 10 millions d'âmes et son territoire étant 3 fois plus vaste que celui de la France, ses habitants pourront augmenter 10 fois plus que son agriculture pourra les nourrir et son industrie les entretenir.

En un mot c'est un pays qui a le bonheur de se suffire à lui-même, et en plus, a des germes de prospérité future.

B) APTITUDE DE RACE

Les Persans sont de la branche indo-européenne de la race arienne. Ils possèdent, par conséquent, toutes les qualités reconnues par les ethnologistes à la fleur de la race blanche. La haute culture de la Perse ancienne et les vertus attribuées aux Perses en témoignent. Le Persan d'aujourd'hui n'a pas beaucoup changé sur ce point. Sa civilisation post-islamique le prouve. Clément Huart, jugeant le Persan moderne écrit : « La Perse vit tous les jours : elle a maintenant derrière elle vingt siècles d'existence. C'est une belle et loyale histoire ; les modi-

« fications de l'islamisme sont superficielles et n'ont pas
« changé l'âme des vieux Perses, qui vit encore chez les
« Persans de nos jours (1).

Maints auteurs ont écrit sur le caractère persan et sur les qualités de la race iranienne. Pour ne pas être taxés de chauvinisme, nous réserverons notre opinion et nous nous bornerons à citer les opinions de quelques-uns d'entre eux qui, de l'avis de tous, ont bien connu la Perse et les Persans : Chardin (2) : « Le génie des Persans est porté aux sciences plus qu'à toute autre profession ou application que ce soit et l'on peut dire aussi que les Persans y réussissent si bien, que ce sont, après les Chrétiens européens, les plus savants peuples du monde » p. 192 : « Les Persans aiment et honorent si fort les savants, et ceux qui tâchent de le devenir, qu'on peut bien dire que leur goût est l'estime et la recherche des sciences. Ils s'y donnent tout le temps de leur vie... » (3) « Leur génie est gai et ouvert, leur imagination vive et féconde, leur tempérament amoureux. (4) Les Persans sont naturellement braves et belliqueux, l'honneur et la fleur des peuples asiatiques..... La Perse est capable de faire de grands progrès par la puissance et par le courage de son peuple ». « il n'y en a point ce me semble, qui ne doive céder à la Perse, tant par la température de l'air, pour le génie qui y est plus raisonnable qu'ailleurs et plus appro-

1) *Op. cit.*, p. 266.

(2) *Op. cit.*, t. IV, p. 191.

(3) *Op. cit.*, t. V, p. 128.

(2) T. V, p. 294.

« chant du nôtre et pour toutes les choses excellentes et
« rares qui s'y trouvent en abondance » (1) : Les Per-
« sans ont de l'esprit, de la vivacité, du jugement et de
« la prudence... leurs mœurs sont douces et faciles, et
« leur esprit a de la capacité et de la lumière. »

En comparant les persans aux peuples qui sont leurs voisins, Chardin affirme que ce serait une grossièreté de les croire comme eux.

Rawlinson parle ainsi des persans : « Les persans sont
« braves, vifs, fougueux, capables de réflexion et de
« réparties mordantes ».

Elisée Reclus, dans sa géographie Universelle : « Il
« n'est pas un peuple que l'on puisse dire supérieur aux
« persans par la promptitude et la clarté de l'intelli-
« gence, pour l'aptitude à tous les travaux de l'esprit
« aussi bien que pour l'habileté dans tous les métiers. »

Gobineau (2) : « Ce que les persans ont possédé au
« plus haut degré, c'est l'esprit de compréhension, la
« puissance de comparaison, et une sorte de critique
« qui leur a permis de combiner avec bonheur des élé-
« ments parfaitement étrangers les uns aux autres. »

(3) : « L'ouvrier persan est adroit, ingénieux, indus-
« trieux et laborieux à sa façon. » P. 135 : « L'ouvrier
« persan, tout au rebours, est toujours charmé par l'idée
« d'un travail qu'il n'a jamais fait. Il se met à l'œuvre
« avec feu, comprend vite ce que l'on veut de lui, et exé-

(1) T. IX, p. 385.

(2) *Op. cit.*, t. I, p. 237.

(3) T. II, p. 134.

« cute avec une intelligence et une promptitude qui confondent. » p. 221 : « leur intelligence (des persans) peut tout saisir. »

Curzon (1) : « le peuple persan a une homogénéité que ne possède aucune autre nation dans le monde... malgré la misère le paysan persan n'est pas un pauvre ; malgré la ruine, sa virilité nationale (national manhood) n'est pas éteinte... Les persans forment une race aimable et polie et ont les manières des gentlemen. Ils sont vifs et perspicaces (acuite) dans la conduite. Si leur cœur est doux et sensible, comme je le pense, cela ne correspond pas à la faiblesse de leur cerveau. »

Curzon dit aussi que les Persans diffèrent beaucoup de leurs voisins et continue : « ils présentent moins de signes attrayants, comme étant une communauté d'éléments de réelle noblesse et grandeur. C'est encore un peuple agréable — agréable à fréquenter, avec qui il est agréable de se lier, peut-être point agréable à négliger. »

Aubin (2) : « Seuls parmi les musulmans, les Persans ont l'avantage de former une nation compacte, douée des plus éminentes facultés naturelles. » En parlant des ruines des édifices qu'il a rencontrés sur son chemin, il ajoute à la page 227 : « Pourtant sous ces débris persistent des traces d'une culture glorieuse, une intelligence raffinée, un patriotisme ardent et, chose unique en terre musulmane, une nationalité consciente et

(1) *Op. cit.*, t. II, p. 630 et s.

(2) *La Perse d'aujourd'hui*, p. VII.

« compacte : germe fécond de floraisons futures. »

Shuster (1) : « Les Persans ont d'agréables manières
« et sont hospitaliers... Ils ont prouvé leur capacité de
« s'assimiler la civilisation et les idées occidentales. Ces
« cinq dernières années (depuis 1906 la révolution per-
« sane), ils ont montré qu'ils sont d'une race sans
« pareille quant à leurs capacités d'éducation. »

Olmer (2) : « L'ouvrier persan est, un travailleur
« habile. Il est de caractère doux et obéissant, il est sobre
« et peu exigeant et, s'il est bien nourri il est capable
« d'un grand effort et a l'intelligence vive. »

Sur la qualité de la main-d'œuvre on lit dans le rap-
port de la commission d'enquête de la S.D.N. sur la
production de l'opium en Perse ces lignes : p. 36 :
« D'une manière générale, les travailleurs des champs
« sont laborieux et soigneux. Ils sont intelligents et per-
« fectibles (surtout pour les métiers mécaniques ils ont
« montré beaucoup d'aptitudes). Et plus loin à la page
54 : « Le caractère persan a, sans doute, déjà fait l'objet
« de commentaires suffisamment développés, mais il
« est peut-être utile de répéter que la Commission a été
« frappée de l'habileté manuelle, de la facilité d'adapta-
« tion, et l'on pourrait peut-être dire, de la souplesse
« extrême de l'ouvrier persan. »



Une nation qui, au dire même des étrangers, possède
de telles qualités et qui vit dans un pays jouissant d'une

(1) The strangling of Persia, p. 219.

(2) Rapport sur une mission scientifique en Perse, p. 12.

situation géographique enviable et d'excellentes ressources naturelles, est faite pour prospérer et acquérir un rôle important dans le monde.

Il n'est donc pas osé de prétendre que la Perse sera une puissance économique, dans une certaine mesure, semblable aux Etats-Unis ou un nouveau Japon dans l'Asie.

Maints prophètes de malheur, pour la plupart malveillants et superficiels, se basant sur la décadence passagère des deux derniers siècles que relate l'histoire de notre pays, ont cru conclure et écrivent de même que la Perse est vouée au déclin. Il nous est un devoir de combattre à tout prix ce défaitisme malsain dont l'aboutissant est le découragement moral de tout un peuple. Quant à nous, nous avons le ferme espoir en l'avenir de notre pays qui, les circonstances aidant, peut et doit devenir à brève échéance, une grande puissance.

Plus de 1.500 élèves et étudiants persans fréquentent à l'heure actuelle les écoles et les universités européennes. L'heure n'est pas loin où entre leurs mains juvéniles le sort de la Perse se décidera. Leur patriotisme éclairé et leurs hautes qualités intellectuelles nous permettent de présumer un avenir brillant à notre pays.

La Perse est un des rares pays qui parmi ceux de l'Antiquité, ait gardé avec son indépendance, les caractéristiques de son glorieux passé. C'est là un élément de vitalité de plus à ajouter à l'actif de notre pays.

Parce que durant deux siècles les rois tyrans et égoïstes l'ont pillé au nom de l'Autorité Divine, et que des mollahs obscurantistes l'ont dépouillé au nom du Pro-

phète, en entretenant son ignorance pour mieux l'exploiter, on ne doit pas désespérer du peuple persan, qui à travers des régimes injustes a su garder sa personnalité.

La Perse reste vivante et elle vivra.

Ce qu'il lui faut, c'est avoir des gouvernants et des éducateurs patriotes pour la guider dans le sentier du progrès en lui montrant le chemin de la civilisation.

Puisse la Perse être gouvernée avec justice et équité, afin qu'il soit accordé à son peuple la possibilité de faire épanouir ses qualités séculaires et de tenir haut l'étendard de la culture iranienne !

Paris, le 11 juillet 1930,

Vu : Le Doyen de la Faculté, Vu : Le Président de Thèse,

H. BERTHELEMY.

WILLIAM OUALID.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

(Livres et documents consultés pour la composition de
cet ouvrage)

EN ANGLAIS

- BROWN (Edward G.). — *A year amongst the Persians*.
London. Adam and Charles Black, 1893.
- CURZON (Georges N.). — *Persia and the Persian question*.
2 vol. London Longmans, Green and Co, 1892.
- LINGEMAN (E. R.). — *Report on the finance and Commerce of Persia 1925-1927*, London, 1928.
- SHUSTER (W. Morgan). — *The strangling of Persia*,
Fisher Union, London et Leipsic, 1912.
- SYKES (P. M.). — *A History of Persia*, 2 vol. London Macmillan, 1915.

EN FRANÇAIS

- AFCHAR. — *La politique européenne en Perse* (thèse Lausanne), Berlin, Iranschâhr 1921.
- AUBIN (Eugène). — *La Perse d'aujourd'hui*, Paris A. Colin, 1908.
- BRUNHES (Jean). — *La géographie humaine*, Paris, Félix Alcan, 1910.

- BRUNHES (Jean) et VALLAUX (Camille). — *La géographie de l'Histoire*, Paris, Félix Alcan, 1921.
- CHARDIN. — *Voyages en Perse et autres lieux de l'Orient*, 10 tomes, Paris, Le Normant, 1811.
- DARMESTETER (James). — *Coup d'œil sur l'histoire de la Perse*, E Leroux, Paris 1885.
- GHADIMY (Mochar). — *Les finances publiques de la Perse*, thèse, Paris 1922.
- GOBINEAU (Comte de). — *Trois ans en Asie*, 2 volumes, B. Grasset, Paris, 1923.
- HUART (Clément). — *La Perse antique et la civilisation iranienne*, Renaissance du livre, Paris, 1925.
- NAFICY (Hassan, Mocharafod-Dovleh). — *L'impôt et la vie économique et sociale en Perse*. Thèse Paris, 1924.
- OLMER (L.-J.). — *Rapport sur une mission scientifique en Perse* (ouvrage traitant des produits agricoles et industriels de la Perse), Paris, 1908.
- POIDEBARD (A.). — *Au carrefour des routes en Perse*, G. Crès et C^{ie}, Paris, 1923.
- SALEH KHAN (Hechmatos saltaneh). — *La Perse économique*, Thèse Paris, 1920.
- SCHEFER (M. Ch.). — *Notice sur les relations des peuples musulmans avec les Chinois depuis l'extension de l'Islamisme jusqu'à la fin du XV^e siècle*, Paris, 1895.
- VADALA (R.). — *Le golfe Persique*, Paris, Rousseau, 1920.
- Bulletin de la Chambre de Commerce Franco-Persane de Paris.*

Rapport de la Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse (adressé au Conseil de la S. D. N.), Genève 1926, C. 580, M. 219, 1926 XI.

Observations du Gouvernement persan à ce rapport. Rapport du Gouvernement persan sur le trafic de l'opium et autres drogues nuisibles pour l'année 1307 (1928-1929).

Statistiques commerciales de la Perse : Tableau général du Commerce avec les pays étrangers, publié par l'administration des douanes.

EN PERSAN

DJAMALZADEH (M. A.). — *Gandjé Chaïgan ou la situation économique de la Perse*, Kaviani, Berlin, 1917.

SAFINYA (R.). — *Esteghlalé Gomrokyé Iran* (indépendance douanière de la Perse), Téhéran, 1307 (1929).

Recueils des décisions et des lois votées par le Madjless au cours des différentes législatures.

Rapports trimestriels de l'administrateur général des finances.

Rapport annuel de l'administration des ponts et chaussées, Téhéran, 1305.

Revue officielle de la Chambre de Commerce de Téhéran (en persan et en français).

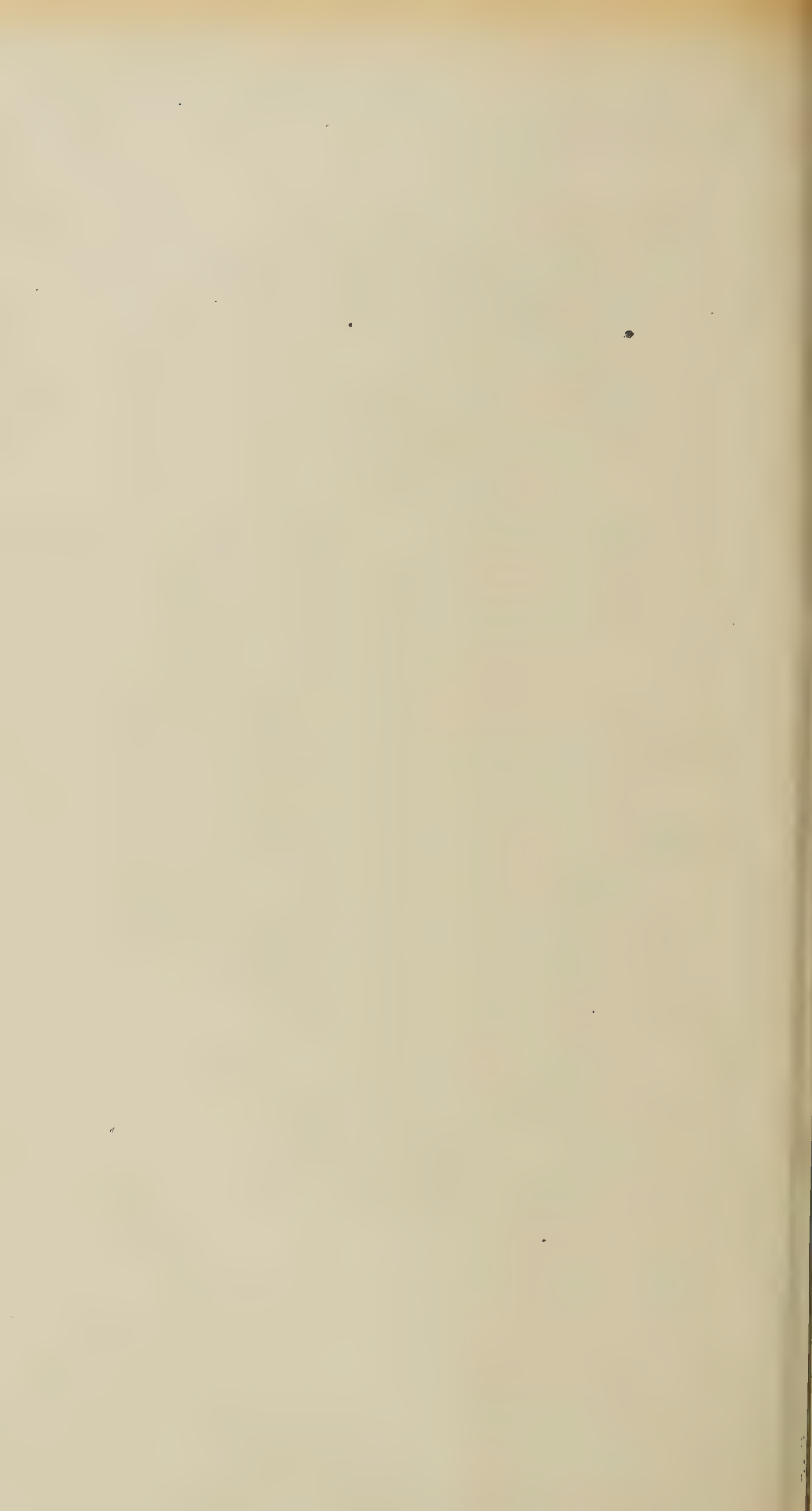


TABLE DES MATIERES

	PAGES
AVANT-PROPOS.	9
PREMIERE PARTIE	
LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA PERSE	
CHAPITRE I. — <i>Généralités sur la Perse</i>	13
Superficie. — Limites. — Climat. — Population.	
CHAPITRE II. — <i>Bref aperçu historique du commerce persan de l'antiquité jusqu'à la fin du XIX^e siècle</i>	18
(Sous les rois Achéménides. — Parthes. — Sassanides. — Safavis. — Au cours du XIX ^e siècle).	
CHAPITRE III. — <i>Le commerce extérieur de la Perse depuis la fin du XIX^e siècle à nos jours.</i>	27
Balance commerciale et balance des comptes.	
CHAPITRE IV. — <i>Les importations de la Perse</i>	43
Statistiques des produits importés: avant la guerre et pour les trois dernières années. — Principaux articles importés: I. Tissus de toute espèce et fils. — II. Sucres et thés. — III. Automobiles et leurs accessoires: le nombre des véhicules en Perse. — IV. Les huiles minérales. — V. Autres produits.	
CHAPITRE V. — <i>Les exportations de la Perse</i>	53
Statistique des produits exportés: avant la guerre et pour les trois dernières années. — Principaux articles exportés:	

I. Les huiles minérales: L' « Anglo-Persian Oil Company ». Analyse de la concession, historique de son développement, les bénéfices du gouvernement anglais et les parts touchées par le gouvernement persan; tableau de l'exportation des huiles minérales pendant les 14 dernières années. — Réflexion qui inspire l'acte de concession de l'A.P.O.C. et les perspectives de sa révision; tableau de la production mondiale d'huile brute en 1928 et 1929	54
II. Les tapis: leur importance passée et leur situation présente, les salaires et les conditions de travail des ouvriers; ceux qui bénéficient de la fabrication des tapis; tableau des tapis exportés dans les 10 dernières années et pays de destination; le Ministère de l'Economie nationale et « l'Institut national de tapis », l'avenir de cette industrie.....	61
III. L'opium: son importance pour l'économie persane; raisons qui le font préférer à d'autres produits, le monopole d'Etat de la vente de l'opium; contrôle international du trafic de l'opium et des drogues nuisibles: conventions de La Haye et les mesures adoptées par la S. D. N., la Commission d'enquête sur la production de l'opium en Perse, l'analyse du rapport publié par cette commission et les conclusions auxquelles elle arrive pour limiter la culture du pavot en Perse; les observations du gouvernement persan et les mesures prises par lui pour arriver à réduire la production de l'opium; la vraie face du problème	69
IV. Coton brut: statistique de la production du coton persan (quantités et valeurs) avant et après la guerre; pays qui en exportent « la Perse Kholpok » et son développement; l'irrigation de Khouzeistan et l'avenir du coton en Perse; le coton persan et les tissus de coton importés de l'étranger; les tissages et les filatures de Esfahan, Téhéran et Ghazvine, comment les encourager	78
V. Fruits frais et secs: les variétés des fruits que l'on trouve en Perse; tableau des fruits exportés pendant les 10 dernières années: le détail de ces fruits; pays qui en exportent; ce qu'il faut pour développer l'exportation des fruits persans; les vins de Perse: un important article dans l'avenir	82
VI. Soie: Son importance passée; les œufs de vers à soie et la concession de Hadji Mahtachemos-saltanah; la production actuelle de la soie brute et les régions productrices de la soie; tableau des soies exportées pour l'année 1307: pays de destination; avenir de ce produit et les mesures qu'il faut adopter pour le développer.....	85

VII. Riz: les régions productrices du riz; importation et exportation, le boycottage des russes après la guerre et la crise qui s'ensuivit; l'exportation du riz pendant les trois dernières années (quantités et valeurs), l'importation pour la même période, la diminution des frais de transport et le resserrement de l'importation du riz.....	88
VIII. Les peaux: l'exportation avant la guerre et dans les trois dernières années; les pays exportateurs; avenir de ce produit	90
IX. Les gommés: variétés, exportation avant la guerre et dans les trois dernières années; pays exportateurs.....	91
X. Laine brute: importance de ce produit, quantité exportée comparée avec les tissus de laine importés; avenir de ce produit	92
XI. Autres produits: a) tabacs non fabriqués: exportation, améliorations à apporter à ce produit; la « Régie des tabacs »; avenir de ce produit; b) boyaux: exportation; c) animaux vivants: exportation et importation avant la guerre et aujourd'hui; mesures protectrices du cheptel national qu'il faut adopter; d) thés: régions productrices; importation et exportation, pays exportateurs et pays importateurs de thé en Perse; avenir de ce produit; e) drogueries: importation et exportation, variétés des plantes médicinales de Perse, ce qu'il faut pour diminuer l'importation des drogues étrangères; autres articles non dénommés ci-dessus.....	93
Appendice: Quelques petites industries encore existantes en Perse; encouragement et protection de ces industries.....	96

CHAPITRE VI. — Répartition géographique du commerce extérieur de la Perse..... 100

(Importations en Perse et exportations de Perse des différents pays: avant la guerre et dans les trois dernières années; principaux articles échangés).

§ I. Empire britannique (y compris les Indes).

§§ II. U. R. S. S. — III. Egypte. — IV. France. — V. Etats-Unis d'Amérique. — VI. Allemagne. — VII. Belgique. — VIII. Turquie. — IX. Italie. — X. Iraq. — XI. Afghanistan. — XII. Autres pays.

CHAPITRE VII. — Le régime douanier..... 112

Historique; traité de Golestan; traité de Torkamantchâï de 1828: (art. III) le tarif légal persan pendant 75 ans; conditions des importateurs étrangers et nationaux; abolition

du fermage des douanes et engagement des fonctionnaires belges pour l'organisation des douanes; la politique des tsars et l'aide que lui apportèrent les fonctionnaires belges; la convention douanière russo-persane du 13 décembre 1902: analyse de cette convention et la répercussion qu'elle eut sur l'économie persane; convention douanière anglo-persane du 9 février 1903; la révolution russe et sa répercussion sur les relations économiques et douanières de la Perse et de la Russie; la nouvelle convention douanière anglo-persane de 1920; le traité russo-persan du 26 février 1921 (art. 16, 19 et 20), convention douanière russo-persane du 1^{er} octobre 1927; Conférence économique internationale de 1927 et le memorandum des délégués de la Perse; acquiescement des Etats membres de la S. D. N. à l'indépendance douanière de la Perse; le tarif autonome du 14 ordibehecht 1307; analyse de ce tarif et sa critique.

Appendice: le tableau des recettes douanières de la Perse depuis le début du XX^e siècle à nos jours. 128

CHAPITRE VIII. — *Les nouvelles conventions douanières conclues après le vote du tarif autonome du 13 ordibehecht 1307.* 130

Abolition des capitulations et les nouveaux accords provisoires; le traité relatif à l'autonomie tarifaire entre la Perse et le Royaume-Uni (10 mai 1928), analyse de ce traité; convention douanière russo-persane du 10 mars 1929, analyse de cette convention; d'autres conventions, l'esprit de ces accords et leur critique.

CHAPITRE IX. — *Principales routes suivies par les importations et les moyens de transport actuellement existants* 139

L'état des routes en Perse avant et pendant la guerre; l'effort de l'Etat persan depuis 1302 à étendre le réseau routier; énumérations des voies importantes: a) routes terrestres, l'état actuel de ces routes et ce qu'il faut faire dans l'avenir, le transport sur ces routes et le taux moyen des frais; b) le service des bateaux sur la Mer Caspienne et le tonnage moyen des marchandises ainsi transportées; les lignes de navigation dans le Golfe Persique et sur le Karoûn, mouvement des ports persans du Golfe Persique et de Karoûn pour les trois dernières années; navigation sur le lac Orqu-

myeh; c) services de navigation aérienne intérieure et internationale.

DEUXIEME PARTIE

COMMENT ASSURER LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA PERSE

CHAPITRE I. — *Une monnaie stable* 156

Historique du régime monétaire persan: la monnaie encore en cours; tableau de la variation du prix du kran argent par rapport à la livre sterling; crise monétaire de 1929-1930 et les mesures que le Gouvernement et le Madjless prirent pour y remédier; velléités de réformes depuis la fin du XIX^e siècle, les lois monétaires des dernières années et leur critique; controverse sur la cause de la crise monétaire persane et les moyens d'y remédier; la vraie cause de cette crise: la baisse du métal-argent comparée avec la baisse du kran: d'autres facteurs provenant de la législation persane et de la situation économique du pays; analyse des mesures prises pour remédier à la crise monétaire: 1) interdiction de l'importation de l'argent; 2) la loi du 7 esfand 1308 sur le contrôle des transactions relatives aux devises étrangères, Commission de cours et Commission de contrôle, critique de ces dispositions; 3) la loi du 27 esfand 1308 sur le nouveau Ministère de l'Economie nationale; 4) la loi du 27 esfand 1308 sur l'étalon d'or: la nouvelle unité monétaire persane, le rial; analyse de cette loi; 5) « the imperial bank of Persia », analyse de l'acte de concession de cette banque et le développement que cette banque prit ultérieurement, le rôle qu'elle joua dans l'économie persane; l'accord du 23 ordibehecht 1309 entre le gouvernement persan et la Banque Impériale de Perse: analyse et critique des dispositions de cet accord; le bilan de la politique monétaire du Gouvernement persan pendant la période de crise; une monnaie stable et de saines finances, conditions nécessaires du développement du commerce extérieur.

CHAPITRE II. — *Une politique commerciale protégeant l'industrie et l'agriculture* 182

Le résultat de la politique commerciale des dernières années, la fabrique d'allumettes de Tabriz et sa fermeture; politique suivie à l'égard des fabriques de tissus d'Esfahan et de Téhé-

ran; erreur des négociateurs des accords douaniers; l'accord commercial russo-persan du 1^{er} octobre 1927, son analyse; le projet de loi sur la réciprocité commerciale; la duperie de conclure des traités de commerce avec les Soviets et les dangers de l'octroi de l'immunité diplomatique à la représentation commerciale soviétique; la nouvelle politique commerciale que la Perse doit adopter: dénonciation des conventions douanières, vote d'une loi réprimant le dumping et la concurrence déloyale menée par les pays étrangers contre les produits persans; les principes que doivent présider le nouveau tarif douanier: le protectionnisme, le moyen d'arriver au libre-échange. Perse pays pourvu de toutes choses.

CHAPITRE III. — *Encouragement à l'industrie, au commerce et à l'agriculture*..... 194

Exemptions fiscales; contrôle des sociétés, sécurité personnelle et collective, la Banque Nationale de Perse; la Banque agricole et le nouvel aspect qu'elle doit prendre: « Banque des prêts agricoles, industriels et commerciaux », moderniser l'agriculture; le problème de l'irrigation « les ghanates », la construction des digues; le reboisement, la lutte contre les maladies du bétail et les insectes nuisibles; création d'une industrie sucrière; réforme de l'impôt foncier; réforme de la taxe de route instituée par la loi du 19 bahman 1304.

CHAPITRE IV. — *Utilisation des ressources minières de la Perse au moyen des concessions*. 203

Richesses minières de la Perse: le pétrole, la turquoise, la houille, le cuivre, le fer; la situation de ces mines; l'or, le platine et l'argent, le mercure, le soufre, le plomb et l'oxyde de fer, les sels, la potasse, etc..., la Perse, pays industriel et non seulement agricole; utilisation de ces richesses au moyen des concessions aux nationaux ou aux étrangers, de l'inconvénient de concéder aux nationaux; un exemple: pétroles de Kaviré Khourian; du recours aux étrangers: les inconvénients des emprunts; seule issue possible; concessions aux étrangers, ce qu'il faut préciser dans ces concessions; historique des efforts de la Perse pour concéder aux étrangers les pétroles du nord de la Perse: la loi du 30 aghrab 1300; la loi du 23 djôza 1302, analyse de cette loi; les négociations en cours et l'incident du mois de juillet 1924, meurtre du vice-consul américain, qui en était l'auteur et quelle était sa cause? répercussion qu'il eut sur la rupture des négociations; les principes généraux que doit

contenir l'acte de concession; les bénéfices que la Perse tirera de l'utilisation de ses richesses naturelles: diminution des importations et augmentation des exportations, nouveaux débouchés; un mot de Lord Curzon sur les richesses de la Perse.

CHAPITRE V. — *Extension des routes et voies ferrées.* 221

Le taux moyen des frais de transport en Perse; extension du réseau routier; historique de la question des voies ferrées en Perse; l'énumération des chemins de fer actuellement existants en Perse; le chemin de fer nord-sud de la Perse: la loi du 9 khordad 1304 sur le monopole d'Etat des sucres et des thés, le rendement de cet impôt; la loi du 20 bahman 1304; la loi du 4 esfand 1305; la loi du 30 farvardine 1307 et le contrat avec le syndicat international; les deux tronçons nord et sud actuellement construits, le bilan de ces opérations; la résiliation du contrat conclu avec le syndicat germano-américain; la loi du 20 khordad 1307 sur l'envoi en Europe des étudiants pour apprendre des métiers relatifs aux chemins de fer; quelle solution faut-il donner à ce problème? routes ou voies ferrées? plaidoirie en faveur des chemins de fer, rejet des arguments en faveur d'une préférence pour les routes; du besoin que la Perse a à construire des chemins de fer, comment le réaliser?: « la Société des chemins de fer persans » de la ferme et de l'objet de cette société; de son capital initial; où trouver cet argent? l'avantage qu'aurait le Gouvernement persan à former une pareille société et le profit qu'elle réalisera aux capitalistes étrangers; quelles lignes doivent être construites par cette société: achèvement de la ligne nord-sud, construction d'une ligne plus importante allant de l'Est à l'Ouest de la Perse et reliant les Indes à la Méditerranée, avantages intérieurs et internationaux d'une pareille voie ferrée, différents pays qui en profiteront, de l'utilité de cette œuvre, perspective d'avenir.

CHAPITRE VI. — *Création d'une marine marchande nationale et suppression des intermédiaires étrangers, obstacles au commerce libre* 240

La flotte de guerre et de transport de la Perse dans le passé, la contribution des persans à l'art de naviguer; la décadence ultérieure de navigation en Perse; les tentatives de Nader Chah à faire revivre la navigation chez les Persans: Nelton et son

œuvre, la flottille de la Mer Caspienne et celle du Golfe Persique: Sadegh Khan et son expédition vers Basrah; le déclin de la navigation en Perse, au XIX^e siècle, la situation actuelle. tentative de formation d'une flotte de guerre; de l'importance pour la Perse d'avoir une marine marchande nationale, de l'utilité de cette œuvre pour débarrasser la Perse du monopole de son commerce tenu par les étrangers; la tâche du « Syndicat d'exportateurs persans »; le rôle de l'Etat et celui de l'initiative privée; avantages de la création d'une marine marchande nationale : au point de vue économique et politique.

CHAPITRE VII. — *L'accès libre de la Méditerranée...* 249

Ce que peut réaliser sur ce point l'entente franco-persane.

Accès de la Méditerranée, condition de l'hégémonie de la Perse dans le passé, rapide coup d'œil historique; des avantages pour les différents pays d'une liaison directe entre la Syrie et les Indes; Beyrouth ou Alexandrette port franc de la Perse. De l'intérêt de la France de faciliter cette tâche; la route de Ravandouz, une autre route de Bagdad à Damas; avenir d'une pareille voie; nécessité d'une collaboration entre la France et la Perse.

CHAPITRE VIII. — *Propagande à l'étranger et encouragement du tourisme.....* 255

De la présentation des marchandises sur le marché; sélectionnement des produits et les soins à apporter dans l'emballage des colis.

SECTION I. — Participation aux expositions internationales aux foires, etc..., l'utilité de ces manifestations; le pavillon persan à l'exposition de Philadelphie en 1926 et à celle d'Anvers en 1930; les futures expositions internationales et la participation de la Perse..... 257

SECTION II. — Encouragement du tourisme. — § I. Création d'un office national de tourisme: dispositions de la Perse pour devenir un pays fréquenté par les touristes; opinion de Chardin et de Gobineau sur les beautés de l'Iran; les différents sites touristiques: Esfahan (Ispahan), ses palais, ses mosquées et les ponts de Zayandéroud; opinions de quelques visiteurs étrangers sur la ville d'Esfahan; les ruines de Persépolis, opinion de Gobineau; Chiraz et les tombeaux de Saâdi et de Hafez; vestiges sassanides entre Kazeroun et Chiraz; le pont de Chouchtar et la vallée de Suse; « Bi-sotoûn » et les bas-reliefs de Darius le Grand; Hamedan (Ecbatane) et le tom-

beau d'Esther et de Mardochée, les monuments de l'Azerbaidjan; Soltanyèh; le sanctuaire d'Emam-Réza à Machhad; le tombeau de Nader Chah et celui de Ferdôwci; le tombeau d'Omar Khayam à Neïchabour; d'autres sites: les paysages pittoresques des provinces en bordure de la Mer Caspienne; les sources d'eaux thermales; Téhéran: son climat, sa situation et ses mosquées, ruines de Reï (Rhagès), quelques lignes de Gobineau sur la plaine de Téhéran.

Comment exploiter cette richesse? « Office national de tourisme », sa tâche et son activité, son utilité; les Chambres de commerce et leur utilité 260

§ II. Une saine politique urbaniste; les mesures municipales des dernières années et leur critique; l'état actuel des villes persanes, base essentielle de toute réforme municipale: canalisation d'eau potable et construction des égouts; d'autres mesures; comment ces réformes encourageront la venue des touristes; le bénéfice que le pays en tirera 270

CHAPITRE IX. — *Portée des réformes proposées*..... 273

a) Aux points de vue économique et financier.

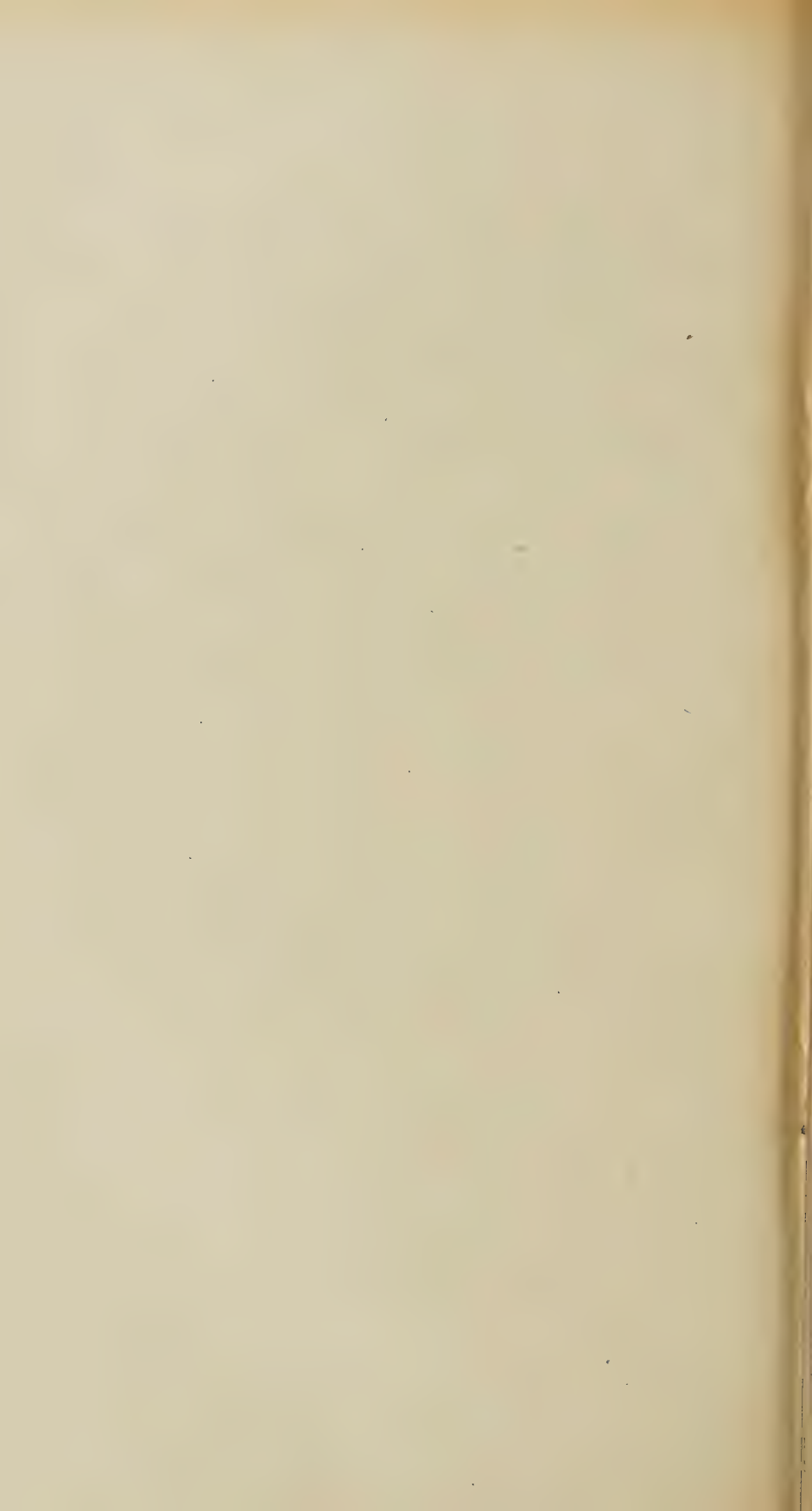
b) Au point de vue politique.

c) Au point de vue social — la question de la liberté des femmes.

CONCLUSION 281

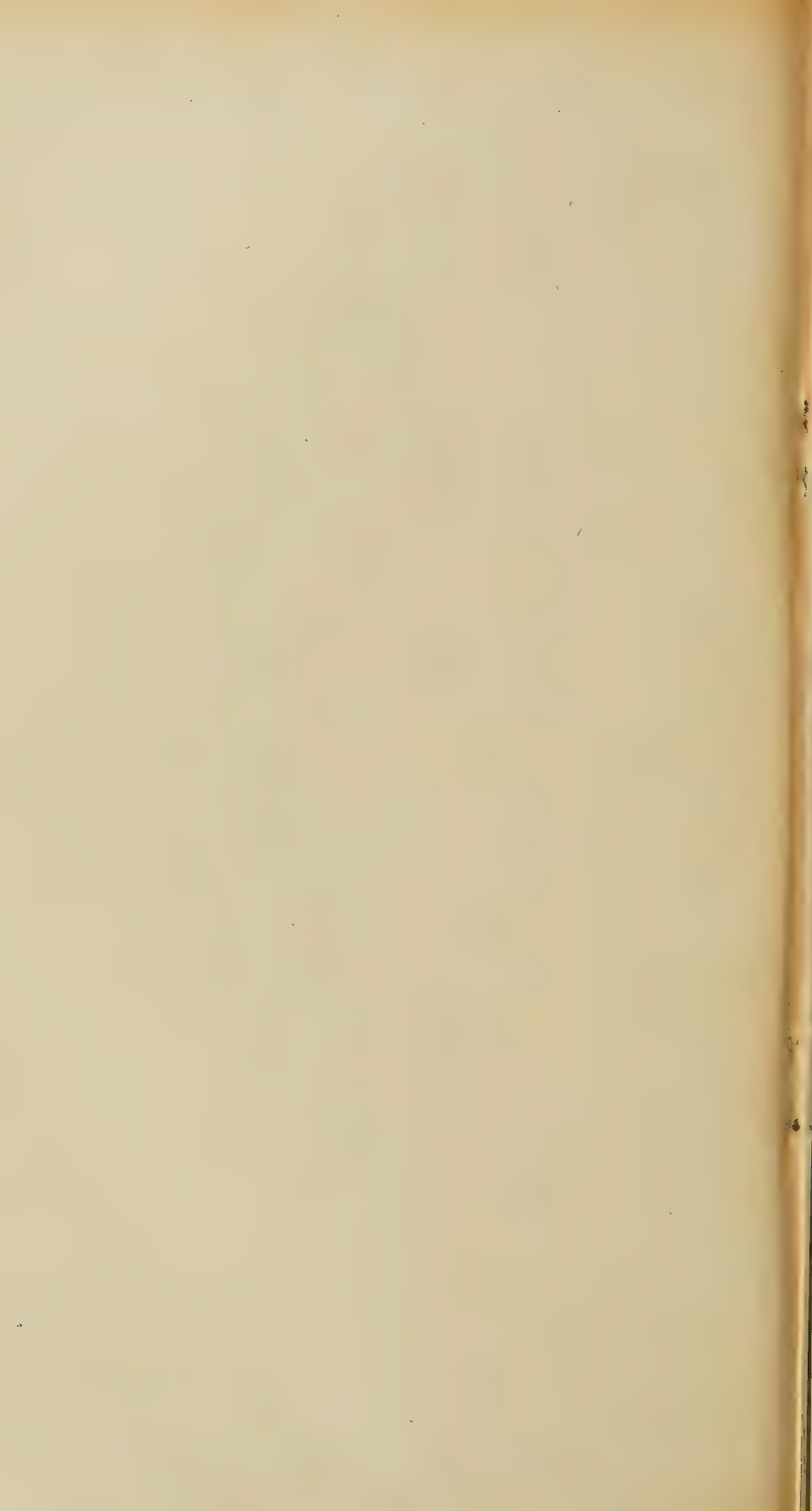
Y a-t-il, au point de vue économique, une certaine analogie entre la Perse et les Etats-Unis? a) Situation physique, conditions climatiques, ressources agricoles et industrielles; b) Aptitude de race: opinions de quelques étrangers sur le peuple persan: Chardin, Rawlinson, Elysée Reclus, Gobineau, Curzon, Aubin, Shuster, Olmer, C. S. D. N.

BIBLIOGRAPHIE 289



ERRATA

Page	91	ligne	19	<i>au lieu de :</i> Boukhara, <i>lire :</i> Bokhara.
—	114	—	7	<i>au lieu de :</i> 1931, <i>lire :</i> 1831.
—	145	—	15	<i>au lieu de :</i> Borujerd, <i>lire :</i> Boroudjerd.
—	213	—	18	<i>au lieu de :</i> eu, <i>lire :</i> eus.
—	224	—	4	<i>au lieu de :</i> Maymoud, <i>lire :</i> Mahmoud.
—	236	—	8	<i>au lieu de :</i> Dozbad, <i>lire :</i> Dozdab.
—	262	—	8	<i>au lieu de :</i> Efahan, <i>lire :</i> Esfahan.
—	262	—	10	<i>au lieu de :</i> Efahan, <i>lire :</i> Esfahan.
—	262	—	27	<i>au lieu de :</i> Tchabar, <i>lire :</i> Tchahar.
—	264	—	20	<i>au lieu de :</i> Bissâtoum, <i>lire :</i> Biçatoum.
—	270	—	25	<i>au lieu de :</i> Ceux-ci, <i>lire :</i> (ceux-ci.
—	285	—	19	<i>au lieu de :</i> point, <i>lire :</i> pas moins.
—	300	—	17	<i>au lieu de :</i> de faciliter, <i>lire :</i> à faciliter.



IMPRIMERIE A. OLIVIER (M. CARON, Directeur)

34, Rue Demolombe, Caen

